L'ORIENT EN MARCHE

II[1]

DANS LA MONTAGNE DES DRUSES (*Fin*)

Les émirs arabes de la famille Maan, les émirs druses de la famille Chéhab avaient tour à tour gouverné le Liban. Le dernier de ceux-ci, Béchir, que visita Lamartine, régna plus de cinquante ans, habile, retors, tenant la balance égale entre musulmans et chrétiens, peut-être converti lui-même secrètement au christianisme par sa dernière femme, assez adroit pour se rallier à Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, quand celui-ci conquit la Syrie, et pour garder ses pouvoirs. Mais l'intervention des puissances (sauf la France) en 1840 fit tomber Méhémet-Ali et ramena la Porte. Béchir fut exilé à Malte. Les Maronites comprirent-ils alors l'erreur qu'ils avaient commise en prenant parti contre la domination égyptienne? Le retour des Turcs amena un déchaînement du fanatisme musulman, — qui fut assez hypocrite pour exciter les Druses et leur livrer les chrétiens. Une constitution bâtarde soumettait le Liban à l'autorité de deux caïmacans, l'un maronite, l'autre druse sous le contrôle du gouverneur de Beyrouth. Mais les caïmacans étaient incapables, et le gouverneur inerte. Les haines de famille se faisaient jour. Les assassinats se multipliaient. Le Kesrouan s'agitait. Il eût fallu un commandement ferme pour arrêter cette effervescence. Les Druses, mieux organisés et qui sans doute guettaient leur moment, marchèrent en armes sur Deïr-el-Kamar, capitale du Liban,

Copyright by Henry Bordeaux, 1925.

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

brûlant sur leur passage plus de quarante villages maronites, tandis que leurs frères de l'Anti-Liban et du Haouran assiégeaient Zaleh.

Ceux du Haouran étaient commandés par le chef le plus sanguinaire, Ismaël-Atrach, — un nom à retenir. A lui revient l'initiative des massacres. Les chrétiens de Rachaya et d'Hasbaya dans l'Anti-Liban s'étaient réfugiés dans l'antique sérail mauresque des émirs Chéhab, pour se mettre sous la protection des soldats du Sultan. La garnison turque les livra. Ce fut le carnage. « Les Druses arrachaient les maris, les enfants mâles aux bras des femmes qui s'y cramponnaient, et les coupaient en morceaux ; car c'est avec des armes primitives, des couteaux, des haches, des piques, qu'ils procédèrent à cette boucherie humaine, sous les yeux et avec le concours actif de la garnison turque. Un certain nombre de chrétiens s'étant réfugiés sur une terrasse du sérail, les soldats les jetèrent par-dessus bord, au pied des Druses qui les achevèrent (1). » Les Druses, cependant, épargnèrent les femmes. Ce massacre fut le signal. Ismaël-Atrach marcha sur Zaleh qui, secourue trop tard par Joseph Karam à la tête d'une petite armée maronite, fut prise et saccagée. A Deïr-el-Kamar, les scènes atroces de Rachaya et d'Hasbaya se renouvelèrent identiquement : les habitants se mettant sous la protection des Turcs, et ceux-ci les livrant désarmés aux Druses dans le sérail et dans le palais de Beit-ed-din. Le gouverneur du Liban, Kourschid-Pacha, arrive le lendemain du carnage. Il se contente d'accorder aux Druses un délai de vingt-quatre heures pour se retirer. « Lorsqu'il ne resta plus personne de vivant à Deïr-el-Kamar, Kourschid-Pacha y fit annoncer par le crieur public que la population chrétienne pouvait être tranquille, les hostilités ayant cessé (2). »

Les Druses ont donné l'exemple. Mais l'odeur du sang répandu a grisé les musulmans. Les chrétiens de Damas, d'Alep, de Hama, d'Homs vivent dans l'épouvante. Beyrouth même se sent menacée. A Damas, — maladresse ou hypocrisie, — le gouverneur Achmet-Pacha fait arrêter des musulmans qui ont insulté publiquement la croix et les envoie, chaînes aux pieds, balayer les rues de la ville. Aussitôt les

(1) *Souvenirs de Syrie* (expédition française de 1860), par un témoin oculaire (Plon, 1903). — (2) *Id.*

musulmans envahissent le quartier chrétien et le brûlent. Là, comme à Deïr-el-Kamar, comme à Hasbaya, les soldats livrent les victimes. On évalue le nombre de celles-ci à plusieurs milliers. Des centaines de chameaux chargés de butin prennent les chemins de la montagne. Dans la hâte de voler les bagues, on coupait les doigts. Le sac dura quatre jours. Il y eut, dans ces jours d'horreur, pourtant, quelque lumière. Dans le quartier pauvre du Meidan, les chrétiens furent sauvés par les musulmans qui les connaissaient. Abd-el-Kader et ses Algériens abritèrent le consul de France et bien des fugitifs.

Quand ces ignominies furent connues, l'Europe s'indigna. Le Sultan, inquiet, s'émut. Il envoya, avec pleins pouvoirs, son ministre des Affaires étrangères, Fuad-Pacha, qui débarqua à Beyrouth le 17 juillet et fit immédiatement arrêter le gouverneur, Kourschid-Pacha, celui de Damas, Achmet-Pacha, les commandants des garnisons de Deïr-el-Kamar, de Rachaya et d'Hasbaya. Sa répression fut énergique. Le 26 juillet, il entrait à Damas, délivrait les chrétiens enfermés dans la citadelle, vidait un quartier musulman pour les abriter. Il s'agissait d'éviter l'intervention des puissances. Déjà des escadres étaient envoyées en Syrie avec des secours pécuniaires. Déjà Napoléon III décidait une expédition française. En 1840, l'Europe, à l'exclusion de la France, s'était coalisée pour expulser les Égyptiens de Syrie et rétablir l'autorité du Sultan : cette fois, la France prenait la tête des nations. Seule, l'Angleterre demeurait turcophile. Le petit corps d'armée du général marquis de Beaufort d'Hautpoul débarquait dès le commencement d'août. Fuad, à Damas, se hâtait de pendre et de fusiller, de condamner au bagne, à la déportation, à l'exil, afin que la Commission européenne, désignée par les Puissances, trouvât sa besogne toute faite. Achmet-Pacha, le gouverneur de Damas, le colonel Ali-Bey, préposé à la garde du quartier chrétien, les chefs des garnisons d'Hasbaya et de Rachaya furent ainsi exécutés en grande pompe au début de septembre. Les musulmans étaient matés, mais les Druses? Ce fut le travail de l'expédition française. Le général de Beaufort entra dans le Liban avec 3000 hommes. Il était convenu avec Fuad-Pacha que les Turcs couperaient aux Druses la retraite du Haouran. Mais les Turcs les laissèrent passer. Le Haouran se peupla des fuyards, au point qu'on l'appela dès lors le Djebel Druse. A

Deïr-el-Kamar, à Zaleh, les soldats français étaient reçus en libérateurs. Les veuves des massacrés se portaient à leur rencontre en gémissant. Cependant, on arrêtait un millier de Druses, parmi lesquels Saïd-Djemblat, Hussein Talhouk, tous les cheiks du bal du Consulat français. Une douzaine d'entre

CARTE DE LA SYRIE MÉRIDIONALE

eux furent condamnés à mort. Mais le commissaire anglais, lord Dufferin, fit commuer leur peine.

Quel sort réserverait-on à la Syrie ? La Porte s'opposait à son autonomie. La Commission décida que le Liban serait administré par un gouverneur chrétien nommé par le Sultan et relevant de lui directement. « Un conseil, composé des éléments constitutifs de la population de la Montagne, devait représenter auprès du gouverneur les différentes nationalités du Liban. » Mais Ismaël-Atrach et les Druses étaient, en somme, demeurés impunis. Répandus dans les montagnes du Liban, de l'Anti-

Liban et du Haouran, les Druses étaient auparavant divisés. Le groupement du Haouran, fortifié, était devenu plus nombreux, plus homogène et plus haineux par l'appoint des fanatiques émigrés. C'était un des résultats de l'expédition de 1860.

Trente-cinq ans plus tard, quand on commença de construire la ligne de chemin de fer du Hedjaz, les Druses se révoltèrent encore contre les Turcs. Toute une compagnie, bivouaquée à Soueida, fut une nuit massacrée. La légende rapporte même qu'ils se jetèrent sur l'armée de Mandou-Pacha « avec une telle fureur, un tel mépris de la vie qu'ils éventaient de leur manteau les mitrailleuses pour éteindre leur feu, et fermaient la bouche des canons avec leur turban » (1).

Ce retour au passé n'était-il pas nécessaire avant une visite au Djebel Druse? Sans l'histoire, le présent perd son sens et ne garde plus que son pittoresque. Quand je fermai livres et rapports, il était trois heures du matin. Je n'avais plus guère que le temps de me doucher et d'échanger mon habit contre un costume de cheval avant d'entendre glapir la sirène de l'automobile du commandant Denain.

IV. — LA FRANCE A SOUEIDA

26 mai 1922. — A quatre heures exactement, mon compagnon de route me hèle. Ma pèlerine, ma canne : je suis prêt. J'ouvre ma porte.

— Avez-vous déjeuné? me demande le commandant.

— Ma foi non : il est trop tôt.

— Moi non plus, mais il faut manger. Nous aurons froid dans la traversée du Liban et en avion. Allons à la Résidence : l'office n'est peut-être pas couchée et nous mettrons la main sur quelque plat froid du buffet, si les quatre mille invités du général n'ont pas tout raflé.

La Résidence, dans son bois de pins, est encore éclairée. N'est-ce pas un orchestre qui joue cet air langoureux? Ma parole, on danse encore. Dans le jardin, le général Gouraud, enfin libéré de ses absorbantes fonctions diplomatiques de maître de maison, soupe avec ses officiers d'ordonnance et trois ou quatre dames ou jeunes filles qui ont bien voulu leur tenir compagnie : je reconnais la princesse de Tripoli et les

(1) Rappelé par Mme Myriam Harry dans *l'Illustration* du 15 août 1925.

petites princesses de Beit-ed-din. Comment donc? nous arrivons, à cette heure? Mon costume de voyage fait piteux effet parmi les toilettes claires, les burnous, les uniformes blancs. Nous déjeunons en musique, avec du jambon et du champagne. Nous déjeunons, tandis que cette brillante société réveillonne. Le jour se lève sur le Liban rose et vert, aux couleurs de Damas. C'est un instant délicieux, mais nous n'avons pas une minute à perdre.

— Le Djebel Druse en un jour, répète, sceptique, le général. Allons! vous ne serez pas revenus demain.

Sur cette vision de fête que nos yeux emportent dans l'air du matin, nous prenons congé et montons dans l'automobile.

La montagne devait être glaciale : je m'en aperçois quand le commandant me réveille, dans la plaine de la Bekha; je m'étais endormi et j'ai froid. Mais c'est une impression passagère : le soleil déjà haut chauffe la belle plaine fertile qui recueille ses rayons comme dans une coupe entre les parois opposées et nues du Liban et de l'Anti-Liban et qui porte des moissons dorées mûres pour la faux.

— Nous sommes à Rayak, me dit-il.

Là est le camp d'aviation. Le téléphone a joué : on nous attend. L'appareil est sorti du hangar, luisant et paré. Le commandant Denain l'inspecte avec un soin minutieux. Il a commandé l'aviation à l'armée de Salonique pendant la guerre; n'a-t-il pas franchi l'Adriatique pour accomplir une mission et atterrir plus vite en Italie? C'est un chef éprouvé et audacieux, mais audacieux parce que prudent. Il donne l'exemple à ses subordonnés dont la plupart sont si jeunes qu'ils manqueraient volontiers de patience. Or, rien ne doit être laissé au hasard dans la préparation du vol. L'Orient a des cieux difficiles. Les heures chaudes sont mauvaises. La terre transmet aux airs ses courants. De la plaine étroite de la Bekha nous devons nous élever à quatre mille mètres pour franchir l'Anti-Liban et nous poser au pied du massif du Haouran.

L'avion qui supprime la distance a perfectionné l'art de voir. Nous allons plus vite que nos pères, mais ne serait-ce pas une erreur de croire qu'ils approfondissaient davantage? Nos regards se sont exercés à posséder les paysages à la course, à en retirer brutalement l'essentiel. Ils ont pris l'habitude des larges espaces. De haut, les choses se rangent comme dans un

plan en relief. Ce qui est sans importance disparaît. J'ai cru étouffer en revêtant la combinaison fourrée et fixant le casque de cuir. Mais nous montons avec la sûreté d'une flèche, et la fraîcheur vient, et même un vent glacé. Les pentes arides de l'Anti-Liban s'abaissent sous nous. Voici les neiges de l'Hermon, de cet Hermon qu'on aperçoit de presque toute la Syrie et qui est maintenant sous nos pieds, dépassé. Je m'amuse à comparer ses névés roses aux glaciers de mes Alpes teintés de bleu ou de vert. Et déjà, il s'éloigne. Cette ville là-bas, dans une île de verdure, c'est Damas. Cependant, nous perdons un peu d'altitude et survolons maintenant une plaine plus large que celle de la Bekha, mais sans doute moins fertile. En France, la campagne apparaît, du ciel, divisée en petits carrés comme un damier sans fin. Les carrés sont ici plus vastes et plus irréguliers : tantôt immenses prairies, tantôt champs cultivés, d'une belle teinte jaune uniforme. Et puis, souvent, c'est le chaos du sol aride. Les petits villages tassés font des taches grises, et des traînées vertes accompagnent les oueds, petits filets végétaux pareils à des veines sur une main. Ce long ruban presque droit, c'est la voie ferrée de Jérusalem : elle suit ou coupe la route des pèlerins de La Mecque. Nous descendons sur Deraa qui commande l'embranchement de Saint-Jean-d'Acre.

Quand nous atterrissons à Deraya, la chaleur est devenue suffocante, du moins tant que nous n'avons pas quitté notre défroque d'aviateur. Et puis nous tombons de quatre mille mètres. En l'air il faisait meilleur. A peine descendus, nous roulons en automobile sur une piste, et cette fois nous allons enfin pénétrer dans le Haouran. Mais nous le tournons et l'abordons par le côté le plus accessible, celui des pentes douces du Hedjaz. Ainsi évitons-nous le plateau volcanique du Ledjah et l'abrupte montagne de Choba. Notre objectif est Soueida, la petite capitale qui est à près de douze cents mètres d'altitude. Nous coupons d'abord une grasse plaine qui nous fait comprendre la réputation du royaume de Basan dans la Bible et qui est pareille à une mer d'or que le vent creuse d'ondulations. Déjà les Druses moissonnent avec des faucilles et chargent les gerbes sur les chameaux dont la lente et auguste caravane gagne à pas de velours les villages sans toits.

Nous voici, après avoir gravi une pente où notre piste se

perd à demi, devant Soueida, qui est bâtie sur une élévation de terrain et qui apparaît portée sur de hauts murs comme une forteresse. Ces murs se doublent dans l'eau transparente d'une mare où se reflètent aussi les troupeaux qui viennent boire, — chameaux, bœufs, ânesses accompagnées de mignons petits ânons, — et les femmes en robes bleues ou rouges, de longs voiles blancs flottant autour du visage, qui portent fièrement les cruches où elles vont puiser l'eau à la citerne. Le tableau des moissons et celui-ci me rappellent ces images de la Bible de Gustave Doré qui ont enchanté mon enfance. Je croyais visiter un pays sauvage et plein d'abimes, et je débute par des églogues et des bucoliques.

Il est sept heures et demie du matin. En trois heures nous avons traversé le Liban, l'Anti-Liban, descendu le Djeidour et le Djolan, dévalé dans la plaine et monté les premières pentes du Djebel Druse. Le jambon de la Résidence est dès longtemps digéré. L'interprète Trenga qui nous reçoit et qui réside à Soueida où il a lié partie avec les chefs druses nous offre heureusement un excellent petit déjeuner à la mode suisse. Il me considère cependant avec quelque commisération dont je cherche en vain la cause.

— Quel dommage, finit-il par me confier, que vous ne soyez pas en uniforme !

En uniforme ! Je me rappelle avoir lu, dans la *Correspondance d'Orient*, que mon confrère et compatriote Michaud, l'auteur des *Croisades*, voyageant en Palestine, ne quittait pas son habit brodé d'académicien dont il tirait de la considération. Il n'y renonça que parce que ce prestige lui valait d'exorbitantes réclamations de backchichs. En vain expliquait-il que l'Académie ne donnait pas la fortune. On le tenait pour un prince et l'on exigeait de lui une ruineuse munificence. Mais, pour monter en avion ou à cheval, les palmes vertes et le bicorne seraient bien gênants. Au retour, j'inviterai nos collègues des Beaux-Arts à dessiner un costume de sport pour académiciens vagabonds. Nul doute que l'idée ne soit bien accueillie.

— Oui, ajoute mon hôte devant mon ahurissement, je vais vous présenter à un pape et à un empereur, et vous ne portez même pas vos décorations !

Je m'excuse tant bien que mal de mon indélicatesse. Un

pape et un empereur, diable! Je ne m'attendais pas à la rencontre de si formidables personnages. En Orient, il faut toujours pavoiser et, pour qui a confié sa vie à la divine simplicité, la parade continue est un supplice. Le pape des Druses réside à Kennaouat au cœur de la montagne, et leur empereur à Soueida. Mais tandis que le premier est reconnu par tous les sages et honoré par le peuple, le second soulève l'envie de tous les cheiks qui supportent mal sa suprématie et guettent les occasions de lui marcher sur les pieds. L'interprète Trenga, sur un ton de bonhomie familière, achève le cours si heureusement et doctoralement commencé par le lieutenant-colonel Catroux dans les jardins de la Résidence, parmi les lumières et les houris, et sous la menace du défilé annamite. Il commence par m'infliger un petit examen. Mon érudition toute fraîche le rassure : je suis informé de la résistance des Druses aux soldats de Méhémet-Ali, comme des massacres de Deïr-el-Kamar et de Zaleh, et je sais la configuration fortifiée du Haouran où se réfugièrent les émigrés du Liban pour fuir les troupes françaises en 1860.

— Oui, continue-t-il, l'Angleterre s'était déclarée protectrice des Druses. Au lendemain de la défaite turque de 1918, tandis que les chrétiens faisaient appel au mandat français, n'allaient-ils pas afficher leurs préférences pour la nation qui, pendant tout le XIXe siècle, les avait soutenus? La froideur de leur accueil ne pouvait guère nous laisser de doute sur leur attitude. Ils ne furent pas étrangers à l'attentat dont fut victime l'amiral Mornet, commandant la division navale de Syrie, au cours d'une tournée dans la région de Beit-ed-din. Cependant, vous le voyez, nous sommes à Soueida en très petit nombre, au milieu de cette population guerrière, et sans risque.

— Sans risque?

— Sans risque, tant que nous saurons nous y prendre. Que de chemin parcouru! Le premier Haut-Commissaire, M. Picot, avait, dès 1919, commencé de nouer des relations avec ces seigneurs de la montagne. Dès son arrivée, le général Gouraud, pour appliquer le mandat (qui n'était pas un protectorat) à cette mosaïque de races et de religions que représente la Syrie, s'efforça d'être impartial entre les différents groupes religieux. Le Haouran médita longuement sa déclaration. Les cheiks, enfourchant leurs petits chevaux arabes, venaient prendre le

vent à Beyrouth. Un escadron druse était formé qui servait de garde d'honneur au général. Mais la propagande de l'émir Fayçal défaisait sans cesse notre toile de Pénélope. Ainsi couvrait-il d'honneurs Selim-Pacha-Atrach, l'un des plus illustres cheiks, que nous cherchions à attirer.

Je répète ce nom d'Atrach qui ne m'est pas étranger. Celui qui déchaîna les massacres en 1860 était un Atrach. Déjà l'interprète reprend :

— Placé en sentinelle aux confins de la Syrie, de la Palestine et du désert qu'il domine de sa masse neigeuse, le Djebel Druse est véritablement la clé de l'État de Damas. Sa position stratégique de premier ordre permet à celui qui en est le maître de tenir les voies d'accès venant du sud et du désert. L'abandonner serait au contraire laisser à l'ennemi une base d'opérations contre notre territoire, et aux bandes rebelles un refuge sûr contre nos poursuites. Dans la vie économique du pays, son rôle n'est pas moins important : sur ses pentes naissent les cours d'eau qui arrosent les plateaux du Haouran. Négliger la possession des sources serait compromettre la fertilité d'une région que les Romains ont pu appeler autrefois *le grenier de Rome* et qui, actuellement, fournit encore Damas de toutes ses céréales. Or, le Djebel n'appartient qu'aux Druses. Il n'y a pas ici mélange de races comme dans le reste de la Syrie. C'est le bastion de ce peuple et de sa religion. Si quelque danger vient à menacer les Druses épars dans le Liban ou l'Anti-Liban, des feux de nuit, allumés sur les hauteurs, appellent à la rescousse les montagnards du Djebel... Mais les chevaux sont prêts. Nous continuerons de causer à cheval. Je désire vous conduire à Kennaouat.

— Ce sont les plus belles ruines romaines de tout le Haouran.

— Oui, mais Achmet-Hazen (1) y réside.

— Achmet...?

— Le pape, le chef spirituel des Druses. Kennaouat est la Mecque des Druses.

Les chevaux remplissaient l'étroite ruelle de Soueida : belles bêtes remuantes avec des selles ouvragées, des brides multicolores, des aigrettes sur la tête. Je regrette mon tricorne et mon habit brodé pour faire plus d'effet. Évidemment la monture est plus endimanchée que son maître. La population de la ville

(1) Je donne ce nom sous toutes réserves. Dans mes carnets de notes prises au jour le jour, il m'a été impossible de le déchiffrer entièrement.

nous regarde passer. Beaucoup d'enfants, jolis et sales, avec de longues robes bariolées. Ils sont gais et sains. Mais les adultes ont tous des visages fermés. Notre escorte est somptueuse des pieds à la tête : bottes luisantes, riches abayes décoratives, keffiehs enroulés autour du visage et fixés par l'aghal sur le front, armes de toute sorte, pistolets, poignard, sabre, carabine. Je remarque surtout son chef monté sur une magnifique jument alezane. En voilà un qui sait être naturellement théâtral ! Il a l'air de jouer dans un film l'Arabe du désert. Ses hautes bottes de cuir jaune brillent autant que ses armes. Son burnous blanc flotte derrière lui. Son équipement noir et rouge a dû être astiqué par des mains expertes. J'admire surtout son profil à la François Ier : des yeux ardents comme des braises, et un de ces nez busqués qui semblent renifler tout ce qui peut donner du plaisir à un homme bâti pour la domination, le *méchoui*, les femmes, le vent de la course à cheval, la guerre.

Notre cavalcade qui s'est engagée dans la campagne ou plutôt dans la montagne, — car notre piste nous élève rapidement au-dessus de Soueida, — est précédée de deux fanions, le tricolore et celui des Druses aux quatorze étoiles qui symbolisent les quatorze villages du district. C'est un signe important d'alliance, cette chevauchée des deux drapeaux côte à côte.

Nous marchons botte à botte, l'interprète Trenga et moi, sur l'étroit chemin et je ne cesse de lui demander des explications :

— Les Druses avaient-ils un chef avant l'intervention du mandat ?

— Non, le Djebel Druse vit encore sous un régime féodal à base démocratique, sorte de conglomérat de familles indépendantes qui n'obéissent pas à un chef unique. Ni vassaux, ni suzerains. La clientèle de chacune de ces familles s'étend plus ou moins loin, englobe plus ou moins de villages. L'autorité de chaque chef dépendra des circonstances, prestige momentané, richesse, mais elle n'est consacrée par rien de précis, ni titres héréditaires, ni fonctions officielles. Au-dessus de ces chefs et de ces familles, aucun organisme, aucune autorité supérieure. Entre eux, mille rivalités déchaînées, dès que le moindre intérêt entre en jeu.

— Mais s'il y a menace d'invasion ou de guerre, comme au temps de Méhémet-Ali, comme en 1860 ?

— Alors, c'est l'union la plus étroite contre l'ennemi du

dehors. Dans les cas graves, les villages envoient des représentants à une assemblée. Ce parlement d'occasion ne répond à aucun rouage gouvernemental reconnu dans l'ordre exécutif. Le danger fait un chef et la paix le défait.

— Voilà un beau vers cornélien : *Le danger fait un chef et la paix le défait.*

— Avant de songer à nous ingérer dans les affaires des Druses, reprend l'interprète, il fallut substituer à cette anarchie un pouvoir effectif susceptible de représenter dans une certaine mesure la volonté populaire du Djebel, sur quoi il nous fût possible de nous appuyer pour entreprendre l'œuvre du mandat. Le général ne voulait pas user de la contrainte militaire. Pour morcelée que soit l'autorité, il y a pourtant chez les Druses une catégorie de personnages toujours écoutés : ce sont les chefs religieux, hors du domaine politique sans doute, mais que le peuple consulte dans les circonstances importantes. Gagner les chefs religieux, se servir de leur influence pour rallier au mandat les chefs temporels les plus importants, ce fut le programme du colonel Catroux. Son choix s'était fixé sur le chef des chefs de la famille Atrach...

— Atrach ? En 1860, c'était Ismaël-Atrach.

— C'est apparemment la première du Haouran. Il choisit donc Selim-Pacha-Atrach pour en faire l'émir du Djebel. Une première assemblée, réunie à Kennaouat, ne s'entendit pas sur ce nom. Vous connaissez maintenant les rivalités séculaires du Haouran. Les interminables palabres furent reprises à Damas et, à la fin du mois de janvier 1921, la nomination de Selim-Pacha était enfin acceptée. Il était élu pour quatre ans, assisté d'un conseil de gouvernement, et de conseillers français. En outre, nous avions le droit de tenir garnison dans le Djebel. Le 25 juin dernier (1), une délégation d'officiers français arrivait à Soueida. L'accueil qui nous fut fait, les acclamations poussées pour la première fois en l'honneur de la France dans cette région jusque-là si fermée aux Européens, montraient que les Druses, oubliant les divergences du passé, comprenaient tout ce que leur pays pouvait attendre de notre présence. Renonçant à leur isolement, rompant avec leur existence de primitifs, ils acceptaient une vie nouvelle dont ils entrevoyaient de profitables réalisations.

(1) 1921.

— Et depuis un an, nous sont-ils demeurés fidèles? demandai-je, sceptique.

— Ils nous l'ont prouvé. Le 12 août dernier, un autre Atrach, Assad-el-Atrach, réfugié auprès de l'émir Abdallah en Transjordanie, fit irruption à Soueida à la tête de quelques cavaliers. Se disant général chérifien, il voulait hisser son emblème sur le Sérail et s'emparer du gouvernement au nom de son maître. Mais tandis qu'une colonne se formait à Ezra dans le Haouran et qu'une escadrille s'apprêtait à survoler le pays...

— Trente-deux avions, précise le commandant Denain qui nous écoute.

— ... en démonstration de notre force, le pseudo-général faisait piteusement sa soumission au chef de la mission française. L'attitude hostile des Druses avait suffi à faire échouer sa tentative. Mise en route néanmoins, la colonne, commandée par le colonel Paulet, arrivait à Soueida le 22 août. Cette fois encore, ce fut un déchaînement d'enthousiasme en faveur de la France. Les montagnards accouraient de partout sur le passage de nos soldats. Les chefs de famille demeurés jusqu'alors sur la réserve apportaient spontanément leur concours à Selim Pacha. Les chefs religieux proclamaient que tout Druse serait excommunié qui ferait de l'opposition à la France et soutiendrait la politique chérifienne. N'est-ce pas un beau résultat, monsieur, d'avoir conquis l'amitié de ce peuple guerrier, séculairement intraitable, sans avoir versé une goutte de sang? L'œuvre si bien commencée n'est sans doute pas achevée. Il nous faudra toujours ici de la vigilance et de la patience, de la diplomatie et l'image de la force. Mais sait-on en France de quel cœur nous travaillons à la faire aimer?

Je me retourne un peu sur ma selle pour mieux voir ce mâle visage où je devine un tressaillement. Il est pareil à ceux de tous ces officiers qui ont conquis l'Algérie, le Maroc et l'Indo-Chine et Madagascar, notre immense empire colonial, et qui ont porté au loin, avec les armes de France, tout un idéal de civilisation intelligente et humaine. Que lui répondre? Non, la France ne connaît pas assez ceux qui la servent. Et l'interprète Trenga ne m'a pas dit un mot de son rôle à lui dont je sais par ailleurs l'importance.

V. — LE PAPE ET L'ÉMIR DES DRUSES

Nous montons à flanc de coteau. Les montagnes que nous apercevons ont une altitude de 1800 à 1900 mètres. Mais où sont les antiques forêts de chênes célébrées dans la Bible? Disparues, comme les forêts de cèdres dont il ne reste qu'un glorieux bouquet dans le Liban. Et c'est pourquoi un arbre isolé sur une colline, — un pistachier-térébinthe, — se détache avec tant de netteté sur le ciel foncé qu'il compose à lui seul un tableau. Des haies de figuiers de Barbarie ou des murs de pierres simplement juxtaposées, ajourés comme une dentelle, séparent les héritages ou plutôt assurent la garde des troupeaux. On se sent revenu ici aux âges primitifs, au temps des peuples pasteurs.

Les bois taillis, les arbustes se multiplient, s'enchevêtrent. Kennaouat est devant nous, bâtie sur une élévation, au-dessus de l'oued qui lui a donné son nom. Parmi des broussailles de chênes verts, elle porte une parure de ruines, mais l'ancienne Kenath, mentionnée dans les Saintes Écritures, aux livres des Nombres et des Paralipomènes, la brillante cité du temps de Trajan et d'Adrien, la Canatha de l'*Oriens Christianus* n'est plus aujourd'hui qu'un village où se perdent les habitants. Notre premier contact a été un enchantement qui ne sera pas dépassé. Nous sommes tombés, sans nous y attendre et comme nous dévisagions la ville à une centaine de mètres, sur les débris d'un temple dont les colonnes intactes ou brisées se mêlent aux arbrisseaux dans un fouillis fraternel. La végétation recouvre à demi les fûts et les chapiteaux épars, mais la sveltesse de cinq ou six colonnades lui a échappé. Celles-ci, comme des êtres vivants, semblent courir, telles des nymphes blanches et nues dans un bois.

C'est le temple périptère dont parle Guillaume Rey dans son voyage au Haouran. Je veux m'arrêter pour le mieux voir. Mais, blasé sur ces restes romains, l'interprète est tourmenté par la pensée de me présenter au pape des Druses à qui une estafette a porté notre demande d'audience.

— Vous le trouverez, m'annonce-t-il, entouré des sages au turban blanc. Les sages ne doivent ni boire, ni fumer, ni tenir des propos obscènes.

— Seulement des propos ?

— C'est déjà quelque chose. La forme, tôt ou tard, emporte le fond. Enfin ils pratiquent la monogamie. Mais ils changent de femme.

— Cela se pratique ailleurs que chez les Druses.

Comment plaisanter aussi lourdement quand nous suivons la voie des tombeaux ? Il y en a une vingtaine, rangés de chaque côté, et qui nous conduisent à l'acropole. Ruines de palais, ruines de temples, avec des propylées presque intacts, restes d'arc de triomphe, mélange de monuments religieux ou païens transformés en églises au temps des évêques de Canatha, il faudrait être archéologue pour démêler la diversité de leurs époques. Mais dans cette demi-solitude où passent des cavaliers arabes, c'est toute une évocation de la puissance romaine. « Dans ces ruines, écrit Guillaume Rey, sous une voûte obscure, les Druses et les chrétiens des environs déposent des *ex-voto* et font brûler des lampes en l'honneur de naby Zoub (le saint homme Job) qui, d'après une tradition locale, aurait habité à Kennaouat. A quelques mètres du parvis de la vieille église se trouvent les débris d'un petit édifice carré dont il ne reste qu'un beau stylobate antique portant des avant-corps surmontés, aux angles, de pilastres d'ordre corinthien... Enfin, quelques pas plus loin, nous arrivons au bord d'une citerne jadis couverte de dalles en grande partie brisées aujourd'hui et qui, portées par cinq rangées de trois arcades chacune, forment ensemble la voûte d'un magnifique impluvium, et le parvis du beau temple prostyle dont les imposants débris s'offrent à nos regards. » Il arrive qu'un détail d'architecture ou de sculpture nous retienne plus que l'ensemble. Des raisins qui décorent des colonnes me paraissent d'un dessin plus délicat, plus léger, plus spirituel et savoureux à la fois que toutes les ornementations du temple de Palmyre.

Mais c'est du bord de la rivière que se présente le mieux Kennaouat. Du pont, on aperçoit les bouleversements du Ledjah, au loin les neiges de l'Hermon et, de l'autre côté, les ruines dans la verdure. Pour achever la beauté de ce paysage et lui donner le premier plan qui lui manque, voici que les femmes druses descendent chercher de l'eau. C'est un spectacle que je ne me lasserai jamais de contempler. Elles portent l'amphore sur l'épaule et non sur la tête. Leur démarche, pieds nus, est

naturellement pleine de grâce et de majesté. Les tuniques bleues laissent deviner les corps robustes. Les voiles blancs cachent mal le visage. N'étant pas archéologue, je prends du plaisir à les regarder. Celle-ci, plus mince et plus jeune, si bien drapée, ne manque pas d'agrément. Elles ne craignent pas de poser leurs yeux sur ces étrangers. Et leurs yeux noirs jettent des feux sombres dont s'éclairent leurs traits de terre cuite.

Mais l'heure sérieuse est venue, celle pour laquelle, en somme, j'ai entrepris ce long voyage en automobile, en avion, à cheval. L'heure ? Elle ne durera que vingt ou vingt-cinq minutes pénibles et embarrassées. Le pape druse nous attend. Une porte aux cabochons de cuivre ouvre sur un intérieur voûté que soutient une colonnade. Sur des tapis et des coussins les sages sont réunis, la tête surmontée du turban blanc. Au milieu d'eux est assis leur chef suprême, Achmet-Azen dont la barbe presque blonde contraste avec le poil chenu de son concile. L'interprète me présente sans doute comme un personnage important. Il n'a pas de peine à affirmer que je suis Immortel dans mon pays, ce qui ne peut manquer de me valoir la sympathie d'un prêtre. N'est-ce pas l'instant de regretter l'habit brodé, le tricorne et l'épée? Avec le café nous échangeons des politesses sur l'alliance de la France et des Druses. Je célèbre la grande victoire de nos soldats dans la guerre des Nations. Il me semble que le nom du maréchal Joffre n'est pas inconnu et suscite quelques hochements de tête. Tel ou tel turban blanc a opiné.

Cependant, je désirerais, avant de quitter ces lieux où je ne reviendrai sans doute jamais, aborder quelque sujet qui s'accorde avec le sacerdoce exercé par ces sages. Ne suis-je pas ici parmi les initiés d'une religion mal définie, obscure ou mystérieuse? Puisque le mot d'*immortalité* a été prononcé, ne pourrai-je savoir ce que pensent les Druses de la survie? Ma timide question est transmise. Et la réponse me revient, sous la forme lapidaire d'un oracle : *on ne meurt pas*. Mais sous quelle forme revit-on ? Personnelle ou impersonnelle, spirituelle ou charnelle? Renaît-on, si l'on a été courageux, dans le corps d'un héros, ou d'un animal noble, tel que le lion ou la gazelle, — ou, si l'on a été lâche et poltron, dans le corps d'un âne ou d'un porc? Je reverrais très bien la jeune fille qui portait sa cruche à l'oued sous les apparences d'une gazelle. Cette fois,

on ne daigne pas expliquer. Le pape, d'un regard, a consulté son concile. On m'a jugé indiscret. Pour réparer mon erreur, je célèbre la beauté de la montagne et, en particulier, de Kennaouat, ville antique et ville sainte. Nous rentrons dans le domaine des banalités dont les réceptions officielles ne sont pas autorisées à sortir.

Si les bouches sont cousues, il me reste les visages. Mais ces visages impassibles d'Orientaux demeurent impénétrables, et plus encore ceux-ci accoutumés à régner sur le monde intérieur. Ces lèvres se sont abstenues de boire, de fumer, de tenir des propos obscènes. Ces narines se sont refusées au parfum des fleurs. Ces yeux sont tournés vers le dedans et se détachent des beautés de la lumière. Ces fronts abritent des pensées profondes. Ou peut-être une parfaite nullité, ou peut-être un immense nihilisme, ou peut-être un fanatisme obtus et féroce. Je me rappelle la prophétie qui promet au sultan des Druses, le grand Masoud, l'empire du monde, la destruction de La Mecque et de Rome, du Croissant et de la Croix. Je me rappelle aussi, à travers l'histoire, la farouche indépendance de ce petit peuple qui, réfugié dans sa montagne, a bravé les armées d'Ibrahim-Pacha, de Napoléon III et de Mandou-Pacha. Du moins a-t-il fui devant la France. Et le drapeau tricolore aujourd'hui flotte sur Soueida. La puissance occulte des Druses ne peut leur venir que de l'exaltation de cette religion inconnue. Il n'y a pas de mépris collectif de la mort, ni de secret si bien gardé de conspiration et de tuerie, sans un breuvage de sorcier. Ici, dans cette salle basse et voûtée, un homme immobile et tranquille, à barbe blonde, qu'on prendrait pour un inoffensif sacristain, détient le pouvoir de déchaîner la guerre ou d'enchaîner la paix.

Nous voici de retour à Soueida dont les ruines romaines, — celles d'un théâtre, celles d'une basilique, — ne sont pas sans beauté, mais n'ont pas la poésie de celles de Kennaouat. Guillaume Rey signale surtout les restes de la basilique « avec un double porche qui a été jadis flanqué de deux tours qui durent avoir une hauteur considérable ». Il lui trouve des ressemblances avec Saint-Paul-hors-les-Murs à Rome et il ajoute : « C'est à coup sûr le plus beau morceau d'architecture du Bas-Empire que nous ayons rencontré dans tout le Haouran. Le

mur nord est intact sur la plus grande partie de sa longueur et porte encore huit fenêtres cintrées. Le vaisseau formait un parallélogramme, que deux rangs de colonnes divisaient en trois nefs, comme le prouvent les bases encore en place; et l'abside en hémicycle est percée de trois fenêtres. » Le temps ou les hommes ont-ils accompli ici leur œuvre de destruction ? je n'ai pas retrouvé l'impression de grandeur et de perfection rapportée par l'archéologue.

Les casernes turques, édifiées par Samy bey après l'écrasement de la révolte des Druses (1910) avaient été en partie démolies par les habitants. Aussi est-ce l'ancienne forteresse qui sert de logement à la garnison française. Soueida a les apparences d'une ville forte, mais à demi démantelée et toute délabrée. Elle est pleine de taches de sang mal lavées. L'émir que nous avons fait, Selim-Atrach-Pacha, a pour résidence un vieux palais romain soutenu par de belles colonnades : il suffirait d'un Samson de second ordre pour en provoquer l'écroulement. Je demande à l'interprète si nous n'irons pas lui rendre visite :

— Ah! non, me déclare-t-il, nous avons rendu hommage au pouvoir spirituel. Mais le pouvoir temporel nous doit l'hommage à son tour. Nous attendrons chez moi Selim-Pacha.

Et nous allons enfin déjeuner, car il est tard, et une attention soutenue donne de l'appétit. Le petit souverain druse vient en effet au poste français. Selim-Pacha a oublié, comme moi, son costume brodé. Il est en veston, avec un tarbouch sur la tête. Il ne fait aucun effet. On croirait qu'il va nous vendre des tapis. Sa suite, dans un grand mouvement d'abayes, de burnous, de keffiehs, a plus d'allure. Ce jeune homme vêtu à l'européenne semble jouer assez pauvrement son rôle de roitelet. J'avais imaginé une sorte de tyranneau à la figure en bec d'aigle, drapé dans les étoffes nationales, violent et rapace, et capable de gouverner à coups de trique tous ces cheiks vaniteux et prêts sans cesse à la rébellion. Ce brave garçon promettra tout ce que nous voudrons, mais tiendra-t-il tête à son monde? Notre conversation est des plus insignifiantes. Le secret du pape m'avait attiré : celui de cet empereur de la montagne m'est indifférent. Pourvu qu'il remplisse son office à notre gré, nous serons satisfaits. Sa principauté lui vient de sa naissance. Les Atrach ne sont-ils pas la famille la plus considérable du Djebel?

Les jours sont longs au mois de mai. Cependant il faut nous hâter, si nous voulons que notre avion nous dépose à Rayak, dans la plaine de la Bekha, avant la nuit. De nouveau nous nous élevons dans les airs, plus haut encore que le matin. Le commandant Denain allonge le parcours pour me montrer le lac de Tibériade au loin dans une brume lumineuse. Nous survolons Damas toute rose dans sa verte oasis et dont nous pouvons dénombrer les mosquées. Nous passons au-dessus des neiges de l'Hermon comme le soleil se couche sur le Liban. Dans le soir, l'Orient incendié lance des gerbes de couleurs à la Tiepolo.

Puis l'automobile nous ramène à Beyrouth. La nuit étoilée est froide. Demain je pourrai accompagner le général Gouraud à travers les villages du Liban et rendre visite avec lui au patriarche des Maronites...

VI. — ÉPILOGUE

Trois ans ont passé depuis ce voyage au Djebel Druse. Trois ans pendant lesquels il n'en fut presque jamais question dans les communiqués de Syrie, tant notre accord avec les Druses paraissait loyalement observé. J'avais laissé dormir mes notes : à quoi bon me presser ? Brusquement de mauvaises nouvelles nous parviennent d'Angleterre : après une première surprise, une colonne française aurait été mise en déroute et la garnison de Soueida serait assiégée. Les rapports du général Sarrail les viennent confirmer. Faut-il ajouter le désastre de la colonne Michaud à ceux des troupes égyptiennes d'Ibrahim et de l'armée de Mandou-Pacha ? Qu'on juge de l'orgueil des Druses à qui les prophéties promettent l'empire du monde ! Leur laissera-t-on croire que la France impunément peut être bravée ?

Quelle est l'origine du conflit ? Le jeune émir que j'avais vu à Soueida, Selim-el-Atrach, était mort l'année suivante. De sa belle mort, ou de l'un de ces accidents qui dissimulent en Orient les tragédies de palais ? Après lui, les Druses ne s'entendirent pas sur son successeur. L'interprète Trenga avait été nommé gouverneur par intérim. Ils demandèrent son maintien au lieu d'un gouverneur indigène. Notre administration leur valait des avantages économiques dont ils reconnaissaient la bienfaisance : puits, adductions d'eau, chemins, et qui ne

grevaient pas leur budget. On remit à plus tard l'élection du nouvel émir, et la nouvelle assemblée la recula encore, tant les chefs druses redoutent la suprématie de l'un d'eux. Le général Gouraud et le général Weygand avaient envoyé en France des descendants des Atrach comme boursiers dans un lycée de Lyon et au collège de Cannes.

Le général Gouraud, avec l'aide du lieutenant-colonel Catroux à Damas et de l'interprète Trenga à Soueida, était venu à bout de l'opposition des Druses en unissant la fermeté à la diplomatie. On peut dire que, sous l'administration du général Weygand, son successeur, le Djebel Druse, comme une honnête femme, n'eut pas d'histoire. Le gouverneur Trenga, bien qu'il eût parfaitement réussi dans la montagne, demanda son rappel. Il fut remplacé par le capitaine Carbillet, officier ardent, actif, d'une énergie exceptionnelle et qui se dévoua à sa tâche. Il fit des routes qui permettent de circuler à travers ce pays jusque-là impénétrable aux automobiles. Il créa des écoles aussitôt fréquentées. Il s'occupa de la conservation des ruines romaines. Malgré les dépenses, il tint le budget en équilibre et même réalisa des économies, tant et si bien qu'à la fin de 1924 l'assemblée des villages demandait à le conserver comme gouverneur une année encore. Au départ du général Weygand, les nouvelles reçues du Haouran étaient pleinement rassurantes et la paix y régnait, malgré les persistantes intrigues de la famille divisée des Atrach, dont une partie regrettait le pouvoir et ses profits et complotait dans l'ombre; mais cette inévitable opposition avait contre elle l'immense majorité du pays, reconnaissante à la France de la protéger contre la rapacité de ces petits despotes. Le Djebel Druse était si calme qu'en 1924 le général Weygand put même faire grâce à Sultan Atrach qui eût été condamné à mort par contumace du temps du général Gouraud.

Gouraud, Weygand ont été rappelés tour à tour de Syrie. Le lieutenant-colonel Catroux n'est plus à Damas; l'interprète Trenga n'est plus à Soueida. Le maréchal Lyautey, félicité un jour de l'œuvre accomplie au Maroc, se contenta de répondre : *Oui, le même homme pendant dix ans...* L'expérience augmente la valeur. Les hommes ne se remplacent pas comme des pions sur un damier. Des discordes entre les familles prépondérantes du Haouran ne suffiraient pas à expliquer cette parfaite entente

des Druses contre l'autorité française, acclamée hier, et devenue subitement l'ennemi commun. Ne faudrait-il pas chercher les causes du mouvement dans les nouvelles venues du Maroc, — on ne peut savoir l'importance de ces transmissions d'un pays à l'autre et d'Afrique en Asie, — et dans les troubles récents de Damas et de Beyrouth que fréquentent les Druses dont les petits chevaux arabes franchissent aisément l'Anti-Liban et le Liban ?

Quand on voyage en Syrie, on se rend mieux compte de l'entreprise des Croisades. Elles ont correspondu à un enthousiasme religieux avide de délivrer les Lieux Saints; mais elles ont été aussi un barrage contre la menace orientale. L'invasion arabe avait dépassé l'Espagne pour pénétrer en France; plus tard, bien plus tard, l'invasion turque devait atteindre Constantinople et battre les murs de Vienne. Le danger asiatique, qui reprend aujourd'hui sous une autre forme, a déjà existé. Or, les Croisés manièrent la truelle en même temps que l'épée. Ils bâtirent ces châteaux formidables qui jalonnaient la ligne de la mer et commandaient les routes intérieures et dont quelques-uns, comme le Markab, pouvaient contenir une garnison de dix mille hommes et des vivres pour plusieurs années. Leur visite aide à comprendre le passé. Nos pères avaient élevé là une digue. La digue est encore formée par le Liban, peuplé de chrétiens, et par les monts Ansariehs où vivent les Alaouites, hostiles aux musulmans, et rapprochés de nous par l'habile administration du général Billotte. Il est à craindre que l'inintelligence politique ne la rompe, au lieu de la porter plus loin, à l'intérieur des terres, jusqu'à l'Euphrate.

Je me souviens qu'en redescendant du couvent du Mont-Carmel sur Caïffa, j'étais accompagné par le prieur des Carmes qui était Anglais. Il me montra au loin, sur la côte sud, les restes du château d'Atlit :

— C'est là, me rappela-t-il, que se sont embarqués les derniers Croisés lorsqu'ils furent chassés d'Orient, non point par les Turcs, mais par leurs propres divisions. Unis, ils auraient gardé leur conquête ; mais chacun la voulait pour soi.

Et comme je me taisais, réfléchissant à cette pernicieuse division de la chrétienté, il précisa du ton le plus tranquille :

— C'est là que s'embarqueront les derniers Anglais.

Et, se tournant gracieusement vers moi :

— Et aussi les derniers Français.

Mais il ajouta ce correctif :

— A moins qu'ils ne s'entendent.

Ce religieux montrait un grand sens politique. L'Europe tout entière est aujourd'hui menacée, — aujourd'hui ou demain, peu importe, — par un triple péril venu d'une source unique : l'Asie. Péril bolchévique, péril jaune, péril islamique. Or, de la vieille Europe sont venus les lents progrès de la civilisation. Par elle se sont maintenus et développés tous les arts, toutes les sciences, toutes les notions d'ordre, de hiérarchie, de bienfaisance sociale, d'humanité. Cette civilisation serait, avec elle, tout entière en péril. Il importe donc de créer une conscience européenne. Les anciennes rivalités doivent abdiquer devant la cause commune. L'Espagne et la France viennent de le comprendre au Maroc où leur accord est en retard de deux ans. En Orient, la France et l'Angleterre se sont trop longtemps combattues, directement ou sournoisement. Ce qui se passe en Syrie a sa répercussion en Égypte, et réciproquement, et de même ce qui se passe au Maroc, et sur tout le continent africain. On ne signale heureusement aucune intrigue anglaise dans les tristes événements du Djebel Druse dus à notre seule impéritie. Il importe à l'avenir de la Syrie, comme à la paix du monde, que le Haouran soit pacifié et que la nation investie du mandat, la France, y soit respectée. Par sa situation géographique entre la région hostile de la Transjordanie et Damas, il forme pont entre le royaume de l'émir Abdallah, refuge de tous les expulsés et conspirateurs de Syrie, et la capitale syrienne, centre de l'opposition musulmane à notre action. Pour remettre en ordre ce pays soulevé, il faut un chef énergique et persévérant, au courant de toutes les rivalités des races et des religions orientales...

HENRY BORDEAUX.

LE BILAN DE LA RUHR

Du 22 au 25 août s'est déroulé un événement, dont l'importance ne semble pas avoir suffisamment éveillé et retenu l'attention publique. Les troupes franco-belges ont achevé d'évacuer les dernières villes de la Ruhr. Ainsi se termine l'acte politique commencé en 1921 par l'occupation de Düsseldorf et qui finit à Londres par les accords d'août 1924 et l'application du plan Dawes. La Revue *a tenu à se renseigner sur place et à étudier, dans son cadre, cet épisode historique, si gros de conséquences.*

Août 1925.

I. — PREMIÈRES IMPRESSIONS

Le train à l'aube longe la Moselle où traînent des vapeurs rêveuses et volatiles. Voici Metz. Quelques heures encore et, changeant de vallée, une fois franchis les plateaux de forêts et de bruyères, nous débouchons parmi les vignes et les cultures dans la cuve de vermeil où trône l'électorale Mayence. Le soir, Bonn, la petite terrasse à dôme de tilleuls d'où le vieux Arndt contemple le fleuve magnifique qui s'écoule entre ses berges basses et ses montagnes reculées. Mais je ne suis pas venu ici pour le paysage. Je viens voir ce qui reste de l'élan qui porta la France, en 1918, à border le Rhin de poitrines bleues. Des espérances grandioses offertes par la victoire qu'ont fait six ans de politique? Où en sommes-nous? Dans huit jours, le dernier poilu aura repassé le pont d'Obercassel : il n'y aura plus un uniforme français au nord de Bonn. Un épisode sera fini, une page tournée dans l'histoire de l'après-guerre, dans cette longue bataille de la paix, plus décevante que la guerre

elle-même. C'est pour cela que me voici en route pour Düsseldorf et pour Duisbourg, et que je remonterai ensuite jusqu'à Coblence, Francfort, Mayence, afin de voir l'état des choses, de faire le bilan de l'opération, et que ces événements si graves ne glissent pas inaperçus, dissimulés frauduleusement entre deux faits-divers, dans la cohue indifférente des nouvelles de troisième page.

Düsseldorf, vu la nuit, n'offre pas une physionomie très frappante. Après le 15 août, la ville est en vacances : l'Allemagne voyage. Les grandes avenues correctes qui rayonnent de la gare à la Kœnigs-Allee sont vides; je remarque pourtant bien des choses qui n'y étaient pas il y a vingt ans. La ville s'est industrialisée : elle n'a plus son air de capitale « province », de séjour aristocratique pour anciens généraux et fonctionnaires à la retraite. Boutiques à larges glaces comme de vastes vitrines, *stands* permanents d'exposition pour les produits de la métallurgie. La petite ville vieillotte et demi-française de Henri Heine, résidence des grands-ducs de Berg, avec son aimable petit Versailles de Murat, est devenue surtout une grande place commerçante, le marché de la Ruhr : c'est une façade, une « montre » de style américain, avec le genre d'esbrouffe à la mode de là-bas, baies carrées, cadres nickelés, quelque chose de direct, de brutal, de hautain, le dernier cri en fait de banque et de comptoir. Le ton a bien changé aussi. Beaucoup de boîtes de nuit, de bars, d'établissements de plaisir, du genre berlinois; beaucoup de promeneuses aussi, élégantes, trop élégantes... Décidément, Düsseldorf est tout à fait une grande ville. La population a quadruplé depuis vingt ans. La ville agréablement endormie que j'ai connue naguère, fière de ses jardins, de ses jolis étangs où naviguaient les cygnes, comme une autre La Haye, est un bibelot du passé. Elle s'américanise : Cologne n'a qu'un gratte-ciel, Düsseldorf en a deux. Au reste, il ne semble pas que notre occupation pèse lourd. Pas l'ombre d'un soldat dans les rues. Les affaires ne souffrent pas. J'aperçois çà et là des étalages de modes qui n'annoncent pas la misère. On me dit que, dans la quinzaine de Noël, la maison Mercédès a vendu, rien que dans la ville, douze voitures de 200 000 francs : allons! il y a encore de bons maris à Düsseldorf. Le carnaval n'avait jamais été plus brillant que cette

année. A l'Hôtel du Parc, on marchait sur une neige de muguet et de lilas blanc, à 1 mark 50 la fleur (plus de 7 francs!). La propriétaire avoue un *boni* de 300 000 francs. On ne dira pas que nous empêchons l'Allemagne de danser.

Le matin, dès la première heure, en route pour Duisbourg. Partout des maisons neuves, des villages ouvriers, des constructions qui sortent de terre un peu de tous côtés, assez coquettes, ma foi! sous leur crépi café au lait et leurs grands chapeaux de tuiles roses : tout cela n'est pas mal pour un pays ruiné. Des maisons neuves, des chevrons surmontés d'un bouquet, n'attendant plus que les couvreurs, je ne vois que cela sur le chemin depuis la frontière. L'Allemagne « répare », elle répare à tour de bras : on dirait qu'elle sort d'un tremblement de terre. Au fait, c'est donc ici, les régions dévastées? On sent la présence d'une Providence à poigne, réaliste et expéditive, capable de vouloir et de produire à bon marché, d'aligner rapidement ces régiments de maisonnettes sorties du même moule à gaufres. Au surplus, elles ne sont point déplaisantes, ces bicoques, avec leur aspect de bien-être et cette aimable habitude rhénane de fleurir les balcons, qui leur prête à toutes un air de fête. On dirait une boîte de jouets de Nuremberg. Non, ces villages rhénans n'inspirent pas la pitié. Oh! nos départements blessés, nos lugubres hameaux de l'Aisne ou de la Somme, ou même ces lotissements de la banlieue de Paris, ces campements de cages à lapins où se réfugient, sans plan, dans le désordre du sauve-qui-peut, tant de pauvres diables expulsés par la crise des loyers!...

La comparaison pourrait se poursuivre à Duisbourg, où j'arrive à l'heure de l'entrée des usines. Tous ces ouvriers allemands paraissent bien différents des nôtres : costumes d'employés, tenue décente de garçons de bureau; rien ne les distingue du premier petit bourgeois venu; tous ont la même allure sérieuse, l'empreinte de la discipline. Nulle trace de ce laisser aller, de ces façons « je-m'en-fichistes » qui composent le « chic » de l'ouvrier parisien et qu'il arbore comme des marques de son indépendance. La première dépense de l'ouvrier allemand, c'est, me dit-on, le logement; le second article est le vêtement; le troisième, les menus plaisirs. La nourriture ne vient qu'ensuite. Cependant, les boutiques ne manquent pas : à tous les coins de rues des victuailles, des « délicatesses »

des charcuteries, des poissonneries. Et dire qu'il y a des missions de quakers qui font des collectes en Amérique pour les petits « meurt-de-faim allemands »! De qui se moque-t-on ici? Détail qui en dit long : pour les gens qui habitent loin, un tramway électrique à marche rapide circule de Düsseldorf à Duisbourg; on y attelle aux heures des repas un wagon-restaurant qui permet de déjeuner ou de goûter en route. Voilà une commodité qu'attendront longtemps les citoyens français logés aux environs de la Ville-Lumière. Mais je n'ai rien vu : il me reste à faire la visite des ports.

II. — DUISBOURG ET RUHRORT

Ce que sont ces ports de la Ruhr, ces étonnantes cités de Duisbourg et de Ruhrort, j'ai bien peur de ne pas réussir à en donner l'idée. Je n'ai aperçu que les dehors, le spectacle, ce qui frappe le regard : un spécialiste, un homme d'affaires et un économiste, et qui aurait pour tout décrire l'œil d'un Hugo ou d'un Loti, tout cela ne serait pas trop pour faire comprendre ce que j'ai à dire et pour vous expliquer d'une manière suffisante cette gigantesque machine.

Duisbourg, ce n'est pas la bourgade quelconque, la médiocre fourmilière d'ouvriers et de contremaîtres, avec ses villas d'ingénieurs enfouies dans la verdure du côté de la campagne, que nous avions d'abord entrevue de la route. Imaginez le Creusot, un Creusot de deux cent mille hommes, avec ses fonderies, ses usines, ses bataillons de cheminées, un Creusot qui serait assis sur le gisement de Charleroi et n'aurait qu'à puiser à même, enfin un Creusot à cheval sur le plus puissant fleuve d'Europe, large comme la Tamise à Londres ou l'Escaut à Anvers, auquel les chalands de la Moselle apporteraient sans fin le minerai lorrain, ceux de la Ruhr le charbon, le Mein et le Rhin lui-même la potasse et les blés d'Alsace et de Franconie; imaginez toute cette richesse et toute cette industrie ayant à son service le plus souple et le plus maniable des agents de transport, la plus belle des voies navigables, l'immense batellerie de la Hollande et du Rhin, l'un des plus beaux systèmes de rivières du monde, embranché sur la grande artère d'Occident, drainant l'ancien duché de Bourgogne, la Sarre, le Palatinat, la Westphalie, le Hanovre pour les envoyer flotter

jusqu'aux ports de la mer du Nord; figurez-vous cette force avec le Rhin pour véhicule et tout un réseau de routes, de canaux, d'affluents et de chemins de fer pour organes de nutrition et de distribution : voilà Duisbourg.

La vedette nous attend amarrée à l'embarcadère situé vers l'extrémité du canal, au pied du pont tournant. Ce canal est une saignée de quatre à cinq kilomètres, une longue rue liquide qui s'enfonce à perte de vue vers l'est, obstruée de péniches, entre deux files interminables de docks et de magasins d'approvisionnement. C'est le grenier de l'Allemagne, le quartier des silos, quelque chose comme le port au blé de Chicago. Le plan d'eau, entre ses quais de pierre, mesure soixante mètres de largeur et cinq ou six de profondeur. Nous longeons d'abord sur notre gauche le bassin de radoub, les darses où les calfats tamponnent les coques retentissantes : joyeux bruit de marteaux, le seul que j'entendrai de toute la journée, car l'Allemagne, dans son labeur, a supprimé le bruit comme une dépense d'énergie inutile. Cet empire du travail est l'empire du silence. Les trains ne sifflent pas, les steamers n'ont pas de sirènes. Le formidable outil semble fonctionner tout seul, sans qu'on aperçoive presque un mouvement humain, avec une régularité impassible et muette.

Aux chantiers succèdent de ces vastes hangars couleur de suie, de ces carcasses de verre à squelette de métal qui, dans tous les pays du monde, annoncent les usines, et qu'on me dit être, en effet, celles des forges Vulcan. Le goulet se recourbe à notre droite en faucille, afin d'entrer de biais dans le courant du fleuve, dont la barre rugueuse, au bout de la jetée, coupe la nappe du canal comme un trait de rabot. Et en effet, notre vedette, happée par le courant, dérive de quelques mètres en sautant sur les vagues et travaille pour virer de bord et nager en amont : les rives s'écartent, l'horizon s'affaisse, un souffle allègre nous fouette le visage. Nous voici sur le Rhin.

Le fleuve jaune et vert, bordé seulement sur sa rive gauche d'un ruban de plage sablonneuse, est déjà large de cinq cents mètres. C'est le paysage hollandais, la fuite du flot limoneux dans la plaine illimitée, l'immense plaine d'alluvions où brille le tapis vert pâle des pâturages, coupé çà et là d'un bouquet d'arbres; de ce vaste horizon spongieux au ciel plein de

vapeurs, il semble que tout soit fluide, échange indécis, féminin, de buées et de miroitements, et que l'élément mâle, la seule vigueur du paysage soit le fleuve qui le laboure de sa masse horizontale et dont la vague, par moments, heurte l'avant de notre barque comme ferait la rencontre d'un poitrail de cheval. Ce fleuve est le créateur, le dieu de la contrée. Le banc de houille de la Ruhr, le riche amas carbonifère, le vaste cimetière noir de la forêt primitive se continue sous son lit qu'il traverse en écharpe ; on voit fumer là-bas, sur les prairies de la rive gauche, des usines dont les haleines se mêlent aux volutes des brumes et des nuages : c'est Crefeld ; plus loin encore, hors de la vue, c'est le Xanten du chevalier d'Assas. Ces champs de bataille des vieilles monarchies sont aujourd'hui le théâtre des nouvelles luttes économiques, des guerres du minerai et du charbon. Toute l'histoire du pays, sa forme, son sol et son sous-sol, sa vie obscure et souterraine et son activité visible s'expliquent par le Rhin.

La vedette, forçant le moteur, remonte maintenant le courant. Le spectacle est saisissant. A gauche, bientôt sur les deux rives, de chaque côté de l'énorme flot blond, c'est une muraille continue, un quai de grès supportant une ville de tours et de fumées : un double boulevard de forges, d'aciéries, de mystérieuses manufactures alignant côte à côte leurs ateliers, leurs fourneaux, leurs cheminées, leurs étranges agrès, leurs trapèzes, leurs bras de fer et les cols brusquement coudés de leurs antennes et de leurs grues : tout cela se presse, les *Konzern* succédant aux *Konzern*, les fonderies et les fours à coke aux distilleries et aux usines de produits chimiques, et toutes ces fournaises se juxtaposent, se serrent coude à coude, s'étirent en couloir pour se partager le terrain, s'ouvrir une fenêtre sur la précieuse façade et la vaste avenue flottante, comme un troupeau allonge le cou pour boire au même fleuve.

Mon guide me cite des noms de *trusts* et de *Gesellschaften* comme le gondolier qui vous mène sur le Grand Canal vous désigne les palais, les familles et les blasons ou comme, à cinquante lieues d'ici, de Coblence à Bingen, le cicerone vous signale, sur chaque île et sur chaque rocher, les ruines des vieux burgs du Pfalz, de Rheinfels et de Furstenberg. Sans doute, peu de voyageurs ont la curiosité de pousser jusqu'ici : ce Rhin utilitaire attire peu la foule. Et cependant la vieille panoplie

moyen âge, les sombres châteaux-épouvantails sur leurs collines démantelées le rendaient moins redoutable que sa moderne armure : ces deux grandes parois fuligineuses, dont on ne sait ce qui se perpètre sous leurs masques baissés, semblent aussi menaçantes que la haie de guerriers de bronze qui gardent le tombeau d'Innsbrück ou que les chevaliers-fantômes d'*Eviradnus*. En tout cas, le décor est impressionnant : ce noir étau, ce Niebelheim, ces traînées de fusain qui charbonnent les nuages, ce couloir cuirassé d'usines et d'industries, la force impétueuse et brillante qui passe et, par-dessus tout cela, suspendu à son arche béante comme à l'imposte d'un arc-en-ciel appuyé aux deux rives, flanqué de ses quatre tours militaires, le pont du chemin de fer de Neuss à Duisbourg, sous lequel le fleuve resplendissant s'engouffre comme par une porte de fer.

Le courant, contrarié par une pile, roule et tord en travers du Rhin une corde de laiton, un câble irrité, écumeux sur lequel les bateaux bondissent. On reconstruit un nouveau pont à quelques mètres de l'ancien ; une pile d'attente sort de l'eau comme un vague donjon ; sa plate-forme est double de la largeur des anciennes. Aux deux extrémités du pont se trouve une travée mobile permettant de couper la voie ; les tourelles de flanquement cachent des casemates pouvant tenir garnison, repousser un assaut. Là eut lieu, il y a deux ans, l'attentat de Duisbourg : une bombe éclata dans un train de permissionnaires. Incidents de la petite guerre de la Ruhr. Aujourd'hui on voit à la fois ramper sur le viaduc les trains de la taille d'un jouet qui traversent le fleuve transversalement, et, par-dessous, le continuel passage des trains de bateaux qui remontent ou descendent le Rhin, attachés à leur remorqueur chacun par un long fil.

Sur notre droite s'ouvre un petit chenal d'eaux mortes, un port paisible, retiré entre ses hauts quais de grès vieux rose : nous sommes chez Krupp. Ce n'est ici, bien entendu, qu'une partie de l'immense affaire : le vrai centre est à Essen, dans ces ateliers monstres, de mondiale renommée, d'où il sort à la fois tous les articles les plus divers de la sidérurgie, des tracteurs, des locomotives et des machines à écrire. Les usines du Rhin ne fabriquent que les aciers bruts ou demi-fins, qui n'exigent que les qualités inférieures et les manipulations les plus simples

du métal : les plaques de blindage par exemple, ou les rails de chemins de fer.

Ce que j'aperçois du canal est cependant fort imposant : c'est d'abord, pour fond de la scène, un grand bloc de briques, de vingt à vingt-cinq mètres de haut, percé de cinq ou six étages de fenêtres, et auprès duquel les habitations ou les bureaux d'ingénieurs, placés au premier plan, font l'effet d'une masure à côté d'une nef de cathédrale. Cette caserne sert de chemise à une batterie de cinq fours Martin, dont les gueules apparaissent à la crête de distance en distance ; cinq autres, espacés au dehors, complètent le chapelet. (Songez qu'il n'y avait en France, avant la guerre, que quatre-vingt-treize hauts-fourneaux : en voilà dix et cette usine ne représente pas la moitié de la puissance de Krupp.) Aucun bruit, nul mouvement visible dans ce grand chantier en apparence inanimé. Les trois ou quatre figures humaines qu'on aperçoit, hautes comme des pygmées, une fillette jouant à la poupée, une femme étendant du linge sur la cambuse d'un chaland, deux ou trois hommes qui fument adossés à des madriers, paraissent entièrement oisives. Nul rapport entre leurs gestes et ce qui s'exécute. Par moments, la base d'un des fours s'enveloppe d'un nuage épais de fumées rousses, pareilles à un gros chou-fleur de teintes sulfureuses : c'est une valve d'échappement qui s'ouvre et qui exhale les oxydes de la masse en fusion. Ces vapeurs sont utilisées l'hiver pour le chauffage, et conduites dans de grands siphons pour les décrasser de leurs poussières. L'énorme bâtiment central est relié au port par un système de ponts roulants, de treuils, de chevalets, de parallélogrammes, de gigantesques membres articulés d'insecte, qui reproduisent le jeu des fonctions naturelles à l'échelle d'une montagne et avec la sécheresse de la géométrie : on dirait d'un de ces rêves cubistes, où les formes de la nature sont traduites en figures de losanges et de polyèdres. On voit descendre par intervalles de l'extrémité d'un des ponts, au bout d'une poulie, une étrange capsule, le terrible poing d'une « benne prenante » : la main de fer plonge grande ouverte dans le tas de charbon d'un chaland, se referme et remonte rapidement déverser sa poignée de houille dans un wagonnet en charge à trente mètres plus haut sur le rail de la passerelle ; toute la manœuvre est commandée d'une cabine électrique

juchée au sommet de l'échafaudage. Le wagon rempli glisse comme une « bête à bon Dieu » sur une branche horizontale et achevant sa course s'élève par une crémaillère jusqu'à la gueule du cratère, d'où, sa charge engloutie, il retourne de lui-même en attendre une nouvelle. On croit voir un gros Cyclope, un de ces fabuleux monstres à plusieurs bras, jetant incessamment l'une ou l'autre de ses tentacules, allongeant ses ventouses et les portant à sa bouche. Et toujours cet étrange, impressionnant silence, ces chalands accostés qui apportent la nourriture au volcan, la fillette qui joue, et ce paysage cubiste, et ce travail imperturbable, ces mouvements rigides qui ont l'air d'une caricature sinistre de la vie, et cette mathématique de fer et cette organisation d'implacable, impersonnelle horloge.

Il me semble que nous naviguons depuis des siècles sur une planète à part, dans un monde à la Wells, un monde d'eaux, de charbon et d'acier, aménagé par quelque mécano génial et délirant. Jamais je n'ai vu tant de cheminées, de hauts-fourneaux, d'usines, d'outils perfectionnés et incompréhensibles; j'ai la tête rompue de visions anguleuses, de déclics, d'intersections brusques, de plans qui s'enchevêtrent. Peut-être existe-t-il ailleurs sous le ciel quelque chose d'analogue, en Silésie ou à Pittsburg : mais nulle part il n'y a le Rhin, et c'est ce mariage de l'artifice le plus complexe et de la plus fougueuse des forces naturelles, c'est la combinaison du fleuve et de la science qui fait l'incomparable puissance et presque la beauté spéciale de Duisbourg.

A présent nous redescendons le courant à une vitesse accélérée, entre sa double haie d'usines et ses interminables façades de bitume et de fumées; nous côtoyons ces trains de bateaux qui font sans cesse le voyage de Bâle à Rotterdam, et dont le sillage frôle de flanc la coque de notre vedette comme le dos musculeux d'un saumon. C'est une nation flottante, une marine fluviale de plus de dix mille hommes qui forme depuis des siècles les pilotes et les équipages de cette Hanse rhénane. Où sont nos bateliers du Rhône et de la Loire? Chez nous, le chemin de fer a tué les « chemins qui marchent ». Il les double ici sans leur nuire.

Bientôt nous avons dépassé la dernière usine de Duisbourg. Le paysage s'évase, le fleuve recommence à courir entre ses berges basses, parmi les prairies de la Gueldre que couronnent

les arbres vaporeux de van Goyen. A main droite, cette embouchure de rivière insignifiante, plus mesquine que l'Orne ou la Sarthe et que rien ne signale dans la platitude de ses bords, c'est la Ruhr. Quelques mètres plus loin, on entre dans un chenal encombré de chalands, et qui bientôt se subdivise comme la fourche d'un Y : nous sommes dans le port de Ruhrort.

Ce port sans gloire, sans le moindre pittoresque extérieur, et qui n'occupe même pas une situation en vue au bord du fleuve, comme les autres villes du Rhin, n'en est pas moins à l'heure qu'il est le premier port du monde ; il bat de bien loin New-York, Londres, Hambourg, Hong-Kong par le tonnage et le cube des marchandises remuées, par le nombre de ses bassins et le développement de ses quais (42 kilomètres à Ruhrort pour 14 à Marseille). Placé au débouché de la vallée de la Ruhr, tous les charbons, les anthracites, les cokes, les lignites, les produits de distillation de la houille et du goudron, les produits manufacturés d'Essen, de Bochum, de Rellinghausen, de Dortmund qui descendent vers la Hollande et l'Allemagne du Nord, s'embarquent pour l'Angleterre et les États-Unis, passent nécessairement par Ruhrort. C'est une immense gare de triage, un nœud extraordinaire de voies fluviales et de voies ferrées : du talus où je suis monté, j'embrasse au delà du canal un champ infini de voies de garage, des centaines et des centaines d'épis parallèles s'étendant sur plus d'un kilomètre d'espace et entièrement couverts de ces petits wagons rouge brique qui sont l'uniforme des trains de marchandises allemands. Et si je me retourne, en voilà autant par derrière, et un second canal, et ainsi de suite, sans un arbre, sans une maison, excepté les pots de fleurs et les petites cabines blanches à fenêtres noires, les petites maisons flottantes posées à la poupe des chalands.

Tout cela regorge du charbon de la Ruhr, que ces chalands viennent chercher pour le transporter ailleurs. Tiens ! Voilà un de ces wagons qui se met en mouvement, poussé par un geste invisible ; il vient se placer de lui-même sur une plaque tournante, qui sert à le peser au passage ; la plaque décrit un quart de cercle, sa lame postérieure soulève le wagon par l'arrière de vingt centimètres et l'envoie rouler doucement sur le pont-levis d'un *kipper :* là, il est saisi par des crocs, l'avant du *kipper* se cabre verticalement sur ses reins à rouages de fer

et bascule le wagon dans une hotte à « trémie », laquelle se déverse à son tour dans le chaland, tandis que le wagon délesté retourne tout seul au pesage, qui le dirige ensuite sur une voie de garage, et que l'opération recommence pour le wagon suivant. Tout cela obtenu avec le minimum de main-d'œuvre, par un ingénieux système de plans inclinés, l'économie des forces, l'emploi de l'inertie : c'est le triomphe de l'automatisme. Le tout sans un mot, sans un cri, sans un seul personnage visible, comme s'il s'agissait d'un paysage truqué, d'une féerie de Vaucanson. Et cela rappelle étrangement cette impression de vide qui, aux premiers temps de la guerre, était la continuelle surprise du champ de bataille.

On me conduit, pour finir, à une écluse de 200 mètres, où j'ai vu, en quelques minutes, cinq chalands et leur remorqueur descendre, entre les vannes, un palier de sept à huit mètres ; et cette écluse ne suffit pas, puisqu'on est en train de la doubler, à une demi-lieue d'ici, par une autre, de 400 mètres celle-là : écluse géante, écluse digne du canal de Panama, dont j'ai vu les parois colossales, d'une hauteur de 40 mètres, pareilles à une auge de béton, à quelque énorme coque de galère fossile ou à quelque bassin de pierre des Pharaons, engraver dans leur tranchée de sable leur monstrueuse masse de monolithe de Piranèse.

III. — HISTOIRE D'UN ABANDON

Il était clair, pour qui a vu ces trois villes : Ruhrort, entrepôt général des charbons de la Ruhr, Duisbourg, centre industriel, et Düsseldorf, marché des affaires de la région, que nous avions là entre les mains un gage de premier ordre, dont l'opinion française n'a jamais saisi toute l'importance, qu'on n'a pas assez pris la peine de lui montrer. Ce triangle de six lieues de côté offrait une position tactique sans pareille. Là, nous tenions l'Allemagne à la gorge ; il suffisait d'ouvrir ou de fermer la main, de placer quelques douaniers pour surveiller le goulot ou tout embouteiller ; nous étions maîtres de serrer l'écrou, de régler la circulation, d'opérer au moment voulu la pression opportune sur l'économie allemande, pour obtenir, le cas échéant, l'exécution des traités. Nous avions ici, par surcroît, l'avantage considérable que nous y étions d'accord

avec les Alliés. C'est à ce moyen d'action que le dernier ministère a renoncé gratuitement, sans aucune espèce de compensation, avec une légèreté incroyable, en août 1924, en vertu des accords de Londres.

Quelques dates ne seront pas inutiles pour fixer les idées et pour mettre un peu d'ordre dans l'inextricable imbroglio de ce qu'on appelle si improprement l'histoire de la Paix.

Les clauses du traité de Versailles, du 28 juin 1919, n'ayant pas, au bout de deux ans, été exécutées, notamment en ce qui concerne le paiement des réparations, les chefs des cabinets alliés, MM. Lloyd George, Briand et Carton de Wiart résolurent d'un commun accord de prendre contre l'Allemagne les sanctions prévues par le traité; et ils arrêtèrent ensemble de faire occuper par leurs troupes les trois villes de Düsseldorf, de Duisbourg et de Ruhrort. L'ordre, communiqué aux armées le 7 mars 1921 par le maréchal Foch, fut exécuté dans la nuit sans aucune difficulté.

Cet acte préliminaire nous donnait un très puissant moyen de contrainte sur l'Allemagne; il ne tenait qu'à nous de garrotter, s'il nous plaisait, et de paralyser toute l'exportation des charbons allemands; nous pouvions la frapper d'un droit au profit de la caisse des réparations. Ce système pouvait nous dispenser d'aller plus loin : en réalité, nous tenions sous la main tout le mouvement commercial et le marché de la Ruhr. Essen était sous nos canons. L'Allemagne était au pied du mur : elle avait le pistolet sur la gorge. Il est vrai que le ressort ne joua jamais. Tout un puissant parti d'affaires, la grave opinion des banques, les infaillibles politiques de la Cité de Londres, les oracles de Wall Street, pleins de charité évangélique, étaient du sentiment qu'il fallait ménager l'Allemagne et intervinrent toujours pour empêcher de rien faire et tout neutraliser. Tout se réduisit donc à l'occupation militaire de trois villes, et l'Allemagne, rassurée, continua de se dérober.

C'est alors que, deux ans plus tard, devant l'évidence flagrante et cent fois constatée de la carence allemande, devant la vanité des arrangements et des accords, devant l'inutilité de concessions réitérées, M. Raymond Poincaré, président du Conseil, après entente avec le ministère belge, résolut d'en finir avec les conférences et les atermoiements, qui se terminaient invariablement par quelque réduction nouvelle de la créance

française, et fit connaître son intention de se payer lui-même. Déjà son prédécesseur, M. Aristide Briand, avait menacé à la tribune de « prendre l'Allemagne au collet »; il avait même mobilisé une classe, en avril 1922, pour la jeter dans la Ruhr. L'ordre de marche ne fut pas donné, et cette faiblesse fut vivement ressentie. Les nerfs, de déception en déception, étaient à fleur de peau. L'irritation publique porte au pouvoir M. Poincaré. Le 11 janvier 1923, l'armée française et l'armée belge, sous les ordres du général Degoutte, investissent la Ruhr.

Peut-être sera-t-il permis de jeter aujourd'hui un regard de sang-froid sur cette expédition fameuse et si furieusement critiquée par la rage allemande et les passions des partis. Elle a eu finalement de très grands résultats, qui pouvaient être plus grands encore. Les difficultés de toute sorte surgirent dès le début. On se heurtait d'emblée à des obstacles, que les Anglais avaient mesurés mieux que nous, et où ils n'étaient pas fâchés de nous voir empêchés. Le moindre n'était pas cette opposition britannique à ce qu'on appelait le « coup de tête » de M. Poincaré; pour la première fois, au moins publiquement, le « front » de l'Entente était brisé. L'Allemagne se servit habilement de cette brèche. En attendant, l'Angleterre se lavait les mains de l'opération ; elle se bornait à l'ignorer, quitte à réclamer hautement sa part des bénéfices, quand elle vit que l'affaire « payait ». *Business is business.*

L'autre obstacle tenait à la nature des choses. M. Poincaré, esprit prodigieusement lucide, merveilleux cerveau juridique, a toujours soutenu qu'il s'en tenait à la lettre des traités et que l'opération de la Ruhr était une « saisie », une opération purement judiciaire, telle qu'il s'en pratique tous les jours au Palais pour contraindre un débiteur récalcitrant. Cette position était inattaquable : il est certain que le traité autorise expressément les Gouvernements alliés à prendre contre l'Allemagne, en cas de manquement, des mesures qu'elle s'engage « à ne pas considérer comme des actes d'hostilité ». Mais cette thèse de droit strict était bien difficile à faire entrer dans une tête anglaise, qui ne se pique pas de logique et pour qui il n'y a guère que des questions d'intérêt ; elle l'était beaucoup plus encore à faire admettre à des Allemands, pour qui le droit n'a jamais compté, et pour qui tout se réduit à une question de force. On fut ainsi amené à une situation nouvelle. Nous

avions compté que les Allemands laisseraient faire, et qu'il suffirait de leur envoyer l'huissier escorté, pour la forme, de quelques baïonnettes ; au lieu de cette exécution strictement juridique, c'est une véritable bataille que nous eûmes à soutenir.

Il est difficile de faire comprendre ce que fut cette lutte singulière. L'entreprise, telle qu'elle était conçue à l'origine, consistait à contrôler la Ruhr sans y toucher; quelques spécialistes, placés dans les services à côté des fonctionnaires allemands, se borneraient à prélever sur les recettes des mines, des chemins de fer et des forêts, propriétés de l'État, les sommes dues par celui-ci, et obstinément refusées, au compte des réparations. L'expédition comprenait 45 ingénieurs appuyés, pour porte-respect, par 50 000 hommes. Notre calcul supposait que la Ruhr travaillerait pour nous. Dès le début, on dut en rabattre. Tous les chefs d'exploitation avaient disparu ; disparus, les plans, les archives, les pièces indispensables à la marche de l'outillage. L'Allemagne nous faisait le « coup » de Rostopchine ; sans doute, elle n'allait pas jusqu'à brûler Essen : elle se contentait d'organiser le vide. Huit jours après, elle ordonnait la résistance « passive » : c'était le chômage absolu, l'abandon de tous les chantiers, la désertion en masse des ateliers et des usines, l'évanouissement de tous les cheminots, du moindre garde-barrière, la grève totale, définitive, la consigne des bras croisés, la paralysie générale, l'arrêt subit, sous toutes les formes, de toute activité. Le travail, payé par l'État, consistait à ne pas travailler : la grève était soldée comme un service national, toute infraction punie comme une trahison. On se trouvait, encore une fois, comme Napoléon à Moscou, devant l'absence, le rien, l'abstention, l'inertie. La situation était critique. Elle menaçait de devenir grave.

Il faut se figurer ce guêpier de la Ruhr, ce labyrinthe plus que crétois, plus compliqué et plus retors que celui de Minos, ce dédale d'industries, de mines, de canaux, d'usines, de voies ferrées, le centre ouvrier le plus dense et le plus peuplé d'Europe, le fief des Haniel, des Krupp et des Thyssen, l'outil le plus perfectionné du monde, mais dont nous n'avions pas le secret, et qui menaçait de retourner au chaos, faute de trouver la clef. Nous risquions premièrement d'y rester verrouillés et d'y périr de faim comme dans une souricière : rien ne marchait, tous les

transports, sur toute l'étendue des territoires occupés, étaient inertes, les centres nerveux engourdis, le personnel licencié, la batellerie et les canaux bloqués comme par les glaces. L'Allemagne et nos alliés anglais nous regardaient d'un air goguenard aux prises avec ces immenses difficultés. Il fallait à tout prix remettre la machine en marche. Cela paraissait impossible, et pourtant cela se fit. La première chose à faire fut de rétablir les transports et de recouvrer partiellement la liberté de nos mouvements. Le trajet de Mayence à Düsseldorf durait quarante-huit heures. Je laisse à juger de l'embarras de nos cheminots sur ces voies inconnues, dans un pays où tout leur était de l'allemand et où ils prenaient le mot *Ausgang* pour un nom de station. Il fallait arrêter le train à tous les aiguillages et manier l'aiguille à la main, toutes les commandes, comme tous les postes à signaux, étant hors de service. Cependant, en dépit de l'hostilité, des bâtons dans les roues, des attentats, des sabotages, la circulation se rétablit en peu de temps par un miracle d'énergie et de « débrouillage » à la française.

Ce fut un beau triomphe d'improvisation. Toute l'armée mit la main à la pâte, depuis les états-majors jusqu'au dernier poilu, à côté des ingénieurs civils; l'Allemand s'ébahissait de voir ces soldats agiles, bons à tout, hardis, ingénieux à l'ouvrage, merveilleux de ressources, qui manœuvraient des trains, des écluses, des bateaux, déblayaient le carreau des mines, exploitaient des forêts, faisaient aller toute la boutique comme s'ils n'avaient fait autre chose de leur vie. Et n'oublions pas cheminots et mineurs qui ont eu leur belle part du tour de force. Au bout de quelques mois, nous avions surmonté la crise. A la stupéfaction des Allemands, qui n'y avaient jamais cru, nous nous étions tirés de ce pas difficile. Le service était partout redevenu normal.

Bref, l'affaire, assez mal engagée en janvier, se dessinait à l'automne en victoire complète; l'entreprise avait réussi et contre toute attente, contre les prévisions des sages et les pronostics pessimistes, elle se trouvait d'un bon rapport. Le bénéfice total donnait une moyenne de 157 millions par mois, qui promettait par an un produit net de deux milliards. Nous avions la satisfaction de voir se rallier l'Angleterre, et la joie maligne de l'entendre demander à partager. Pour l'Allemagne,

la résistance tournait au désastre. Elle ne pouvait se prolonger sans conduire à une catastrophe. La victoire, de ce côté, avait des conséquences beaucoup plus étendues que celles qu'on avait cherchées. L'État se désagrégeait. Au mois de septembre, l'Allemagne capitulait.

M. Poincaré sortait donc à sa gloire de cette redoutable campagne. Il était vainqueur sur toute la ligne. C'est alors qu'avec une réserve, une mesure, un respect de la Loi qui défend à chacun d'être juge en sa propre cause, et qui rendent dérisoires les reproches qu'on a prodigués à son « impérialisme », il déclara s'en rapporter désormais à l'arbitrage; tout son objet n'avait été que de contraindre l'Allemagne à reconnaître sa dette; pour le reste, il était prêt à s'en remettre aux Experts. Car, sur ces entrefaites, un général américain, banquier comme la plupart des généraux de ce pays, M. Dawes, voyant le tour que prenaient les choses, avait imaginé un plan de conciliation, par où il se faisait fort de contenter tout le monde : il manquait au traité de Versailles un instrument pratique, un moyen de « commercialiser » la dette de l'Allemagne. C'est cet instrument qu'apportait le général Dawes, et qu'il se flattait de faire accepter à Berlin.

Une des conditions du plan Dawes était la restauration de « l'unité politique et économique du Reich », et cette clause impliquait l'évacuation de la Ruhr. L'Allemagne, pour s'acquitter, ne devait-elle pas disposer de toutes ses ressources? M. Poincaré avait répété lui-même à maintes reprises qu'il sortirait de la Ruhr aussitôt que l'Allemagne s'engagerait à payer. Il a toujours répudié les desseins de machiavélisme que lui prêtait la calomnie. Rien n'est plus éloigné de son caractère rigoriste, scrupuleux et légal.

Quand M. Herriot prit le pouvoir, après le 11 mai 1924, par une des plus étonnantes surprises qui soient jamais sorties des urnes électorales, il y arrivait dans un état voisin de l'illuminisme. La victoire du Cartel prenait dans son esprit les proportions d'une hégire, d'un âge qui commençait dans l'histoire du monde. Comme elle coïncidait avec celle du *Labour Party* en Angleterre, nos gens de Gauche croyaient de bonne foi que c'était pour le coup qu'on régénérait l'univers. On allait voir de vraies démocraties à l'œuvre : jusqu'alors, on n'avait guère eu que le nom de République. A présent, tout allait changer.

Et il est certain que l'atmosphère en Europe était passablement aigrie; les choses menaçaient de tourner à l'orage. Et tout le mal, comme par hasard, retombait sur la France; c'est elle qu'on accusait toujours, c'était son inquiétude, son appétit de conquêtes, son orgueil, son esprit de domination. C'est tout juste si on ne lui reprochait pas la guerre. L'origine de ces bruits perfides, comme de la campagne haineuse menée contre le nom de M. Poincaré, n'est que trop facile à démêler. C'était un grand service à rendre que de calmer les esprits, de dissiper les soupçons, de mettre, comme disait M. Herriot, « la France à l'aise dans le monde ». Il eut seulement le tort de s'y prendre assez mal. Il devait moins se hâter d'annoncer qu'il rompait avec la politique de son prédécesseur, ne pas faire de la paix le programme d'un parti (comme s'il y avait en France un parti de la guerre!), ne pas faire croire enfin qu'il n'avait qu'à paraître pour montrer le « vrai visage du pays ». M. Herriot n'est pas modeste, il ne doutait de rien. Il était heureux, il avait soif de succès et de sourires. Il était ivre de bienveillance. Il comptait sur son charme personnel, sur sa bonne foi évidente pour désarmer les préventions, sur sa cordialité et sur sa bonhomie pour mettre du liant dans les conversations. Il allait remplacer la froideur et l'échange protocolaire des notes de chancellerie par ces entretiens d'homme à homme et ces effusions, après lesquelles on ne pourrait plus douter de son bon cœur. Il était naïvement persuadé qu'aucune glace ne tiendrait devant tant de chaleur expansive, et que les questions les plus ardues lui feraient le plaisir de s'aplanir pour ses beaux yeux. Jamais les intérêts de la France n'étaient tombées entre des mains plus redoutables.

Les accords de Londres, qui suivirent la mémorable entrevue de Chequers, eurent, dans la longue série des conférences engendrées par la paix de Versailles, une importance particulière. C'est la première fois que les représentants du gouvernement allemand furent admis à discuter sur le pied d'égalité avec les cabinets alliés, et à consentir librement à des conditions, au lieu de se soumettre à des ordres. Cette procédure était nouvelle; on cessait de traiter l'Allemagne en coupable; c'était le premier pas vers l'oubli, et l'oubli précédait la réparation. Les chefs des cabinets démocratiques de l'Entente crurent cette politique habile; ils crurent, par ces égards,

affermir le régime républicain en Allemagne et y préparer le désarmement moral. C'était un baume jeté sur cet orgueil ulcéré, un signe de détente : l'Allemagne sut en profiter.

Il s'agissait pour elle de faire connaître si elle acceptait le plan Dawes. Ce plan lui offrait de tels avantages immédiats, qu'on ne pouvait douter de la réponse. Dans la situation très fragile où se trouvaient ses finances, un moratoire de cinq années et un crédit de 800 millions pour la première étaient une chance inespérée. Nous pouvions, sans risque aucun, mettre certaines conditions à l'évacuation de la Ruhr et en régler le détail, comme M. Poincaré n'eût pas manqué de le faire, avec précaution. C'était le jeu : la Ruhr rapportait, et un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras. Mais M. Herriot était si pressé de s'en débarrasser, de prouver sa bonne volonté (c'est bien de la sienne qu'il s'agissait!), il brûlait d'un tel zèle de paix qu'il eût donné la Ruhr pour supplier l'Allemagne de souscrire au plan Dawes.

M. Stresemann n'hésita plus à poursuivre ses avantages. Il attaqua. Au dernier moment, saisissant son partenaire entre deux portes, il lui demanda : « Et Duisbourg? » Duisbourg formait un chapitre séparé. Il n'en avait jamais été question dans le plan Dawes. C'était une affaire distincte, remontant à une autre époque : nous n'avions même pas le droit d'en disposer seuls, puisque nous y étions avec les Anglais et les Belges. M. Herriot ne pensa pas à toutes ces circonstances, que probablement il ignorait ; savait-il même très bien ce que c'est que Duisbourg? Il ne vit qu'une occasion de céder, de montrer sa magnanimité et de faire des heureux. Il répondit : « Naturellement. »

Depuis que l'on a eu la fâcheuse idée de faire traiter les affaires de la paix par les chefs des gouvernements, au lieu d'en laisser le soin à un personnel éprouvé ; depuis qu'on a admis le principe que les intérêts des nations seraient mieux gérés par des politiciens élus que par des spécialistes expérimentés, et que tout le monde était capable de rédiger un traité, à l'exception des diplomates, on doit être accoutumé à ce genre de surprises. Plus de diplomatie secrète! Les négociations au grand jour! Cette phraséologie à la mode a eu l'effet ordinaire des chimères démocratiques. Nous avons remplacé le travail des gens de métier par une publicité bruyante, des mœurs de

cinéma. Mais le fait est qu'on n'a jamais été moins bien instruit du fond des choses. Nous sommes mieux informés du traité de Westphalie que de la manière dont s'est fait le traité de Versailles. Il n'existe même pas un procès-verbal des discussions. Jamais plus de tapage n'a caché plus de mystère. Telles sont les nouvelles méthodes. M. Herriot, à Londres, ne faisait que s'y conformer. Mais il faut avouer qu'il les exagérait. On n'avait jamais vu traiter les affaires avec plus d'inconscience, engager les Alliés sans même les consulter, décider une question sans qu'elle se posât : c'était pousser bien loin l'horreur des discussions. On ne peut pas perdre une partie avec plus de facilité. Pas même un mot d'écrit, nulle trace de l'affaire dans les archives, si bien que, le moment venu, le quai d'Orsay dut s'adresser à M. Stresemann, qui avait pris ses notes, pour savoir ce qu'on lui avait promis.

Soyons justes : M. Herriot avait la foi. Il ruisselait de bonnes intentions. Les sacrifices ne lui coûtaient rien pour démontrer au monde son amour de la paix. Il n'avait qu'une idée : liquider le passé, enterrer les discordes, les violences, éteindre les vieux ferments de haine. Il déclarait la paix au monde. Il inaugurait une ère nouvelle. Ce n'était plus de la politique, c'était de l'apostolat.

Sa grande pensée était de réconcilier les peuples, de faire confiance à l'Allemagne, d'encourager chez elle les masses populaires par des gestes simples, compris de tous, des « gestes symboliques » qui montreraient qu'il y avait quelque chose de changé, que c'était le début d'une aurore fraternelle. Finis, le régime des punitions, les représailles, cette vieille pratique des châtiments si indigne des peuples libres. Toute l'éducation du professeur républicain, l'idée d'une morale « sans obligation ni sanction », chère aux pontifes de l'école laïque, lui revenait à l'esprit. Plus d'enfer ! Plus de pénitence ! Plus de férule ni de bonnet d'âne ! On allait tenter l'expérience de l'amour, convertir les méchants à force de grandeur d'âme : c'était sublime et c'était fou. M. Herriot rendait la Ruhr, il rendait Düsseldorf, il eût rendu la lune pendant qu'il y était : il pensait attendrir l'Allemagne et l'enchaîner par ses bienfaits ; il ne s'apercevait pas qu'il manquait son effet ; il avait affaire par malheur à de mauvais élèves, qui ont toujours pris une gentillesse pour une marque d'infériorité et une conces-

sion pour un aveu de faiblesse. On prenait ses cadeaux et on ne lui en savait aucun gré. Ce démocrate sentimental ne faisait que rééditer le mot tant reproché à un Bourbon : « Un roi de France n'est pas un marchand. » Il faisait le généreux pour qu'on dît : « La reine est si bonne ! » Et il revint de Londres aux applaudissements de sa majorité, ayant abandonné la Ruhr et donné le reste par-dessus le marché, en se félicitant d'avoir assuré la paix, sans même se douter qu'il avait été joué.

IV. — LES ÉTAPES D'UNE MYSTIFICATION.

Pour comprendre ce qui va suivre, il faut se reporter à quelques mois en arrière, à cet automne de 1923, qui marque la fin de la « résistance passive », l'aveu de la défaite allemande et l'origine du plan imaginé par M. Dawes. C'est le tournant de l'histoire et le nœud de toute l'affaire.

L'Allemagne, dans sa lutte de la Ruhr, dans cette résistance frénétique qu'elle oppose depuis six ans à la politique d'exécution, succombait à une crise financière suraiguë, à une de ces maladies galopantes qu'on ne gouverne plus et qui peuvent d'un moment à l'autre se résoudre par un cataclysme. On a dit que l'argent est le nerf de la guerre; jamais ce mot ne s'appliqua mieux que dans cette bataille, où la presse à papier remplaçait l'artillerie, et les billets les bataillons. Du jour où le Reich décida de financer la grève et de faire du mark son arme de combat, on put prévoir le moment où cette arme lui sauterait des mains. Au début de l'affaire, le mark était déjà malade; on le renfloua momentanément par des injections énergiques, comme on remet sur pied un cheval de picador pour fournir une dernière foulée sur une piste de *corrida*. Dès le mois d'avril, le cours était retombé à plat. Ce n'était que le début de la dégringolade. Dès lors, les rotatives lancées à toute vitesse, multipliant les millions à l'allure des feuilles des grands journaux, ne s'arrêtent plus. Ce fut une fantasmagorie, un « vertige de chiffres, de milliards, de trillions et de zéros ». Le 30 juin, le franc valait environ 10 000 marks; il en valait plus de 50 000 le 31 juillet, 500 000 le 31 août, 10 millions le 29 septembre. Six semaines plus tard, le cours du mark-or égalait 3 milliards de marks-papier. On a calculé qu'à ce taux

notre dette de cinq milliards, en 1871, pouvait être acquittée pour 1 fr. 75.

Ce n'est rien. On a pu se demander si le Reich, par cette politique financière étonnante, ne poursuivait pas un plan très arrêté. En se ruinant systématiquement, il jouait à qui perd gagne : il pulvérisait le mark, afin d'anéantir sa dette. Il trouvait, d'ailleurs, tant qu'il voulait, des spéculateurs pour lui vendre, contre son papier, de bons dollars, de bons florins, de bonnes livres, enfin ce qu'on appelle (assurément pas en français) des *devises :* comme l'argent ne lui coûtait rien, il pouvait renouveler autant qu'il lui plaisait cet excellent marché. Il n'y avait d'autre limite que la crédulité des gens et la faculté d'imprimer des billets. Le plus fort est que cette fructueuse escroquerie, loin de lui nuire, le servait d'une façon merveilleuse : il se constituait dans le monde une immense clientèle intéressée au relèvement de l'Allemagne, en vertu de cette loi, jamais trop méditée, qui fait du créancier le protecteur naturel, le parent bénévole, l'oncle du débiteur. On a vu des fils de famille n'avoir d'autres ressources.

Mais les meilleures choses ont une fin. Il vint un moment où cette martingale insensée ne put se soutenir. Dans ce déluge de milliards, le numéraire manquait. Tout le monde imprimait de l'argent. L'État ne suffisait plus à faire de la fausse monnaie; les villes, les provinces, les sociétés particulières s'en mêlaient. Chacun, pour sortir d'embarras, fabriquait du *Notgeld*, une monnaie de secours, qui servait aux besoins locaux et qui se dépréciait avant d'être consommée. Le Reich, battu à plates coutures dans sa lutte de la Ruhr, avouait son impuissance : le privilège du souverain, celui de battre monnaie, lui échappait avec le pouvoir de protéger les siens. La gêne croissait avec l'anarchie financière. Des mouvements d'autonomie se dessinaient : les provinces, la Saxe, la Bavière, Danzig, cherchaient à ressaisir, chacune pour son compte, les rênes que laissait flotter le gouvernement central. Le chaos monétaire engendrait le désordre politique. L'État agonisait. Personne ne croyait plus à lui en Allemagne. Le séparatisme rhénan devenait une réalité menaçante. Tout se dissociait, tout allait en débâcle. Toutes les Allemagnes n'étaient plus qu'une poussière, dont chaque atome n'obéissait qu'à la force centrifuge. Le péril rhénan ouvrit les yeux. Alors, le Reich prit un grand

parti. Brusquement, il cessa la résistance passive, demanda l'*aman*, mit les pouces. Puis, donnant un violent coup de frein, on le vit s'arrêter net et faire une volte-face subite au bord de l'abîme.

Je ne puis raconter ici cette comédie du *Rentenmark*, aujourd'hui le *Reichsmark*, ce coup magique par lequel, du jour au lendemain, l'État le plus ruiné du monde se trouva en possession d'une monnaie au pair du dollar et de l'or. Cette histoire vient d'être exposée, avec un talent saisissant, par M. V. de Moriès, dans un livre documenté, rocambolesque et balzacien, qui est une des lectures les plus attachantes qu'on puisse faire (1). La nouvelle monnaie, émise au total de cinq milliards, était garantie par la propriété industrielle et agricole allemande. C'était une fiction : il n'y a aucun rapport entre une propriété, bien réel, et l'argent, signe monétaire qui en représente la valeur d'échange. On peut posséder un continent et n'avoir pas de monnaie. La propriété allemande, loin de diminuer, n'avait cessé de s'accroître dans une mesure inouïe pendant que la monnaie allemande s'avilissait. Il y a plus : le mark-papier, qui avait fini par valoir un dix-millionième de centime, on ne sait quoi d'impalpable entre l'infini et le zéro, ce mark immatériel, infinitésimal, se trouvait être la monnaie la plus royalement « couverte » qu'il y eût au monde, l'encaisse métallique de la Banque étant de 780 millions de marks, et le total des quintillions de papier en circulation n'égalant pas le quart de cette somme : ce qui permit à l'État de racheter pour 200 millions toute sa dette publique et de se trouver en un clin d'œil le seul État de l'univers doté d'un Grand-Livre vierge. Toutes ces combinaisons de chiffres, cette prodigieuse jonglerie où les milliards valent un œuf, et le lendemain tout Golconde, où le même mark-protée a l'air d'un génie surnaturel, tantôt fourmi, tantôt éléphant, tiennent de la féerie et des *Mille et une Nuits*. Il y a des mystères de relativité qui déroutent. On sent que l'Allemagne est le pays d'Einstein et de M. de Crac.

Il y eut cependant un moment d'angoisse, un cap difficile à franchir : ce fut dans les deux premiers mois, quand on put

(1) Valéry de Moriès, *Misères et splendeurs des finances allemandes*, Paris, 1925, 1 vol. des *Cahiers rhénans*, publiés sous les auspices de la Haute-Commission interalliée des territoires rhénans. Cf. *l'Assainissement monétaire en Allemagne*, dans la *Revue politique et parlementaire* du 15 juillet 1925.

se demander si l'État tiendrait le coup avec le milliard de *Rentenmarks* qu'il s'était fait avancer par la Banque, et si les recettes viendraient à temps compenser les dépenses. Pour faire vivre son mythe, il fallait que l'auteur lui-même le respectât : le Reich ne pouvait se permettre deux banqueroutes successives. Le miracle du *Rentenmark* exigeait un acte de foi collectif dans la vitalité allemande; c'était, on l'a dit, une opération de transfusion du sang. Maurice Quinton dut ressentir une anxiété pareille le jour où, ayant saigné un chien à blanc, il le gonfla d'eau de mer et attendit de voir si l'animal ressuscitait.

Il y avait quelqu'un qui suivait avec un intérêt puissant les phases de ce périlleux redressement : c'était M. le général Dawes, qui y prenait le goût passionné d'un connaisseur pour une partie très difficile. Vers le mois d'avril 1924, le rétablissement était fait, mais le pays haletait de son effort. Le Reich bouclait son budget; le déficit, jadis permanent, était désormais remplacé chaque mois par un excédent. Jamais l'État n'avait été plus riche. Mais à quel prix ! Les affaires gémissaient; l'ordre n'avait pu être ramené dans les finances publiques que par une série de mesures draconiennes. Toute espèce de crédits était refusée aux entreprises privées avec la dernière rigueur, au delà du chiffre de leur compte en banque. Les faillites se succédaient. L'assainissement se poursuivait avec cette brutalité que l'Allemagne sait mettre au service de ses desseins. La cure était terrible, comme l'avait été la maladie. Mais les ressorts criaient, et le malade demandait grâce.

Ce spectacle remplissait d'admiration le général Dawes; ce drame financier lui semblait autrement intéressant que celui de la Marne. L'Allemagne, par ce coup splendide du *Rentenmark*, venait de reconquérir l'estime financière du monde. C'était le moment de lui venir en aide et de régler la vieille question des réparations par un arrangement pratique, une de ces formules d'affaires qui écartent ou épargnent les susceptibilités. C'est ici qu'il faut dire un mot de ce fameux plan Dawes, et décrire sommairement le fonctionnement du système.

Toute l'affaire est conçue comme une liquidation. Il est nommé un liquidateur, un fonctionnaire intitulé Agent des paiements, chargé de recevoir les sommes versées par l'Allemagne et d'en opérer le transfert aux comptes respectifs des

nations alliées (1). L'Allemagne se libère par des annuités entre les mains de cet agent. Ces annuités se règlent en monnaie allemande, sans que le Reich ait à s'occuper du transfert et sans tenir compte du change : clause pleine de mansuétude, dont nous aurions le droit d'envier la pareille. Notre charge serait plus légère, si nous ne devions aujourd'hui que le même nombre de francs que nous avons empruntés en 1916. L'Allemagne a toujours trouvé auprès de ses adversaires d'hier une sollicitude que nous serions bien aises de rencontrer chez nos alliés

Les annuités du plan Dawes, extrêmement faibles pendant cinq ans, afin de donner à l'Allemagne le temps de se « relever », sont fondées sur deux genres de recettes dont, en premier lieu, les revenus de l'industrie et des chemins de fer. Cinq milliards d'obligations, gagés par l'industrie, donnent un revenu de 5 pour 100, dont une part constitue une tranche de l'annuité; un système semblable est prévu pour les chemins de fer, qui sont retirés à l'État et administrés par une compagnie internationale. Une garantie complémentaire est enfin assurée sur certaines taxes de l'État (douanes, sucres, bières, etc.), mais ne doit jouer qu'en seconde ligne. L'ensemble du système est ingénieusement calculé pour intéresser le créancier à la prospérité de l'industrie allemande, puisqu'il ne peut être payé que sur les excédents de profits de cette industrie. Toujours dans le même intérêt bien entendu, nous commençons par consentir à l'Allemagne un large moratoire; et même, afin de mieux assurer le relèvement de cette chère économie allemande, nous lui faisons, la première année, un prêt de 800 millions de marks-or, — puisque c'est dans notre intérêt !

En retour de ces « sacrifices » que nous fait l'Allemagne, il est convenu que nous rétablissons l'unité politique et économique du Reich, sans laquelle le plan Dawes ne saurait fonctionner : nous évacuons la Ruhr et nous rendons à l'Allemagne (non, à la compagnie privée qui la remplace) l'exploitation et la gestion des chemins de fer rhénans.

Tel est le plan des Experts : jugement de Salomon, chef-d'œuvre d'équité qui nous donne l'assurance d'être payés dans cinq ans, et par lequel le créancier, non content de se dépouiller de ses gages en échange de cette promesse future, commence

(1) Cf. Maurice Lewandowski, *la Question du transfert* dans la *Revue* du 1er juillet 1925.

par payer au débiteur un milliard de francs-or, pour l'encourager à tenir sa promesse. C'est cet arrangement que l'Allemagne à Londres, a eu l'adresse de se faire prier longuement pour l'accepter. On lui offrait le salut : on lui rendait la Ruhr, on lui rendait les chemins de fer rhénans et on la couvrait d'or au moment où, comme certains riches, elle avait des embarras d'argent. Et c'est pour la remercier de nous faire la grâce de signer cet accord que M. Herriot lui donnait, par-dessus le marché, « pour boire », par pure magnificence et en don de joyeux avènement, Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort!

V. — LA MYSTIFICATION *(suite)*

Cela est le passé. Il y a un an que l'Allemagne a signé les accords de Londres; il y a un an que le Reich, pour se remettre à flot, a touché le milliard d'or qui devait lui permettre de surmonter la crise; nous avons évacué la Ruhr. Le 25 août, nous avons, pour faire plaisir à M. Herriot, évacué Düsseldorf. Nous avons rempli notre part des obligations du plan Dawes, et même celles qu'y avait ajoutées de son cru, verbalement, sans pouvoirs et sans contre-partie, le président du Cartel des gauches. La première échéance arrive. Que fait l'Allemagne?

Si vous voulez savoir ce que vaut le papier du plan Dawes, considérez le cas qu'en font ceux qui nous ont le plus pressés de nous y fier : admirez avec quel dédain l'Angleterre accueille aujourd'hui, en paiement de nos dettes, l'offre que nous lui faisons de notre créance allemande. Je doute fort que M. Caillaux, s'il fait demain la même proposition en Amérique, y soit mieux reçu par les concitoyens de M. Dawes, qu'il ne l'était hier par ceux de M. MacDonald. C'est singulier, personne ne veut de l'argent allemand. Il était bon pour nous, il ne l'est plus pour les autres. On n'a plus confiance dans le plan Dawes. Ce plan qui, l'an dernier, devait sauver le monde, on n'en parle plus qu'avec un air de doute. Il n'y a pas un mois qu'un de ses auteurs responsables, Sir Josiah Stamp, au Congrès de Bruxelles, avait la candeur de convenir qu'il était inexécutable.

Je suppose que, dès l'an dernier, quelques Français se sont doutés de ce qui allait se passer. Il y avait à parier que, l'échéance venue, l'Allemagne allait commencer à se faire tirer

l'oreille. En effet, depuis quelque temps, on entend l'Allemagne qui se remet à se plaindre. Les affaires vont mal. On parle de chômage, de faillites, de crise industrielle. Les gens bien informés colportent des rumeurs pessimistes ; ils vous font un tableau très noir du malaise allemand. On étale des bilans, on montre des statistiques. La rumeur, d'abord sourde, confuse, rasant la terre, *piano*, *piano*, gonfle, étend ses ailes, éclate, suivant le *crescendo* classique du grand air de la Calomnie.

A cette orchestration consommée, à ce concert où toutes les voix répètent le même refrain, où concourent, chacun pour sa part, les dupes et les fourbes, les innocents et les compères, les niais et les roublards, reconnaissez l'Allemagne ! Au même signe du *Kapellmeister* invisible, le même discours, le même jour, nous revient à la fois de Tokio et de Buenos-Ayres. La même information fait le tour de la presse mondiale. Sous toutes ces formes, c'est la vieille antienne qui recommence : l'Allemagne pleure misère. On l'écorche, on lui met le couteau sur la gorge. Elle plie sous la charge. Son commerce périclite. Ses ennemis veulent sa ruine. C'est la manœuvre contre le plan Dawes qui apparaît.

Discuter ces bruits, étouffer un à un les mille rameaux de cette propagande, inutile ! Le mensonge fait son chemin ; il renaît sous une forme pendant qu'on le combat ailleurs. La crise des affaires ? Sans doute, il y a en Allemagne une certaine gêne provenant du rétablissement du mark-or. Il est vrai qu'il y a un mois de charbon sur le carreau de la Ruhr. Qu'y faire ? La crise charbonnière est à peu près universelle. Demandez plutôt à l'Angleterre ! Nos amis les Anglais commencent à s'apercevoir (il est bien temps !) que l'occupation de la Ruhr avait du bon et que sans elle leur crise eût éclaté deux ans plus tôt (1). Qui aurait pu prévoir qu'Anzin et Charleroi se remettraient à produire si vite ? On produit plus de charbon et on en brûle moins : on le remplace par la houille blanche, le pétrole, le mazout. Mais les produits chimiques, la porcelaine, les potasses prospèrent. Les potasses, surtout : depuis l'accord avec l'Alsace, le chiffre d'affaires a triplé. On vous parlera d'une usine de cuirs à Offenbach qui a réduit son personnel de 600 ouvriers à 30 : c'est possible. Mais dans le pays on ne voit pas de chômeurs, quoique l'armée et la flotte occupent huit cent mille

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 août 1925, p. 948, la *Chronique* de M. René Pinon.

hommes de moins qu'avant la guerre. Le nombre des faillites est retombé au chiffre moyen de 1913. Alors?

Je sais bien qu'il y a l'affaire Stinnes, qu'on n'a pas manqué de donner (surtout en France) pour un exemple convaincant de l'état inquiétant des choses en Allemagne. Les embarras du groupe Stinnes! La banqueroute des fils d'Ugo Stinnes! C'est comme si l'on apprenait le crack de la banque Rothschild. On juge si l'Allemagne a négligé de cultiver cette émotion. Le nom de Stinnes était légendaire. Il passait pour le type du potentat industriel, de cette puissance indéfinie que représentent ces mots de « magnat de la Ruhr ». En réalité, rien de plus faux que cette illusion. Ugo Stinnes était, en son genre, un homme de talent; mais ce talent n'avait rien à voir avec celui des grands maréchaux d'industrie, qui ont créé une affaire et lui ont imprimé un style, tels qu'un Ballin, un Rathenau, un Krupp, un Haniel, un Thyssen. Il ne représente nullement l'école de la Ruhr. Il n'y était même rattaché que par le hasard qui l'avait mis à même de racheter la « Siemens-Sickert ». Son don spécial était plutôt le génie des affaires. Il tenait moins du constructeur que du spéculateur.

Il s'était surtout révélé depuis l'armistice. Stinnes fut un des premiers à découvrir que l'inflation offrait au commerce allemand des perspectives illimitées, et se mit à jouer audacieusement à la baisse. Avec ses marks dépréciés, il achète force affaires, souvent en Allemagne, parfois à l'étranger, revend, rachète, gagne à tout coup, emploie les bénéfices à acheter encore. Il avait ainsi entre les mains un gigantesque faisceau d'entreprises disparates, de la métallurgie, des journaux, des automobiles, des cinémas. C'était de la prestidigitation : il en jouait comme l'équilibriste jongle avec une assiette, une coquille d'œuf, un canif et un boulet de canon. Il avait réalisé en peu de temps une fortune démesurée. On voit pourtant la différence qu'il y a de ce genre d'opérations à l'œuvre d'un organisateur. On n'en parlait pas moins avec admiration de ce génial système d'industrie « verticale », comme s'il y avait eu le moindre rapport entre les différents étages de ce bazar.

Stinnes meurt. Il était évident que l'affaire ne tenait qu'à la virtuosité d'un homme, au mouvement accéléré qu'il savait imprimer à toutes les parties. Lui manquant, tout tombait à terre. Or, il laissait deux fils. Leur désaccord précipita la

chute. L'édifice devait crouler à la première difficulté. Quelques grandes maisons s'arrangent alors avec l'aîné pour organiser le sauvetage. C'est l'histoire de deux associés dont l'un étrangle l'autre. C'est ce drame de famille banal qu'on veut utiliser pour fairé croire au prochain craquement de l'Allemagne et à un noir présage de *Konzerndämmerung*.

Non, non, que le monde se rassure! Nous n'allons pas voir en Allemagne un « crépuscule de l'industrie ». Ce malheur ne menace pas encore. L'industrie est un peu gênée, d'une manière qui n'a rien d'alarmant : elle éprouve une crise momentanée, une crise de numéraire. Rien de plus naturel. On ne passe pas subitement des milliards-papier au mark-or, sans qu'il en résulte une certaine constriction. On se trouve dans l'état d'un homme habitué aux excitants, qui serait brusquement privé de sa morphine. Sans doute, il est flatteur d'avoir de l'or en barres : pourtant, ce n'est pas tout roses. Le bourgmestre de Düsseldorf l'avouait ingénument à un officier de mes connaissances. « Vous voilà riches à présent, lui disait notre ami. — Eh! mon colonel, fit l'Allemand, voilà bien ce qui nous gêne : jadis l'argent ne nous coûtait rien, nous en fabriquions autant que nous voulions. » Ah! le bon temps où l'on était ruiné! Aujourd'hui, on est moins à l'aise. On manque de capitaux, de fonds de roulement. Cela tient aux méthodes de l'industrie allemande. L'Allemand ne fait pas d'économies, il ne met rien « de côté » : dès qu'il a de l'argent, il construit, développe son affaire, améliore son outillage : il ne conserve pas de réserves liquides. Il fait comme le paysan qui ne cesse d'acheter de la terre, et qui dit qu'il n'a pas le sou.

L'industrie allemande a peu de disponibilités. C'est qu'elle les investit à mesure en immeubles, en machines, en constructions nouvelles. Jadis, elle était habituée, pour soutenir ce train, à trouver dans les banques le plus large crédit : cette source est à peu près tarie. Les banques ne font plus d'avances, ou ne les font qu'à un taux excessivement lourd. L'argent est cher dans le pays. Mais on en trouve à meilleur compte à l'étranger. Le dernier emprunt Thyssen s'est placé aux États-Unis dans d'excellentes conditions. On voit ce qu'il y a de factice dans les bruits alarmistes qui circulent. La crise n'existe pas. Ni grèves, ni chômage, la main-d'œuvre abondante, au-dessous des tarifs d'avant-guerre, et enfin, ne l'oublions pas, un

outillage immense, un outillage tout neuf et (grâce à l'inflation) entièrement *gratuit*. On ne pourra jamais évaluer ce que l'Allemagne a fait en ce sens depuis l'armistice. L'autre jour, sur la route de Hœchst, où je n'étais point passé depuis 1919, je ne reconnaissais pas le paysage, tant les usines, les ateliers, les constructions industrielles s'étaient développées. L'Allemagne, depuis six ans, s'est appliquée fiévreusement, avec cette ténacité et cet esprit de suite qu'elle met en toutes choses, à la préparation de sa revanche économique. Or, cet outillage sans rival ne lui a rien coûté : elle l'a eu *pour rien*, exactement pour du papier. Ce papier se changeait en machines, en bâtiments, en chemins de fer. En même temps, par la bienheureuse vertu du mark-papier, toute la dette antérieure se trouvait abolie. L'industrie faisait en petit le coup que l'État faisait en grand. Aujourd'hui, tout est prêt. L'Allemagne se trouve à la tête d'une industrie sans dettes, armée d'un matériel extra-moderne. Elle est parée pour reprendre la lutte sur les marchés du monde. L'Angleterre le sait bien : et elle n'est pas sûre de pouvoir « tenir le coup », avec son matériel démodé, sa main-d'œuvre coûteuse, son *Labour* exigeant. Voilà la situation dans sa réalité.

Et alors, vous voyez la manœuvre allemande? Rappelez-vous que les annuités du plan Dawes sont fondées sur les revenus de l'industrie. On prétend donc, d'une part, que l'industrie ne va pas, que le commerce ne bat que d'une aile, que les charges sont écrasantes et on fait semblant de soutenir que c'est la faute du plan Dawes. Cette partie du raisonnement s'adresse à nous : c'est la campagne spéciale pour l'opinion française. Nous sommes intéressés à la prospérité allemande. Il s'agit donc de nous prouver : 1° que l'industrie est déficitaire ; 2° que tout irait mieux si les charges étaient réduites ; donc, qu'il est de notre intérêt de les réduire nous-mêmes, si nous voulons toucher quelque chose sur les bénéfices. Mais si les affaires allemandes prospèrent, qui en souffrira ? L'Angleterre. Le plan Dawes ne saurait jouer sans la prospérité allemande, donc sans une concurrence terrible à l'industrie anglaise, et c'est cette concurrence que l'Angleterre redoute par-dessus tout (après avoir fait tout ce qu'il fallait pour la remonter). Étonnez-vous que l'opinion britannique ne tienne pas beaucoup au succès du plan Dawes !

Il n'y a pas à dire non : c'est du travail très bien fait. Vous me répondrez que le plan Dawes a prévu ce qui arrive et qu'il a pris ses précautions : si l'industrie est défaillante, il reste, comme source de paiements, les bénéfices des chemins de fer. Les chemins de fer ! Pour être sûr qu'ils perdront de l'argent, l'État leur fait lui-même une concurrence fantastique. Il développe furieusement les canaux et les routes. Il se fonde partout en Allemagne de nouvelles compagnies de transports automobiles.

Mais enfin, il y a au moins la garantie collatérale, l'argent dû aux Alliés sur les recettes de l'État. Ces recettes ? Fumée. Vapeur. Néant. Par un phénomène inexplicable, voilà qu'elles s'évaporent, qu'elles se volatilisent. Les finances du Reich, encore si florissantes au début de l'année, s'étiolent à vue d'œil. Ce flot d'or, ce Pactole si superbe à voir il y a six mois, n'est plus qu'un ruisseau languissant qui se perd dans les sables (soyez tranquilles, nous le retrouverons). Que se passe-t-il? Comment s'explique ce nouveau miracle ? Comment ces budgets opulents de l'an passé ont-ils fondu comme les neiges, disparu comme la rosée ? Comment s'est produit ce phénomène d'évanouissement?

C'est bien simple. Les bilans mensuels montrent fort bien la comédie. D'abord l'État, se jugeant trop riche, a fastueusement diminué les impôts. Contribuables français, enviez le bonheur des vaincus ! Les recettes du Reich, qui étaient de 709 millions en janvier, baissent en mai à 610, en juin à 561 (1). L'impôt sur le chiffre d'affaires donnait 215 millions en janvier, et tombe à 117 en juin (2). En même temps qu'il réduit ses recettes, le Reich, vrai saint Martin, accroît généreusement ses dépenses : il augmente les pensions (mutilés français, veuves de la guerre, continuez à souffrir !), il augmente

(1) Tous les chiffres qui suivent sont exprimés en marks-or; il faut multiplier par 5 pour avoir l'équivalent en francs de 1925.

(2) Autre moyen très élégant pour réduire les recettes, augmenter les dépenses : falsifier les statistiques, compter le même objet très cher, quand on l'achète; très bon marché, quand on le vend. Voici, à titre d'exemple, quelques-uns de ces articles, comptés à l'importation ou à l'exportation.

	Importation.	Exportation.
Machines à écrire. . . .	525 marks	154 marks
Gants.	16 —	3 marks 50
Rubans de soie	9 800 —	5 000 marks

Fiez-vous après cela aux balances commerciales !

les crédits militaires. Il engloutit des sommes immenses en travaux d'utilité publique (routes, canaux, écluses, électrification de voies ferrées), en secours et en subventions royales à l'industrie : 749 millions à l'industrie de la Ruhr (sur les 800 de l'emprunt Dawes) pour la dédommager des « pertes » de la résistance passive. Jamais, au grand jamais, on n'a vu cette merveille d'un État qui se dépouille lui-même, le Fisc saisi d'une incompréhensible folie de sacrifices, ouvrant ses coffres, laissant ruisseler ses entrailles. Et ce n'est pas tout : nous ne sommes pas au bout des secrets que cet État incomparable a trouvés pour dilapider son bien, volatiliser ses recettes, gaspiller son argent. Et comme nous ne sommes payés que sur l'excédent, je vous laisse à penser ce qu'il en parviendra entre les mains de l'Agent des paiements. Voilà un fonctionnaire qui aura une jolie sinécure.

Mais le plus beau, c'est la loi de « reversement aux communes et aux États » : comme moyen d'escamoter les ressources d'un budget, on n'a jamais inventé mieux. Tout le monde sait que l'Allemagne se compose d'un agrégat d'anciens royaumes, d'ex-duchés, de villes libres, de républiques, Bavière, Saxe, Prusse, Hesse, etc. ; chacun de ces États conserve son organisme particulier, son *Landtag*, certains traits d'un régime individuel. L'unité allemande n'a pas le sens complet de l'unité française. Il y reste des traces d'une séculaire végétation fédérative. Cela n'empêche pas le Reich d'être farouche, dès qu'on fait mine de toucher à son unité. Démembrer l'Allemagne! On l'a bien vu au moment du séparatisme rhénan. On se souvient des boucheries de Pirmasens. Le plan Dawes a donc pris grand soin de respecter scrupuleusement et de mettre hors de question cette jalouse et sacro-sainte unité du Reich : il l'a même restaurée dans son intégrité, en restituant la Ruhr et les chemins de fer rhénans. Pour le paiement des réparations, il ne connaît que les recettes de l'État. Mais voilà que, par enchantement, l'État repasse ces mêmes recettes aux budgets des provinces : il les « refile » à toutes les Allemagnes, que nous ne « connaissons » pas. Les finances du Reich font bloc devant le plan Dawes, mais les impôts sont consommés par la Bavière, la Saxe, la Prusse, etc... Nous nous présentons pour toucher au guichet de la grande façade : et au même instant, l'argent fuit par cinquante portes de derrière. L'Allemagne, si unie

pour recevoir, se multiplie pour dépenser; elle est une et elle est plusieurs, elle fait front pour en imposer et se subdivise pour nous échapper. C'est une bouche de bronze qui a, par derrière, une écumoire. Voilà donc où passait tout cet or que nous voyions entrer dans les caisses de l'État ! Il retombe en pluie pour arroser les budgets des provinces. Le Reich n'est plus qu'un fantôme d'État, pauvre comme Job, mis au pillage par ses enfants, aussi faible, aussi impuissant qu'un de ces mannequins d'empereurs du moyen-âge.

Et le tour est joué.

Je recommande le plan Dawes aux personnes qui auraient besoin de donner à un prodigue un conseil de famille : plan très sage, qui assure le contrôle des recettes et ne permet pas de contrôler les dépenses.

C'est égal, avec cet admirable papier entre les mains, M. Herriot aurait bien fait de poser quelques conditions avant d'évacuer la Ruhr ; il eût bien fait de conserver encore, à tout hasard, le moyen de pression que constituaient les ports de Düsseldorf et de Duisbourg. Il pourra venir un moment où ses successeurs regretteront une arme si précieuse. Alors M. Herriot, s'il lui passe par la tête un éclair de bon sens, pourra faire des réflexions amères sur la fourberie des hommes, et s'écrier comme Sganarelle : « Mes gages ! Mes gages ! Mes gages ! »

VI. — L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

Il ne s'agit pas de se plaindre. On ne peut attendre d'un Anglais, d'un Américain, d'un Allemand d'être autre chose que ce qu'ils sont. Ils font leurs affaires. Faisons les nôtres, et ne comptons pour cela que sur nous.

Ceux qui vous parlent de la crise allemande ne feraient pas mal d'y aller voir : ils reviendraient fort consolés. Je flâne par les rues, les boutiques, les villages : je ne vois partout que maisons fleuries, visages épanouis, confiance universelle. C'est fête à Mayence; c'est fête dans chaque hameau de Mayence à Francfort. Chacun, sur sa petite place, auprès de son petit Calvaire ou de sa Vierge baroque, non loin de son monument aux morts de 1870, a son carrousel, son humble « chevaux-de-bois », sa loterie, son tir, son papegai. Sur le Rhin, les *Dampfschiffen*, les beaux steamers blancs qui font si grand

remue-ménage d'eau avec leurs aubes et leurs tambours, sont bondés de voyageurs comme nos bateaux-mouches les jours de courses à Longchamp. D'un bout à l'autre du parcours, le long du fleuve magnifique, devant les vieux châteaux forts, les collines de légende, je ne vois que baignades, plongeons, épaules humides qui brillent au soleil, comme si la grande Germania de là-haut trempait elle-même dans le fleuve épique son peuple de petits Siegfrieds. A Düsseldorf, en face du port de Napoléon et des immenses bureaux des frères Mannesmann, c'est une vraie plage fourmillante de familles et de marmaille; on se croirait à Ostende. A Francfort, j'aperçois du pont ces dames en maillots noirs qui, à l'école de natation, au commandement d'un instructeur, font de la gymnastique d'ensemble. Non, ce monde-là n'a pas l'air d'un peuple martyr. Caravanes de jeunes gens, garçons et filles, sac au dos, qui font à pied le voyage classique de Cologne à Remagen, contemplent en détail cette grand route de la force allemande. Voici même, à Coblence, au pied de l'Ehrenbreitstein, une chose bien curieuse : quatre petits bonnets qui flottent, deux rouges et deux verts, remorquant leur bagage dans deux outres de caoutchouc ; c'est un couple de jeunes ménages qui a imaginé de faire le chemin à la nage. Étrange moyen de faire un voyage de noces ! Ces jeunes gens se roulent dans ce fleuve d'histoire. Et partout, les nuées d'enfants, cette petite Allemagne qui grouille, chose qui serre le cœur, si l'on pense à nos villages sans jeux, à nos tristes berceaux. Ces enfants, ces enfants...

Et tout cela, je vous assure, ne se refuse rien. Ah ! la légende de l'Allemagne pauvre ! Ces Allemands, ce sont les mêmes que je voyais il y a trois mois, de Naples à Milan, bruyants, encombrants, arrogants, faisant sonner leur or, soulevant la poussière de leurs automobiles, sablant le champagne et le Grand Marnier à 100 lires la bouteille.

Ici, même luxe insolent, mêmes dépenses somptuaires, prodigalité de bâtisses, de travaux, d'entreprises utiles ou inutiles. Ce qui se construit ici, ce qui peut s'engloutir de millions en voirie, en viaducs, en canaux, en maisons, en jardins ou cités ouvrières, en théâtres, en écoles, en piscines, en gares, en abattoirs, en salles de concert, en ponts, en tramways, en locaux pour les usages les plus futiles et devenus subitement indispensables, en fantaisies municipales absurdement coûteuses, c'est

inimaginable. On dirait que toute l'Allemagne est administrée par un conseil de fous mégalomanes, qui ne savent qu'inventer pour jeter l'argent par les fenêtres. Il n'y a pas de budget qui tienne : on ne compte pas, la question d'argent ne se pose jamais. On va devant soi sans aucune préoccupation des dettes. Il semble que ce souci ne regarde personne. Ainsi, pour ne citer que deux exemples entre dix mille, la petite ville de Gelsenkirchen éprouve le besoin urgent d'agrandir de 45 hectares le jardin municipal, besoin non moins urgent d'un marché couvert, de bureaux, d'un théâtre, d'un canal, d'une école en plein air, de cabinets d'aisances. Ce n'est pas tout : il faut dégager sur-le-champ, racheter, percer, déménager le centre de la ville, afin de faciliter la circulation; il en coûtera la bagatelle de 8 millions de marks (40 millions de francs), sans compter (mais voyons, c'est de première nécessité!) un garage municipal qui ne coûtera, d'ailleurs, qu'un pauvre petit million pour les premiers travaux. Vous ne voudriez pas pour si peu refuser leur garage à ces bonnes gens de Gelsenkirchen?

A Recklinghausen, le bourgmestre avait demandé à l'État 100 millions de marks pour des travaux indispensables : l'État a eu la cruauté de n'en accorder que 80 (400 millions de francs). Et pourtant peut-on nier de bonne foi qu'il s'imposait de mettre une nouvelle gare à la place de l'abattoir, et de reconstruire l'abattoir sur un autre emplacement? Le bourgmestre pouvait-il refuser à ses administrés ce dont ils mouraient d'envie, une belle caserne pour la police, une belle Caisse d'épargne, un hôtel des Finances, et un beau tramway circulaire faisant le tour de la ville pour permettre aux étrangers de jouir de ces merveilles? Un bourgmestre est un père : son devoir est de prendre soin de l'hygiène de sa famille. Ne devait-il pas à son bon peuple un hôpital vraiment moderne, une maternité pour les femmes en couches, un sanatorium, une maison de convalescence, une maison de vacances à la campagne pour ces pauvres enfants? Ne devait-il pas assainir ce lac du *Stadtgarten* qui menaçait d'empoisonner de ses émanations entre les bras de leurs mères ces innocents nourrissons que l'on promène sur ses bords (on tremble d'y penser), fournir à la jeunesse un parc de jeux honnêtes, un stade, un vélodrome, des terrains de tennis (ne sentez-vous pas le besoin particulier de ce tennis?). Tant pis si ces malheureux

Welches des régions dévastées n'ont pas de toit pour s'abriter : c'est leur faute, il ne fallait pas laisser démolir leurs maisons. Il faut bien à cette brave jeunesse allemande de jolis terrains de tennis. Et pour récompenser les dévoués fonctionnaires qui auront pris tant de peine pour leurs concitoyens, vous conviendrez qu'ils ont bien droit à une petite augmentation. Ah! le bon homme que M. le bourgmestre de Recklinghausen!

Si M. le général Dawes se soucie de savoir ce que devient l'argent de son « plan », je lui conseille de faire un tour en Allemagne : il le verra fuir, s'échapper comme d'un panier percé par toutes les ouvertures, toutes les mailles qu'y auront ouvertes ces excellents bourgeois de Recklinghausen et de Gelsenkirchen. Mais il ne suffira pas de ses dix doigts pour boucher les trous.

Et les routes! Les routes sont devenues depuis peu une des marottes de l'Allemagne. Elle s'est aperçue que c'est encore un des meilleurs chemins qu'on ait inventés pour faire évader l'argent. Aussi elle les multiplie : c'est toujours autant de soustrait à la caisse des réparations. En même temps, comme les routes sont faites pour qu'on y roule, on assiste à un développement surprenant de l'automobile. L'Allemagne était un peu en retard sur ce point, mais elle se rattrape. Mon chauffeur, qui est à Francfort depuis l'armistice, constate qu'elle « s'y met » étonnamment depuis deux ans. J'aimerais vous faire voir cette belle route complètement inutile que l'on est en train de construire le long du Rhin de Düsseldorf à Duisbourg, vers l'endroit où le petit Henri Heine allait trouver, dans la maison du pêcheur, la bien-aimée de *Premier Amour :* trente mètres de largeur et cinq voies parallèles, chaussée, tramway, piste de vélos, piste cavalière et trottoir pour piétons. Voilà une route équipée! Il y en a d'autres en construction qui traversent la Ruhr en croix, et qui continuent sur Cologne et sur Aix-la-Chapelle : chaussée de trente mètres suffisante pour quatre voitures de front, pavage mosaïque à 2 millions le kilomètre, garages, relais, dépôts d'essence, ateliers de réparations, le tout organisé comme une ligne de chemin de fer. Oh! c'est supérieurement « compris ». Mettez là-dessus ces autobus, ces diligences jaune serin, à six roues, montées sur pneus, portant quatre-vingts voyageurs, ces jolis autobus qui commencent à sillonner un peu toute la région et qui sont si commodes pour les promeneurs

et les touristes. Concentrez rapidement, par l'imagination, un ou deux mille de ces voitures (nous avions bien dix mille camions à Verdun, sur la Voie Sacrée); faites monter dans chacune quatre-vingts jeunes drôles qui brûleraient d'envie de voir la vallée de la Moselle et qui, pour rire, comme c'est le droit de tout voyageur pacifique, auraient pris pour cette excursion des baïonnettes et des fusils. Lancez ces deux mille voitures sur ces routes dont je vous parle. En moins de rien, vous avez mobilisé trois corps d'armée. Pure supposition, hypothèse gratuite. Mais est-ce que cela ne vous a pas la mine de ressembler furieusement à une route d'invasion?

Je ne prétends pas que les Allemands que j'ai vus aient soif de guerre; au reste, cela n'a aucune importance: on ne leur demande pas leur avis. Le jour où on leur dira de marcher, ils marcheront. Il n'y a pas d'opinion publique en Allemagne: on n'y connaît que le sentiment d'en haut. On pense au commandement. Le mot d'ordre donné, on se contente d'obéir. Pour l'instant, le mot d'ordre est plutôt de se montrer aimable; mais que demain la consigne change, ce sera une autre musique. Ces volte face paraissent ici toutes naturelles. Ce peuple est une machine qui fonctionne au doigt et à l'œil. Il n'y a pas à se demander si l'Allemagne « veut » ou « ne veut pas » la guerre: ce qui est sûr, c'est qu'elle la fera, si on lui dit de la faire et qu'il y a des gens qui la préparent. Une armée de cadres (150000 hommes qui coûtent plus que les 800000 de 1913), précisément le type de l'armée de l'avenir et, pour remplir ces cadres, toute l'Allemagne, les écoles, les Universités (citez-moi un pays où les étudiants de théologie défilent dans les fêtes patriotiques, bottés et le sabre au côté); des bataillons tout prêts, camouflés pour la forme en sociétés de sport, en sociétés de vétérans; tout cela entraîné par des exercices continuels (à Düsseldorf, deux fois par semaine, exercices de nuit, ayant pour thème la prise d'un village. Manœuvre recommandée pour sociétés de gymnastique. Et cela se passe sous nos yeux! Jugez du reste de l'Allemagne). Des camps de huit cents lits où, quand nos inspecteurs se présentent, on leur jure qu'il n'a pas couché un homme depuis des mois: un méfiant tâte les draps, ils sont encore chauds. Des armes un peu partout, des canons de fusils dont le fabricant vous dira que ce sont des outils de jardin,

et jusque dans les maisons privées : ainsi ce brave garçon chez qui l'on trouve une mitrailleuse et qui répond naïvement que « c'était pour se défendre contre son propriétaire ». Mais le rapport Morgan a montré depuis longtemps ce qu'il fallait penser du désarmement de l'Allemagne.

De l'hostilité? On ne peut pas dire qu'on en sente ici une très vive. Il reste dans cette vallée tant de vieux souvenirs français! Il n'y a pas si longtemps qu'on a enterré à Mayence le dernier « vieux » de la Grande Armée; il n'y a pas si longtemps que toutes ces petites villes étaient pleines de « tambours Legrand », de vieux débris, d'anciens grognards qui donnaient l'aubade aux voyageurs et faisaient sonner pour Hugo les échos de la fée du Rhin. J'ai vu nos poilus à Mayence, je les ai vus à Bonn et jusqu'à Düsseldorf; j'ai vu le commandant de l'armée passer en revue ses troupes; je puis vous assurer que nos petits chasseurs sont toujours populaires; et quand la troupe s'est disloquée pour rentrer au quartier, musique en tête, de son pas endiablé de « vitriers », tous les polissons de l'endroit, et pas mal de demoiselles, lui ont emboîté le pas, comme cela se passerait un jour de 14 juillet dans une ville de province française.

Dieu me garde de m'exagérer ces sentiments! Ce peuple apathique a vu passer tant de maîtres! Et il sait bien que nous ne sommes pas ici pour toujours. Il connaît son tyran prussien par expérience et ce que c'est que la rancune d'un fonctionnaire de Berlin. Il le voit revenir sans joie : mais il sait qu'il n'y a qu'à se soumettre, et qu'il faut hurler avec les loups. Il s'y résignera. Pourquoi, dans un pays où tout se règle par la force, avons-nous laissé éclater que d'autres étaient parfois plus forts que nous, que si certaines volontés contrariaient la nôtre, nous subissions ces volontés?

La pire erreur a été de croire qu'on obtiendrait quelque chose par des ménagements. « Ah ! que vous nous connaissez mal ! disait une jeune Allemande à un de nos amis, peu après l'armistice. On ne demande pas à un Allemand : « Veux-tu ? » On lui dit : « Je veux. » Il n'y a guère qu'en France qu'il en soit autrement, que les bons procédés soient une monnaie qui compte et qu'on obtienne de l'amitié ce qu'on refuse à la raideur. Ces manières ne sont guère comprises hors de chez nous ; on n'y connaît cet esprit d'humanité que pour l'exploiter à nos dépens. Renoncer

à un droit quelconque, donner pour faire plaisir, et attendre en retour la moindre reconnaissance, quelle naïveté ! « Tu cèdes, donc tu as tort. » Jamais on ne fera sortir de là un Allemand. Toute concession ne lui inspire que du mépris.

Nous évacuons la Ruhr, nous quittons Düsseldorf au jour dit, comme M. Herriot l'avait promis, parce que c'est notre manière et que telle est notre façon de comprendre l'honneur : M. Herriot se figure-t-il que son « geste » aura porté en Allemagne ? Les journaux disent que nous sortons parce que nous ne pouvons faire autrement, et qu'il nous faut du monde pour le Maroc et la Syrie... S'imagine-t-on, du moins, contenter l'Allemagne ? Quelle illusion ! Elle criait, elle gémissait, elle écumait de nous voir dans la Ruhr : nous avons eu l'enfantillage de nous laisser prendre à ces grimaces. Déjà elle s'attaque à Cologne, et au delà de Cologne elle vise Mayence. La Haute-Commission la gêne. Elle n'aura de cesse qu'elle ne s'en débarrasse. Tant que nous étions à Düsseldorf, nous avions un poste avancé qui couvrait tous les autres : le repli menace toute la ligne. Prenons garde qu'il ne soit le prélude d'autres abandons.

Pour nous mettre dehors, rien ne coûtera à l'Allemagne ; tous les moyens lui seront bons. Elle met sa gloire à échapper aux conséquences d'une défaite odieuse, à déchiqueter par lambeaux les franges du traité ; chaque succès l'encourage, chaque faiblesse nous déconsidère. La dernière imprudence serait d'en faire une de plus, et d'écouter des plaintes qui ne cesseront jamais. Depuis quand est-ce pour faire plaisir à un vaincu que l'on tient garnison chez lui ? (1) L'Allemagne ne négligera rien pour nous faire la vie impossible : elle s'arrangera (grâce au mark-or) pour rendre si onéreux les frais de l'occupation, que les Parlements démocratiques hésiteront devant la note. Elle nous fera sur tous les points une guerre sournoise : tout ce qu'on peut faire « en dessous » pour empoisonner les gens, toutes les difficultés, toutes les chinoiseries lui sont des armes familières ; ce seront, tous les jours, des contestations, des

(1) N'est-il pas étrange que la Commission qui, sous la présidence d'un neutre, s'occupe de la mise en application du plan Dawes, ait admis que les indemnités dues pour le cantonnement des troupes, l'usage des télégraphes et des téléphones, soient majorées de 50 pour 100 par rapport à ce qui est payé pour les troupes allemandes, en raison du « préjudice moral » en résultant pour les habitants ou les employés ?

chicanes, des discussions, des misères. L'Allemagne ne sait que trop comment on nous lasse. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous devrions être avertis de ce que valent ces querelles d'Allemands. Un Allemand manœuvre toujours. N'en soyons pas les dupes, si nous tenons encore à nous faire respecter.

L'armée quitte Düsseldorf en plein jour, le front haut, drapeaux au vent, tambours battants. Il n'a pas tenu à elle que nous n'ayons fait la paix aussi bien que la guerre. Elle avait gagné la partie que d'autres ont gâchée. Je soupçonne plus d'un Rhénan d'en soupirer au fond du cœur. Ils avaient dans leurs cimetières les tombeaux des soldats de Hoche et de l'Empereur, puis ceux des prisonniers de Gravelotte et de Reichshoffen, et avaient vu revenir les fils comme les fils d'anciennes connaissances. En les regardant s'éloigner par la route qui gagne le pont d'Obercassel, derrière le *Napoleonsberg*, peut-être songeront-ils avec quelque amitié à tant de jeune grâce et de courage. Ils se rappelleront ce trait d'une musique de chasseurs, dans une ville de la Ruhr, au temps de la résistance « passive » : un Allemand jette une bombe ; la clique ramasse ses morts, les couche au bord de la route sous la garde d'une sentinelle, et repart sans tourner la tête, en continuant sa fanfare. Qu'on imagine le même accident arrivé à une troupe allemande !...

Derrière ceux qui s'en vont, si crânes et si charmants, voici la « Garde verte », la terrible police des *schupos* qui entre dans les casernes à peine évacuées, et voici, à Essen, les hommes d'affaires qui se glissent et se hâtent d'acheter des paquets d'actions : ce sont nos alliés qui « font la Ruhr » à leur façon. L'Allemagne illumine. Elle a ordonné pour cette nuit du 25 août une joie de complaisance. Cette fête s'est accompagnée sans doute secrètement de plus d'un regret. Dieu fasse que les Rhénans qui auront vu passer cette retraite de nos drapeaux n'aient pas raison de dire à la France : « Tu sais vaincre et tu ne sais pas profiter de la victoire ! »

***

LE MARIAGE DE HANIFA

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Après la tristesse et l'abattement des premiers jours, la nature vive de Lalla Malika reprit le dessus. Elle se dépensait de nouveau à diriger ses domestiques, à faire réparer le désordre que le départ de deux sidis à la fois avait occasionné, à rendre à sa demeure sa netteté lumineuse et son air de fête. Ce qui la préoccupait, néanmoins, outre l'inquiétude au sujet de son fils unique et de son cher époux exposés à la mort, c'était l'éducation de Hanifa qui avait été à peine ébauchée par sa pauvre sœur, qui se trouvait loin d'être terminée... et bien loin de la satisfaire. Hanifa avait été élevée un peu comme une enfant pauvre et trop gâtée. Elle eût été heureuse de se mêler à la vie des domestiques, de les aider dans leurs besognes, de prendre soin du poulailler, de cueillir les œufs au nid et de les apporter à la cuisine, de faire brouter Messaoud, de taquiner les hommes qui bêchaient les plates-bandes, en les appelant par leurs surnoms derrière le judas de la porte fermée, ou encore de jouer aux sept pierres avec Fakhite. Mais, à tout moment, la voix de Lalla Malika, autoritaire, s'élevait pour lui donner de sages conseils :

— Hanifa, tu es aujourd'hui la fille de la grande maison, et tu es en âge de te tenir mieux que cela! Quel goût trouves-tu à t'amuser avec cette petite Fakhite, sauvage et sournoise?

Copyright by Elissa Rhaïs, 1925.

(1) Voir la *Revue* des 1er et 15 septembre.

Sait-elle seulement jouer? Elle ne sait que t'envier comme toutes les meskinates qui ne voient que notre bonne nourriture et le luxe de notre maison...

Ce matin, en prenant le café avec sa tante sur le plateau d'argent qu'Ambarka leur avait présenté, garni de biscuits, de losanges au miel et de serpents aux amandes, Hanifa reçut une nouvelle leçon. Hanifa buvait son café pur, elle collait à mesure un morceau de sucre sur le bout de sa langue et tètait bruyamment : une habitude que les hommes prennent au café maure, que papa Meziane avait montrée à la maison et que Hanifa imitait fort bien.

— Eh quoi? Tu es un maquignon ou un marchand de grain? Tiens, tu ressembles plutôt à un vieux fumeur de kif! Ne sais-tu pas, Hanifa, que toute la grâce de la femme est dans le geste de porter à ses lèvres sa tasse de café?

Puis Lalla Malika emmena Hanifa avec elle; elles pénétrèrent dans une chambre longue, où des matelas de cretonne bleue s'éparpillaient sur une natte; des peaux de mouton bien blanches, des coussins, des corbeilles à ouvrage composaient tout le mobilier de cette pièce, qui était la mieux éclairée par de larges ouvertures et un badigeon de chaux crème.

— Voilà la chambre de travail. Tu vas aller chercher ta corbeille et t'asseoir là, près de moi. Je vais t'apprendre à filer la soie, Hanifa. Car une jeune fille doit savoir, quand elle est en conversation avec ses compagnes, de combien de fils est formé son haïk, et s'il n'y est pas entré une certaine quantité de coton. Les femmes de grande famille tissent leur haïk elles-mêmes : il revient plus cher, mais il est infiniment plus beau et inusable.

Hanifa revint bientôt, apportant son nécessaire et sa quenouille et cela l'amusa de voir avec quelle souplesse sa tante Malika maniait ce petit instrument, tel un joujou... Pendant que la quenouille trottait, que la fillette tournait le dévidoir, les yeux de Lalla Malika s'assombrissaient. Du jardin, par intervalles, montait la voix de l'Espagnol :

— *El moro khopàr toto! El moro khopar toto!*

Le pauvre homme, resté à demi fou, avait été recueilli par Sid Abd-el-Kader, qui le gardait dans sa maison comme un pieux souvenir. Il s'occupait de loin en loin à bêcher les plates-bandes, et alors qu'il semblait parfaitement calme, soudain une

crise épileptique agitait tout son corps, et cette épave de la caravane de fête lançait aux échos son cri de malheur.

Et Lalla Malika était reprise par ses idées tristes. Elle pensait à sa pauvre sœur, à sa terrible mort, au massacre de tant de belles familles! Et tout cela par sa faute, par son orgueil! Si elle avait épousé les appréhensions de Sid Abd-el-Kader, elle eût évité cette catastrophe épouvantable.

Hanifa y pensait aussi, mais aucun remords ne troublait sa petite âme blanche. Elle songeait souvent, de même, à l'école française et n'osait en parler à sa tante, qui avait un tel mépris de l'instruction des *roumiates* et de leur éducation. Que tout cela était loin déjà, comme un brouillard d'aurore! Ce passé était mort, elle ne devait songer qu'à l'avenir.

L'avenir, c'était l'espoir qui renaissait dans son cœur d'être un jour la femme de Sidi Saïd, de plaire à sa tante pour qu'elle fît d'elle doublement sa fille.

II

Cependant Fakhite s'est éloignée de la maison, la rage au cœur contre ces heureuses de la terre et contre cette négresse qui la poursuit comme sa chance noire. Elle envie le costume de deuil en flanelle blanche qui moule le beau corps de Hanifa et les pantoufles en laine brodées de croissants et d'étoiles, qui abritent ses petits pieds. Fakhite regarde ses pieds à elle, nus, déformés, cuits par le soleil... Elle s'arrête devant le gourbi où elle dort, attache Messaoud et court au fond du jardin vider son fiel et ruminer une vengeance. Et ses yeux noirs de bédouine haineuse lancent des éclairs vers la maison où Hanifa a trouvé bonheur et amour, et elle travail et mépris. La tête entre les mains, les pieds dans le ruisseau, Fakhite songe à la recommandation que sa mère lui fit avant de mourir : si Allah t'accable par la mendicité, pour vivre, n'approche jamais que la porte des grandes maisons! Elle avait cru que « la grande maison » allait l'accueillir sans rudesse, qu'elle y trouverait confort et bien-être et qu'on ne lui demanderait rien en retour.

« Pourquoi faut-il que moi, je lui soigne son petit mouton, que je lui fasse sa toilette, que je le mène brouter de grand matin? A six heures, je suis déjà dans le pré, en train de

chercher pour lui, sur ma chance, l'herbe la plus tendre et la plus fraîche. Et pourquoi ? Pour que Lalla Hanifa le porte en offrande au marabout! Elle n'a pas assez de cette affection, de ces richesses, des parfums qu'elle respire... Il lui faut encore que ce prince soit son époux et qu'il lui achève sa destinée de rêve ! »

Et Fakhite revoit le jeune aristocrate aux manières douces et tendres, suivre Hanifa comme un agneau par tous les coins du jardin, la balancer toute la longueur des après-midi, lui conter des histoires, lui arranger une mèche de cheveux sous le bandeau de deuil quand le vent les lui étalait, lui cueillir des fruits, les rafraîchir dans l'eau courante pour forcer son appétit. Quand elle pleurait, il la berçait sur son cœur comme un enfant, et il lui séchait ses larmes avec des baisers...

« S'il a pour elle déjà tant de sollicitude et d'amour, — et il n'est que son petit fiancé, — que sera-ce quand elle deviendra sa femme? Je crois qu'il ira à la recherche du lait des oiseaux, si elle lui en demandait!... Et moi, quand je le rencontre sur mon chemin et que le courage me prend de lui baiser un pan du burnous, il s'écarte et le secoue avec dégoût ! »

III

Vers la fin de la journée, la lessive était serrée dans les armoires, les burnous de fête des sidis étendus dans les grands coffres, sur une couche de poudre d'encens... Lalla Malika changea de toilette et incita Hanifa à en faire autant.

— Va te changer, ma fille, va... Jetons l'ennui dans un filet : une partie restera, l'autre s'en ira !

Assises en un sofa, sous leur costume blanc, à la lueur de huit bougies, elles offraient un tableau de grâce noble et nimbée de mystère. Hanifa lisait à Lalla Malika un des livres qu'elle avait eus en prix et que, de l'école, Mlle Mathieu avait eu la gentille attention de lui envoyer.

C'était une histoire poignante. On y voyait l'amour du jeu et ses conséquences affreuses. Le malheur s'introduit dans une famille d'ouvriers, composée du père et de la mère, d'une petite fille et d'un petit garçon. La mère rêve de gagner le gros lot à la loterie de la Grande Roue. Alors elle rogne sur tout : sur le loyer, sur l'habillement, sur la nourriture. Le père, contraint de doubler ses heures de travail, épuise sa santé et

meurt. La mère garde malgré tout l'espoir de gagner le million un jour. Elle vend jusqu'au matelas sur lequel dorment ses petits. Ce premier janvier, le froid est terrible. Pendant que la mère attend le tirage du numéro gagnant sur la place publique, vêtue de haillons, grelottante d'angoisse, les petits meurent au logis, de froid et de faim.

Lalla Malika écoute attentivement, un doigt sur la bouche, le récit qui lui fend le cœur. Elle baisse les paupières et murmure :

— O Allah ! protège-nous !... Mais non : chez nous, une telle aventure ne risque pas de se produire. Nos femmes sortent peu, ne fréquentent ni salles de jeux ni cafés. L'exemple n'agit pas sur elles. Nous ne savons que notre maison, nos enfants et notre mari sur qui nous ouvrons les yeux et nous les refermons !

« Oui, ajoute Lalla Malika, voilà une histoire fort intéressante que tu viens de me lire, Hanifa. Elle est loin d'être aussi belle que les nôtres. Nos contes sont plus féeriques et plus grandioses... Mais enfin toutes les roumïates devraient la connaître. Seulement, je me le demande, quel temps leur reste-t-il pour lire ? Leur habitude de sortir est si grande que je les vois installer même leur ouvrage au milieu des places ou des jardins publics ! Est-ce qu'elles peuvent coudre, prêter leur attention à ce qu'elles font, dans le va-et-vient des passants qui les regardent ? Non, je n'approuve pas leur vie. Ni leur costume. Il en est qui vont presque nues... Et ces hommes, qui voient leurs femmes s'en aller par les rues ainsi habillées, attirer le regard des autres hommes, ne leur font pas de reproches, ne leur disent rien ? La jalousie ne les dévore-t-elle pas ? Et pour elle-même, la femme qui fréquente trop la rue perd de sa valeur, fatalement, et ne recueille que le vice.

Hanifa, qui a suivi le raisonnement de Lalla Malika avec intérêt, juge que sa tante est par trop sévère.

— Mais, ma tante, toutes les roumïates ne sortent pas tous les jours, comme tu le penses. Nos maîtresses d'école, par exemple, notre directrice, adoraient leurs petites chambres, qui se trouvaient au-dessus de nos classes. C'étaient les élèves qui leur faisaient les commissions : je suis allée plusieurs fois moi-même acheter pour ma chère maîtresse la petite côtelette de son déjeuner. Et je t'assure qu'elles portaient toutes des robes très fermées, qu'on ne voyait ni leurs bras ni leur gorge.

— Elles faisaient sans doute exception, car, moi, je vois nos

voisines, le long de l'avenue, monter et descendre matin et soir, comme les godets de notre noria !

Quelques secondes de réflexion, et Hanifa repartit :

— Tu trouves mal, ma tante, que ces femmes sortent... A l'école, on nous a bien appris que l'hygiène commande de changer d'air à ses poumons. Et forcément les roumïates doivent sortir plus souvent que nous : dans leurs appartements de la ville, on étouffe.

— Et pourquoi habitent-elles la ville ? Est-ce qu'elles ne seraient pas mieux à la campagne ? La campagne, c'est l'abondance et le bien-être, c'est la santé et le bonhenr. Tout se paie en ville, jusqu'à l'eau, — que Dieu nous préserve ! La campagne, c'est la chèvre qu'on attache au pied d'un arbre, qui se nourrit de peu et fournit le lait à toute la famille, c'est le poulailler qui donne les œufs et la volaille et ne coûte presque rien, ce sont les enfants qui s'ébattent et prennent de la vigueur...

— Assurément, tante, mais les Français ont leurs occupations en ville, presque tous sont commerçants ou fonctionnaires...

— Et nos hommes n'ont pas leurs occupations en ville ? Ils partent de grand matin et ne sont en retard ni pour ouvrir leur boutique ni pour gagner leur bureau. Et notre cousin Abdel-Tif n'est pas sous-directeur de la Bibliothèque ? Qui doit être plus exact que lui ? Eh bien ! il habite la campagne. Le soir, au lieu de s'attarder à un café, il se hâte de rejoindre sa maison lointaine ; cette nécessité de reprendre son chemin immédiatement le préserve d'un vice, d'une perte d'argent, l'oblige à se coucher tôt, à se lever de grand matin, à conserver sa santé. Et toi-même, Hanifa, n'allais-tu pas à l'école ? Et cependant tu habitais El-Kalaâ. Est-ce que tu arrivais en retard ?

— Jamais, dit Hanifa avec un soupir.

— Crois-moi, fillette, ce n'est pas la distance qui les effraie, c'est la solitude. Pas de cinémas, pas de théâtres, pas de concerts sur les places, le monde qui n'est pas là pour admirer leurs toilettes...

IV

Ce matin d'avril sur les jardins, la montagne, l'eau bleue qui environnait la Maison des Beys, était ardent et féerique. Hanifa et sa tante guettaient le facteur. Leur angoisse augmen-

tait au long des jours : depuis trois mois, elles ne recevaient plus de nouvelles. Accoudées aux balustres de la véranda orientale qui surplombait la mer, elles prêtaient l'oreille au moindre frôlement sur la route, n'osant s'avouer l'une à l'autre leur inquiétude. Puis le facteur laissait apercevoir le drap jaune de sa casquette entre les bruyères et filait son chemin d'un pas pressé, indifférent. Alors les deux femmes murmuraient : « Encore rien, ce matin ! »

Le soleil avait inondé la terrasse d'un flot brûlant. Lalla Malika venait de tirer les grands rideaux jaunes et bleus ; elle laissa tomber sur Hanifa un regard où la douleur se mêlait à la compassion.

— Tu es inquiète, Hanifa, de leur silence ! dit-elle brusquement. Moi, je ne sais que penser. Peut-être que les lettres mettent plus de temps à nous parvenir jusqu'ici, maintenant? Peut-être que le porteur est mort en route? Peut-être que le facteur n'a pas connu notre adresse : nous recevons si rarement des lettres... Ou peut-être qu'on leur défend d'écrire?

Hanifa secouait la tête. Toutes ces hypothèses de sa tante étaient trop naïves.

— Je me dis aussi : peut-être que l'un d'eux est malade?

— Alors, répondit Hanifa, pourquoi l'autre n'écrirait-il pas?

— Pour ne pas m'avouer ce qui se passe là-bas... Qui sait ce que c'est qu'une guerre? Dans ma longue vie, je n'en ai ni vu ni entendu parler !

Puis les deux femmes soupirèrent en même temps :

— Allah fasse ce qui lui convienne : nous sommes soumises!

Et soudain, Ambarka accourut par le jardin en s'écriant :

— Faites you-you, mes lallates! Une lettre des sidis !

Au-dessus de sa tête, elle agitait le carré de papier qui ressortait plus blanc entre ses doigts de vieux bronze. Elle le baisait, le pressait contre sa poitrine.

Et lorsque, tout essoufflée, elle la remit à leur petite savante, Ambarka s'écroula à genoux pour implorer :

— Dieu ! ne nous fais entendre que le bonheur !

Lalla Malika et la négresse s'installèrent devant Hanifa, qui s'assura d'abord que la lettre venait bien des sidis, examina l'écriture, l'enveloppe non affranchie, le cachet des armées. Lalla Malika, muette d'émotion, attendait, heletante, que Hanifa parcourût la lettre et commençât de lui traduire...

« Ma très chère mère et ma très chère cousine...

— C'est Sidi Saïd qui écrit ? Lui-même ? Tu as reconnu son écriture ? interrompit-elle.

— Mais oui, tante, c'est écrit de sa propre main !

— Grâce à Allah ! souffla Ambarka.

Hanifa reprit, la voix sanglotante :

« Ma très chère mère et ma très chère cousine,

« Je suis sauvé ! Me voici aujourd'hui en convalescence. Sous la tente, par une matinée brumeuse et froide, je me recueille pour causer un peu avec vous. D'abord, ma chère mère, je vais te supplier de ne pas t'inquiéter. Car ni les soins, ni l'affection tendre ne nous manquent. J'ai été, pour ma blessure, choyé, gâté, dorloté autant qu'à la maison. Il y a ici des femmes françaises d'une grande valeur. Elles ont tout abandonné, foyer, enfants, pour nous suivre. Elles donnent avec âme et intelligence leurs soins aux blessés ; leur dévouement est magnifique. Elles nous font endurer avec gaieté toutes les misères de la guerre...

— Que le nom d'Allah soit sur elles ! prononça Lalla Malika, qui avait éprouvé un choc terrible à la nouvelle que son fils était blessé, mais avait rappelé tout son courage pour ne point affoler sa chère petite nièce.

« Te dirai-je de nouveau, ma chère mère, qu'il ne nous manque rien ? J'ai une habitation presque confortable, qui ressemble assez aux gourbis de nos pâtres. Papa vient me voir deux fois le jour. Il te prie de l'excuser de n'avoir pu vous écrire encore. Tu le connais : à la maison, il est le lion dompté ; tandis qu'ici, il est le lion dans sa forêt. Le bruit des balles l'enflamme, il ne songe plus qu'à l'assaut et qu'à ses hommes !

« Nous ne manquons également, chère mère, ni de couscous, ni de méchouie. Souvent les gradés français viennent manger avec nous dans la djefna et trouvent notre plat national meilleur que leur soupe.

« Chère mère et chère cousine, ne vous tourmentez point sur notre sort. Vous le voyez : nous ne sommes pas trop malheureux. Sortez vous distraire quelquefois ; multipliez vos visites aux marabouts, et enfin mêlez vos prières pour qu'Allah éteigne cet incendie et nous réunisse le plus tôt. Je vous embrasse toutes deux comme je vous aime. »

Mais la lettre avait un post-scriptum, que Hanifa lut rapidement, pour elle seule ;

« Chère Hanifa, je pense toujours à toi. Ton image est dans mes rêves. A quoi passes-tu tes journées? As-tu oublié un peu ta douleur? T'ai-je laissé trop de vide? Le petit mouton est-il assez gras? Vas-tu bientôt le porter en offrande? Écris-moi dans ta lettre le souhait que tu feras dans ta poitrine de vierge. Je t'embrasse en te mordant tes petites lèvres. »

Lalla Malika et Ambarka essuyaient leurs larmes en silence, pour ne pas interrompre la liseuse. Dès qu'elle eut fini, Lalla Malika voulut que Hanifa leur relût la chère lettre « depuis le commencement », et qu'elle répondît à son fils sur l'heure.

— Va, Ambarka, cours chercher de quoi écrire!

Pendant que la négresse fuyait à grandes enjambées, Lalla Malika commençait à énumérer ce qu'il fallait que Hanifa écrivît :

— Dis-lui qu'il a trop tardé pour nous envoyer sa lettre, que cela fait trois mois que nous sommes restées sans nouvelles : c'était trop. Dis-lui : quand la guerre finira-t-elle? Dis-lui que je suis contente aujourd'hui que Hanifa soit allée à l'école française, qu'elle me rend le plus précieux des services. Dis-lui que lorsqu'on nous sert le café avec les bonnes pâtisseries, dans nos chambres bien chauffées, sur nos tapis, mon cœur se serre et je me dis: « Le pauvre chéri ! Il doit manger son pain noir et son eau bouillie dans la gamelle », et je soupire : « Quand pourrai-je lui servir moi-même, sur nos plateaux d'argent, dans nos petites tasses dorées, notre bon moka! » Dis-lui que les larmes ne s'effacent pas de mes joues! Dis-lui que mon cœur veut sortir de son enveloppe tellement sa nostalgie est forte ! Dis-lui que...

A ce moment, Ambarka revint; elle cala devant Hanifa une petite table basse, garnie du nécessaire pour écrire. A peine Hanifa eut-elle tracé la première phrase que Lalla Malika recommença de dicter :

— Dis-lui que...

— Mais, tante, il faut me donner le temps d'aligner les mots! Et crois-tu que je vais lui écrire un livre? On ne peut pas mettre tout cela dans une lettre.

— Non, non! Je veux, je veux que tu lui dises tout cela. Et qu'il me dise où il a été blessé; et que pense son père? Quand la guerre finira-t-elle? Il m'avait tant promis qu'au bout de trois mois, tout serait réglé avec les Allemands! Dis-lui que je n'ai qu'un fils et que je veux le marier bientôt; je ne puis le laisser plus longtemps exposé à la mort. Et maintenant, je

n'ai plus rien à lui dire, sinon qu'il est toujours présent à mon cœur ainsi que son père; que j'ai beaucoup langui de revoir également ce dernier, beaucoup, mais pas autant que mon fils...

— Oh! tante, on ne dit pas de ces choses-là dans une lettre! De vive voix, c'est moins dur...

— Redis-lui, redis-lui encore que Sid Meziane a eu une excellente idée de mettre Hanifa à l'école française; que sans elle, comment aurais-je fait? Il eût fallu que je coure les boutiques des vieux écrivains juifs ou qu'Ambarka aille à ma place faire écrire... Non, comme cela, c'est mieux : elle est là, à mes côtés, je lui dis tout ce que je veux, et mon cœur se rafraîchit!

Hanifa écoutait paisiblement l'interminable dictée de sa tante, et elle comprimait un sourire... Elle approuvait de la tête, à mesure, et écrivait ce qu'elle jugeait le plus nécessaire. Elle s'efforçait néanmoins, en peu de mots, de rendre toute la pensée de l'ardente et impérieuse Lalla Malika.

— Dis-lui encore, Hanifa, que depuis leur départ, la maison est devenue trop grande et me fait peur; que les bruits ont quadruplé leur sonorité : quand la voix se tait l'écho continue de parler seul!

V

Trois années s'étaient écoulées. Hanifa était devenue une superbe jeune fille, au port de femme, à l'éducation tout orientale. Le temps passé à l'école française n'avait laissé sur elle qu'une légère trace. Ses mains s'étaient instruites à tous les travaux de broderies, de dentelles et de tissages. Elle faisait merveille à draper, à décorer les matelas du trousseau, à composer une écharpe aux nuances éteintes, à heurter les couleurs d'un tapis de repos pour la sortie du bain. Son esprit s'était orné aussi des légendes grandioses racontées par les femmes aux veillées de prières, des contes joyeux qu'on se disait dans les matins de fête, et des aventures sinistres qu'on murmurait autour des tombes, une main sur la bouche.

Hanifa sortait rarement. Elle ne rendait point la visite de baptême, ni n'assistait aux réjouissances de la nuit de noces. Elle réservait le vendredi aux pèlerinages à des marabouts, et le dimanche au bain des jeunes filles. Avec quelques amies, elle choisissait la fontaine *el geblïa*, qui faisait face au couchant;

on s'asseyait tout autour, on causait gaiement, on se penchait sur la vasque de marbre, et parmi le groupe des minois que reflétait l'eau scintillante, la jeune fille qui se voyait entière était sûre que cette fin d'année lui amènerait « sa chance », dût-elle se trouver au pays de Cham.

Hanifa avait appris à distiller les essences de fleurs; elle savait quel extrait incomparable on obtenait en amalgamant le géranium, le jasmin et le nessri. Elle avait adopté pour parfum de sortie le jasmin vanillé, et pour parfum de maison le musc de Turquie. Elle avait confectionné son haïk elle-même, de soie pure, rayé de mérinos; il était unique à Beni-Saf. Avec des escarpins vernis, Hanifa ne portait que des bas de soie blancs. Ses costumes étaient d'une simplicité étudiée; les seroualsà longs plis rasaient la cheville, mettaient en valeur les anneaux d'or qui cliquetaient contre la mule de soie, sur le pied rougi. Les manches du corsage finissaient au détour de l'épaule, révélant le modelé du bras et la finesse du poignet. Sa coiffure de jeune fille de grande famille, — les deux tresses dans le dos retenues à la nuque par un large ruban qui se nouait en touffe bleue ou rose sur le côté, — faisait ressortir la blancheur de sa gorge et le teint rosé de ses joues. Sa démarche, dans la rue, était majestueuse, son pas avait de l'assurance; dans la maison, elle allait au contraire souple et gamine indéfiniment, répandant la fraîcheur et la vie. Et lorsqu'un homme, de quelque race qu'il fût, se présentait à la grille et demandait à parler à un domestique, Hanifa se retirait de la terrasse et fuyait vers la cour, pour ne pas connaître sa voix

Hanifa, en ces trois ans, avait amoncelé une quantité de lettres de Sidi Saïd. Elle les serrait dans un coffre d'argent, un cadeau que lui-même lui avait envoyé de Mulhouse. Que d'heures délicieuses elle goûtait à les relire, seule dans sa chambre, à la lueur de sa veilleuse rose!

En une de ses lettres, Sidi Saïd demandait : « Eh bien! ma chère cousine, je suppose que tu as apporté depuis longtemps Messaoud en offrande à quelque marabout. As-tu fait le même vœu que pour le premier? M'aimes-tu toujours aussi ardemment? Ici, dans cet éloignement, mon affection s'est accrue encore pour toi. Ton beau visage, tes yeux bleus, ta chevelure d'or m'apparaissent dans un rayon de soleil. Lorsque j'ai quelques minutes de repos, je ne vois tout de suite que toi, ma

chérie. Penses-tu souvent à moi? Enfin, j'espère venir bientôt en permission et t'embrasser à pleine bouche, à satiété, pour essayer d'apaiser ce feu qui est en moi... »

Certes, Hanifa pensait toujours à lui, mais n'osait pas le lui écrire. Elle ne répondait point, dans ses lettres, à ces sortes de questions qu'il lui posait. Et lui la traitait de méchante, sans pitié pour le mal d'amour : « Pourquoi n'as-tu pas voulu me dire ton vœu au marabout? Cela m'aurait fait tant de plaisir! »

Dans le calme des chauds après-midi, elle étalait tout ce qu'elle avait reçu de lui : les dentelles rares, les pochettes impalpables, les bijoux... Elle aimait surtout un bracelet dont la ciselure délicate l'enchantait... Elle discutait longuement avec sa tante sur ces joyaux qui étaient l'œuvre des Français. Elle lui rapprochait sous le regard les dentelles du Puy ou de Lunéville : « Tu vois qu'il n'y a pas que nous qui faisons de belles choses... »

Et le soir, de nouveau, alors que Hanifa se croyait bien seule, qu'elle souriait à tous ces présents royaux, aux douces déclarations d'amour, sous la lueur de la veilleuse rose, elle ne voyait point, dans la partie de la pièce que noyait l'ombre, une forme s'avancer peu à peu... Bientôt un froissement attirait son attention, et deux yeux noirs qui flambaient de jalousie trahissaient la présence de Fakhite.

— Tu es là, toi! Viens, viens voir les belles choses que Sidi Saïd m'a envoyées! Dans cette lueur rose, elles semblent encore plus belles...

— Il t'en a encore envoyé de nouvelles, ou ce sont les mêmes?

— Ce sont les mêmes.

— Eh bien! qu'ai-je besoin de les revoir? Elles sont restées gravées dans ma tête. Je sais même de combien de perles se compose ton collier...

Ah! certes, Fakhite les savait par cœur, tous ces trésors que Hanifa recevait presque chaque mois! Elle en souffrait assez cruellement. Chaque colis, qu'Ambarka annonçait avec des you-you par le jardin, lui broyait les entrailles. De longs après-midi, elle demeurait cachée dans le ventre d'un vieil olivier, à creuser sa douleur et à ruminer une vengeance, une vengeance terrible qui la paierait de toutes les humiliations subies de ses maîtres. Et le Sidi, qu'elle aimait en silence, qui, dans ses lettres, donnait le bonjour à Ambarka, aux autres négresses, aux négrillons, aux jardiniers, qui n'oubliait même

pas d'envoyer une caresse pour la chatte Petite-Rose, et qui, pour elle, n'écrivait pas le mot : Dites à cette chienne le salut!

Les regards de Fakhite se portaient alors sur ses jambes maigres et brûlées, sur ses bras olivâtres... Quand elle se trouvait chez Hanifa, vite, elle allait se regarder dans la glace de l'alcôve. Elle voyait avec horreur sa tignasse terne et crépue comme celle d'un négro, sa bouche large et sa figure de misère... alors que Hanifa possédait une gorge d'albâtre, des épaules tombantes, une chevelure croulant jusqu'aux chevilles, ainsi qu'une toison d'or. Son petit nez s'effilait au milieu de ses joues roses et ses yeux semblaient avoir été fendus par des doigts humains.

Et la bédouine poussait un soupir d'agonisante.

— Qu'as-tu, Fakhite? Tu es toujours triste, toujours de méchante humeur... Tu n'es pas malade?... Alors, pourquoi ces soupirs?

— Hé! répondait Fakhite, tout ce qui te manque te fait mal!...

VI

Cet après-midi, Hanifa et sa tante sont les femmes les plus heureuses du monde. Elles ont reçu la nouvelle que les sidis rentraient à Beni-Saf pour un mois de congé. Ayant paré la demeure de ses plus beaux atours, tiré du fond des armoires la vaisselle d'or et d'argent et donné ordre aux domestiques de dérouler les tapis de fête, Ambarka emporta sur la tête la corbeille du bain bourrée de la lingerie la plus fine, des costumes les plus riches, et sous le bras les deux carpettes de Damas pour la sortie des lallates, que Hanifa avait tissées elle-même. Elle allait à grands pas, le regard farouche, la narine dilatée d'orgueil.

— *Balakou, Balakou meune teume!* Écartez-vous! Laissez-moi passer!

Elle bousculait femmes et enfants par les rues... Lalla Malika et Hanifa marchaient derrière; leur beauté rayonnait à travers le voile; la joie gonflait leur poitrine.

Quand elles arrivèrent au bain, la nouvelle était répandue: toutes les baigneuses vinrent les saluer et les féliciter. Mais bientôt Lalla Malika aperçut, en une petite salle particulière, une famille qui étalait des corbeilles, des objets de toilette, des

déshabillés d'un luxe unique ; puis elle reconnut son parfum, en passant dans la galerie avec Hanifa.

— Tiens ! dit-elle à sa nièce, c'est la famille de l'ancienne fiancée de Saïd.

Hanifa pâlit, et le cœur lui cessa de battre. Que de douloureux souvenirs lui rappelait cette fiancée ! L'avait-elle fait assez souffrir, dans tout ce qu'elle aimait au monde ! Elle demanda, d'une voix blanche :

— Et Lalla Nefissa elle-même est-elle ici ?

— Oui... Regarde cette jolie brune, qui s'admire dans une glace à main !

Hanifa mit un certain temps à la découvrir, car la salle était ombreuse, elle avait les yeux troubles... Quand elle eut distingué cette jeune fille à la taille élancée, au port fier, qu'on sentait pétrie de charme et de noblesse, elle baissa la tête et dit :

— Oh ! oui, tante, elle est vraiment belle... Mais je m'aime mieux !

Lalla Malika sourit et murmura :

— Pauvre chérie !

Ambarka avait disposé les tonnelets d'eau chaude près d'un petit bassin de marbre, renversé les sièges de cuivre ; les lallates s'installèrent. Quelques femmes alentour contemplaient Hanifa :

— Voilà, je pense, chuchotaient-elles, la nouvelle fiancée de Sidi Saïd. Elle est superbe, que Dieu bénisse ! Une vraie blonde, comme la célèbrent nos poètes d'Égypte !

Et soudain, Lalla Malika vit sortir de la salle particulière la famille de Sid Dahmane : les vieilles tantes, la mère, les deux jeunes sœurs... Elles étaient drapées en des sorties de bain toutes pailletées d'argent. Lalla Nefissa avait jeté sur ses épaules une fouta d'or ; ses hanches nues laissaient deviner le corps le plus admirable. Elles s'avancèrent vers Lalla Malika pour la féliciter du retour des sidis. Et lorsque les souhaits de bonheur furent échangés, que la famille s'éloigna, Lalla Nefissa, demeurée en arrière, lança un tel regard à Hanifa, sa bouche merveilleuse laissa tomber un sourire plein d'un tel mépris que Hanifa se révolta :

— Si tu devenais ma rivale, tu ne serais jamais qu'une esclave ! Car tu es brune et je suis blonde. Tu ne pourrais point me mentir, car j'aurais le droit de t'envoyer à la place de location !

Lalla Malika la toisa de nouveau et lui dit froidement :

— Cette blancheur pâlira et prendra le ton d'une calebasse. La chaux n'est pas chère; avec un liard on blanchit une maison. La chaux se dépose dans les fondouks, tandis que le musc se serre dans les cassettes. Et si j'avais découvert ma face à Sidi Saïd comme toi tu lui offres la tienne, cette semaine je serais sa reine, et toi, la petite chatte pour me distraire!

La discussion s'envenimait, les femmes s'interposèrent.

— Assez, assez! dit Lalla Malika en se levant toute droite, et son œil autoritaire perça les deux rivales, je souhaite que mon fils revienne de cette guerre sain et sauf pour vous épouser toutes les deux, et qu'il vous adore tour à tour. La brune et la blonde, Allah vous a créées pour le bonheur des hommes!

VII

Donc, après ce bain chaud, ces parfums entêtants, cette algarade bien imprévue, Lalla Malika et Hanifa étaient rentrées brisées... Elles se couchèrent aussitôt et se promirent l'une à l'autre d'être sur pied à la pointe du jour, afin de recevoir les sidis qui avaient annoncé leur arrivée à Beni-Saf pour quatre heures du matin.

La veilleuse rose baignait la chambre de Hanifa de ses pâles lueurs, et rendait encore plus pâles les traits bouleversés de la jeune fille. La rencontre d'aujourd'hui l'avait surexcitée, avait rallumé en elle le feu des douleurs. La mort inouïe de ses pauvres parents, au sujet de laquelle on n'avait rien pu savoir, rien recueillir, sinon ce malheureux Espagnol, à demi fou, qui hurlait de temps à autre par le jardin, la pénétrait de désespoir. Aucune main ne les avait vengés. Le grand mystère planait toujours ; les montagnes s'étaient refermées sur leur secret. Elle pensait, de même, au chagrin profond que lui avait causé naguère la nouvelle du mariage de Sidi Saïd avec Lalla Nefissa. Elle revoyait cette jeune fille, à la beauté tragique, au port de cyprès, elle revoyait la finesse de ses chevilles et l'éclat de ses yeux noirs... Non, jamais, nulle part, elle n'avait rencontré créature semblable! Qui l'apercevait une fois était perdu. Son amour devait prendre, envelopper, engloutir comme la mer!... Néanmoins, le bonheur de revoir Sidi Saïd à la fin de cette nuit lui faisait peu à peu oublier toutes ses amertumes. Elle se demandait si elle allait pouvoir,

sans rougir, affronter son regard, car les phrases d'amour de ses lettres lui revenaient en foule à la mémoire...

Lalla Malika s'était endormie, le sourire aux lèvres, le cœur débordant d'ivresse à la pensée que demain elle reverrait son bey, — d'ivresse et d'orgueil aussi : quoi! elle avait vu la grande famille de Sid Dahmane faire les premiers pas, venir au-devant d'elle, et ne point oublier, dans son malheur, de partager avec elle un peu de la joie du retour de son fils! Et Lalla Malika avait compris que la superbe Lalla Nefissa gardait au cœur, malgré tout, l'amour de Sidi Saïd, que sans doute, après lui, elle avait juré qu'elle n'accorderait plus sa main...

Lalla Nefissa, en rentrant chez elle, dans le vaste palais turc isolé au bord de la mer, avait arraché son voile pour le jeter à la face de sa négresse Meriem.

— Disparais à l'instant! Cours me chercher Boule-de-Teinture, et défends la porte de ma chambre!

Lorsqu'elle fut seule, elle se laissa choir sur un divan, et son cœur, plein de rage amère, se dégonfla par des sanglots entrecoupés de mots haineux :

— O mon frère, qu'Allah te maudisse!

Puis, avec fièvre, elle se débarrassa du costume brodé d'or qui la gênait dans ses mouvements, elle fit sauter les bracelets et les khalkhal, et le diadème qui ornait son front splendide. Elle passa un déshabillé blanc de soie molle, imprégné de parfum, serra sa chevelure en turban autour de sa tête, s'étendit sur le matelas qui occupait le fond de la chambre royale, prit une glace à main, et, un bras sous la nuque, se regardant longuement, elle dit :

— Hanifa Meziane, fille du marchand de volaille, à nous deux!

L'ombre du mépris, la flamme de la vengeance, animèrent tour à tour ses grands yeux noirs. Et bientôt reparut la négresse Meriem, écartant la portière de peluche et poussant devant elle Boule-de-Teinture, l'entremetteuse. Boule-de-Teinture ôta ses chaussures râpées et vint s'asseoir auprès de Lalla Nefissa. Elle fixa de ses petits yeux sans cils les yeux troublants de cette reine. Et elles se parlèrent à voix basse, entre les dents, avec des gestes crispés, des grondements, des soupirs, ruminant des projets où le souffle de l'enfer passait!

Il faisait nuit noire lorsque Meriem raccompagna l'entre-

metteuse et referma après elle la porte massive bardée de cuivre. Et maintenant, sur le chemin solitaire, roulait le petit corps recroquevillé de Boule-de-Teinture, qui ricanait au vent et à la mer :

— Quelle aubaine, mes amis ! Ah ! ah ! ah ! quelle aubaine !

VIII

Les sidis sont arrivés, un peu plus tard qu'on ne l'avait prévu. Heureusement, car Hanifa ne s'éveilla que lorsque le soleil déjà montait... Fakhite était venue la trouver d'assez bonne heure, toute raide dans sa gandourah neuve aux fleurs de pavots.

— Comme tu es jolie, Fakhite !

La Bédouine jeta un regard dans la glace et souleva les épaules.

— Ah ! oui... Si tu veux rire du noir, habille-le en rouge !

Elle fit entendre une manière de rugissement, et ses yeux pleins d'envie examinèrent Lalla Hanifa.

Hanifa avait revêtu un superbe costume d'un blanc de neige, à fleurs d'amandier. Des mules dorées, sur talons hauts, finissaient sa toilette de maison. Un ruban vert-pomme retenait sa chevelure, ondulée aux extrémités. Et il y avait sur son beau visage, rose d'émotion, tout le charme de la jeune fille amoureuse.

Sa tante vint l'aider à agrémenter sa toilette de quelques épingles d'or, lui passa, sur la gorge éclatante de blancheur, un collier de perles qui était le présent de Saïd, et à ses bras, aux trois quarts nus, lui fixa un bracelet d'or au-dessus du coude.

— Tu es admirable, ma chérie ! lui dit-elle. Allons, viens sur la terrasse. Je crois entendre le grelot des breaks sur la route de Beni-Saf.

Sid Abd-el-Kader et Sidi Saïd sont arrivés, accompagnés de caïds aux longs burnous rouges, la poitrine constellée de médailles. La joie du retour éclate sur leurs traits. Comme leur cœur avait battu, en revoyant la route magnifique, ombragée de saules pleureurs, qui dévalait vers la Maison des Beys ! A la grille, ils furent reçus par des you-you, par la raïta et le tambour de basque. Les domestiques, les jardiniers, les nègres et les négrillons étaient venus les saluer, les débarrasser de leurs bagages. Les musiciens, assis en rond au milieu de la cour, se levèrent et attaquèrent l'hymne de la bienvenue :

Nous arrivons, nous arrivons,
O lumière de nos yeux,
Que ton bonheur et ta paix
Soient éternels !

Ambarka courait s'occuper des caïds nouveaux venus, les délestait des lourds burnous de voyage, leur désignait des sofas. Chacun prenait place. Ils admiraient le luxe de cette demeure, en écoutant les chants tour à tour allègres et voluptueux de Yamina-Violon. Des soupirs de soulagement apaisaient les cœurs.

— Allah ! Allah ! nous avons enfin devant nos yeux notre beau ciel, nos maisons qui étincellent de mosaïques, de jets d'eau, et le son de notre musique inimitable !

Ambarka les invita à passer aux bassins de marbre qui s'étalaient à chaque coin de la cour. Ils se rafraîchirent le visage et les membres, savourèrent le savon arabe, mou, pétri à l'essence des quatre fleurs : géranium, rose, nesseri et jasmin. Puis les négrillons leur servirent le café sur des plateaux d'argent, avec des confitures, des tranches de biscuit parfumé à la fleur d'oranger.

Cependant, Sid Abd-el-Kader et Sidi Saïd étaient montés au premier étage ; ils pénétrèrent dans le grand salon, où Lalla Malika et Hanifa les attendaient, un mouchoir aux dents. Ils se jetèrent dans les bras les uns des autres et s'embrassèrent follement.

— Grâce à Allah ! Grâce à Allah, pour cette heure bénie !

Tout à coup, Lalla Malika poussa un cri : elle venait de se rendre compte que Saïd ne possédait plus qu'un œil, l'autre avait été remplacé par un œil de verre. Et une grosse balafre lui barrait la joue gauche !

— Eh quoi ! femme ? N'as-tu pas plus de courage que cela ? lui dit Sid Abd-el-Kader. Et ceux qui ont perdu la vue entièrement, ou une partie de leur corps, et ceux qui sont morts, n'as-tu pas entendu parler d'eux ? Tu t'évanouis pour un œil... Prie, prie Allah de nous faire revenir tous un œil en moins seulement à la fin de cette guerre !

Hanifa trouva Saïd plus beau que jamais. Il avait une allure plus mâle et le teint bruni. Deux croix ornaient sa veste couleur de terre. Il portait sur lui l'air des pays lointains et le souffle des batailles.

— Comment trouves-tu Saïd, Hanifa ? demanda Sid Abd-

el-Kader qui avait attiré sa chère nièce sur ses genoux.

Hanifa rougit, baissa les yeux et murmura :

— Je le trouve... toujours le même !

Saïd était ému, ému au point qu'il ne pouvait articuler une parole. Son cœur était plein d'ivresse. Il le sentait prêt à éclater. Il ne parvenait pas à croire à ce bonheur d'être de retour, là, auprès de sa chère mère et de sa bien-aimée ! Il était émerveillé du port superbe de Hanifa. Il ne pouvait détacher ses yeux d'elle. Comme elle était belle ! Tantôt, en l'embrassant, il avait bien cru ne pas enlacer la même Hanifa que jadis. Oh ! certes, elle avait changé... Et c'est ainsi qu'il s'était toujours représenté son idéal ; c'est avec ce regard, ce sourire, ces lignes nobles et charmantes qu'il avait toujours supplié sa mère de lui obtenir une femme en mariage...

Dans le brouhaha de la fête, Boule-de-Teinture, l'entremetteuse, s'était introduite, s'invitant elle-même à la manière des *ouqqafates*. Elle était vieille, mon Dieu, elle désirait, elle aussi, de tout son cœur, souhaiter la bienvenue aux « grands sidis respectés ». Avec la permission de Lalla Malika, Ambarka avait consenti à l'accueillir; et comme elle mendiait l'hospitalité des trois jours, cette hospitalité lui fut accordée.

Boule-de-Teinture en profita pour inspecter la demeure de fond en comble. Elle courait partout, fouillait, furetait, faisait parler les domestiques... Tout de suite, le regard sournois de Fakhite attira son attention. Cette petite bédouine lui parut pleine de vice et propre à la servir à souhait ! Elle se mit à la questionner, à la sonder, à lui arracher toute sa pensée ; aussitôt, elles furent devenues une bonne paire d'amies.

— Pauvre chérie, lui disait-elle en s'asseyant à son côté, tiens, je t'ai encore gardé ma part de gâteaux. Mange, pauvre chérie, tu es méprisée comme une pierre !...

Boule-de-Teinture comprit que Fakhite était mûre pour la vengeance et que certainement, elle arriverait par elle à tout ce qu'elle souhaitait, — sans y mettre la main. Elle la guettait continuellement, la suivait dans ses moindres occupations, et le soir, aux veillées mystérieuses, l'interrogeait de nouveau sur son passé et sur son cœur. Elle connut ainsi sa misérable enfance, et par quel hasard elle avait été accueillie dans cette grande maison. La jalousie, la haine rongeaient son âme d'aventurière ; le point noir de sa vie était la « bienheureuse Hanifa » !

Ambarka les surprenait souvent à chuchoter ensemble.

— Qu'avez-vous tant à vous raconter? On dirait que vous complotez de vendre de la poudre, ou qu'il y a contre vous les secrets des Mozabites!...

La vieille sorcière levait les bras.

— Rien, ma mère, rien! Allah est témoin...

La veille de son départ, Boule-de-Teinture s'entretint la moitié de la nuit avec Fakhite. Elle s'était couchée à plat ventre dans le petit dahliss de charbon, devant la paillasse de Fakhite, et tout bas, ses lèvres hypocrites écrasaient les phrases contre les joues pâles de la bédouine :

— Sois prudente, mais venge-toi! Venge ta mère qui est morte de faim, venge-toi! Brûle-les comme ils te brûlent! Crève-leur les yeux comme ils te crèvent le cœur! Rôtis-les dans leur graisse...

Elle ne cessait de lui recommander la prudence, en admirant certain moyen que Fakhite lui avait avoué, pour se venger de Hanifa, la veille de ses noces...

IX

Le lendemain du départ des invités, le silence et le calme étaient revenus dans la grande maison. Lalla Malika, le plus souvent, s'entretenait avec son mari sur les évènements de la guerre, à demi étendue auprès de lui, dans le salon ou dans leur chambre à coucher. Sidi Saïd en profitait pour venir s'asseoir aux côtés de Hanifa, qui, les jambes en carré sur un petit matelas, au bord de la terrasse, était penchée sur un ouvrage de dentelle, pour se donner une contenance. Mais elle n'était pas à son travail. Elle revoyait toujours Sidi Saïd, pénétrant dans le salon après trois années d'absence, sous les longs burnous rouges où cliquetaient des médailles. Il était grandi à ses yeux ; il était le chevalier vainquenr qui revenait lui demander sa main. Comme elle était heureuse! Comme elle l'aimait !

Néanmoins, dès qu'elle pouvait reconnaître son pas sur les mosaïques de la cour, elle piquait son aiguille dans son ouvrage et fuyait par la longue enfilade des pièces! Elle avait peur de son regard trop tendre; seule avec lui, l'émotion lui étreignait l'âme. Le tête-à-tête l'effrayait.

Sidi Saïd demeurait perplexe devant la place vide.

— Elle a reconnu mon pas et a fui, se disait-il. Qu'a-t-elle ?

Et un terrible soupçon le gagnait.

— Elle ne m'aime plus peut-être... à cause de mon œil perdu et de ma balafre ?

— Oh ! si cela était, comme il serait malheureux ! Il préférait mourir là-bas, rester sur le champ de bataille, ne plus jamais revenir ! Car il le sentait : il l'aimait trop, il n'avait toujours aimé qu'elle.

Le repas de midi les réunissait autour de l'immense plateau de cuivre où les mets les plus fins, les plus variés, étaient servis dans la vaisselle de Gournah. Hanifa, pour le premier prétexte, quittait la table, au milieu du repas, et ne revenait plus ! Lalla Malika avait remarqué ces attitudes de Hanifa et en était touchée. Elle savait bien que c'étaient là les signes d'un grand, d'un véritable amour. Ni coquetterie, ni perfidie de sa chère petite nièce pour conquérir Sidi Saïd...

Souvent Sidi Saïd s'écartait de tous, quittait la maison et s'en allait à travers le jardin solitaire. Il s'évertuait à comprendre les attitudes de Hanifa vis-à-vis de lui et n'y parvenait pas. En effet, ses regards, quand elle les élevait vers lui, étaient pleins de tendresse. Alors, pourquoi le fuyait-elle ? Ou peut-être étaient-ils pleins de pitié seulement?

Il voyait l'escarpolette toujours là, qui se balançait doucement dans le jeu de la lumière sous le caroubier... Mais la planchette était retournée, on ne s'en servait plus. Hanifa était trop grande maintenant... Les eaux d'arrosage coulaient toujours, profondes et impressionnantes et il n'avait plus Hanifa dans ses bras pour lui faire sauter le torrent. Il se souvenait de ses éclats de rire qui lui dilataient le cœur. Oh ! que n'était-elle restée toujours petite !

Sidi Saïd se retournait tout à coup. Il venait d'entendre un froissement dans les feuilles ! Son cœur avait bondi ; il avait cru que c'était Hanifa qui venait le surprendre. Ses yeux le rassuraient : ce n'était que la petite Fakhite qui le suivait comme l'ombre... Il avait déjà découvert sa présence en maint endroit où il allait seul. Que lui voulait-elle, cette bédouine ? Il la haïssait...

Cependant, comme le mois de permission touchait à sa fin, Sidi Saïd se jura de surprendre Hanifa, de l'enchaîner dans ses bras et de l'obliger à dire ce qu'elle pensait de lui. Le doute, la peine le consumaient.

On avait fini de souper. Hanifa, comme à son habitude, avait quitté la table, embrassé son oncle et sa tante, et dit à Saïd, sans le regarder : « Reste en paix ! » Elle alla s'enfermer dans sa chambre. Elle commençait à se préparer pour la nuit, serrait sa chevelure en une pointe de soie, devant le grand miroir ovale. Sa bouche ne souriait pas comme aux premiers jours. Le mois de permission avait dégringolé comme un oued dans les cailloux, et elle avait le cœur tout plein de tristesse. Quoi ! il lui semblait que c'était la veille qu'elle l'avait vu apparaître dans le salon, avec le grand caïd son père, et son allure de jeune guerrier triomphant avait conquis tout son être ! C'était comme jadis, à la porte de la Maison Chaude, dans la gloire de l'été naissant...

Toute à ces réflexions, elle ne distingua point le bruit léger de pieds nus sur le tapis de sa chambre. On avait poussé, ouvert la porte, sans qu'elle s'en aperçût. Elle laissa échapper un cri, quand Saïd lui prit les deux mains, les serra dans les siennes.

— Ah ! cette fois, Hanifa, je te tiens : tu vas me dire ce que tu penses... ma chérie !

Hanifa se débattit : ce fut en vain. Voyant qu'elle ne parvenait pas à se dégager, elle cessa toute résistance et inclina la tête.

— Et que veux-tu que je te dise ?

— Dis-moi, Hanifa, pourquoi, voilà près d'un mois, tu fuis ma présence ! Mon approche te fait horreur ?

Cette question étonna Hanifa.

— Ton approche me fait horreur... répéta-t-elle. Oh ! Saïd, penses-tu ce que tu viens de dire ?

— Alors, tu ne m'aimes plus, simplement !

Hanifa le regarda, de plus en plus surprise :

— Je ne t'aime plus ?

Elle était devenue pourpre. Son qerdoume s'était défait par la lutte ; toute sa chevelure d'or croula sur son dos. Elle eut le geste de vouloir la recueillir et mit à profit cette occupation pour éviter de répondre aux questions de Sidi Saïd. Comment pouvait-il penser cela : qu'elle, Hanifa, n'aimait plus son cousin Saïd ? Elle crut qu'il s'amusait d'elle, comme lorsqu'elle était petite. Il voulait la bercer d'illusions encore... Cette pensée la fit souffrir.

Sidi Saïd tenait toujours les mains de Hanifa dans les siennes. La senteur de sa chevelure et de sa chair le grisait. Il l'attira contre sa poitrine.

— Bien-aimée! murmura-t-il.

L'air rafraîchi du soir pénétrait par les lucarnes ouvertes du dôme. Le jardin envoyait tous ses parfums sur l'aile de la brise marine. Les magnolias à demi-clos, les jasmins qui s'accouplaient dominaient la symphonie dans l'écho large des vagues...

Hanifa sentait son courage diminuer, ses forces la trahir. Le cœur lui battait à se rompre, ses joues étaient plus rouges que la pointe de soie de ses cheveux...

Avec ferveur, lentement, Sidi Saïd lui prit un baiser...

A l'instant même, la portière de la chambre se souleva : la tête de Fakhite parut. Hanifa poussa un cri et s'arracha des bras de son cousin. Sidi Saïd, nerveusement, rejeta ses burnous sur l'épaule et sortit, sans daigner regarder ce souillon des montagnes ni lui adresser un reproche.

Fakhite était glacée. L'attitude des deux amoureux dans les bras l'un de l'autre venait de lui figer le cœur. Elle ne disait rien, ne pouvait plus desserrer les dents...

Hanifa continua sa toilette de la nuit, gênée, gauche dans ses mouvements... Voyant Fakhite immobile contre la porte, elle lui dit :

— Et maintenant, qu'est-ce que tu veux? Tu as vu!

— Oui, j'ai vu, grommela Fakhite en approchant ses deux index de ses yeux;... j'ai vu et je voudrais les crever!

Hanifa crut voir là un geste de regret. Fakhite était navrée de les avoir surpris. Elle ne pouvait pas deviner qu'elle trouverait Sidi Saïd dans ses bras, à une telle heure. Ça n'était pas de sa faute, à la pauvre Fakhite... Elle eut un élan de pitié pour écarter les doigts de la bédouine, qui allaient s'enfoncer dans ses prunelles, au risque de les crever.

— Je te pardonne, ma petite Fakhite. Va, ça n'y fait rien. Tu le sauras avant tout le monde qu'il m'aime et qu'il sera mon mari!

— *Houf!* soupira Fakhite, si l'œil ne voyait pas, le cœur ne souffrirait pas!

X

— Allons, les gens, il faut se coucher. Demain, le départ est à quatre heures. Comptons sur Allah!

Sid Abd-el-Kader avait dit cela en secouant les mies de pain

de l'unique serviette sur la table basse, et il se leva pour donner le signal. Sa parole était rude et encourageante. Son geste était aussi calme que s'il eût dû quitter la famille pour un voyage à pied de quelques heures, parmi les douars. Le courage du guerrier s'étalait en lui dans toute sa force et sa beauté.

Hanifa se leva ensuite, embrassa Lalla Malika, puis son oncle, à qui elle souhaita un bon voyage, une grande chance et un heureux retour ; et lorsqu'elle fut en face de Sidi Saïd, elle eût voulu se jeter dans ses bras pour exhaler tout son chagrin, l'embrasser à l'étouffer, lui dire tous les mots tendres dont débordait sa poitrine... Le regard de sa tante et surtout celui du guerrier au ferme visage l'arrêtèrent. Elle leva vers Sidi Saïd des yeux douloureux d'amour et lui dit en un souffle :

— Qu'Allah te fasse revenir vainqueur !

Mais Saïd ne l'entendait pas ainsi. Il la retint par les poignets.

— Comment ? Tu aurais le courage de me faire un adieu si bref ? Ni une embrassade ni un baiser de main ?

Et, malgré elle, il l'attira davantage et lui murmura :

— Qu'Allah te garde, ma petite mère !

Son haleine était brûlante et les mots partaient du fond de l'âme. Il garda longtemps les mains de Hanifa entre les siennes, et comme elle voulait fuir pour aller éclater en sanglots, dans sa chambre, il la pressa contre son cœur et lui dit en l'embrassant :

— Adieu, Hanifa ! Oh ! que la séparation d'avec toi m'est devenue pénible !

Toute blanche dans sa gandourah de nuit, sa magnifique chevelure tressée, Hanifa est anéantie sur son matelas de satin rose. Des soupirs soulèvent sa poitrine, des sanglots la déchirent et l'étouffent. Quoi ! elle n'a point de chance ! Sidi Saïd va de nouveau partir et qui sait dans combien d'années encore il reviendra... s'il doit revenir ! Oh ! non, cette pensée est atroce. Elle voudrait l'écraser, la broyer sous une meule ! Et elle revient toujours...

Cependant les étoiles brillent ce soir, au dehors. Quelques-unes sont indiscrètes et se penchent sur elle, des lucarnes. Hanifa les voit scintiller, courir à cache-cache, danser, folâtrer. Elles ne prennent point part à sa douleur. Hanifa se cache les yeux pour ne plus les voir...

Oh ! comme elle voudrait dormir ! Mais le sommeil a fui ses paupières... Alors, elle se met à parler toute seule ; contre sa petite taie d'oreiller :

— Vois comme ma couche est parfumée, comme mes draps sont blancs, comme la lueur de ma veilleuse est tendre et brille ainsi qu'une étoile lointaine ! O sommeil, ô roi du monde, toi qui reposes les saints et les démons, viens me visiter ce soir ! Demain il me faudra me lever à la pointe du jour, car celui qu'Allah me destine comme époux, sans doute, part pour la guerre, et qui sait si je le reverrai jamais ! Celui qui disparaît à ta vue une nuit, qui peut te dire comment il a dormi ? O sommeil, viens, écoute ma plainte, viens bercer ma peine !

Les étoiles brillent, la nuit est chaude, suffocante. Hanifa se lasse de se tourner et de se retourner sur son petit matelas.

— Allah ! je ne sais où me mettre !

Elle se lève, rejette sa chevelure, va vers un des mouchârabiehs, le pousse délicatement. Sur le jardin, c'est le grand calme des nuits d'été. Pas une feuille ne bouge et au loin la mer semble de marbre. La lune est à son plein : on y voit comme au milieu du jour.

— *Echchah !* prononce Hanifa. Je respire un peu !

Son beau visage tout pâle, les yeux meurtris par les pleurs, elle joint les mains, et une prière, une prière ardente, monte à ses lèvres :

— O Allah, ô Prophète ! O marabout de Beni-Saf, ô Sid Ellouali ! Dans ce calme de la nuit, ma voix vous parviendra mieux. Écoutez-moi. Faites partir et revenir sain et sauf mon fiancé ! Que sa vie soit longue ! Que les anges le protègent des balles et du sabre ! Que le lait de sa mère prie pour lui ! O mes saints, je suis votre fille. Protégez mon bien-aimé. Vous m'avez pris mon père et ma mère, remplacez-les moi par celui que j'aime !

La lune brille et les étoiles dansent... Hanifa n'y tient plus. Elle étouffe de chaleur et de chagrin. Nu-pieds, toute blanche dans sa gandourah de nuit, sa chevelure dans le dos, elle sort de sa chambre à petits pas. Ses pieds teints au henné font des taches orange sur les dalles immaculées de la cour. Elle contourne les galeries, pousse le verrou d'une petite porte et descend les quelques degrés qui conduisent au jardin.

Elle erre entre les massifs de roses et les touffes de nesseri, elle longe toutes les allées, parcourt les berceaux, les reposoirs, les bosquets d'où l'on domine la mer. Elle voudrait se fatiguer, se briser avant de regagner sa chambre. Elle se dirige vers la vasque, qui reflète tout un coin du firmament. Longtemps elle

admire l'eau limpide et immobile. Pas un pli ; pas un poisson qui glisse. Elle s'assied sur un des bancs et pose un petit pied sur la margelle de faïence bleue. Elle ferme les paupières. Oh ! sommeiller une heure, une heure seulement dans la grande paix parfumée ! Mais non, ses paupières ne veulent pas se tenir closes. Elle les rouvre et soudain elle voit dans l'eau se refléter une ombre, une silhouette pareille à celle de son rêve... Elle se retourne et aperçoit son fiancé, debout, derrière elle !

— Toi ? C'est toi, Saïd ?...

Mais Sidi Saïd ne lui laisse point le temps d'achever sa phrase ; il la saisit dans ses bras et lui murmure :

— Je t'aime trop, Hanifa. Je ne pouvais dormir. Au lieu de prendre le chemin de ma chambre, je suis descendu droit au jardin. Je t'ai vue ouvrir ta fenêtre et j'ai assisté à ta prière. Je te suis depuis tes premiers pas dans le jardin. Oh ! bien-aimée, que tu es jolie ainsi ! Hanifa, ma reine, je te jure sur Allah : aussitôt que je reviendrai de la guerre, dans la même semaine, je t'épouserai. Je n'attendrai ni un mois ni deux !

Elle défaille de bonheur. Elle hume avec ivresse la poitrine de Saïd dans l'échancrure de la gandourah, son cœur tressaute, sa petite tête s'étourdit de parfums.

— Oh ! Saïd, combien je t'aime !

Et leurs lèvres se rencontrent pour un baiser qui n'en finit, plus...

Tout à coup, un grognement sourd s'entend derrière eux et le bruit de la chute d'un corps les fait se retourner. La maudite Fakhite, qui était perchée sur un arbre, dans sa douleur de les voir s'embrasser et s'enlacer avec tant d'amour, et puis se dire leur serment éternel, s'était laissée tomber à terre, presque évanouie...

XI

Une année de nouveau s'écoula. Le train de la maison de Lalla Malika s'était bien ralenti. Une monotonie triste flottait sur le jardin, les terrasses, les cours, alanguissait les êtres et les choses. Hanifa employait une grande partie de son temps à lire les journaux, qu'on recevait maintenant à la Maison des Beys, et à traduire les articles sur la guerre à sa tante et à Ambarka, qui comprenaient enfin ce que pouvait être l'immense mêlée des

Keffarine. Les lettres des sidis, qui arrivaient de loin en loin, étaient encourageantes, leur dégonflaient le cœur, les armaient de patience et d'espoir.

Fakhite, la petite amie d'enfance, était devenue elle aussi une jeune fille; mais ce qu'il y avait de sauvage et d'âpre s'était développé plus que tout. Sur ses traits olivâtres, au fond de ses yeux couleur de charbon, l'aigreur envieuse, une hypocrisie entêtée avaient pris place; Hanifa ne recevait presque plus sa visite, elle demeurait des semaines entières sans voir Fakhite. Lorsqu'il lui arrivait de la rencontrer dans le jardin, il lui semblait que son regard fuyant se pénétrait d'une gaieté sourde, alors qu'elle, Hanifa, était de plus en plus mélancolique et songeuse. Cela lui faisait mal, beaucoup de mal. Elle ne pouvait imaginer, avec son âme pure, le démon qui hantait le corps de cette bédouine. Elle languissait de ses répliques nerveuses, de ses mots amers qui mettaient une note de vie dans le grand tombeau de luxe qu'était depuis quatre ans la Maison des Beys : la présence de la mendiante à ses côtés lui rappelait le temps si beau et trop court de la Maison Chaude, de son enfance à Tlemcen.

De temps à autre, le fantôme de la vieille Boule-de-Teinture rôdait autour du domaine, pour essayer de voir Fakhite. Quand elle pouvait la joindre, elle lui renouvelait ses recommandations, entretenait en elle le feu de la vengeance. La chose, néanmoins, lui devenait de plus en plus difficile : Ambarka avait les yeux partout et les avait surprises plus d'une fois à chuchoter ensemble à travers la grille. Aussi bien, dès qu'elle soupçonnait que la bédouine s'attardait un peu à répondre à un mendiant qui passait, elle accourait la chercher elle-même et lorsqu'elle voyait Boule-de-Teinture assise sur une des bornes du portail, elle roulait ses yeux rouges :

— Que veut ta présence ici, encore?

Boule-de-Teinture faisait la malade.

— Je suis lasse, ma mère, lasse sous le poids des années! Je viens me reposer un instant sur votre seuil hospitalier...

— Eh bien! que ton repos ne soit pas de longue durée, car ici les petits et les grands ont du travail!

Et Ambarka tirait Fakhite par l'épaule et fermait la grille à double tour à la face de la sorcière. Celle-ci s'éloignait satisfaite : elle avait eu le temps de distinguer dans les yeux de la bédouine que la flamme de la vengeance n'avait point pâli...

L'année allait se terminer, quand un bruit du dehors vint tout à coup réveiller, ranimer les habitants de la Maison des Beys. « L'armistice ! L'armistice ! La guerre est finie ! » Oh ! la joie folle d'Ambarka à cette nouvelle ! Elle se mit à danser autour de la vasque de la grande cour en chantant les refrains de sa *dechra* :

— Mon sidi, mon sidi va revenir ! Nous allons le marier ! Nous mangerons des beignets au miel à nous gonfler ! Nous nous heurterons aux plats de couscous ! Nous tomberons sur notre ventre éclaté !

Fakhite contenait à la fois son fou rire et sa rage.

— Oui, oui, oui ! lui dit Ambarka en s'approchant d'elle et la fixant dans les yeux, oui, nous allons marier Sidi Saïd, le marier avec Lalla Hanifa, et toi meurs meurs, meurs, de jalousie !

Lalla Malika, du haut des terrasses, lançait des you-you et des invocations à Dieu :

— Grâce à toi, ô Allah ! Grâce à toi ! Celui qui patiente vaut donc mieux que celui qui désire...

Hanifa avait blêmi d'ivresse. Ses doigts grelottaient. Elle abandonna son ouvrage et retint des deux mains les battements de son cœur.

Les jardiniers avaient déposé leurs bêches au bord des sillons ; ils s'étaient assis tranquillement pour rouler une cigarette et murmuraient :

— Grâce à toi, ô Allah ! de nous avoir fait vivre jusqu'à cet heureux jour !

Quand la première émotion fut apaisée, Lalla Malika se dirigea vers un meuble qui occupait un coin du grand salon et qu'elle n'avait jamais ouvert. Souvent Hanifa s'était demandé ce que pouvait bien contenir cette armoire mystérieuse, si hermétiquement fermée... Lalla Malika l'ouvrit toute grande.

— Hanifa ! Hanifa ! appela-t-elle.

La jeune fille accourut. Elle demeura éblouie devant une corbeille de noces que sa tante soulevait fièrement au bout de ses bras. Capitonnée de satin rose, pailletée d'or, entourée de longues franges d'argent, montrant au milieu une main restée inachevée, la corbeille portait le diadème et la bague de famille. Les feux des gros diamants neutralisaient l'éclat de l'étoffe et du métal rares.

Hanifa demanda d'une voix tremblante :

— Pour qui cette corbeille de reine, tante ?

Lalla Malika la regarda malicieusement.

— C'est pour ma belle nièce Hanifa !

Hanifa se voila, pudique, et, baissant les yeux :

— Tu le savais ?..

— Oui, ma chérie. Avant de repartir pour la guerre, Sidi Saïd m'a confié : je veux qu'à mon retour Hanifa soit ma femme !

Et Lalla Malika lui tendit les bras :

— Viens, ma chérie, viens que je t'embrasse : deux fois pour moi et dix fois pour lui !

XII

Oh ! les beaux jours passés dans l'attente d'un bonheur ineffable ! La maison avait repris son air de gaieté. On avait tiré des coffres, pour les secouer de leur encens, les burnous en drap de soie, les chéchias de Fez et les *bedayates* à boutons d'or. La vue de ces vêtements exposés à l'air sur les terrasses procurait à Hanifa des songeries délicieuses. Elle voyait Sidi Saïd reprendre ses habitudes de grand seigneur, aller et venir dans la maison, en un déshabillé du matin couleur de lis, donner des ordres à Ambarka, siffler son petit nègre Youssef pour lui seller son cheval, déguster son café, debout contre une arcade, et les boutons de son *camar* scintillaient dans un rayon de soleil. Elle le voyait s'approcher d'elle, la couver de son regard tendre, ou bien lui étaler le burnous de la protection et l'emporter dans ses bras pour la déposer sur un lit nuptial ! Alors, si Lalla Malika était auprès d'elle, elle s'esquivait, vite, pour cacher son émotion et contraindre son cœur.

Soudain, la cloche de la grille résonne ! Ambarka court à toutes jambes. C'est le facteur. Les cœurs battent violemment. Une lettre des sidis.

Ils annoncent leur arrivée très prochaine. Les préparatifs du retour sont faits. On n'attend qu'un ordre, qui viendra d'une minute à l'autre. Les âmes ne peuvent plus contenir la joie !

Hanifa lit toujours... Il y a un post-scriptum qui lui est destiné. Sidi Saïd lui fait part d'un malaise incompréhensible : il ne parvient point à se réjouir de la fin de cette guerre, de la victoire. Alors que ses compagnons rient, chantent, boivent à l'entour, lui est triste. C'est une tristesse inexplicable, sans raison, que pourtant il ne peut dominer.

« J'espère, ma chérie, retrouver toute ma gaieté aussitôt que j'aurai revu notre pays, notre soleil et ton beau corps pareil à une branche d'un de nos orangers en fleur; quand je me serai grisé de ton regard mauve, quand je t'aurai enfin serrée dans mes bras en te soupirant de nouveau tout mon ardent amour. »

C'est la nuit. La lettre de son fiancé est là, serrée contre son cœur. Au dehors, le vent mugit. Une des lucarnes du dôme s'est ouverte sous la rafale. La veilleuse vacille. Hanifa est abattue. Sidi Saïd lui a communiqué sa tristesse. Et pourquoi, mon Dieu!.. Tout sourit, l'air est en fête...

Une ombre glisse dans la galerie... C'est Fakhite.

— Tiens, elle a bien fait de venir. Je vais causer avec elle, cela va me distraire un peu...

— Oh! soupire Hanifa, que les heures qui nous séparent de nos absents me semblent longues! Je n'ai point sommeil. Je sens que je ne dormirai plus jusqu'à leur retour...

— Tu pâliras, tes yeux se cerneront et Saïd ne te trouvera plus si belle! Il faut au contraire bien dormir pour...

Des pieds massifs, qui pèsent sur les dalles, font tressaillir Fakhite. Ambarka arrive, tel un djinn échappé de la nuit.

— Que fais-tu ici, maudite, à cette heure? Et le matin, tu ne veux plus te lever. Tu sais qu'à la veille d'une noce, il y a double travail et il faut être sur pied plus tôt. Et puis tu déranges la mariée dans ses rêves!

Et Ambarka lui donne une poussée, la jette hors de la chambre et laisse retomber la portière. Fakhite s'éloigne sans un mot, mais ses regards hypocrites ont des éclairs de triomphe...

Minuit. Hanifa ne dort pas encore. Ses oreilles sont assaillies par des bruits de tonnerre; la pluie fait rage, les eaux grondent dans le jardin; on dirait que tous les vents de l'enfer sont déchaînés...

— Mon Dieu! se dit-elle. Peut-être, à ce moment, sont-ils en route... Comment, dans quel état vont-ils arriver!

Elle écarte le rideau d'un moucharabieh à portée de sa main. Elle voit les eaux boueuses qui roulent, emportant les feuilles mortes toutes froissées... Elle songe aux eaux limpides qui l'été s'en vont joyeusement par ces mêmes rigoles rafraîchir les arbres couverts de jeunes feuilles et de fleurs. Elle revoit les pétales des amandiers, balayés par la brise du printemps, planer en rond au détour des allées, ou naviguer à la surface

des bassins, happés bientôt par les rougets de l'Oued-Isly... Elle revoit l'escarpolette partir dans l'air embaumé, poussée par les mains amoureuses de Saïd.

— Mon Dieu! soupire-t-elle, ce beau temps reviendra-t-il jamais?

Elle se recouche. De nouveau, un éclair fend la nue. Elle croit entendre la porte grincer... A la lueur de la veilleuse qui menace de s'éteindre, ses yeux lourds voient la portière trembler sous des doigts frêles.

— Ah! c'est toi, Fakhite... Que tu es bonne d'être venue! Vois, je ne dors pas encore...

La bédouine tient entre ses mains un petit bol qui déborde d'un liquide glauque. Elle s'avance vers Hanifa avec précaution et lui dit froidement :

— Tiens. Bois cela. Tu dormiras aussitôt et tu t'éveilleras demain comme une reine...

Hanifa se soulève sur un coude et regarde dans le fond du bol.

— Qu'est-ce que c'est que cela?

— C'est une petite herbe bienfaisante, qui croît autour des aloès de la montagne et qui endort tous ceux qui souffrent...

C'est Boule-de-Teinture qui, sur la prière de Fakhite, est allée, dans la tourmente effroyable, bousculée par les vents, battue par la pluie et la grêle, cueillir l'herbe empoisonnée et lui a rapporté, cachée contre la peau rabougrie de ses seins, l'arme précieuse de la vengeance. Pour le cas où Ambarka l'aurait surprise dans le jardin, Boule-de-Teinture avait préparé l'excuse simple : elle était pauvre, elle ne possédait point de pilon de cuivre pour broyer l'herbe qui soulagerait ses rhumatismes... Mais elle n'a pas eu besoin d'affronter le regard scrutateur de l'impitoyable négresse. Ambarka était trop occupée aux préparatifs du mariage proche de Sidi Saïd avec Lalla Hanifa... Boule-de-Teinture a vu Fakhite, lui a remis le paquet trempé de pluie, et lui a dit en ricanant :

— Lalla Nefissa sera vengée!

Lalla Nefissa, pour Fakhite, est le nom d'une sainte que Boule-de-Teinture a invoquée pour la protéger...

Hanifa prend le bol que sa petite amie d'enfance lui tend et boit jusqu'à la dernière goutte.

— Qu'Allah ajoute à ta chance! Merci.

Et elle ferma les yeux.

Soudain la tête lui tourne... sa gorge se contracte... ses yeux se voilent... le cœur bat à grands coups précipités... Elle ne veut point crier, de peur que l'on gronde Fakhite, qui croyait lui faire du bien, sûrement, et lui a fait sans doute beaucoup de mal... Avec mille efforts elle rouvre les paupières et voudrait appeler Fakhite à son secours. Mais sa voix s'éteint... Et puis la misérable a disparu. Elle s'est enfuie vers le Sud, vers le désert, reprendre sa vie d'aventure et de mendicité...

XIII

Dans l'aube grise, sur la route de Beni-Saf, deux cavaliers arrivent à fond de train. Le vent les repousse en travers, leur coupe l'haleine, fait claquer les ailes de leurs manteaux. C'est Sidi Saïd et son père. Ils ont voyagé toute la nuit dans le tourbillon de grêle et d'eau... Au loin, ils ont distingué des appels, à peine perceptibles d'abord; et à mesure qu'ils avancent, ce sont des voix déchirantes, des plaintes affreuses qui leur arrivent nettement... Ils se redressent, piquent leurs montures aux naseaux blancs d'écume. Ils s'arrêtent enfin devant la Maison des Beys, ils lancent les rênes à l'Espagnol, à l'épave lamentable de la caravane de fête, qui les attendait sur le seuil, comme le mauvais présage.

C'est bien de leur maison que partent les cris de douleur. Le jardin est rempli de femmes. Tout Beni-Saf est là, vêtu de blanc. C'est une houle de fantômes, c'est un murmure immense dans le jour qui se lève. Là-bas des appels de détresse, les *Bou!* de Lalla Malika mêlés à ceux d'Ambarka, le bruit des vitres et des glaces que l'on brise pour se déchirer les joues, tout dit à Saïd et à son père qu'une âme vient de quitter la demeure. Affolés, ils demandent à l'Espagnol qui les regarde de son air abêti :

— Eh bien! quoi, qu'y a-t-il?

— *Hanifa... sa morto!* Hanifa... est morte!

ELISSA RHAÏS.

A PROPOS DE

L'ÉCOLE UNIQUE

L'École Unique. On en parle souvent aujourd'hui, on écrit beaucoup à son sujet. Mais le lecteur ou l'auditeur, s'il tient à comprendre, reste embarrassé, car il est rare qu'on explique la formule.

Pour mon compte, la première fois que ces mots m'ont frappé, voici à peu près ce qu'en les prenant au sens propre, j'en étais venu à me représenter. Tout d'abord, le monopole, un monopole plus complet que Napoléon ou la Restauration n'ont jamais osé le concevoir; supprimant non seulement toute institution enseignante privée, mais toute éducation isolée au sein de la famille; une conscription précoce enrôlant, de l'école maternelle à la Faculté, tous les petits Français, toutes les petites Françaises; un même enseignement d'État les soumettant le plus longtemps possible à une formation identique pour tous; sur le tard, et à regret, se ramifiant un peu en vue de leurs destinations diverses; aux bifurcations, bien entendu, des « orienteurs » patentés, au nom des « tests » de je ne sais quelle pseudo-psychologie, décidant sans appel de la direction à prendre par chacun. Et je voyais encore, au terme d'une vie scolaire ainsi souverainement et uniformément réglée, chaque jeune Français automatiquement placé dans un des casiers nettement distincts d'une société bien compartimentée.

Que d'une telle conception de caporalisme pédagogique et social, de mécanisation de la vie intellectuelle d'un pays, rien ne passe au fond de certains rêves, que, dans les arrière-pensées

de quelques doctrinaires de l'École Unique, on n'en pût saisir aucune trace, je ne voudrais pas l'affirmer. Toujours est-il que, pour l'instant du moins, elle n'est guère en France préconisée telle quelle. Tout d'abord, et c'est capital, des plans de réformes soumis au public l'idée du monopole est généralement écartée, et les paroles les plus précises l'ont déclarée, en tout cas, nettement exclue des intentions officielles. L'enseignement public, sauf, on le verra, sur un point qui a son importance, serait donc seul directement en cause dans les réformes qui semblent s'élaborer. Il sera plus clair, dans ce qui suit, de ne mentionner que celui des garçons. L'organisation qu'on adoptera pour eux sera évidemment étendue à l'enseignement des jeunes filles.

I

École unique, le monopole une fois hors de question, cela veut dire surtout, pour une partie de ceux qui ont adopté ce mot d'ordre, école primaire unique : tous les enfants de sept à douze ans, tous ceux du moins qu'à cet âge leurs parents confient à l'école publique, assis sur les mêmes bancs. C'est sous cette forme d'ailleurs que déjà, sortant des discussions spéculatives pour entrer dans les faits, la question s'est posée, et d'une façon aiguë, quand, par une mesure brusquée, et de sa seule autorité, un ministre récent a annexé à l'enseignement primaire les classes de huitième et de septième des lycées et collèges, et leur corps de professeurs; quand il a décidé qu'à l'avenir, si, par concession à de vieilles habitudes, on en conservait les locaux, du moins l'école primaire du collège et du lycée serait, comme les autres, confiée à de simples instituteurs, inspectée par des inspecteurs primaires, et gratuitement ouverte à tout le voisinage.

Ces mesures, de certains côtés on propose maintenant de les compléter par d'autres. Tout en respectant, à côté de l'enseignement public, l'existence de l'école privée et de l'éducation purement familiale, on assurerait au moins, quant à l'essentiel, l'unité pour tous des programmes d'études : dans nul établissement, public ou privé, donnant une instruction d'un degré supérieur au primaire, ne pourrait désormais être admis, à nul examen plus élevé ne pourrait plus se présenter un écolier qui n'aurait pas, à douze ans au plus tôt, subi avec succès l'examen public du certificat d'études primaires.

Je ne m'arrêterai pas ici à rechercher si la liberté de l'enseignement ne doit pas aussi bien s'entendre de sa direction intellectuelle que de son organisation matérielle, que du choix de ceux qui le donnent (1), et de son inspiration morale ; si ceux qui éduquent de jeunes esprits ne doivent pas être maîtres de leur programme, de la part qu'ils font et du moment qu'ils assignent à chaque étude dans la formation de l'enfant, aussi complètement qu'ils le sont de leurs méthodes et de leur esprit général ; si ce serait respecter cette indépendance qu'imposer à tous leurs élèves, au même âge et par un même examen, l'obligation de faire preuve des mêmes connaissances. Je ne demanderai pas, — ces questions cependant s'imposent à l'esprit, — si, en même temps que par là on porterait atteinte à la liberté, on ne risquerait pas aussi de compromettre le progrès pédagogique, qu'assurent seules l'éclosion et la mise à l'essai sans contrainte des conceptions individuelles ; si enfin il n'y aurait pas quelque chose d'infiniment grave dans l'institution, sans précédent, d'un examen auquel on ne pourrait se dérober, dans lequel on ne pourrait échouer, sans se voir condamné à cesser de s'instruire.

Que si, pour parer, après la suppression des classes élémentaires, en la supposant maintenue, au danger de quelques déplacements de clientèle, on passait outre à ces objections, si on les jugeait, à grand tort je crois, hors de proportion avec l'âge des enfants en cause et la nature élémentaire de l'enseignement qu'il s'agirait de vérifier, du moins serait-il indispensable que l'examen rendu obligatoire fût profondément transformé. Jusqu'ici, pour des écoliers dont la grande majorité ne dépassera guère cette étape, le certificat est avant tout la sanction des études faites à l'école élémentaire, et conduites, dans l'esprit qui est proprement le sien, conformément à ses programmes officiels. Par cet examen, il s'agit surtout, tout en appréciant la valeur générale des élèves que l'école a formés, de s'assurer que sur toutes les parties de son enseignement ils possèdent solidement les connaissances utiles dans la vie, qui, parfois entretenues par quelque instruction post-scolaire, resteront à travers l'existence le principal bagage de la plupart

(1) Sauf sans doute pour ceux-ci à fournir, dans l'intérêt général, comme les médecins par exemple qui ne sont pas non plus fonctionnaires, la garantie publique d'un certain minimum de savoir.

d'entre eux. Pour les écoliers qui iront plus loin, pour ceux surtout qui poursuivront des études secondaires, à part certains points, — possession du vocabulaire, correction de la langue, intelligence de sa structure, initiation première au calcul, — le contenu officiel de l'enseignement primaire a sans doute moins d'importance. Des incertitudes, des lacunes même dans les notions élémentaires sont peu graves quand les mêmes études doivent être plus tard reprises en entier et approfondies. L'essentiel, ici, avec le goût du travail, c'est la curiosité intellectuelle, c'est l'aptitude à la réflexion, c'est la netteté, la précision, l'agilité de la pensée, ce sont de bonnes habitudes d'esprit. C'est là, — et d'autant plus qu'il servirait aussi à démêler, parmi les enfants pauvres, ceux qui devraient être poussés vers une instruction plus haute, — c'est là ce qu'un examen commun, qu'on placerait à ce moment des études, devrait tout d'abord servir à constater. C'est à cette fin que devraient être adaptés la nature de ses épreuves, la composition de ses jurys, l'esprit surtout qui animerait ses juges.

Quant à contraindre les enfants à le passer tous au même âge, pareille idée ne paraît pas soutenable. Ce serait méconnaître et la précocité diverse des intelligences, et le rôle capital, dans leur développement, de l'influence du milieu. Un petit citadin, sous bien des rapports, est plus tôt débrouillé qu'un petit rural. L'enfant de parents cultivés, quant aux notions acquises, aux idées même, à la faculté d'assimilation rapide, à la souplesse et à la finesse de l'esprit, a souvent, à égalité de valeur foncière, une avance sensible sur celui d'une famille étrangère à toute culture. Il ne fera peut-être pas de meilleures études : il a chance d'être prêt plus jeune à les faire. L'obliger à marquer le pas pour attendre l'autre risquerait de le dégoûter, et de ralentir définitivement son élan. Brimer, d'une brimade dont les conséquences pourraient sérieusement leur nuire, les intelligences les plus vivaces et les plus tôt formées, ou celles qui ont la chance d'être de bonne heure le mieux entourées, ce serait pousser bien loin l'amour des règlements uniformes. C'est de dix à onze ans que bien des enfants sont mûrs pour se mettre à l'étude du latin et des langues vivantes. Laisser chacun passer quand il est prêt, est la seule règle raisonnable et juste.

De la même manie d'uniformité factice, de la même mécon-

naissance de la réalité vivante a procédé la mesure, passagère il faut le souhaiter, qui a supprimé, en principe, les classes élémentaires. Dans l'existence, à côté de l'école primaire gratuite, de ces classes payantes, dans la formation, pour les diriger, d'un personnel enseignant spécial, leurs adversaires se plaisent à dénoncer un effet de cette vanité bourgeoise qui, d'après eux, tiendrait à isoler, dès le premier âge, des enfants du peuple ceux des familles aisées, et, en les préparant dans des conditions spéciales à cet enseignement de classe que serait l'enseignement secondaire, leur réserverait pour plus tard l'accès des hautes études et les rôles dirigeants dans l'État.

L'enseignement secondaire, un enseignement de classe? L'assertion paraît singulière aux maîtres qui, sans parler même de l'élément « boursiers », voient tous les jours, sur les bancs des lycées et des collèges, voisiner et fraterniser, dans une parfaite indifférence pour la diversité des fortunes, enfants de parents riches et de familles modestes, de hauts fonctionnaires et d'humbles employés, de gros industriels et de petits commerçants, jeunes paysans même et fils d'ouvriers, car ceux-là aussi, de temps en temps au moins, sont représentés parmi les élèves payants.

Pas plus que cet enseignement lui-même, les classes élémentaires n'ont été organisées en vue d'assurer à une clientèle restreinte le monopole des meilleures études. Faut-il rappeler qu'il y a un demi-siècle bientôt, quand, pour rendre plus aisé, on y songeait déjà, le passage de l'école primaire à l'enseignement secondaire, on recula, au détriment des études ultérieures, de la huitième à la sixième l'initiation au latin, dans la septième ainsi transformée, on accorda aux jeunes primaires des bourses; que, celles-ci supprimées en 1904, des exonérations, ou gratuités de frais d'études, subsistèrent, et que seules les réclamations de l'enseignement primaire ont arraché à la faiblesse des ministres l'abolition des unes, puis des autres?

La véritable et toujours valable raison de l'existence des classes élémentaires est de l'ordre pédagogique. Quand, par la suppression du latin, ces deux classes furent, en fait, devenues primaires, — et voici près de vingt-cinq ans (1902) que les programmes des écoles primaires leur ont été officiellement étendus, — les enfants qui les fréquentaient, étant évidemment destinés par leurs familles à suivre ensuite l'enseignement

secondaire, il a paru logique et désirable d'adapter à cette destination et l'application des programmes, et l'esprit des maîtres qui les appliquaient.

Cette idée, on la trouve bonne ailleurs. Préparer spécialement à leur rôle les futurs instituteurs des écoles rurales, apporter pour ces écoles, aux programmes, des retouches ou des compléments, est une des préoccupations de l'heure présente. Ailleurs encore, dans des pays d'usines par exemple, on réclame pareille appropriation de l'enseignement primaire, et des enseignants, au milieu. Les futurs élèves de l'enseignement secondaire seraient-ils les seuls à n'y avoir point droit? Lui assurer ce privilège à rebours, n'est-ce pas lui porter une atteinte sérieuse? Et ne serait-ce pas, pour l'enseignement public, une perte sensible que la disparition des professeurs élémentaires? Instituteurs pour la plupart, ils ont travaillé, complété leur culture, perfectionné leurs méthodes, en vue d'un concours dont un distingué fonctionnaire de l'enseignement primaire, qui en est depuis douze ans un des juges, écrivait récemment : « Ce concours est difficile par l'étendue et la variété des matières, par les qualités qu'on exige, par le nombre des concurrents. Il y faut savoir, et savoir enseigner. Des licenciés n'ont pu y réussir... La plupart des candidats sont de vrais maîtres, déjà rompus au métier. » Et, leur comparant les instituteurs, dont il vantait et la conscience, et la féconde influence morale : « Mais, pour l'instruction et l'art d'instruire, ajoutait-il, ils n'égalent pas les professeurs élémentaires. Je le dis pour l'avoir constaté maintes fois, et cette année encore, au brevet supérieur (1). »

Au lieu d'arrêter le recrutement d'un corps de maîtres aussi utile, un ministre avisé ne songerait-il pas plutôt à en faire bénéficier une clientèle plus étendue? Et si la recherche, pour les pousser aux études secondaires et supérieures, des intelligences d'avenir parmi les élèves des écoles primaires, se faisait avec autant de méthode et de zèle par tous les instituteurs que par quelques-uns d'entre eux, ne pourrait-on, par exemple, au moins à Paris et dans quelques grandes villes, grouper ces enfants-là, pour leur dernière année dans ces écoles, en une sorte de section pré-secondaire, sous la direction de maîtres spé-

(1) Émile Kahn, *l'Ère nouvelle*, 4 décembre 1924.

cialement préparés à ce rôle, et rétribués en conséquence (1)? Il est bien temps, à ce moment des études, de ménager entre l'école et le lycée une liaison, une transition. C'est là de l'unité aussi. Les classes élémentaires, écrivait encore l'auteur peu suspect que je viens de citer, « préparent l'esprit aux disciplines secondaires. L'école primaire ne le peut pas. Elle a trop à faire de donner à la masse des élèves le bagage indispensable pour la vie qui les attend. » A cette masse, précisément, une séparation un peu moins tardive de deux groupes d'écoliers de destination différente rendrait sans doute service aussi bien qu'à l'élite.

Quand j'entends les plaintes qui s'élèvent, dans une partie du personnel primaire, contre l'existence des classes élémentaires, je ne puis m'empêcher d'évoquer un souvenir. Peu d'années avant la guerre, un des représentants les plus distingués, et les plus convaincus, qu'ait eus l'enseignement primaire au Conseil supérieur de l'instruction publique, M. Devinat, directeur de l'École normale de la Seine, me demandait de m'associer à lui pour faire rétablir en septième l'étude du latin. L'âge de l'entrée dans cette classe était, à son avis, le bon moment pour faire quitter les études purement primaires aux élèves qui doivent aller plus loin. La mesure serait aussi, disait-il, à l'avantage des autres, à qui l'instituteur désormais, au lieu de partager son effort, le réserverait tout entier, et pourrait adapter plus exclusivement ses leçons. Notre proposition ne fut pas accueillie. Mais les arguments de l'homme d'expérience, d'esprit large et de bon jugement, qui l'avait suggérée, m'empêchent encore de croire les intérêts de l'école primaire elle-même liés au succès de la thèse contraire.

Au sortir des années primaires, l'enfant qui continue ses études vient ou à l'enseignement secondaire, ou aux écoles primaires supérieures, ou à celles de même degré qui relèvent de l'enseignement technique. Dans ces deux derniers groupes d'écoles, qui mènent en peu de temps à la vie active ou se prolongent par d'autres plus spécialement professionnelles, les études, sans négliger une certaine formation de l'esprit, ont sur-

(1) Dès 1903, un socialiste de marque, M. Eugène Fournière, demandait (*Petite République*, 26 janvier 1903) la création dans chaque école primaire (ce qui serait beaucoup), d'une classe spécialement affectée à préparer, après le cours moyen, les meilleurs élèves à entrer dans l'enseignement secondaire.

tout, le plus souvent, un caractère pratique. L'enseignement secondaire sous ses deux formes, classique et moderne, aujourd'hui officiellement vouées à une tâche commune, ajournant tout souci de spécialité et d'application, représente l'éducation de culture, ou, si l'on veut, d'humanités.

Entre ces deux grandes directions, le choix des familles est-il libre? Pas assez, disent quelques personnes. Gratuité d'un côté, de l'autre régime payant, cette alternative risque de détourner des études les plus hautes des esprits faits pour s'y distinguer. Unifions donc ici encore, et mettons la gratuité partout. Je me bornerai à faire remarquer que ce ne serait guère qu'un mot. Études gratuites, c'est fort bien pour qui habite aux environs de l'école et peut y envoyer son fils comme externe. Tout autre, s'il n'a pas une bourse (il en est déjà ainsi, toute gratuite qu'on la dise couramment, pour l'école primaire supérieure), tout autre devra ou acquitter les frais de l'internat annexe, ou payer dans une famille la pension de l'enfant. Les budgets publics ne seront pas, d'ici longtemps, en état de prendre pour tous les élèves, même fortunés, ces dépenses à leur charge. Sous un nom ou sous un autre subsistera donc le régime actuel, la distinction présente entre élèves payants et boursiers.

Pour l'enseignement secondaire, comment les uns et les autres seront-ils recrutés? Au concours tous, et par le même concours? La solution a ses partisans. Elle néglige un fait capital, la constitution de notre société, que ne changera pas un règlement scolaire, et avec laquelle il doit s'harmoniser. Nul ne songe, je pense, à appeler aujourd'hui vers ces longues études et vers les formes de vie qui en sont la suite naturelle, les enfants de toute origine en état de les suivre honnêtement, c'est-à-dire la moitié au moins des jeunes Français, et peut-être plus. On ne saurait d'autre part, à moins de renoncer au prestige, à l'influence que donnent à ce pays la diffusion d'une certaine culture et l'existence autour de l'élite d'un public étendu à même de la comprendre, écarter de l'éducation qu'elle reçoit, s'ils sont capables et désireux d'en tirer un certain profit, les enfants, même assez inférieurs à cette élite, qu'y amènent des familles cultivées elles-mêmes ou aisées.

Laissons donc là l'idée du concours. Disons que, parmi les élèves payants, l'Université, sans doute après essai, — des

mesures viennent d'être prises en ce sens, — saura éliminer des lycées et collèges ceux dont la présence dans les classes ne ferait qu'entraver l'enseignement, et qu'elle y gardera les autres. Par les bourses, en même temps, elle cherchera, comme elle cherche déjà, — et mieux si on lui en donne les moyens, — à y attirer tous les enfants qui, dans les milieux les plus modestes, semblent avoir en eux le germe de qualités d'esprit distinguées.

A propos de ces bourses aussi, une question d'unification s'est posée. Jusqu'ici, trois examens distincts donnaient accès à celles de début pour les trois enseignements secondaire, primaire supérieur et technique. Une réforme préparée dès 1923, et qui vient d'être mise en application, remplace, pour les deux premières années d'études, ces trois examens par un seul.

Pour les deux premières années! Ainsi on semble encourager les tendances qu'ont trop d'instituteurs à retarder tant qu'ils peuvent le passage de leurs bons élèves dans les établissements secondaires. Ainsi encore, chose paradoxale, en faisant choisir les boursiers de cinquième sur les mêmes épreuves exactement que ceux de la seconde année primaire supérieure ou technique, on s'interdit de vérifier s'ils savent, en fait de latin ou de langues vivantes, ce qu'il leur en faudra pour suivre la classe où ils vont entrer. On semble, en un mot, déclarer non avenu tout l'enseignement de la sixième, — qui sait? certains y pensent peut-être, — en préparer la suppression.

Ne s'agit-il que de la première série, il est fort à craindre que les avantages, peu saisissables, de cette réforme, restent bien au-dessous des inconvénients. En supposant même, ce qui ne sera pas toujours aisé, qu'on résolve heureusement les questions d'égale représentation, de hiérarchie, qui se poseront dans les jurys entre leurs membres des trois enseignements, l'unité sera-t-elle facilement réalisable dans la direction de l'examen, le choix des questions, l'appréciation des candidats? L'accord surtout se fera-t-il sans froissements pour le partage des meilleurs, entre des juges dont les habitudes d'esprit, les préoccupations pédagogiques différentes ne seront pas toujours compensées par un bon vouloir réciproque? C'est chose bien connue que, s'adressant en fait presque à la même clientèle, l'école primaire supé-

rieure et l'école technique sont souvent en vive concurrence et que, dans l'esprit d'une partie du personnel primaire, l'enseignement secondaire n'est qu'un rival, qu'il faut abaisser. A en juger par le nombre des plaintes qu'a suscitées sa première session, l'examen commun, pour toutes ces raisons, a fait de bien mauvais débuts.

II

Les théories sur l'École Unique ne se bornent pas à ce qui concerne l'enseignement primaire et le passage de ses élèves dans les écoles du second degré. Elles constituent aussi une tentative pour simplifier et coordonner, pour organiser plus logiquement, ou plus économiquement, l'enseignement tout entier. C'est le cas notamment des trois systèmes en ce sens les plus complets et sans doute les plus étudiés, celui des « Compagnons de l'Université nouvelle » (1), celui qu'a résumé un article de la semi-officielle *Revue pédagogique* (2), celui enfin de la commission spéciale qui a récemment travaillé au ministère de l'Instruction publique.

L'enseignement, en France, pendant une partie du siècle dernier, est resté construit sur un plan très simple : Études primaires à la base, dont se contentaient, — si même ils ne s'en passaient pas, — le plus grand nombre des enfants; pour une faible minorité, études secondaires, de culture générale et classique, leur faisant suite, et, par deux baccalauréats et quelques concours d'entrée, menant une partie de ceux qui les avaient suivies aux études supérieures plus spéciales des Facultés et des grandes Écoles.

Cette simplicité ne dura pas. En même temps qu'au sommet les grandes Écoles se multipliaient, que, dans les Facultés même, l'enseignement se subdivisait et prenait souvent un caractère avant tout technique et professionnel, l'insuffisance de l'école primaire pour assurer la préparation, technique aussi, d'une partie de sa clientèle, faisait naître au-dessus d'elle l'enseignement primaire supérieur. Ainsi l'enseignement secondaire,

(1) Un livre, *l'Université nouvelle*, et un périodique, *la Solidarité*, renseigneront sur les idées de ce groupe.

(2) Numéro de février 1922. André Duval, *Esquisse d'une réforme générale de notre enseignement national.*

pour répondre à des besoins qu'il ne lui appartenait évidemment pas de satisfaire, voyait, à côté de ses premières classes, se multiplier des écoles qui, normalement en trois ans, tout en développant un peu la culture des jeunes primaires, se proposaient avant tout de les préparer directement aux emplois moyens de la vie rurale, de l'atelier, de l'usine, de la maison de commerce, des bureaux publics et privés. A côté d'une section centrale, dite d'enseignement général, mais où dominait ce souci pratique, elles ouvraient aussi des sections particulières de préparation agricole, commerciale, industrielle. A leur clientèle du reste, comme à celle des écoles dites « pratiques » qui, depuis un certain nombre d'années, avec des préoccupations techniques plus accentuées encore, sont venues les doubler dans leur rôle, la création, en nombre sans cesse croissant, d'écoles professionnelles de degré moyen et de nombreuses écoles normales d'instituteurs a peu à peu, à côté de l'accession directe à une foule d'emplois, assuré des débouchés multiples.

Le plan primitif s'est donc compliqué. La situation, théoriquement, reste encore normale. A des besoins sociaux différents correspondent des enseignements différents d'objet et de tendance dominante. Que les maîtres de chacun d'eux, et avec eux l'opinion publique, gardent une nette conscience de son objet et de son rôle propre; que les programmes, les méthodes, les examens y soient, pour chacun, exactement adaptés; qu'une sélection judicieuse, au début, dirige vers chaque genre d'études les enfants qu'y prédestinent, soit leurs dons naturels seuls, soit, dans une certaine mesure, le degré de culture et la situation de leurs parents; qu'enfin, en cas d'aptitudes tardivement révélées, il soit possible aux intéressés, avec un peu d'énergie, de se remettre dans leur vraie voie (1), — une organisation de ce genre doit, semble-t-il, donner satisfaction.

Mais des causes de trouble sont à l'œuvre : affaiblissement, trop fréquent, du sens de la culture générale; compréhension moins nette de sa nécessité, non seulement pour les lettres et les arts, mais pour le progrès scientifique et technique, pour la direction des entreprises de tout ordre, pour la vie sociale tout

(1) C'est ce que permet, jusqu'ici, le libéralisme de la loi française, qui, à la différence de certaines législations étrangères, n'impose pour l'accession au baccalauréat, ni limite d'âge, ni condition quelconque de scolarité préalable, même primaire.

entière; incapacité, par suite, tout en admettant l'importance croissante de la spécialisation, de ne la mettre qu'à sa vraie place, et de ne lui faire que sa part; imparfaite sélection, au début des études, des jeunes gens aptes à recevoir l'instruction la plus haute, et malaise qui en résulte pour un certain nombre d'entre eux; enfin esprit trop répandu de rivalité et de confusion, qui se prend ou se fait prendre pour l'amour de la justice et de l'égalité.

Alors, dans ces études secondaires où bientôt, en 1902, on morcellera en sections les humanités classiques elles-mêmes, à côté d'elles, sous le nom d'enseignement spécial ou moderne, on organise, — avec des maîtres secondaires, il est vrai, — une sorte d'école primaire supérieure allongée; puis à la fois, on prétend lui faire jouer en mieux le rôle utilitaire dévolu à son prototype, et on réclame pour son cours d'études, au titre d'enseignement de culture, — ne lui a-t-on pas donné un baccalauréat ? — le droit de conduire, comme le classique, aux grades plus élevés.

Du côté primaire, une jalousie, une hostilité d'abord sourde se développe contre l'enseignement secondaire. Si, parmi les instituteurs, il trouve et n'a cessé de trouver des auxiliaires dévoués, d'autres, la grande enquête de 1898 l'a officiellement constaté, négligent ou entravent son recrutement, auquel ils devraient aider (1).

Même esprit, ou plus décidé, au-dessus de l'école élémentaire. Là, volontiers, je l'ai indiqué plus haut, l'enseignement secondaire est tenu pour un rival. On rêve de le doubler ou de le remplacer dans son rôle. Au baccalauréat moderne, l'école primaire supérieure, çà et là, se met à préparer. Surtout, une propagande commence pour qu'aux titres primaires s'attachent les mêmes droits qu'aux grades. « Dans nos écoles, à tous les degrés, écrivait hier encore (2) un inspecteur primaire, M. Lomont, représentant de ses collègues au Conseil supérieur de l'Instruction publique, la culture que nous recevons,

(1) Une note officieuse récente indique que, de 1923 à 1924, le nombre des candidats aux bourses venant des écoles primaires, qui baissait d'année en année, a brusquement doublé. La fusion des concours, dont j'ai parlé plus haut, n'en serait-elle pas la principale cause ? Souhaitons qu'à côté de l'enrichissement des campagnes, de la hausse des salaires ouvriers, des aspirations nouvelles qui en résultent une part sérieuse revienne, dans ce fait, à l'intervention des instituteurs.

(2) *L'Information scolaire*, octobre 1924.

à base de français, de sciences et de langues vivantes, correspond à peu près aux humanités modernes. Ainsi le fossé infranchissable qu'on voulait creuser entre les secondaires et nous va se trouver comblé, et nous pouvons poursuivre l'assimilation de plus en plus complète entre les titres que nous possédons et ceux des secondaires, brevet supérieur et baccalauréat, professorats divers et licences... » Comme les professeurs de l'enseignement secondaire tâchent de s'opposer à cette confusion, une partie du personnel primaire entre en guerre ouverte contre les lycées et collèges. Les passions politiques s'en mêlent. On les utilise adroitement contre ces écoles « bourgeoises », ces « citadelles du privilège de classe ».

Et ces campagnes, peu à peu, rapprochent du résultat cherché. Que l'enseignement des Facultés soit en grande partie accessible à qui veut le suivre pour se cultiver, sans qu'on lui demande de diplômes; qu'on puisse, dans les « instituts » de toute sorte qu'elles fondent, travailler sans baccalauréat; qu'elles poussent la complaisance jusqu'à ouvrir aux non-bacheliers les certificats même d'études supérieures, cela ne suffit pas; au contraire, c'est un excitant à demander davantage. Et qui demande d'un certain ton, avec certains appuis, a chance d'obtenir. Si les Facultés de médecine, énergiques, réussissent à se défendre, c'est par mesures non individuelles, mais générales et réglementaires, que se multiplient, pour les élèves d'écoles professionnelles diverses, pour les candidats heureux à maints petits concours, les dispenses de baccalauréat en vue des licences de sciences et de droit.

Les certifiés, après trois ans de cours, des écoles primaires supérieures, si, en un an de plus d'études toutes spéciales, ils obtiennent le certificat P.C.N., peuvent se passer d'être bacheliers. Depuis 1923, un breveté supérieur reçu avec la note 12, c'est-à-dire passable, n'a plus besoin du vieux parchemin pour devenir licencié en droit. Pierre à pierre, la « citadelle » s'effrite. Et quand un dernier effort l'aura livrée tout entière, quand brevet supérieur, pour tous, équivaudra à baccalauréat, bien naïf qui se donnera encore la peine de rechercher un titre suranné! Pour arriver aux quelques situations réservées la veille à d'anciens bacheliers, pour rechercher un de ces grades supérieurs dont le niveau, automatiquement, baisse avec celui de la préparation, pourquoi suivre sept ans et plus

un cours d'études qui a ses difficultés? Trois ans d'école primaire supérieure pour arriver au certificat, un an ou deux de plus pour obtenir le brevet, et l'on est au même point. L'École Unique, dans ces conditions, sera vite réalisée : ce sera l'école primaire (1).

Semblera-t-il peut-être, à ceux qui ne suivent pas les faits de cet ordre de très près, que c'est là prendre bien au tragique l'accession à quelques examens supérieurs d'un petit nombre de jeunes gens que ne semblaient pas, il est vrai, diriger en ce sens leurs études premières, mais qui, somme toute, sont gens de mérite, si à ces examens ils ont réussi comme d'autres? Leur mérite ne fait pas question. On peut cependant se rappeler qu'en des temps peu éloignés encore, après les mêmes études, des hommes intelligents aussi, par un effort courageux, se donnaient d'abord la culture qui leur avait manqué, se soumettaient, sans demander dispenses ni équivalences, aux conditions communes, et que plus d'un parmi eux est ainsi arrivé haut dans la science, l'Université, ou ailleurs. Pour avoir si vaillamment tendu leur volonté, pour avoir complété leur formation initiale, avaient-ils, ces hommes-là, perdu ou gagné en valeur générale dans leurs travaux, leurs leçons, leur action? — N'oublions pas non plus que de ce qui est peut-être une façon assez rare encore d'accéder aux grades supérieurs, on demande à faire un système normal, qui par une durée moins longue, des programmes moins chargés, risque d'attirer bien des familles que le résultat seul, trop souvent, préoccupe.

Quel grand mal y a-t-il donc, objectera-t-on encore, à ce que l'étudiant qui a reçu une préparation spéciale suffisante poursuive dans sa spécialité des études complètes, obtienne les titres

(1) C'est à un inspecteur de l'enseignement primaire que j'emprunte ces lignes : « Si le brevet supérieur est assimilé au baccalauréat pour l'accession à l'enseignement supérieur, c'est mal connaître la nature humaine, et spécialement la nature des écoliers, que de s'imaginer qu'ils ne suivront pas la ligne du moindre effort.... Si on laisse s'établir par l'école primaire supérieure le passage de l'école élémentaire à la Faculté, ce sont toutes les classes des lycées et collèges, aussi bien les classes d'enseignement moderne que les classes d'humanités, qui se dessécheront et péricliteront. Pour nous, qui ne rêvons pas le nivellement par en bas, mais qui, au contraire, souhaitons de voir le peuple goûter aux humanités, comme il arrivera lorsque seront élevés sous leur discipline les maîtres de ces enfants, nous ne prenons pas notre parti de cette diminution progressive de l'enseignement secondaire, et surtout de ses classes d'humanités. » P. Dupreuil, *Revue de l'École*, 15 février 1925.

qui les sanctionnent, et les emplois auxquels donnent droit ces titres? A quoi bon exiger de lui une préparation première qui n'a, dans son ensemble, avec ces études, aucun rapport direct? — Mais y a-t-il, à un certain degré du savoir et de la pratique, autre chose que des spécialités? Et chez qui importe-t-il tout d'abord, et à la science et à la société, que se maintienne à un niveau élevé l'éducation générale, sinon chez ceux précisément à qui leur excellence en quelqu'une de ces spécialités assure dans la vie sociale, dans le travail scientifique, dans l'enseignement, un rôle dirigeant?

Ce que nous défendons contre des mesures qui abaissent son niveau, c'est cette éducation d'où résultent à la fois un accroissement de force et un affinement intellectuel et moral; c'est cette culture générale, au sens vrai et profond du mot, qui, avec la claire conscience des questions essentielles qui se posent à l'homme et au citoyen, développe aussi tout ensemble, chez qui la reçoit, l'intuition vive des réalités psychologiques et sociales, l'aptitude à la pensée abstraite, l'intérêt intelligent pour toutes les formes de la vie; qui lui donne l'habitude de remonter toujours du fait, de la notion, à l'idée, le besoin des vues d'ensemble comme le sentiment délicat des nuances, un jugement critique toujours en éveil, prompt à saisir les mille aspects et relations des choses. De ces qualités, et d'autres qui leur tiennent de près, la science elle-même peut-elle se passer, chez ceux qui doivent, à son service, être autre chose que des manœuvres? Et n'est-ce pas pour un peuple une nécessité que de posséder, pour toutes les grandes tâches, des élites nombreuses d'hommes ainsi formés, dont l'esprit, éveillé sur tous les intérêts de leur pays et de leur temps, initié aux leçons du passé, ouvert aux exemples du dehors, puisse pénétrer de pensée réfléchie la vie nationale tout entière?

L'enseignement auquel revient la mission de préparer chez l'enfant et l'adolescent, autant qu'ils s'y prêtent, de tels hommes, c'est l'enseignement secondaire. Lui seul a, d'un bout à l'autre de ses classes, pour objet essentiel de former la pensée, d'apprendre à ses élèves sur quoi et comment elle travaille. De sa section moderne comme de l'autre, abandonnant la conception hybride de 1891 et de 1902, on s'attache aujourd'hui à faire un enseignement d'humanités.

L'école primaire supérieure a été créée en vue d'un rôle

tout autre, et non moins essentiel. Enseigner des notions utiles, faire appliquer le savoir acquis, développer les capacités pratiques diverses que ses élèves, en la quittant, ou emploieront directement dans la vie ou perfectionneront dans des écoles professionnelles, telle est sa préoccupation propre. Donner aux enfants un jugement sain et le goût de s'instruire est à coup sûr une partie de sa tâche; mais le cercle dans lequel elle exerce leur pensée est étroit, et c'est moins un travail actif qu'elle lui demande qu'un effort constant d'assimilation. Passant de là, à quinze ans, à l'école normale, ce n'est encore pas tant un enseignement de culture qu'une formation professionnelle qu'y reçoit le futur instituteur. Une partie de son temps est bien consacrée au développement de son éducation générale, mais les épreuves à subir, en seconde année, pour l'obtention du brevet supérieur portent sur un tel nombre de matières diverses que la préparation, dans son ensemble, est nécessairement bien superficielle, comme l'est aussi presque forcément l'enseignement de professeurs trop peu spécialisés; et en troisième année, sinon plus tôt, le travail de l'école annexe ou de l'école d'application, l'approche de l'examen de fin d'études normales, font du retour en toute matière aux notions les plus élémentaires, de l'étude des procédés pédagogiques que le normalien devenu instituteur appliquera demain, l'objet le plus habituel de sa réflexion et de son effort. Ceux même d'entre ces jeunes gens qui, aspirant à mieux, se préparent ensuite aux professorats de l'école primaire supérieure et de l'école normale, reçoivent sans doute désormais un enseignement plus relevé, plus nettement orienté vers la culture de l'esprit. Mais ils y ont été bien tard et bien peu préparés, et le caractère encyclopédique des concours en vue desquels ils travaillent les oblige encore trop souvent, — un jeune professeur d'école normale l'écrivait naguère au groupe des Compagnons, — à faire ce travail en surface plutôt qu'en profondeur.

Rien ne serait donc moins justifié que de tenir les deux cultures primaire et secondaire pour équivalentes, et de rendre identiques leurs sanctions. Si l'on y est presque arrivé en fait, ç'a été du reste, en partie au moins, sans le vouloir, sans mesurer la portée de faiblesses successives, de concessions faites, au jour le jour, à des intérêts particuliers ou à des vanités, de tentatives empiriques pour corriger quelque injustice

entrevue sans prendre la peine d'en chercher et d'en supprimer la vraie cause.

***

Du désordre ainsi créé, il est temps de sortir en considérant dans son ensemble le problème complexe dont je viens de montrer quelques aspects, et de chercher une vraie solution.

Quelques tendances, dans celles qu'on propose, peuvent paraître inquiétantes.

Les Compagnons, non sans un peu, je crois, d'illusion sentimentale, attachent une grande importance tant au sens symbolique de la réunion, au début, sur les mêmes bancs, d'écoliers de toute origine, qu'aux souvenirs de camaraderie enfantine que ceux-ci, pensent-ils, en garderaient à travers la vie. Sous l'empire de ces préoccupations, cette école de base qu'ils veulent commune à tous jusqu'à son terme, ils la prolongent à peu près jusqu'à l'âge où les élèves des lycées, aujourd'hui, sortent au moins de quatrième. Ils donnent par là à cette première école, dominée naturellement par les besoins de l'immense majorité de ses élèves, l'influence décisive sur la création des habitudes de pensée, sur la formation des esprits. A l'enseignement d'humanités, qui procède par imprégnation lente, ils retirent, quoique sachant son prix, son moyen d'action essentiel. Aux études classiques en particulier, ils imposent, par cet ajournement, des difficultés d'initiation accrues, un développement mutilé, et les réduisent, en somme, au rôle de spécialité.

Le plan très nettement exposé dans la *Revue pédagogique*, celui, plus flottant, qui ressort des travaux de la commission ministérielle, inspirés surtout, semble-t-il, le premier par des préoccupations administratives et un esprit un peu abstrait de simplification et de symétrie, le second par la conception chimérique, je crois, et purement verbale, d'une équivalence de culture réalisée, pour tous les publics scolaires, par toutes les formes d'enseignement, aboutissent en fait à des réformes très analogues.

Sur la base d'une école élémentaire commune, à partir de onze à douze ans, s'élèveraient encore, en apparence du

moins, deux enseignements, primaire supérieur (1) et secondaire, de même durée à peu près, distingués par les destinations différentes de la masse de leur clientèle. Mais un rapprochement intime arriverait presque à les confondre. Comme le primaire supérieur et au même moment, le secondaire se diviserait en deux cycles. Ces deux cycles, d'après un des projets, pourraient, d'un côté comme de l'autre, être placés dans des établissements distincts. Mais, pour chaque cycle, les deux enseignements seraient de préférence logés sous le même toit. Entre l'un et l'autre, entre leurs diverses sections, on ménagerait le plus possible d'enseignements communs, réglés par les mêmes programmes, confiés aux mêmes maîtres, donnés à la fois aux élèves de toute catégorie groupés dans les mêmes classes. Ces enseignements ainsi donnés en commun seraient ainsi, manifestement, le centre et l'âme des études; les autres ne se présenteraient plus que sous l'aspect de spécialités pures.

Sans doute, au point de vue financier, on arriverait ainsi à réaliser quelques économies. En réduisant le nombre des professeurs, on parerait à certaines difficultés de recrutement. Le nombre des bureaux du ministère pourrait aussi être diminué. Quand il s'agit d'organiser l'éducation nationale, ces questions-là passent au second plan. En se plaçant au seul point de vue qui importe, resterait-il un enseignement classique là où, — au lieu de faire chaque année, étroitement conjuguées sous la direction d'un même professeur avec l'étude des lettres françaises, le centre même du travail scolaire, — les langues anciennes, reléguées dans un coin, ne seraient plus que cette chose accessoire, une matière à option? Langues anciennes même mises à part, pourrait-on parler d'humanités, là où le souci humaniste, semble-t-il, n'aurait pas toujours présidé à la formation des maîtres, là où les élèves les plus nombreux sans doute ne viendraient pas chercher ce genre de culture? Car l'esprit d'un enseignement, presque autant que de celui des maîtres, dépend des dispositions qu'apportent les élèves à le

(1) Je ne mentionne plus, dans ce qui suit, l'école technique, parallèle et presque similaire à l'école primaire supérieure, et qui se trouve, par suite, enveloppée dans le même raisonnement. Ce n'est pas d'ailleurs, que je sache, de son côté ni de celui de son personnel que viennent d'ordinaire les tentatives pour confondre les rôles.

suivre, et de l'avenir auquel ils lui demandent de les préparer. Les mêmes matières, fût-ce sur les mêmes programmes, ne s'enseignent pas de même à des enfants qui n'apportent pas à leur étude la même préparation, qui n'en attendent pas les mêmes résultats. Parfaite homogénéité de l'auditoire, coordination étroite des études diverses, continuité rigoureuse d'une action prolongée de l'école sur l'esprit, puisqu'on parle d'unité; celle qui tient à ces conditions est de toutes la plus importante, car d'elle dépend, pour une bonne part, l'efficacité de l'enseignement.

Que conclure, sinon que la solution qui s'impose, c'est de reprendre nettement conscience du rôle distinct des deux cours d'études, primaire supérieur d'une part, avec ses prolongements, s'il y a lieu, secondaire de l'autre, avec son unité; c'est d'accentuer en chacun d'eux les caractères qui l'approprient à sa destination vraie; c'est de rétablir franchement l'exigence d'une garantie de culture secondaire pour l'accès à toute licence et à tout doctorat. Mais c'est aussi de prendre des mesures pour que se fasse avec plus de scrupule, entre l'un et l'autre enseignement, la répartition initiale des élèves selon la nature de leurs aptitudes, la recherche ensuite des erreurs d'aiguillage, et, s'il s'en est produit, leur prompte réparation.

***

Je viens de parler d'erreurs de direction. Il y en a, je crois, de deux sortes : celles dont souffrent quelques élèves, celles, plus générales, dont, au temps de leur formation, les maîtres eux-mêmes ont été en grand nombre victimes.

Les premières sont celles qui résultent du fâcheux état d'esprit, individuel ou corporatif, auquel j'ai déjà fait allusion. Instituteurs qui s'inquiètent peu ou qui refusent de pousser vers les lycées et collèges les plus distingués de leurs élèves, qui agissent même pour les en détourner, maîtres primaires supérieurs qui en font autant dans les années suivantes, sont directement responsables de ces erreurs-là et de leurs conséquences.

Mais peut-être leur état d'esprit s'explique-t-il dans une certaine mesure. Peut-être ne faut-il pas, sous le mauvais vouloir si fréquent dans ce personnel vis-à-vis de l'enseignement secon-

daire, supposer uniquement comme mobiles des sentiments médiocres.

Cet autre enseignement, après tout, l'instituteur, souvent, le connaît peu. A moins de lui avoir confié ses enfants, il n'a jamais pris contact avec lui. Il sait bien sa place dans une hiérarchie, ses privilèges réglementaires, ou ce qui lui apparaît comme tel; de ce qui les justifie, du rôle intellectuel et social de cet ordre d'études, de leur différence de nature avec celles qu'il a faites lui-même, où a-t-il pu prendre une idée précise? Faut-il s'étonner si ses préférences vont à l'école primaire supérieure, si proche de lui sous tous les rapports, s'il lui réserve sa collaboration active, s'il tient surtout à la bien recruter, comme ses chefs immédiats, des primaires aussi, ne cessent de le lui recommander, si, dans ses prévisions d'avenir, il destine souvent les meilleurs de ses bons élèves à l'école normale où il a achevé ses études, ou, à travers elle, à la carrière plus brillante de ceux qui y étaient ses maîtres?

Plus haut que le simple instituteur, des causes analogues sont encore à l'œuvre. Des primaires formés par des primaires s'intéressent surtout, d'eux-mêmes, à l'enseignement auquel ils appartiennent. Munis d'une culture qui, avec une certaine étroitesse d'horizon, et un tour d'esprit volontiers dogmatique, les a souvent laissés peu conscients de leurs limitations, habitués dès l'enfance à primer parmi leurs camarades, quand ils se comparent à d'autres qu'ils sont peu à même de juger, s'ils les voient différents d'eux, ils les croient malaisément supérieurs. Tout avantage dont jouissent ces voisins prend à leurs yeux figure de privilège. S'ils ont de plus en eux, ce qui arrive, le sentiment d'aptitudes inutilisées, le besoin instinctif d'une vie intellectuelle plus complète et plus haute, l'impatience peut les prendre devant les retards que des règlements leur imposent, devant des exigences dont la raison profonde leur échappe.

Instituteurs et professeurs primaires ont été, à leur heure, choisis dans leur milieu comme étant une élite. On ne leur a pas donné l'éducation qu'une élite peut et doit recevoir. C'est bien là une erreur de direction encore, et de celle-là, comme des autres, résulte une injustice.

La faute, cette fois, a été commise quand on a, il y a un demi-siècle, réorganisé l'enseignement primaire. N'ayant alors à s'occuper que de lui, on l'a conçu se suffisant à lui-même

L'enseignement secondaire recrute parmi ses élèves ses futurs maîtres, mais il demande à l'enseignement supérieur de les préparer à leur tâche. L'enseignement supérieur y prépare lui-même les siens, mais c'est du secondaire qu'ils ont reçu leur éducation générale. Bien souvent, ce sont les maîtres du premier qui deviennent ceux du second ; l'inverse même se voit de loin en loin. L'enseignement primaire, tel qu'on l'a constitué, forme à lui seul ses maîtres du début au terme de leurs études ; et l'on ne semble pas, jusqu'à ces derniers temps, avoir songé que quelques-uns pourraient être tentés d'en sortir. Il est vraiment en cela un monde à part, une Université dans l'Université. Plein de vie et d'ardeur, est-il bien surprenant qu'il rêve quelquefois d'être à lui seul l'Université tout entière ?

Rétablir, tout en élevant d'une certaine façon son niveau, des rapports normaux entre lui et les autres parties de ce grand organisme, ne serait-ce pas le vrai remède au malaise qui les trouble toutes aujourd'hui ?

Ce résultat pourrait être atteint par des mesures du genre de celles-ci.

L'école primaire supérieure, continuée le plus tôt possible par les hautes classes du secondaire moderne, cet enseignement aussi, ou le classique, suivis dès le début, pourraient jusqu'à seize ans, — l'âge de la première partie du baccalauréat, — former, en règle générale, le futur instituteur. L'école normale, dont le maintien, ensuite, pour l'éducation professionnelle, s'impose, combinerait, pendant deux ans ou trois, — deux, en ce cas, suffiraient peut-être, — avec le travail spécial que cette éducation comporte, un complément d'études générales analogues à celles de la philosophie. Mêlés ainsi, pendant leur vie scolaire, à tous les enfants qui occuperont plus tard des situations de même niveau que la leur ou plus hautes, les instituteurs auraient reçu la même éducation générale. Leur enseignement même le plus élémentaire en bénéficierait à coup sûr. Parmi leurs élèves, ils discerneraient et prépareraient mieux, ils désigneraient plus volontiers, les plus faits pour recevoir à leur tour cette même culture. Ils seraient plus à même aussi de garder, à côté de leur classe, une vie intellectuelle active, de continuer à se cultiver, d'être par suite, dans leur milieu, des agents éclairés du progrès.

Les professeurs d'école primaire supérieure, ou d'école nor-

male, recrutés sans doute en partie parmi les meilleurs normaliens, seraient, comme ceux des lycées et collèges, tous formés dans les Facultés, et ne feraient qu'un corps avec ceux de l'enseignement secondaire. Pour enseigner à l'école primaire, ils devraient avoir une licence, et un certificat professionnel d'aptitude ; pour l'école normale, être agrégés, comme les professeurs titulaires des lycées. Quelques formes nouvelles de licence et d'agrégation devraient sans doute être instituées pour répondre à des besoins nouveaux. Elles seraient, bien entendu, comme exigences de savoir et de culture, mises rigoureusement au niveau des anciennes.

Ainsi les divers enseignements garderaient leurs rôles bien définis ; des contacts étroits seraient établis entre eux ; les passages de l'un à l'autre se feraient aux moments voulus ; toute supériorité en germe serait dépistée et mise en valeur ; d'un bout à l'autre des études enfin, l'unité de formation des maîtres assurerait entre eux, et dans ce qu'ils donneraient ici ou là d'éducation générale, l'unité d'esprit.

* * *

Au total, la plupart des réformes, de détail ou d'ensemble, préconisées de divers côtés sous ce même titre, École Unique, sont de nature, j'ai tâché de le montrer, en confondant les rôles des divers enseignements, à abaisser dans l'élite française le niveau de l'éducation générale, à compromettre dans son recrutement, son fonctionnement, son existence même, l'enseignement qui a pour rôle essentiel de former l'esprit de cette élite.

Elles exposeraient à un autre danger. L'enseignement privé, selon toute apparence, se garderait bien, si elles se réalisaient, d'imiter l'État dans ses fautes. Le déplacement de clientèle qui en résulterait sans doute à son profit réveillerait, si faible fût-il, les ardeurs des partisans tenaces du monopole, et de nouvelles semences de discorde seraient ainsi jetées dans le pays.

Seule, une de ces réformes, celle qui, par des moyens dont je viens de donner une idée, unifierait, pour tous les enseignements, la formation des maîtres, ferait disparaître l'état d'esprit qui pousse à réclamer la plupart des autres ; elle relèverait

la valeur des études à tous les degrés, remettrait dans les institutions plus de logique et d'harmonie, et corrigerait, autant qu'il est humainement possible, ce que leur fonctionnement actuel entraîne parfois d'injustices.

Le principe en a été déjà suggéré plus d'une fois. Des rapporteurs même du budget y ont montré une source d'économies. Pour des raisons d'un tout autre ordre, des pédagogues l'ont recommandée. Le ministre actuel de l'Instruction publique en a signalé l'importance à la commission qu'il faisait travailler. L'idée, sous une forme un peu incomplète, en a été admise par elle. Sous d'autres formes, incomplètes aussi, elle a sa place dans le système de la *Revue pédagogique*, dans celui des Compagnons. Familière depuis longtemps à beaucoup de professeurs des lycées, cette conception a été adoptée par leur Fédération. En ce qui concerne particulièrement la formation des instituteurs, elle a trouvé, hors de l'Université, bon accueil dans des milieux très divers. M. Bracke l'a développée dans des réunions socialistes. Le Conseil général de Maine-et-Loire, dans sa dernière session, sur la proposition de M. de Dampierre, en faisait l'objet d'un vœu fortement motivé.

Pareille réforme, touchant au recrutement d'un aussi nombreux personnel, exigerait, dans la partie tout au moins qui concerne les instituteurs, une période transitoire assez longue, et des mesures préparatoires de tout ordre. Il y faudra, si on en adopte l'idée, de la décision et de la persévérance. Mais la mise en train, sur certains points, pourrait commencer dès maintenant. Entre toutes les réformes précises qui se couvrent de ces grands mots vagues, École Unique, c'est, avec une extension sérieuse et bien réglée du système des bourses, la seule dont on puisse, je crois, s'accorder à souhaiter le succès.

HENRI BERNÈS.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE
SOUS NAPOLÉON
DU COURONNEMENT JUSQU'A TILSIT

II[1]

L'ADMINISTRATION IMPÉRIALE

NAPOLÉON ADMINISTRATEUR

Le premier et, l'on pourrait dire, le seul administrateur de l'Empire, c'est Napoléon. Un de ses ministres qui fut un commis parfait, Mollien, dit : « Du milieu de son camp et dans le moment des opérations militaires, il voulait non seulement gouverner, mais administrer seul la France, et il y parvenait. »

Au chef militaire, la nation apparaissait, en somme, comme une sorte de prolongation de l'armée. Sur cette conception d'unification « à la soldade », selon le mot de Brantôme, nous avons un document d'une insigne valeur, c'est « l'Ordre du service pendant l'absence de l'Empereur », au moment où il va prendre le commandement de ses troupes pour la campagne d'Ulm-Austerlitz, ordre daté du 23 septembre 1805 (2). Ce document résume tout l'esprit de l'administration napoléonienne, avec son absolutisme, sa rigidité, ses précautions jalouses, son effort laborieux, et sa vigilance méfiante contre tous les empiétements.

Deux autorités sont désignées pour exercer une sorte de direction, l'une civile, celle de l'Archichancelier, l'autre

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.
(2) *Corr.*, XI, 244.

militaire, celle du Connétable, qui commandera, « sous les ordres de l'Empereur », les troupes disponibles et la garde nationale. Ceci dit, tous les ministres correspondront directement avec l'Empereur pour les affaires de leur département : « Nous entendons, en général, que toutes les affaires qui, dans l'ordre ordinaire du gouvernement et de l'administration, ont besoin de notre signature, continuent à nous être présentées à cet effet. » Pas de conseil des ministres. En cas d'urgence, des réunions exceptionnelles pour chaque cas particulier. Y seront convoqués seulement les ministres « dont le concours est nécessaire ». Les ministres qui accompagnent l'Empereur aux armées, comme le ministre de la Guerre, gardent, même au loin, la direction de leur département. « Toutes les lettres nous seront adressées directement... »

Avec des ministres et des administrateurs ainsi tenus en bride ou, pour mieux dire, enchaînés, obligés de rendre compte du moindre détail à un chef exigeant, soupçonneux, accablé de travail, toujours en mouvemeut à la tête de ses armées et s'éloignant à des distances croissantes de cinq, dix journées, on comprend que la guerre fût une sorte de suspens pour les affaires civiles : or, l'état de guerre est, sous l'Empire, à peu près l'état permanent.

Le système, qui va s'alourdissant peu à peu avec la volonté impériale de plus en plus encombrée, prépare, pour la fin, une sorte de demi-paralysie des ressorts sociaux en cas de crise intérieure, comme on le vit lors de l'affaire Malet, mais surtout en cas de catastrophe nationale, comme celle de 1814-1815. Pour la première fois dans l'histoire, la France vaincue se résignera à la défaite, parce que Paris a succombé.

Les épaules de Napoléon sont assez fortes, certes, pour cette charge surhumaine ; il a ajouté allégrement au fardeau de la guerre tout ce qui se présentait à lui des affaires civiles. Il les ramassait à la brassée. Cependant, quoiqu'il eût des intuitions de tout, certaines lumières lui échappent et il est obligé de s'éclairer : ces dossiers nouveaux qu'on lui présente, il ne les saisit pas d'une prise aussi aisée et aussi naturelle que les rapports d'état-major. Les feuilletant, les compulsant, les annotant, les revisant, les torturant, les déchiquetant, il n'en tire pas des résolutions aussi spontanées et aussi sûres. La lutte entre l'insuffisante information et le violent besoin d'action immé-

diate le gêne, l'irrite et lui fait perdre pied parfois. Le chef militaire étant tenu pour infaillible, le chef civil prétend l'être également ; mais l'ordre civil diffère de l'ordre militaire ; les choses n'y vont pas d'une allure aussi nette, aussi décidée.

Les résultats de cette application inouïe d'un homme extraordinaire dans une crise sans précédent sont supérieurs à tout ce qu'a connu l'histoire ; on n'aura jamais vu et on ne verra sans doute jamais, de la main d'un seul homme, en un temps si court, une pareille accumulation de bienfaits.

Cependant l'homme d'État n'est pas, tout compte fait, à la taille du soldat. La technique militaire ayant été celle de toute la vie du héros, une préparation générale infuse a pénétré son organisme dès le temps de la malléable jeunesse. Il sait, pour l'avoir vécu, ce qu'est un régiment, une division, une armée, un adversaire. Dans le civil, l'homme des camps n'a pas le même entraînement, ses réflexes n'ont pas accumulé les mêmes réserves.

Non seulement il a beaucoup à apprendre, mais ici tout se discute. La vie sociale n'est pas une mathématique. Tandis que l'armée représente une pyramide ordonnée en hauteur, le champ de la société civile est une plaine étendue où sont multipliés des obstacles invisibles. Un conseil municipal de canton, un club qui végète dans un coin, se mettent en travers d'une mesure utile et on n'en a pas raison par une mise aux arrêts, comme d'une escouade. L'Empereur s'obstinera, durant tout son règne, à écraser ces grains de poussière ; il les broiera, mais ils coinceront le mécanisme formidable que son énergie a eu tant de peine à monter.

Au début, il pouvait croire que sa volonté du bien, appuyée sur les souvenirs odieux de la crise dont il avait sauvé la France, il pouvait croire que son application inlassable et son autorité éclairée auraient raison de ces résistances médiocres. Il se donne entier à sa tâche, sachant qu'il faut tout connaître pour bien commander.

Il ordonne, d'abord, qu'on le renseigne à fond et méticuleusement. Il écrit, le 18 janvier 1800, au ministre de l'Intérieur, son frère Lucien : « Je désire, citoyen ministre, que vous m'envoyiez tous les jours, à dix heures du soir, un bulletin contenant l'analyse de votre correspondance avec les administrations centrales, commissaires et autres agents du Gouvernement.

Vous ferez imprimer à cet effet des états en trois colonnes. Dans la première seront les noms de tous les départements et ceux des commissaires centraux; dans la seconde, toutes les observations résultant de la correspondance relative aux subsistances, au recouvrement des impositions; dans la troisième, les observations relatives à la police et aux dissensions qui se seraient élevées entre les autorités (1) ».

Il travaillera sur ces renseignements aussi consciencieusement, qu'à l'armée sur les comptes rendus d'état-major. S'il faut passer les nuits, il les passera. Au temps où il délibérait encore avec ses ministres, l'un de ceux-ci écrit : « Les conseils se prolongeaient souvent jusqu'à 5 heures du matin, parce qu'il ne lui est jamais arrivé d'abandonner une question sans que son opinion fût faite » (2). Ce qu'il a lu et annoté de dossiers est inimaginable. Et, pourtant, son principal travail n'était pas celui du bureau. La tension magistrale de son esprit consistait à pénétrer le secret de ces hommes politiques qui rusent sans cesse avec les affaires et avec la vie. « L'intrigue » l'entourait. A déchiffrer son énigme, il s'applique non moins consciencieusement; il descend de son étoile pour les plus médiocres besognes; il met lui-même la main à la pâte et l'huile aux rouages.

Malgré tout, le mécanisme des affaires et le mécanisme des hommes n'obéissent pas toujours : prétendant leur donner une impulsion unique et rectiligne, le maître les détraque, les fausse. Rien d'émouvant comme le spectacle de cette lutte entre la plus forte volonté qu'ait connue le monde et la tâche la plus difficile qu'un homme ait jamais assumée.

L'administrateur incomparable que fut Napoléon est, malgré tout, débordé par cette tâche impossible : l'ajustement bout à bout de deux époques contradictoires, de deux histoires inverses. Il était trop vif, trop véhément, trop brusque avec les hommes et avec la fortune. Malgré sa finesse atavique, il découvrait trop son jeu, ne le tenait pas assez serré dans la main. Il ne savait pas, comme le cardinal de Richelieu l'avait conseillé, « marcher au but ainsi que les rameurs, même en lui tournant le dos ». Son imagination et son impatience activant tout, agitant tout, irritant tout, ne réussissent que par saccades.

(1) *Corr.*, t. VI, p. 95.
(2) *Souvenirs* de Chaptal, p. 226.

Voilà, je crois, le trait caractéristique. Napoléon reste, malgré sa prodigieuse activité réaliste, un imaginatif, un rêveur du grand ; il se déborde lui-même, et ne se possède pas tout entier. Il est éminemment un visionnaire et un parleur des choses. On sait ce qu'il pense des avocats, mais quel avocat! De quel ton il lance le discours! Et comme il subordonne ses actes à ses paroles ; comme il pense en parlant; comme ses mesures prises à la volée ne sont, trop souvent, que des tirades refroidies! Il manque, vraiment, de mutisme. Si on ne veut voir en lui qu'un homme d'action et si l'on se cache l'illusionniste et le rhéteur, on comprendra difficilement ses revers, — et même ses succès.

Parmi tant de témoins et d'auditeurs, citons seulement les paroles de Molé : « Je suis sûr, dit celui-ci, qu'aucun de ceux qui cherchent à se représenter cet homme extraordinaire ne se doute du peu de suite, je dirai même du désordre, qui régnait dans cet esprit, dont *l'inépuisable verve était, peut-être, le trait le plus saillant*. Ceux qui avaient entendu quelques-unes de ses allocutions en public parlaient toujours de *sa parole saccadée :* ce dernier mot allait bien mieux *à sa pensée*. Enfoncé dans le fauteuil où il présidait le Conseil d'État, recueilli, absorbé dans sa méditation, au point d'oublier l'endroit où il était et jusqu'à ceux qui l'écoutaient, son regard perdu et distrait, cette longue et petite tabatière en or qu'il ouvrait continuellement pour y prendre des pincées de tabac qu'il aspirait sans bruit, tout cela faisait si bien de lui l'homme méditant dans la solitude que tous les yeux fixés sur sa figure l'observaient en silence et qu'on évitait de faire du bruit, de peur de troubler un travail intérieur dont on attendait curieusement la fin et le produit... Il regardait comme le privilège de sa supériorité sur les autres hommes de penser tout haut et de laisser librement son cerveau produire, sa bouche proférer, en comptant sur l'attention et le respect avec lesquels ses moindres paroles seraient recueillies par des auditeurs dont le plus éminent se sentait encore si inférieur à lui (1). »

Que l'on compare cet homme livré à son génie intérieur, explosant en harangues véhémentes où le dialecte corse subvient quand le français ne suffit pas, qu'on le compare à nos autres

(1) Marquis de Noailles, *le Comte Molé*, t. I, p. 79.

politiques, à ce visage fermé de Louis XI, à ce froid Richelieu, à ce sang glacé de Talleyrand, et on mesurera l'abîme qui sépare le grand homme de ces autres grands hommes autochtones. Napoléon est un homme d'État et un administrateur *debout:* il parle ses décisions, mettons qu'il les dicte : on sent assez, en tout cas, qu'il les improvise; et puis, trop souvent, il les néglige, les oublie, à peine tombées de ses lèvres d'acteur au pli tourmenté.

Pour qui scrute sa correspondance, le plus étonnant c'est, après la grandeur et la variété des créations heureuses, le nombre presque égal des faux départs, des projets mal venus, des « ratés » : un historien qui a étudié de près l'administration de Paris sous Napoléon a dit, avec une grande justesse d'expression : « Son impérieuse précipitation allait souvent contre le but » (1), et il énumère un nombre considérable de décisions prises sans mûre réflexion et qui n'aboutirent pas.

Dans la haute politique, on sait comment Napoléon s'éprit du rêve colonial, comment il l'abandonna après Saint-Domingue, et comment il céda la Louisiane aux États-Unis d'Amérique ; on sait quelle conception gigantesque fut le projet de descente en Angleterre appuyée sur la manœuvre navale de Villeneuve, le tout aboutissant à Trafalgar; on sait comment Napoléon s'engoua successivement de l'alliance prussienne, de l'alliance russe, de l'alliance autrichienne, et ne trouva jamais de point d'appui solide parce qu'il ne sut se résoudre aux sacrifices nécessaires pour l'obtenir; l'homme du Concordat traîne le Pape à Fontainebleau : ce n'est ni logique ni beau.

Dans l'administration courante, ces caprices, ces sautes de vent se multiplient et tournent à la bourrasque; ses agents ne savent jamais s'il est content ou mal satisfait; ils tremblent. Villeneuve était désemparé sous la rafale de la correspondance impériale avant d'être brisé par la canonnade de Nelson ; si les projets sur le papier sont toujours vastes, si quelques-uns s'exécutent, combien sont abandonnés faute de ressources, car Napoléon demande toujours, et à tous, des exécutions immenses, immédiates, mais en ne mettant, le plus souvent, à leur disposition que des ressources médiocres et marchandées ! Il se trompe volontairement sur leurs « moyens », les exagère en paroles, les rogne en fait, et, après cela, il s'étonne que les résultats

(1) Lanzac de Laborie, t. II, p. 61.

manquent; sa grandiloquence gonfle l'objet ou le laisse tomber à plat. Ce défaut, le plus grand pour un homme d'action, à savoir le déséquilibre entre l'imagination et la réalité, le perdra. Relire l'arrêté du 10 septembre 1803, sur les grands travaux à engager en France et pour lesquels il alloue pour l'an XII 15 millions! 150 millions n'auraient pas suffi. Aussi, combien de ces entreprises, admirablement conçues, n'ont même pas été abordées ou sont restées inachevées! Voir encore ses vastes desseins sur la fondation de grands prix pour les lettres, les arts, l'histoire, l'agriculture, etc., le tout resté finalement à l'état de projet (1). On peut dire de la correspondance de Napoléon, qu'elle est pavée d'illusions et de désillusions (2).

Et ce sont ces alternatives, c'est cette montagne russe de haut et de bas, de succès et d'insuccès, qui expliquent la lassitude universelle, avec la fin roulant à l'abîme.

Quand le sage Lebrun l'avertit, de Gênes, où l'on a employé son autorité et son savoir-faire, qu'on ne mène pas à coups de fouet les peuples nouvellement réunis et qui, en somme, souffrent de l'atteinte portée à leur indépendance, Napoléon écrit : « J'ai réuni Gênes pour avoir des matelots... Avez-vous espéré gouverner les peuples sans les mécontenter d'abord? En fait de gouvernement, justice veut dire force comme vertu. » Les lettres à Melzi, à Louis en Hollande sont du même ton.

Jadis, la sage politique royale traitait les peuples réunis à la couronne avec d'autres ménagements, et selon des procédures plus prudentes pour les rallier, non par la force, mais par la justice et l'amitié (3).

(1) Décret du 11 septembre 1804. (*Corr.*, t. IX, p. 520.)

(2) Le gigantesque des conceptions napoléoniennes ne se développe nulle part avec plus de majesté que dans sa lettre à Crétet, ministre de l'Intérieur, datée du 14 novembre 1807. Impossible de l'analyser. Toutes les grandes conceptions s'y entassent, s'y bousculent, en quelque sorte: canaux, routes, mendicité, police, etc. «... J'ai fait consister la gloire de mon règne à changer la face du territoire de mon Empire. L'exécution de ces grands travaux est aussi nécessaire à l'intérêt de nos peuples qu'à ma propre satisfaction... J'attache également une grande importance et une grande idée de gloire à détruire la mendicité. Il ne faut pas passer sur cette terre sans y laisser de traces qui recommandent notre mémoire à la postérité. Il faut, qu'au 15 décembre (juste un mois!), tout ce qui est relatif à l'administration des Travaux publics soit mûri et prévu... Remplissez vos portefeuilles afin que nous puissions, dans les soirées de ces trois mois, discuter les moyens d'arriver à de grands résultats. » (*Correspondance*, t. XVI, p. 162.)

(3) Voyez *Survivance des autonomies locales; les libertés provinciales*, dans *Histoire du cardinal de Richelieu*, t. I, p. 382.

En un mot, le grand homme est grand partout, mais moins grand dans le civil que dans le militaire; son œuvre reste magnifique, certes, puisque, selon le mot le plus vigoureux peut-être et le plus juste qui soit sorti de sa bouche, « il a désouillé la Révolution », et puisqu'il avait fait, de cette boue fétide du Directoire, la France de marbre qui, un moment, a étonné le monde. Mais le grand administrateur, maître de l'illusionnisme, a aussi, parmi tant de splendeur, multiplié les désenchantements et les ruines. Il eût été plus complet, et sa part de collaboration à l'histoire de France eût été plus grande et plus heureuse encore, si, plus indulgent aux hommes et meilleur calculateur des obstacles, il eût adouci, d'un peu de sagesse française, l'impétuosité corse et le puissant *ambitus* florentin.

LES HAUTS FONCTIONNAIRES DE L'EMPEREUR

Étant donné cette volonté absolue, cet accaparement de l'action et du travail qui est sa nature même, les premiers, parmi les fonctionnaires de l'Empereur, les seuls qui connaissent vraiment sa pensée et la traduisent aux peuples, ce sont ses secrétaires intimes, ceux qui reçoivent directement la pluie de sa parole ou l'énigme indéchiffrable de son écriture. Ces hommes du cabinet et de la plume sont muets, invisibles, indifférents à tout ce qui n'est pas leurs portefeuilles fermés sous triple serrure. Toujours présents, on les voit à peine qui passent, comme des figurants de théâtre derrière des portants.

Fidèle à ses origines, il a pris, d'abord, son ancien camarade d'école, Bourrienne; celui-ci, infatué, bavard, homme d'argent, peu sûr, a laissé des *Mémoires* où, pour grandir son rôle, il a essayé de diminuer son bienfaiteur. Finalement, Napoléon l'envoya comme consul à Hambourg, où il eut pour fonction principale de surveiller le parti royaliste. Un peu mouchard, il était mieux adapté à ce rôle.

Bourrienne est remplacé par deux hommes, l'un plus effacé, l'autre, modeste encore, mais de plus de poids, qui devinrent des instruments courbés sur leur pupitre et sans volonté; l'un, incomparable pour le fatras des affaires et l'assiduité à en mourir: c'est Meneval; l'autre, Maret, bombardé aux affaires extérieures après le renvoi de Talleyrand et dont celui-ci disait, assez sotte-

ment, qu'il n'avait d'autre rival en sottise que le duc de Bassano.

En général, les ministres de Napoléon ont uniquement pour rôle et pour responsabilité de lui obéir. Au début, ils se tiennent encore debout, en raison du personnage que les plus importants d'entre eux ont joué aux grandes heures révolutionnaires et jusqu'à la journée de brumaire. Mais, peu à peu, ils s'anéantissent dans la servilité ou se perdent dans la disgrâce.

Maître définitif, l'Empereur ne veut plus que des hommes à lui. Chaptal, qui fut une des premières victimes du caprice impérial, dit : « Jusqu'au consulat à vie, Bonaparte cherchait à s'entourer des esprits les plus forts dans chaque partie. Bientôt le choix de ses agents commença à lui être indifférent... Les ministres n'étaient plus que ses chefs de bureau... Une fois parvenu à concentrer en lui toute l'administration et à ne prendre conseil que de lui-même, Bonaparte conçut le projet de se former une génération de séides. Il disait souvent que les hommes de quarante ans étaient *imbus des principes de l'ancien régime* et, par suite, ne pouvaient être dévoués ni à sa personne ni à ses principes. Il conçut de l'aversion pour eux et, dès lors, forma auprès de lui une pépinière de cinq à six cents jeunes gens qu'il appelait successivement à toutes les fonctions. » (p. 228.)

Le premier qu'il écarta, ce fut son propre frère, Lucien. Lucien avait de graves défauts. Tout de même, il avait été un des artisans les plus énergiques et les plus adroits de la fortune consulaire et impériale; il pouvait rendre des services encore et tenir attachée à Bonaparte quelque portion influençable du vieux parti jacobin. Le premier Consul se sépara de lui furieusement; il est permis de penser que le grand homme aimait autant s'alléger du fardeau trop proche des services rendus et de la reconnaissance.

Chaptal, qui succède à Lucien, était un homme d'une incontestable compétence dans les matières de l'industrie, de la science technique, de l'agriculture, du commerce. Napoléon l'appréciait. Les *Souvenirs* de Chaptal font allusion à une pique entre les deux hommes au sujet d'une actrice, maîtresse de Chaptal, Mlle Bourgoin. Napoléon voulut l'avoir et se conduisit avec une brutalité inconcevable; Chaptal s'écarta dignement. Napoléon recourut, plus d'une fois, par la suite, à son savoir technique, car il ne rompait jamais entièrement avec ceux qui lui avaient été utiles et qui pouvaient le redevenir. Mieux eût valu, sans

doute, pour Napoléon et pour le pays, que Chaptal n'eût pas été écarté; ses vues en matière de commerce et d'industrie, la connaissance qu'il avait des doctrines et de la pratique britanniques, son expérience, ses idées hardies et en avance sur son siècle, eussent éclairé Napoléon et peut-être l'eussent arrêté au bord de cette gigantesque erreur du « blocus continental. » On doit, en grande partie, à Chaptal l'élan industriel qui, dans les limites du protectionnisme napoléonien, permit à la France de lutter dans la période critique et de jeter les bases de l'édifice de prospérité qui grandit et se développa au cours du siècle.

Napoléon remplaça Chaptal, en 1804, par Champagny, ambassadeur à Vienne. Celui-ci, comme ministre technique, était peu de chose : une plume, un homme à écrire, un commis.

Ce n'est pas le lieu de parler des autres grands commis de la guerre et de la marine, Berthier, Decrès, de ceux des finances, Barbé-Marbois, Mollien, Guérin, Defermon. Pour préciser le caractère de leur collaboration, il suffit de rappeler que le ministre de la Marine, Decrès, qui jugeait pourtant si sévèrement Napoléon dès 1808, n'eut pas l'autorité suffisante pour contenir la dangereuse imagination qui conduisait la fortune coloniale de la France à Saint-Domingue et sa fortune maritime à Trafalgar.

Quant à Berthier, prince de Neuchâtel, qui avait tant de bonnes raisons de fidélité (plus de 1 500 000 francs de rentes en dotations privilégiées), il étonna, même ce siècle des « girouettes », par son ingratitude. Il eut le triste courage de dire à Metternich, quand Napoléon ne songeait qu'à continuer la lutte à outrance en 1814 : « N'oubliez pas que l'Europe a besoin de paix; la France surtout, elle, ne veut que la paix » (1).

Ce ne sont tout de même pas des caractères.

TALLEYRAND ET FOUCHÉ, MINISTRES DE NAPOLÉON

Le rôle de Talleyrand comme ministre de Napoléon ne peut être approfondi que par l'étude de la politique extérieure. Rappelons seulement ici que, jusqu'en 1800, Talleyrand reste le conseiller, souvent l'inspirateur de la politique étrangère,

(1) Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 147.

et même une sorte de premier ministre auprès de l'Empereur comme il l'avait été auprès du Consul; il exerce, sur les affaires, une autorité due à son bon sens, à son tact, à son expérience. Il contient la fougue du grand homme par un sourire déférent et la ramène aux règles de la diplomatie pondérée.

Talleyrand et Fouché représentent, nous l'avons dit, dans la politique impériale, un passé dangereux avec lequel le héros enlacé dans leurs rets, ne put jamais rompre *l'intrigue*.

Tout cela sera mis au point.

Spécialement, sur les affaires intérieures, c'est l'autorité de Fouché qui devient prédominante; parfois même, elle s'introduit dans la conduite des affaires étrangères. La psychologie de la partie qui se joue entre Napoléon et Fouché n'est pas moins mystérieuse et subtile que celle de la partie qui se joue entre Napoléon et Talleyrand. Ici, conduit par un excellent guide, M. Louis Madelin, nous devons insister.

Fouché fut, pendant six ans, l'œil et la main du gouvernement de Napoléon dans les affaires de la société française. On a dit de lui, comme de Talleyrand, qu'il fut une manière de président du Conseil ou de premier ministre : il fut, surtout, un confident indispensable, quoique suspect, l'homme des exécutions difficiles et des besognes tissées par l'envers de la trame.

Nous avons essayé d'indiquer l'impression que laisse à l'histoire la figure de l'ancien oratorien qui devint duc d'Otrante; mais les contemporains de Napoléon, et Napoléon lui-même, malgré sa finesse corse, ne pouvaient connaître l'homme comme on le connaît aujourd'hui.

Fouché passait pour un personnage complexe, une physionomie ambiguë et indéchiffrable; tout le monde s'accordait à reconnaître, en lui, un homme d'État vigoureux, d'infinies ressources, d'une expérience consommée et sachant, comme personne, la géographie humaine de la Révolution. Il avait, dans la tête, un dossier tenu à jour et qui lui permettait de déterminer, par la courbe du passé, celle de l'avenir. Il ne se faisait d'illusion sur rien; aucune, en tout cas, sur le régime où il avait cherché un abri provisoire, avec une idée bien arrêtée, celle de s'évader à l'heure de la catastrophe.

Il avait mieux deviné Napoléon que Napoléon ne l'avait compris. L'Empereur se tenait à des lueurs de surface, le poli-

cier creusait jusqu'au tuf; il avait le temps pour son travail de termite, tandis que le maître était toujours haletant de sa vie encombrée. L'Empereur savait que l'orientation de Fouché, depuis Thermidor, était déterminée par la hantise du *régicide :* il croyait le tenir par là : « Vous avez voté la mort de Louis XVI, Monsieur le duc d'Otrante. — Sans doute, Sire ; c'est même le premier service qu'il m'a été donné de rendre à Votre Majesté. » Il faut bien citer une autre réplique de l'homme au front d'airain que rien, même la disgrâce, et seule la mort, peut-être, aurait fait reculer : « Duc d'Otrante, je devrais vous faire couper la tête. — Ce n'est pas mon avis, Sire. » (1).

Fouché se jugeait indispensable à un souverain dans la situation de Napoléon; sa tactique consistait à abriter, derrière la carrière du héros, qu'il devinait courte, la manœuvre nécessaire pour rentrer en grâce près de la dynastie légitime.

Et c'est cela même qui faisait de lui un instrument unique. Que voulait l'Empereur en effet, et quelle était la condition de son succès, sinon l'apaisement des partis et la fusion des deux Frances? Le pouvoir de Napoléon, son « usurpation », étaient fondés sur ce programme et ne pouvaient avoir d'autre justification, recueillir d'autre gloire. Or, quel collaborateur plus précieux et plus rare que cet homme qui avait un pied dans les deux camps et qui ne pouvait réussir, lui-même, qu'en combinant les deux forces contraires, les associant ou les annulant l'une par l'autre?

Fouché eut pour fonction de doser, si j'ose dire, ce que la France pouvait garder de Révolution, ce qu'elle pouvait supporter d'Empire et ce qu'elle était capable de ressaisir de légitimité : c'est en cela que son ministère de la police fut le *ministère impérial* par excellence et que l'œuvre de ce ministère fut la véritable politique intérieure du régime. Le règne de Napoléon aurait-il été protégé contre les machines infernales, quelles qu'elles fussent, sans Fouché? Napoléon, en tout cas, ne le croyait pas, puisqu'il ne se sépara jamais tout à fait de l'homme, qu'à diverses reprises, il chassa comme un valet.

M. Madelin a précisé, dans une analyse serrée, les services rendus par l'homme pâle et il exprime d'un mot son système plausible : le *despotisme modéré*. Napoléon eût, sans doute,

(1) Madelin, *Fouché*, t. I, p. 414, 416.

gagné à écouter plus attentivement Fouché : mais, s'il l'eût écouté, eût-il été Napoléon ?

Fouché, avec ses origines révolutionnaires affreuses, est le seul des ministres impériaux qui fût toléré au faubourg Saint-Germain. Or, en même temps, il éteint les brandons, brûlants encore, de la chouannerie, introduit ses agents dans la confidence royaliste, prend au piège des délations et des complots plus ou moins fabriqués, les violents trop candides et les adroits trop subtils. Son adresse consommée laisse toujours quelque braise utilisable sous la cendre adroitement étouffée.

Pour un maître qui vit sous le complot, chaque nuit gagnée dans son lit est une conquête. Il en est de même de la France : confiante en cet œil ouvert de la police, elle se rendort dans le calme et dans une foi au lendemain dont elle s'était déshabituée. Tant de « ténébreuses affaires » qui encombraient les temps du Directoire et même du Consulat, l'enlèvement de Clément de Ris, les équipées des Fauche-Borel, des Armand de Chateaubriand, les trames de « l'agence anglaise » de Bordeaux, celles des La Haye-Saint-Hilaire, des Le Chevalier, des d'Aché, toute la conspiration rentre sous terre. Que voulait le peuple ? la sécurité ; et Napoléon ? l'apaisement. De tout cela, Fouché fait métier et marchandise.

Dans la grande affaire du règne, celle qui doit le scinder en deux périodes contrastées, le divorce, Fouché est d'abord pour la fidélité à Joséphine, c'est-à-dire aux origines révolutionnaires. Il resta avec l'Impératrice (dont il payait les dettes et qui bavardait avec lui l'intimité impériale), tant qu'il crut la chose possible et politique, mais, en bon héritier de Choiseul et de l'*intrigue*, il se jeta dans le camp du mariage autrichien, quand il crut l'heure arrivée de percer des avenues vers les monarchies du dehors et de rouvrir les voies de la légitimité ; travaux le plus souvent souterrains qui ont creusé d'avance le sol sous les pas du grand homme et que, par enivrement d'orgueil, celui-ci n'a pas su deviner.

En ce qui concerne l'essence même de la politique napoléonienne, la guerre, Fouché tient toujours la balance égale entre la victoire et la paix, ne cherchant jamais, d'un côté comme de l'autre, que ce qui lui était personnel, — une issue. Son coup d'œil, et, sans doute, sa conviction qu'on approchait, peu à peu, de la chute fatale, se manifestèrent à la veille de

Tilsit, quand il conseilla la démarche du Sénat exprimant les sentiments de la masse des Français. C'est, ainsi que nous l'établirons, l'heure critique. Or, Fouché avertit. Il se réserve une porte de sortie en s'opposant à la continuation de la guerre avec l'Angleterre, et prend ainsi le rôle de chef des « pacifistes ». En un mot, il affecte d'être un bon ministre de l'Intérieur, un bon ministre de l'opinion, et de renseigner exactement. Sa clairvoyance dangereuse et des plus suspectes met le comble à la colère impériale et fournit, en somme, au duc d'Otrante, la cause de séparation qu'il cherchait.

Il y eut, chez Fouché, un autre genre de précaution et qui parut, sans doute, plus irritant encore : on le voit se préoccuper toujours d'assurer les lendemains en cas de disparition subite de Napoléon, et cela presque ostensiblement. Il trempait dans le complot permanent qui devait remplacer, au pied levé, l'Empereur par un maréchal ou par une équipe de maréchaux, Murat, Bernadotte, Masséna. Napoléon était renseigné. « Ils ont essayé plusieurs fois de me culbuter ou de partager avec moi, disait-il à Chaptal. Comme le partage était un plan moins aventureux, douze généraux ourdirent un plan pour diviser la France en douze provinces. On me laissait généreusement pour mon lot Paris et la banlieue... Le traité fut signé à Rueil » (1).

La conjuration paraît remonter à l'époque du Consulat; mais elle rampa sous terre pendant tout le règne; Fouché, sans même lever le doigt, accompagnait de l'œil la trame du complot. Il dit à Chaptal, en 1814 : « J'ai toujours abhorré l'Empereur, j'ai tenté trois ou quatre conspirations » (2).

LE SYSTÈME ADMINISTRATIF DE NAPOLÉON

L'Empereur sait tout cela. Il se méfie de tous et de tout.

Ce manque de confiance, cette incertitude du lendemain qui ne quittent pas la pensée de l'Empereur, introduisent, dans l'administration intérieure, une autre cause de faiblesse peu remarquée d'abord, mais qui fut de grande conséquence sur l'avenir de la France : une sorte de tendance à la division et

(1) *Souvenirs* de Chaptal, p. 250.

(2) Madelin, *Fouché*, I, 446. — *Souvenirs* de Chaptal, 314. — Cf. Mme de Staël, *Dix années d'exil*, p. 73.

à la subdivision de l'autorité publique et administrative. La méfiance qui régnait du haut en bas de l'organisme gouvernemental, établit partout des cloisons étanches. Napoléon opposait ministre à ministre, directeur à ministre, l'administration au chef, la direction au directeur. Il finit par détruire, dans les mœurs administratives, cette autorité centralisée que son génie romain avait mise dans les lois.

Ce grand maître de la discipline militaire ébranla ainsi, presque sans qu'il s'en rendît compte, la discipline civile : dans chaque ministère, il y eut un ou plusieurs subordonnés, directeurs et sous-directeurs confidents particuliers de l'Empereur et que celui-ci chargeait de certaines responsabilités directes, les dressant, en quelque sorte, contre leur chef hiérarchique. A la police, les Réal, les Desmarets, les Pelet de la Lozère, les Dubois doublaient et surveillaient Fouché lui-même. A l'instruction publique, Fourcroy était combattu, et Fontanes le fut à son tour; aux finances, Barbé-Marbois, puis Mollien avaient leurs successeurs tout prêts, s'ils venaient à broncher; on créait méthodiquement, au-dessous d'eux ou en face d'eux, des services indépendants et jaloux. On les dépouillait de leurs attributions pour les passer, sans autres motifs, aux nouveaux « séides » du pouvoir. Comme résultat on voit apparaître, dès lors, ce qui sera, un jour, l'un des ressorts de la nouvelle autorité politique dans la France du XIXe siècle, la puissance des commis.

L'origine en remonte jusqu'au grand homme, ombrageux et inquiet au sujet de la moindre initiative, de la moindre indépendance. Pour qu'on en appelât toujours et de tout à lui-même et qu'il restât maître de chaque résolution, il ne connut plus d'autre travail public que celui qui lui était soumis sur rapports et dossiers. La valeur des hommes, il ne l'apprécie que par intermittence; les qualités recherchées sont l'assiduité et la déférence. En inaugurant l'autorité de la paperasse, des cartons et des dossiers, la volonté impériale, cette volonté héroïque consacrait la seule puissance qui pût contre-balancer un pouvoir énergique quel qu'il fût, la force d'inertie.

Napoléon avait eu l'idée d'organiser un système de retraites pour les fonctionnaires et pour les officiers; il eût tissé, ainsi, le réseau aux mailles serrées qui rattache tant de carrières françaises au corps de l'État. La bureaucratie eût obtenu, d'un seul coup, ses bases indestructibles : responsabilité diluée

et anonyme, intangibilité des « situations » et garantie des retraites.

Le Corse parvenu est ainsi, à l'intérieur (en pleine conformité avec ses origines), non seulement le réorganisateur de la France, mais l'Empereur des fonctionnaires.

CONTRE LA DÉLIBÉRATION. — RAPPORTS AVEC L'OPINION

La direction des affaires intérieures, telle que la conçoit la pensée napoléonienne, peut être ramenée à ces deux traits caractéristiques : conformément à la conception révolutionnaire et même aux vieilles traditions monarchiques, elle lutte, comme nous venons de le voir, contre les pouvoirs intermédiaires, les aristocraties, les « corps », *tout ce qui se tient de soi* dans l'État. Un jour pourtant, elle cherchera une solution qui la laisse, elle-même, moins isolée sur l'immense plaine démocratique nivelée, et ce sera l'heure d'une aristocratie nouvelle, émanant de la dynastie improvisée, et d'elle seule.

D'autre part, et nous allons y insister, cette même conception, contrairement aux principes du libéralisme moderne, déjà appliqués en Angleterre, s'oppose à tout système de discussion, de délibération. C'est en se protégeant à la fois contre les corps intermédiaires et contre les corps délibérants que l'Empire s'efforce de réaliser sa grande promesse, la stabilité.

En ce qui concerne la délibération, la pensée impériale est rendue sensible par l'hostilité personnelle et déclarée de Napoléon à l'égard des « avocats » et des « idéologues ».

Pour lui, sans autre forme de procès, les avocats sont des criminels : — « Les avocats, tas de bavards, artisans de la Révolution. » « Crime et corruption »... Cambacérès, en octobre 1804, à propos du décret qui lui est soumis sur les franchises du barreau, reçoit l'algarade fameuse : « Ce décret est absurde! Il ne laisse aucune prise, aucune action contre les avocats. Tant que j'aurai l'épée au côté, je ne signerai pas un décret aussi absurde; je veux qu'on puisse couper la langue à un avocat qui s'en servirait contre le gouvernement (1). » Quant aux idéologues, moins que rien : « Fontanes, grand maître de l'Université!... du positif... du monarchique, pas de billevesées métaphysiques, idéologiques. »

(1) *Corr.*, t. X, p. 15.

L'Empereur, revenons-y une fois de plus, est un chef militaire et, sous son règne, la France est, qu'elle le veuille ou non, en état de guerre perpétuelle, *en état de siège*. Tout est là. Pour le chef qui combat, ceux qui le tirent par la manche et qui discutent sont des *défaitistes*, des *pacifistes*. Ils jettent, délibérément, devant ses pieds, des entraves, qui sont des entraves à la victoire. Son but et sa carrière sont manqués s'il se laisse détourner, un instant, par ces monteurs de pièges, ces empêcheurs, ces maladroits et malintentionnés qui s'opposent au bon fonctionnement du grand ressort militaire, l'obéissance. Il s'agit bien de délibérer! La déroute et la ruine sont aux portes, tandis qu'ils discutent!

Par les avocats et par les orateurs politiques, les affaires sont traitées *comme un dossier*. Non spécialement compétents, ils *plaident* devant une assemblée délibérante, devant tout le monde, devant l'opinion. Le succès consiste, pour eux, à obtenir l'adhésion du corps qui décide ou de la foule qui, elle, ignore tout.

L'avocat devient, si on le laisse faire, et rien que par la séduction de la parole, l'homme politique par excellence; il y a longtemps que Hobbes a dit : « La Démocratie, c'est le règne de quelques harangueurs. » La spécialité de l'orateur, si chère au public qui aime se reposer de penser en écoutant, lui vaut les honneurs, les emplois, même les responsabilités du fond, de ce fond qui, pourtant, lui échappe souvent. Qu'y a-t-il de plus différent de la carrière d'un homme d'action que celle d'un orateur?

Par l'avocat, représentant du système délibératif et du gouvernement, de la parole, nous touchons aux *idéologues*, les hommes à principe, les doctrinaires, les constitutionnels, tous ceux qui pensent que l'exercice du pouvoir doit être contenu dans certaines limites par un organisme modérateur. Juchés sur leurs principes, les « idéologues » se croient capables de juger les actes du gouvernement et d'en pousser la critique aussi loin que leur « logique » l'exige. Ce n'est pas tant qu'ils parlent, ceux-ci : ils « raisonnent »; c'est pis. Et à quoi aboutissent-ils? Eux aussi, à entraver l'action. Les disciples de Montesquieu ne sont pas moins dangereux que ceux de Jean-Jacques : plus péremptoires, peut-être, sur des matières qu'ils ignorent également, n'ayant jamais mis « la main à la pâte », ni assumé les

responsabilités. Si on les laisse faire, les « idéologues » en viendront à réclamer, selon leur logique infaillible, et avec l'assurance de leur vanité doctorale, d'abord la liberté d'examen, puis la liberté de jugement, ensuite la liberté de parole, la liberté d'écrire, finalement la liberté d'opposition et de révolte, la liberté tout court, — la Révolution. Tout serait à recommencer.

Napoléon, chef de guerre et dynaste, gouverne donc contre les « avocats », c'est-à-dire les « délibérants », et contre les « idéologues », c'est-à-dire les « doctrinaires ». Leur manière de voir est en incompatibilité radicale avec son propre système, avec sa philosophie de la vie et du pouvoir. Il dit : « Dans l'ordre de mon travail, je prends toujours en considération *un fait*, non *un tableau*. (1) »

Ceci nous conduit logiquement aux rapports de l'Empereur avec l'opinion. L'opinion, c'est l'instinct des foules ; elles n'ont guère pour les guider que leur vouloir vivre et elles projettent en avant, comme une antenne, la curiosité. Ainsi munie, l'opinion se prononce par un mouvement intime, sur des on dit. Elle sent, elle pressent. En matière politique, quel compte un gouvernement fort doit-il tenir de l'opinion ? Napoléon ne peut se passer d'elle, il le sait, mais doit-il la subir ? Ne peut-il pas la mener à ses fins, la diriger ? C'est un des plus difficiles problèmes de l'art politique.

Fait des plus frappants : les relations du gouvernement avec l'opinion publique, principalemeut par la voie de la presse, sont, sous l'Empire, affaire de police. Et cela s'explique par cette observation, jamais assez répétée : tout le règne n'est qu'un long état de siège.

Napoléon, par la nécessité des choses, envisage les dispositions de l'opinion surtout au point de vue de la lutte contre l'étranger. Il traque tout ce qui peut incliner l'esprit public vers des fléchissements favorables aux ennemis, — à l'ennemie, l'Angleterre. Cependant, tout public qui *sert* et qui *paye*, veut savoir, veut être informé. Il y a là un sentiment humain, un sentiment social qui ne peut être réprimé : la soif de savoir, *libido sciendi*. On est bien obligé de la satisfaire ; sinon, la

(1) *Corr.*, IX, p. 348.

masse s'énerve et s'enfonce, par ignorance, dans un pessimisme noir. Pour entretenir le concours de l'adhésion publique, que dis-je, cette conscription volontaire des cœurs, l'enthousiasme, il faut un art exquis, un tact qui ne se trompe jamais. Or Napoléon n'a jamais eu ce sens exact, ce tact de la liberté.

Il traite l'opinion en chef de guerre qui a un but d'action et qui, pour y atteindre, est tenu au secret. Il ne se détourne jamais d'elle ; certes, elle le préoccupe constamment, il voudrait la satisfaire; mais, par cet instinct militaire qui sait le prix du secret, ce qu'il croit devoir lui livrer, il le fait au compte-gouttes. « J'entends, écrit-il en 1805, que les journaux soient pour le Gouvernement et non contre. (1) » « Réprimez un peu plus les journaux; faites comprendre aux rédacteurs du *Journal des Débats* et du *Publiciste* que le temps n'est pas éloigné où, m'apercevant qu'ils ne me sont plus utiles, je les supprimerai avec tous les autres et *n'en conserverai qu'un seul*... Mon intention est donc que vous fassiez appeler les rédacteurs du *Journal des Débats*, du *Publiciste*, de la *Gazette de France*, qui sont, je crois, les journaux qui ont le plus de vogue, pour leur déclarer que, s'ils continuent à n'être que les truchements des journaux et des bulletins anglais, et à alarmer sans cesse l'opinion, en répétant bêtement les bulletins de Francfort et d'Augsbourg, sans discernement et sans jugement, leur durée ne sera pas longue ; que le temps de la Révolution est fini et *qu'il n'y a plus en France qu'un parti ;* que je ne souffrirai jamais que les journaux disent ni fassent contre mes intérêts, qu'ils *pourront faire quelques petits articles où ils pourront montrer un peu de venin*, mais qu'un beau matin on leur fermera la bouche. Il faut avoir bien peu de discernement pour ne pas voir, qu'en annonçant que les empereurs d'Allemagne et de Russie vont s'aboucher, une pareille nouvelle ne peut que faire mauvais effet ; que, pour la donner, il faut qu'elle soit sûre ; que celle de la marche des Russes en Pologne ne peut pas faire un meilleur effet. »

Napoléon méditait, précisément à cette heure, la campagne toute de surprise qui devait aboutir à Ulm et à Austerlitz ; et, vraiment, on comprend qu'il ne voulût pas courir le risque d'une indiscrétion jetée à la traverse de ses grands desseins.

(1) *Corr.*, X, 338.

Il écrit, le 26 mars 1806, au sujet d'une publication de la Chambre de commerce, cette phrase de toute profondeur : « Une chose imprimée, par cela même qu'elle est un appel à l'opinion, n'en est plus un à l'autorité. » Donc, tout ce qui s'écrit est un acte de rébellion. Son dernier mot, le fond de sa pensée, au sujet des journaux, reste, en somme : « *Je n'en conserverai qu'un seul !* » Proposition aussi funeste au gouvernement lui-même qu'à l'opposition. Nous verrons, dans l'exposé des circonstances qui ont accompagné la chute impériale, à quel néant le système aboutit.

LE PERSONNEL ADMINISTRATIF. — CONSEILS D'ADMINISTRATION. — COMMISSAIRES. — PRÉFETS

Napoléon écarte la délibération, l'idéologie, les critiques de la presse et le jugement de l'opinion. Écarte-t-il la compétence? Voici un des points les plus habilement nuancés et les moins connus de la méthode gouvernementale impériale.

L'Empereur s'entoure des compétences; oui, il les « préfère »; mais au lieu de les asseoir sur le même rang que le pouvoir, dans des assemblées politiques, pour débattre et trancher, il les réunit autour de lui, les interroge affectueusement, sollicite et provoque leurs conseils.

Il crée même, à cet effet, un rouage nouveau, qui eût pu rendre les plus grands services, si la jalousie parlementaire ne l'eût, plus tard, fait tomber en désuétude; c'est le *Conseil d'administration*. Dans les affaires difficiles, et pour chaque cas particulier, Napoléon réunit, au début surtout, en *Conseil d'administration*, des hommes choisis individuellement *et de cas en cas* : il les consulte et leur confie une sorte de droit d'initiative et de discussion, jusqu'à l'heure d'une proposition finale qu'ils peuvent présenter et sur laquelle il décide.

Nous touchons là le tuf du système impérial. L'Empereur ne se lie jamais dans une forme, dans un engagement corporatif permanent; mais, sa méfiance instinctive *contre tout ce qui est par soi-même* étant apaisée, puisqu'une telle réunion ne dépend que de sa volonté, il s'éclaire avec soin dans un « conseil » des lumières de la compétence et recherche, de bonne foi et en grave condescendance, l'avis des hommes qualifiés par leur autorité, leur science, leur activité.

Bien entendu, il se réserve à lui-même la décision, *l'ordre*.

Rien de plus « militaire ». Assurément ! Mais aussi, se peut-il une méthode plus nerveuse et plus efficace ? Remarquez combien cette façon de procéder s'éloigne des idées parlementaires. Gladstone s'écriait, assure-t-on : « Ah ! qui nous préservera des compétences ? » L'Empereur, lui, au contraire, s'entoure des compétences ; mais il craint les hommes qui prétendent se substituer à elles et les représenter.

Fidèle, en cela encore, à la tradition révolutionnaire et à celle de tous les pouvoirs absolus, Napoléon recourut souvent à l'organe bien en main des commissaires spéciaux envoyés dans les provinces, soit pour surveiller ou stimuler les autorités locales, soit « pour faire rapport », soit même pour agir directement.

Dans le militaire, il se félicitait beaucoup de la création des inspecteurs d'armée : il en étendit le principe aux affaires civiles, imitateur lointain de Charlemagne et plus proche de Richelieu et de la Convention. Il s'agit, le plus souvent, de surveillance à exercer en cas de crise, telle la mission de Lebrun en Bretagne, en avril 1803 (1), celle de Lagrange dans le Nord, celle de Lacuée en Hollande, celle de Savary en Belgique : et même d'une véritable délégation gouvernementale (mission de Lebrun à Gênes en mai 1805). Ces missions exercèrent une action considérable, surtout dans les pays de réunion récente ou attirés en quelque sorte dans la zone de l'influence française. Mais leur histoire se confond avec celle de l'administration générale dans les départements rattachés à l'Empire français. Ici, ou dans l'ancienne France, le type du personnel administratif, à cette époque, c'est, par excellence, le *préfet*.

Ainsi que l'a démontré Tocqueville, la centralisation administrative n'est pas, comme on l'avait souvent répété avant lui, une « conquête de la Révolution » : elle existait sous l'ancien Régime ; elle est la suite naturelle de cette marche vers l'unité qui est toute l'histoire de France. Agglomérer, fondre, assimiler les pays réunis à la France royale, telle était, pour les

(1) *Corr.*, VIII, 294, — *ibid.*, 296, — *ibid.*, 361, — X, 224, — *ibid.*, 457.

générations successives, la tâche principale de tout système politique sain.

En général, dans la politique européenne, les bons gouvernements étaient ceux qui avaient élargi les frontières et aboli les distinctions locales. Aujourd'hui, le mouvement paraît suspendu ; les nationalités, grandes ou petites, entendent « vivre leur vie » ; les formations locales, les dialectes, les usages, les traits de caractère de chaque race, de chaque famille s'affirment : s'il se développe, sous nos yeux, un impérialisme, c'est un impérialisme de clocher. Nous avons donc quelque peine à nous rendre compte du bienfait que fut, pour les peuples, l'établissement d'un régime d'unité et de centralisation qui apportait avec lui la sanction d'un pouvoir fort, l'abaissement des barrières intérieures, la copénétration des mœurs, des législations, des affaires publiques et privées, et même des langues.

Cette politique se heurtait, bien entendu, à des résistances locales et particulières, mais on s'appliquait à les vaincre par la douceur et par le temps, plus encore que par la force. A cet effet, un organisme administratif, installé au milieu des populations qu'il fallait rattacher au centre, était indispensable, et tel fut le principe de l'institution des Intendances des provinces. Avec les armées conquérantes, arrive d'abord l'intendant « du militaire, de la justice et des finances » ; puis, survivant à l'armée qui se retire, l'intendant s'installe définitivement, muni d'une pleine délégation du pouvoir central : il devient l' « intendant de la province », et il prend en main la direction générale des affaires. Agissant au profit du pouvoir central dont il tient son autorité et sa force, il ébranle les magistratures locales, la féodalité, les gouverneurs, les États provinciaux, les Parlements, les évêques, les communautés urbaines ; il impose partout, avec une stricte vigilance, la règle monarchique.

Dès la fin du XVIIe siècle, l'institution était acceptée sans conteste, et elle étonnait les étrangers par sa simplicité et son bon fonctionnement. Le marquis d'Argenson raconte, dans ses *Mémoires*, qu'un jour, Law lui dit : « Jamais je n'aurais cru ce que j'ai vu quand j'étais contrôleur des finances. Sachez que ce royaume de France est gouverné par trente intendants. Vous n'avez ni parlements, ni États, ni gouverneurs, ce sont trente

maîtres des requêtes commis aux provinces de qui dépendent le malheur ou le bonheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité (1). »

Ce cadre préfixé répondait admirablement à l'esprit de nationalisme unitaire que la Révolution avait hérité de la royauté : réunion des provinces, abolition des pouvoirs intermédiaires, unification législative et administrative, nivellation sociale, fusion des races, ascendant central de ce grand Paris, seul apte à conduire les destinées d'un empire, ce programme hérité de l'ancien Régime exigeait, chez les hommes chargés de le réaliser, un savoir-faire et une fermeté de main singuliers.

Aux diverses phases de la Révolution, les tentatives faites pour recruter, par voie d'élection, le personnel administratif n'avaient pas réussi ; le ressort était trop faible et l'action trop éparpillée, trop variable. La constitution de l'an VIII, selon la leçon de Sieyès, retourna au vieux principe : « L'autorité vient d'en haut. »

Enfin, la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), établit le régime nouveau : ou plutôt elle restaura l'institution des Intendants, en lui apportant, seulement, une consolidation et une amplification à la romaine. C'est Lebrun, dit-on, qui trouva le nom de *préfets*. Chaptal, alors conseiller d'État, fut chargé par Lucien, ministre de l'Intérieur, de mettre sur pied l'ensemble du système. Il dit lui-même : « La loi fut rédigée par moi et portée et défendue au Corps législatif par M. Rœderer et moi ; le Tribunat le combattit de toutes ses forces ; le tribun Daunou prononça, à ce sujet, un discours très fort. Je lui répondis et la loi passa. Cette loi administrative est celle même qui nous régit aujourd'hui. Elle a institué les préfets, les conseils de préfecture, les conseils généraux, les sous-préfets, les conseils d'arrondissement, les maires, les municipalités et les conseils municipaux, etc. ; elle a fixé les attributions de chacune des autorités, elle détermine tous leurs rapports entre elles ; elle a délimité l'étendue des préfectures, des sous-préfectures, etc. (2) »

Le ministre de l'Intérieur, Lucien Bonaparte, confia à Beugnot le soin de rédiger les instructions générales aux préfets

(1) Cf. Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*, p. 54.
(2) *Souvenirs*, p. 56.

et d'établir une première liste de noms sur laquelle les hommes les plus au courant du personnel ancien et nouveau, Cambacérès, Lebrun, Carnot, Talleyrand, Maret, en un mot, toute l'équipe de Brumaire, furent consultés.

LES MÉTHODES ADMINISTRATIVES

Le personnel du Consulat resta à peu près le même sous l'Empire : les instructions, dans leurs grandes lignes, ne furent pas modifiées. L'histoire de la France moderne se développe, dès lors, sur la vieille souche, comme les branches nouvelles d'un arbre abattu se nourrissent de la sève des racines subsistantes.

Seulement, à ces méthodes administratives traditionnelles, Napoléon imprima, à partir de 1804, la marque impériale. Elles prennent plus de force et plus de pénétration encore quand elles s'installent et se développent dans les départements nouveaux, dans les pays réunis où s'essaye la plus vaste entreprise d'assimilation qu'une puissance conquérante ait, depuis l'Empire romain, tenté sur des populations arrachées, par les armes et la Révolution, à leur statut antérieur.

Le plus souvent, l'Empereur choisit ses préfets lui-même ; il veut des hommes sûrs, expérimentés, éprouvés, et il les tient en mains par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur, qui n'est guère qu'un commis. Beugnot dit, en visant cette pépinière d'hommes publics qu'était le Conseil d'État, et où Napoléon puisait à pleines mains : « L'Empereur, qui tenait une partie du continent sous ses lois et qui dévorait le reste par la pensée, avait des agents nombreux à expédier sur tous les points. » Désigné lui-même pour l'Allemagne, alors qu'il pensait devoir partir pour l'Espagne, il ajoute : « Lorsqu'on recevait des ordres, on ne vivait pas tant qu'ils n'étaient pas exécutés ; je me décidais à partir le lendemain. »

L'accent de l'obéissance n'est-il pas ici tout militaire : déférence immédiate, zèle soumis et discret, nulle réaction personnelle, les talons joints, les bras tombants, c'est ainsi qu'est reçu l'ordre napoléonien.

Ce caractère militaire et « romain » se retrouve, naturellement dans l'autorité que l'agent exerce. « C'était alors, écrit l'un d'eux, une position en Europe que d'être Français, et c'en était une grande que de représenter l'Empereur quelque part ; à

cela près que je n'aurais pas impunément abusé, j'étais, en Allemagne, ce qu'avaient été autrefois les proconsuls de Rome. Même respect, même obéissance des peuples, même désir de plaire et de capter ma faveur. Nous étions, à cette époque, sous le charme de la paix de Tilsit; l'invincibilité de l'Empereur n'avait encore reçu aucune atteinte... Je croyais qu'il était né pour entraîner la fortune et je trouvais tout simple que les peuples fussent prosternés à ses pieds; c'était désormais, à mes yeux, la nouvelle marche du monde (1). »

L'action vigilante de l'Empereur sur les administrations locales se fait particulièrement sentir, quand il s'agit des points suivants : d'abord et avant tout, la conscription ; la conscription étant l'essence du système, le chef militaire entend qu'elle *rende* toujours avec une régularité pleine et absolue, toutefois sans peser trop lourdement sur le peuple : c'est un art, un tour de main; et le succès d'un préfet en cette matière est la pierre de touche de son mérite; de même pour toute autre besogne militaire : appel de réserves, organisation des vélites et des gardes nationales, gardes d'honneur, moyens divers et de plus en plus délicats et difficiles de procurer des hommes à un système qui en fait une terrible consommation. L'Empereur entend, en effet, que la nation soit toujours au « complet de paix », prête à passer sur un signe sur « le pied de guerre » (2). Napoléon, grand chef militaire, et qui sait que son système repose uniquement sur l'armée, n'ignore pas que, de tous les genres d'abus, ceux qui s'attachent à la conscription méritent l'attention la plus constante. Tous les régimes politiques, quels qu'ils soient, y risquent leur autorité ou leur popularité.

De même, le préfet doit veiller au bon rendement des impôts. Non qu'il ait, en cette matière, une compétence directe, puisque

(1) Beugnot, *Mémoires*, I, p. 340-372. — Napoléon lui-même était en garde contre l'excès de ce genre d'administration toute en consigne. Sa raison aurait voulu modérer les exigences de son tempérament. Il écrit, le 26 avril 1806, à propos du préfet de Dijon : « La subordination civile n'est point aveugle et absolue; elle admet les raisonnements et les observations, quelle que puisse être la hiérarchie des autorités... Je n'exige d'obéissance aveugle que dans le militaire... Les préfets ne sont que trop enclins à un gouvernement tranchant, contraire à nos principes et à l'esprit de l'organisation administrative. » Mais, que pouvait-il attendre autre chose de ces préfets qu'il appelait lui-même des « empereurs au petit pied »? L'art politique est un art difficile.

(2) *Corr.*, *passim*; notamment t. VIII, p. 32, t. IX, p. 158-159, 167; t. X, p. 181, 301, 371, etc. — *Lettres inédites*, publiées par Lecestre, t. I, p. 53.

c'est l'affaire propre de ce que l'on appelait les « sept branches de l'administration financière » : mais l'Empereur entend que les préfets collaborent activement au travail de collecte régulière des recettes, qu'ils se tiennent au courant de son fonctionnement; surtout qu'ils ne l'entravent pas et, comme c'est la tendance de certains administrateurs, amis de la popularité, qu'ils ne se fassent pas les échos de la plainte publique. En revanche, il soutient ses préfets contre les administrations particulières qui affichent une indépendance abusive.

L'attention de l'Empereur est tout spécialement en éveil quand il s'agit de la paix publique, des attaques à main armée, de la sécurité des routes. Il défend énergiquement, même contre Fouché, les gendarmes du maréchal Moncey : « Si j'étais assez insensé pour laisser détruire l'esprit que j'ai donné depuis quatre ans à la gendarmerie, ils deviendraient vauriens comme en l'an VIII. » Qu'il s'agisse des dernières convulsions de la Chouannerie, qu'il s'agisse des agitations survivantes dans le Midi, qu'il s'agisse des « garrotteurs », et des « chauffeurs » en Belgique, qu'il s'agisse des « brigands de Compiègne (1) » qui infestent encore, en mai 1805, les avenues de la capitale, sa vigilance est toujours en éveil et, même de loin, même au cœur de ses voyages et des campagnes, il s'émeut au moindre bruit, il ne laisse rien passer. Toujours sa hantise évoque, comme un repoussoir, les temps de la Révolution : « Il est impossible d'être plus mécontent que je ne l'ai été des chemins de Lyon jusqu'à Roanne; j'ai cru me retrouver à l'époque de la désorganisation de la France (2). »

Son autorité, enfin, ne se laisse jamais surprendre quand il s'agit de dominer et de mater l'éternelle querelle des partis. C'est sa grande affaire. Combien de fois a-t-il répété, de vive voix et par écrit, la même injonction : « Il faut éviter de réveiller les haines... Il n'y a plus qu'un parti ! »

Donc, obvier aux moindres désaccords, éviter tout ce qui peut ramener les luttes religieuses : « Le peuple français estime et le Saint-Père ne veut que l'union des ecclésiastiques, sans en persécuter aucun. » « Je ne veux aucune congrégation ecclésiastique ; cela est inutile ; de bons curés, de bons évêques, de bons prêtres, des séminaires bien tenus, c'est tout ce qui

(1) Lettre à Fouché, du 4 mars 1805 (*Corresp.*, t. X, p. 460).
(2) Lettre à Crétet, 12 juillet 1805 (*Corresp.*, t. XI, p. 10).

est utile ». Il ne manque pas de blâmer certains préfets qui affichent, avec trop peu de mesure, des principes antireligieux.

Sa vigilance est non moins active pour écarter le moindre abus qui peut paraître un retour à l'ancien régime. Il ménage même le préjugé populaire : « Je ne veux pas qu'on nous ramène au temps où l'on empêchait les villageois de danser. » A propos des jeux, il écrit à Fouché : « Je ne veux absolument aucune espèce de désordre. »

Cette volonté persistante du bien et le prestige de l'ordre intérieur rayonnant sur le dehors, telle est la pensée constante de Napoléon, chef d'État, homme d'État. Au moment où il part pour la campagne que couronnera la victoire d'Austerlitz, il prononce au Sénat ces paroles qui caressent puissamment la fibre nationale et affirment, d'un ton hautain et magnifique, avec une allure puissamment théâtrale, son rôle, tel qu'il l'a conçu au lendemain de la Révolution : « Toutes les promesses que j'ai faites aux Français, je les ai tenues. Il a mérité le nom de Grand Peuple. »

G. Hanotaux.

(*A suivre.*)

UN DISCIPLE DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

LES CONFESSIONS
DE
JOHANNES JÖRGENSEN

Avec le début du mois d'octobre 1925, s'ouvre l'année de la commémoration d'un très grand centenaire : le sept centième anniversaire de la mort de saint François d'Assise dans la soirée du 3 octobre 1226. Nous ne songeons pas à rappeler ici tout ce que représente le centenaire franciscain. Mais la couronne des saints est faite en partie des conversions qu'ils ont opérées. Parmi celles qu'il faut attribuer à l'action posthume de saint François au cours de sept siècles, il en est une dans le nôtre, qui se détache pour nous avec un intérêt particulier, la conversion du poète danois Johannes Jörgensen, qui allait devenir l'écrivain des *Pèlerinages franciscains*, l'historien du *Poverello*.

Johannes Jörgensen vient de donner le récit de sa conversion dans un livre qui porte le titre de *Légende de ma Vie*. Six volumes : *l'Étoile rouge*, *la Tour*, *le Pays des Voelches*, *le Pain sans levain*, *la belle Porte du Temple*, *le Moulin de Dieu*, ont déjà paru (1). Cette existence, dans laquelle un changement de religion et d'idées, une rupture complète avec

(1) Johannes Jörgensen a complété ses souvenirs par trois petits volumes, *Danimarca*, en prose, *Il y a une fontaine qui coule*, recueil de poésies, de même que « *Brig Marie* » *de Svendborg* où se mêlent à des impressions d'enfance la mélancolie de l'âge mûr et la nostalgie du pays natal. Une édition choisie de ses œuvres a été publiée en même temps que la *Légende de ma Vie*.

d'anciens amis, ont provoqué tant de discussions parmi les Danois, est racontée avec le plus grand détail et une franchise qui pourrait faire donner à ces mémoires le titre de *Confessions* plutôt que celui de *Légende*. Il faut dire que tous les ouvrages de M. Jörgensen contiennent sa propre histoire. C'est ce qui permet, en analysant ses souvenirs, de revenir sur l'ensemble de sa production littéraire. Sa jeunesse a été décrite dans *Græs (Herbe)*, ses erreurs, la descente vers l'abîme l'ont été dans *le Jour Suprême*, sa conversion dans *le Livre de la Route* et *Notre-Dame de Danemark* (traduit sous le titre de *Vita Vera*). Il n'y a pas jusqu'à la *Vie de Saint François* qui ne s'ouvre sur une scène où le fils de Bernardone, sortant d'une grave maladie, n'éprouve les mêmes sensations, qui seront celles du poète danois entrant en convalescense au même lieu, en face du même paysage. Johannes Jörgensen n'est pas un constructeur de fictions ; c'est un lyrique ; il nous communique l'émotion produite par le sentiment qui, un moment, le possède tout entier. Sa personne fait l'unité de son œuvre.

La *Légende de ma Vie* est à la fois captivante et douloureuse. Elle fera partie de cette série de confessions qui sont ce que la littérature nous a donné de plus troublant et de plus passionnant. L'auteur raconte ses actes, ses sentiments et ses fautes avec une sincérité absolue ; il est impitoyable pour lui-même. Si, après avoir rompu avec les maîtres de sa jeunesse, il avait cédé trop facilement à la tentation de les appeler de « faux prophètes », aujourd'hui, plus juste pour les hommes dont il avait partagé les idées et pour ses amis d'alors, il prend à son compte toutes les responsabilités et regarde ses propres défauts comme les premières causes de ses erreurs. Il se juge sans aucune indulgence. Il y a dans sa manière de se révéler sans trop de pudeur ni de retenue, quelque chose qui gêne parfois le lecteur et qui le blesse ; on en vient à se demander si cette humilité n'est pas de l'orgueil retourné. Une pareille question se pose pour toutes les confessions les plus fameuses. Chez l'écrivain danois, un tel sentiment, s'il existe, est racheté par le but apologétique qu'il vise. Il veut montrer comment Dieu l'a poursuivi de sa grâce, et comment, être de faiblesse, d'égoïsme et de lâcheté, il a longtemps résisté avant de venir s'asseoir dans le Temple, à la « belle porte ».

L'ENFANCE. — LE FOYER

Les souvenirs de son enfance sont trop courts à notre gré. De cette main qui sait se faire si légère pour exprimer les sensations ténues et éphèmères dont s'accompagne l'éveil de l'âme, nous aurions voulu beaucoup de pages consacrées à la maison paternelle et aux premières années.

Svendborg est une petite ville de Fionie, au bord de la mer, entourée d'eau et de bois. Le père et les oncles de Johannes Jörgensen étaient des pilotes, des capitaines, honnêtes gens dont les lèvres ne prononçaient jamais une parole risquée. La maison, avec la mère qui semblait la main de la Providence, et les sœurs qui en étaient la joie, la maison confortable, simple et propre, calme et douce, était un vrai foyer. Noël résumait tous ses plaisirs et tout son attrait.

Ah! Noël en Danemark! Noël à Svendborg! Ah! Noël dans la maison de mon enfance! Le doux soleil d'un hiver d'Italie éclaire le papier sur lequel j'écris ces lignes et les cloches du Noël catholique carillonnent aussi joyeuses et paradisiaques que lorsque le sonneur Flint les faisait retentir à Svendborg. Et je me trouve dans une vieille ville d'art et de culture, entre Florence et Rome, et au milieu des montagnes bleues. Mais tout de même, tout de même, si je pouvais traverser le grenier en m'éclairant d'un bout de cierge de Noël fixé sur une boîte d'allumettes et me coucher dans la mansarde dont la fenêtre est couverte d'épaisses fleurs de glace, en sorte qu'il faut souffler sur le carreau si l'on veut jeter un coup d'œil au dehors et regarder Svendborg sous la neige, le pays à l'entour blanc de neige, avec des bois noirs sous la lune d'une nuit d'hiver.....

Trois fois par jour les cloches de Notre-Dame sonnaient au-dessus de la maison des Jörgensen et, dans l'après-midi du dimanche, les gens qui allaient à l'église ou en revenaient passaient devant leurs fenêtres.

Nous avions, dit Johannes Jörgensen, à Notre-Dame, le pasteur Prip, qui demeurait au bout de la rue dans son beau presbytère crépi de jaune et tapissé de roses. A Saint-Nicolas, nous avions le pasteur Warburg dont on disait qu'il prêchait d'une manière qui partait du cœur et que les méchants garçons poursuivaient dans la rue parce qu'il était long, mince et que le bas de ses pantalons était toujours troté.... D'ailleurs, Svendborg avait sa bonne vieille religion de gens

de mer qui consistait à être des gens honnêtes et honorables, à croire au Seigneur, à aller à l'église pour les solennités et à communier une fois par an ensemble avec la mère. Quand père et mère revenaient de leur communion annuelle, après avoir franchi la porte, volontiers ils restaient un moment immobiles l'un en face de l'autre; mère prenait père par le cou et l'embrassait dans sa barbe : « Pour notre bonheur et bénédiction, petit père ! » Et père jetait un regard sur la porte de la rue..... si quelqu'un les avait vus..... ?

Car ils étaient timides, les vieux loups de mer hâlés. Ils avaient du sentiment, mais ils ne le montraient pas ; ils avaient de la religion, mais ils ne trouvaient pas convenable d'en parler.

Pourtant, dans cette paisible atmosphère à l'horizon étroit, l'enfant a, un jour, la sensation toute vivante d'une présence divine, personnellement en contact avec son âme ; et la force de cette sensation est telle qu'après des années il pourra, quand il y songera, la faire revivre.

La chambre où il se tient est froide ; ses yeux quittent souvent le livre où il apprend sa leçon pour regarder le jardin triste où dans l'ombre qui descend se dressent des arbres tristes et nus. Alors il est envahi d'une angoisse désolée, sans espérance, l'angoisse d'exister. Il est saisi de l'idée que ce monde n'est pas un jeu, qu'il est décisif, que le Dieu qui le gouverne est le seul, qu'en dehors de lui il n'y a pas d'appel, qu'en dehors de lui il n'y a que le vide et le néant.....

C'est ici la première étape de la conversion de Johannes Jörgensen. Deux choses attirent particulièrement le petit Johannes, les idées révolutionnaires et le supranaturel; ces préoccupations trahissent une nature religieuse qui n'a pas encore trouvé sa voie.

La vie qu'il rêve est toujours en dehors des lois. « J'avais lu *Manfred*, écrit-il, et j'y avais vu mon avenir. » Politiquement et socialement, il est avec les révoltés, avec les nihilistes. Les assassins d'Alexandre II sont ses héros favoris. Il fonde un club pour extirper la tyrannie. « Il n'avait que six membres, heureusement pour les tyrans de Svendborg... » Les tableaux qu'il trace des réunions des conjurés sont d'un humour excellent. Sa haine contre la société grandit et se précise quand il est envoyé à l'école latine de Copenhague et qu'il souffre, non seulement de l'éloignement du foyer paternel, mais aussi des dédains de ses camarades, qui le trouvent laid et maladroit.

Il appelle contre eux la colère d'un dieu vengeur et destructeur qu'il a appris à connaître dans les livres de théosophie dont il se nourrit. Un petit volume, *Theosophia esoterica et eklektika*, lui a permis de pénétrer les mystères de la Kabbale et de la magie, et, initié de la sorte, il se donne lui-même le nom de *mystagogue*. L'astronomie le séduit aussi et, plus tard, dans combien d'heures pathétiques, joyeuses ou douloureuses, ne regardera-t-il pas les étoiles, les nommant par leur nom comme des amies dont les doux rayons ont éclairé tous les moments de son existence ? Il veut savoir ce que c'est que la vie, la vraie vie, et la mort. « Si la mort n'était pas, écrit-il dans son journal, la vie serait tout à fait insupportable. La mort est le grand point d'interrogation qui me maintient debout. » Il fait les mêmes lectures que Gœthe enfant ; aussi *Faust* le passionne-t-il. Grâce à sa Théosophie ésotérique, il comprend certaines choses que les autres lecteurs n'entendent point ; il s'imagine être un nouveau docteur Faust dans sa petite chambre de Copenhague dont la fenêtre donne sur les toits. Gœthe occupera sans cesse sa pensée jusqu'au jour où, en 1913, il écrira son curieux et attachant *Livre de Gœthe*. Il penche tantôt du côté de Prométhée le révolté, tantôt du côté de Gœthe, le chercheur d'harmonie et de bonheur.

ANNÉES D'ÉTUDE. — RADICALISME ET ANARCHIE

Il commence sa vie d'étudiant sous le signe de *l'Étoile rouge*. Il suit les cours de Höffding. On lisait alors Taine, Renan et Zola, qu'il déclare dans son journal n'être pas immoral parce que, dit-il, il ne dépeint jamais le vice avec sympathie. Il découvre Ibsen, Strindberg, Brandes. La bibliothèque de son oncle, le professeur au lycée moderne qui l'avait fourni de livres à Svendborg, ne s'ouvrait pas à la littérature la plus récente ; il avait pourtant attrapé au vol les noms de « cet Ibsen », de « ce Brandes », de « ce Zola ». Ce qu'ils écrivaient, avait-il entendu dire chez lui, ne valait pas grand chose. Ibsen avait, au commencement, publié des œuvres de mérite, mais « cette Nora, ou de quelque façon qu'elle s'appelle, qui quitte son mari ! » C'était le temps, en 1884, et pendant les années qui suivirent, où la jeunesse saluait comme des libérateurs Strindberg, Ibsen, Brandes. Ils étaient entourés de l'auréole du

martyre en attendant que l'un d'eux, Georg Brandes, devînt le dictateur qui devait exercer sa tyrannie sur ses disciples et sur tout le monde pensant de Scandinavie.

Le jeune étudiant composait beaucoup de vers; il écrivait *les Voix du Titan, le Sang du Titan.* Aujourd'hui Jörgensen sourit de ses ambitions et de son pessimisme d'alors. Il appelle son ami Larsen, qui avait comme lui des opinions anarchistes, tout en poursuivant des études de théologie pour devenir pasteur, son « co-dynamitard ».

Il s'occupait successivement ou parallèlement de philosophie, de linguistique, de zoologie; ses lectures étaient faites sans plan et suggérées par des aspirations très diverses. Il croyait sans doute qu'il cherchait à y découvrir des idées; j'imagine plutôt qu'artiste avant tout, il s'y plongeait pour y trouver des sensations d'art. Jörgensen, dont le caractère paraît d'ailleurs avoir manqué de fermeté, est fortement influencé par ce qu'il lit. Son désir de jouir, son impatience de toute contrainte le jettent dans cette vie de bohême dont il justifiait alors les écarts par des principes appropriés.

Le compagnon de ses aventures est le peintre Börge que nous voyons passer dans *le Livre de la Route* un jour que Johannes est assis à Rothemburg devant une table de cabaret. « Dans l'abîme de ses yeux verts où jaillissent des étincelles semblables à celles qui pétillent dans le vin, il voit couler l'éternelle inconstance de la vie, la profonde infidélité du cœur. » C'est en sa compagnie qu'il cherche des plaisirs qui ne laissent après eux que de la poussière de feuilles mortes, ou plutôt quelques lignes sur un carnet de notes; car on est artiste, et, pour le poète, tout devient matière à poésie.

Il a encore trois amis, qu'il nous dépeint avec une affection que le temps n'a pas effacée. C'est Viggo Stuckenberg, dont la femme ne joue pas un rôle moindre que le sien dans le souvenir de Jörgensen, Oscar Madsen et Sophus Claussen. Tous trois poètes, destinés à devenir célèbres, ils avaient alors les mêmes idées que lui; mais ils devaient s'éloigner les uns des autres en même temps que ces idées se modifiaient. Jörgensen décrit leurs relations avec tant de détails, et des détails si vivants, que l'on se rend compte qu'aucun épisode de son existence ne l'a intéressé davantage; on peut ajouter que c'est celui qui nous captive le plus grâce aux facultés de psychologie qu'il y

déploie et peut-être parce que c'est là qu'il montre le plus de sensibilité. Ses camarades, si l'on s'en rapporte à ses propres paroles, plus consciencieux, plus sérieux que lui, savent mieux diriger leur travail et cultiver leur talent.

Nous suivons presque jour par jour les courants qui, entre 1884 et 1894, se sont fait sentir dans la jeunesse intellectuelle de Copenhague; elle a été initiée aux lettres et à la pensée européennes, car on est encore dans ce qu'on a appelé « la période israélite », par les trois frères Brandes. Ernst Brandes emploie Jörgensen à son journal *Köbenhavn Börs-Tidende*. C'est un parfait sceptique : d'après lui, tout est permis; il ne reconnaît d'obligation qu'en matière d'argent; lorqu'il ne peut faire face à ses engagements, il se tue. Edvard, ministre des Finances dans le cabinet qui a gouverné le Danemark pendant toute la guerre, est le radical orthodoxe et sectaire, cultivé, mais insensible à la poésie. En cela, il ne ressemble pas à son frère Georg qui, accessible à tout ce qui est art, a parfois, dans son talent séduisant, je ne sais quoi de lyrique. Il est accueillant et encourageant pour Johannes quand, en 1887, celui-ci publie son premier volume de vers. Il paraît quelquefois chez les jeunes écrivains où, après son départ, on reste jusqu'au matin à parler et à boire. Souple, caressant, avec par moments un rapide accès de hauteur moqueuse, il assure son empire sur ces générations par son amabilité condescendante.

Les journées de Jörgensen deviennent de plus en plus fantaisistes; il abandonne la zoologie. S'il en eût poursuivi l'étude, il eût pu devenir, a dit un de ses anciens camarades, un savant de tout premier ordre. Il écrit des articles au *Social-Democrat*, vit de leçons qu'il donne dans une institution d'où il se fait renvoyer. L'anarchisme l'attire toujours davantage. Il dévore les livres de Tschernyschewski, de Krapotkine, de Bakounine et de Herzen.

Ma haine de la société, écrit-il, me poussa à chercher comment était née cette inconfortable institution, et à la bibliothèque de l'Université je lus, en prenant des notes, les *Principes de Sociologie* de Spencer et les œuvres de Tylor, Lubbock, Morgan et Bachofen. Pendant les nuits claires où j'avais trop faim pour dormir, je lisais *la Vie de Bohème* de Mürger.

RÉACTION IDÉALISTE. — LA TOUR

Cependant, on commençait à secouer le joug de Brandes. Plusieurs écrivains célèbres s'en étaient déjà séparés publiquement. Bien vite, Jörgensen s'était dégoûté de ceux qui, trouvant le monde irrémédiablement plat, voulaient qu'on le prît tel quel. Il n'avait jamais été de ces pessimistes jouisseurs, se complaisant dans la bonne vie matérielle, ni de ceux qu'enchante la description du vice, bien que dans ses romans il ne recule pas devant le détail cru. Il y a toujours eu chez lui un mécontentement de l'existence joint au désir de sonder la profondeur des choses ; c'était là tout son anarchisme, toute sa théosophie qui lui rendait pénibles les moqueries d'Ernst Brandes au sujet de l'astronomie. Il écrit dans son journal : « Continuel sentiment du mystère de l'existence, de l'infinité, du prodige qu'est le monde... » A présent il se nourrit d'Edgar Poë, de Maeterlinck, de Loti, de Rollinat, de Huysmans, de Barbey d'Aurévilly, de Villiers de l'Isle-Adam, d'Arthur Rimbaud, de Jules Laforgue, de Verlaine, de Gabriel-Dante Rosetti. « Tous des ennemis de la vie », disait Georg Brandes.

Entre temps, Johannes Jörgensen s'est marié. Il a dans le journal d'Ernst Brandes une occupation régulière qui lui permet de suffire aux besoins de sa famille. Le quatrième de ses volumes, *Sommer* (Été), a paru signalé et loué par un article de Georg Brandes, il a du succès. Le jeune ménage demeure au quatrième étage d'une maison au coin d'une rue; l'appartement possède un campanile, une tour, d'où le titre du deuxième volume des souvenirs qui contient le récit des années passées dans ce logis. Chez le poète, déjà connu, se rassemblent d'autres écrivains et d'autres artistes que travaillent les mêmes aspirations; ils sont animés à l'égard de leurs prédécesseurs de cet esprit de révolte qui avait dressé ceux-ci, les naturalistes, contre les épigones du romantisme, et ils fondent une école idéaliste qui proclame la nécessité d'une métaphysique. C'était, chez les Danois, un groupe qui ressemblait assez à celui du *Mercure de France* et des symbolistes chez nous, un mouvement d'idées apparenté au courant qu'avaient déterminé en Suède Verner de Heidenstam et Oscar Levertin. Avec un directeur, Jörgensen, et des collaborateurs non payés, et un marchand de papier dont on ne solde

pas la note, ces jeunes écrivains lancent une revue qu'ils intitulent *La Tour*, du nom de la tour d'où ils contemplent les étoiles.

En 1892 parut le volume intitulé *Stemninger* (*Dispositions*), où se sent continuellement l'influence de Baudelaire. Parlant des yeux d'une femme, le poète dit qu'ils ont la couleur de l'absinthe, ou se promenant à l'orée d'un bois, il sent monter « de la mousse, de l'écorce des arbres, des feuilles des souches, une odeur de corruption, une vapeur de pourriture, un parfum de mousse enterrée, moisie, comme si c'était un monstrueux cimetière ». *Stemninger* fut bien accueilli par le public, mais assez mal par les anciens maîtres de l'auteur. Georg Brandes demandait : « A quoi mène tout cet amour de la nuit? » Et, anticipant sur l'évolution des idées de Jörgensen, il disait, à propos de *l'Arbre de la Vie* que publiait *La Tour :* « C'est un livre catholique avec des états alternés de transports et de repentir. Ce n'est pas grec. »

Nous touchons aux heures sombres. La gêne et même la misère entrées dans la maison du poète, qui avait pourtant connu le bonheur entre sa femme et son enfant. Parfois, la discorde surgit entre les époux, malgré la patience et le dévouement de la femme qui, avec la prévoyance d'une mère de famille, redoutait tant d'orgies de paroles, sinon de spiritueux, tant de nuits passées avec des amis à s'étourdir de discours et de poésies, selon le conseil de Baudelaire : Enivrez-vous sans cesse.

Un soir, rentrant chez lui, Johannes prend la *Confession d'un Enfant du Siècle*, qui lui semble exprimer éloquemment le désespoir qui s'était emparé de lui, sa foi en l'invisible, le dégoût que lui inspirait sa vie de désordre et son aspiration vers la pureté. Et il s'écrie comme nos romantiques, après avoir appelé les orages : « Donne-nous des cloîtres! O Seigneur, je ne demande qu'à m'agenouiller. Donne-moi une cellule loin des rues du monde! »

Un naufrage moral le menaçait; le catholicisme l'en a sauvé. Ce n'est pas lui, ce n'est pas nous qui l'attestons. Un de ses anciens maîtres, Harald Höffding, en parlant de lui, l'a affirmé devant moi. Ce catholicisme aurait pu n'être qu'une religion d'amateur; elle n'aurait produit alors aucun des effets salutaires qu'elle a eus dans sa vie. Mais il lui arriva de connaître l'Église catholique avec ses dogmes, sa discipline et tous les secours qu'elle offre aux âmes, par la voix d'un Israélite, fils d'un riche industriel danois, Mogens Ballin, qui s'était

converti. Ce jeune homme, remarquablement doué, héritier d'une race d'antique culture, brillant causeur, artiste, se jetant dans tout ce qu'il y avait de nouveau, était venu à Paris pour étudier la peinture, puis il avait parcouru la Bretagne avec un peintre hollandais, — rencontré à Bullier; pendant ce voyage, un livre lui était tombé sous la main, l'*Imitation de Jésus-Christ*, qui l'avait introduit au catholicisme. Il l'avait embrassé alors avec toute la ferveur, l'ardeur, la passion intolérante d'une race essentiellement religieuse, d'une âme brûlante et impétueuse.

Voyant Jörgensen dans un profond désarroi matériel et moral, Mogens Ballin l'engagea à partir pour l'Italie et lui en fournit les moyens. C'était son premier voyage à l'étranger, alors que ses amis étaient déjà tous allés en France, en Allemagne, en Italie. Brandes fit cette réflexion malicieuse quand il prit congé de lui : « Vous prenez le chemin des romantiques, » voulant dire par là qu'il se rendait en Allemagne, mais aussi que, comme les romantiques allemands, il allait au catholicisme.

VERS LE CATHOLICISME. — L'ITALIE

Jörgensen appelle *le Pays des Voelches*, le vieux nom danois de l'Italie, le volume où, en réalité, il raconte les mêmes choses que dans *le Livre de la Route;* mais ce dernier est mêlé de plus de fantaisie ; ajoutons qu'il a été composé avant que la guerre fût venue éclairer le poète sur le compte d'un pays dont la culture avait vraiment pétri son intelligence.

L''Allemagne représente pour lui le panthéisme : ses poètes, ses philosophes, tout tend chez elle à la divinisation de la nature, à la dissolution de l'individu dans la nature. En revanche, l'Italie est la terre du catholicisme qui signifie loi, ordre, maîtrise de l'homme sur lui-même. Plus que nul autre, Jörgensen était accessible aux suggestions du panthéisme ; il y retournera toutes les fois qu'il hésitera à accepter le dogme et la discipline catholiques.

La nature a toujours tenu et tient encore une place immense dans le cœur du poète : ses descriptions pénétrantes, pleines d'intimité, sont un des charmes de son œuvre. Nul mieux que lui n'a peint la nature danoise. Avec ses caresses et son bercement, la santé et le bien-être corporel qu'elle donne, le repos qu'elle procure à l'âme, la nature semble à Johannes une mère.

Rien autre n'est nécessaire à l'homme. Pendant les nuits d'été humides et chaudes, où il se sent enivré de panthéisme mystique, il a la sensation d'être face à face avec l'âme intérieure du monde. Alors il accepte la maladie et la mort comme une conséquence nécessaire de la vie, comme un droit qu'elle a sur l'homme. La vertu panthéiste, c'est la résignation stoïque; le malheur et la douleur personnels ne sont rien, quand on est profondément dévoué à la vie, parce qu'ils sont nécessaires à sa durée et à sa perfection. « Je frissonnais, dit-il, à la pensée de ma propre ruine corporelle, mais finalement brillait, tel qu'un mur doré, l'infinité dorée de ma vie. »

Traversant l'Allemagne dont les poètes et les philosophes avaient ravi sa jeunesse, entouré des paysages de la Bavière, il se sentait de plus en plus pénétré par l'enchantement du panthéisme germanique, par la tendance à se laisser glisser sans direction, à s'enfoncer dans une douce défaillance de sa propre volonté, pour se soumettre à la grande volonté de la nature.

La lettre d'un ami qui était à Rapallo le décida à quitter l'Allemagne. Un soir, à Lucerne, le jour de la fête de saint Jean-Baptiste, son patron, il pénétra dans une église.

Je suivais le bord du fleuve, le regard fixé tantôt sur quelques jeunes filles qui marchaient devant moi, tantôt sur le fleuve transparent qui courait et reflétait les tours. Un orage passa sur le Pilate. Je me trouvai devant une église ; c'était l'office du soir ; j'entrai ; je vis le Christ sur l'autel, les cierges, et j'entendis les paroles lointaines d'un prêtre qui disait : *Patri et Filio et Spiritui sancto*. Je croisai les mains, m'inclinai, me signai, et tremblant, j'éprouvai un sentiment de bonheur. Quand je sortis, quand je pris de l'eau bénite et que l'eau froide toucha mon front, je sentis combien j'étais pitoyable et combien pitoyables étaient mes pensées de jouissance.

A Lucques, où il passe quelque temps après avoir vécu à Rapallo, il a découvert une petite chapelle où chaque soir, entre six et sept heures, quelques moines blancs chantent vêpres et complies. Il s'y réfugie, s'agenouille, et le chant grégorien lui arrache des larmes. Il va de moins en moins dans les églises en curieux; il y va pour prier et chez lui, dans sa chambre blanchie à la chaux comme une cellule, il lit l'*Imitation*. Il veut se donner un règlement de vie, ainsi qu'il l'a vu faire aux moines de Beuron.

Mais, à Pistoie, de nouveau se font entendre les appels de la nature. Étant venu à bout de l'argent de son voyage, renonçant peut-être à chercher plus longtemps la foi à laquelle il aspirait, il allait rentrer en Danemark. C'est alors que Mogens Ballin, le « Francesco » du *Livre de la Route*, avec la divination que donne une affection vigilante, comprend que son ami « Giovanni » va rester en chemin, et, d'Assise où il se trouve, il le conjure de le rejoindre. Il vient le prendre à Pérouse; ils y visitent une maison de Petites Sœurs des Pauvres où des religieuses françaises au visage de paysannes soignent des vieillards.

A Assise, Mogens Ballin installe Jörgensen dans une maison située en face de celle qu'il habite. La fenêtre de la chambre de Giovanni domine la ville. Toutes les cloches montent vers lui.

Une seule petite cloche grêle commençait la première comme un écolier qui est possédé de l'envie de se montrer. Mais il ne lui était pas longtemps permis de sonner seule; l'une après l'autre, elles arrivaient, toutes les cloches d'argent d'Assise, toutes les cloches d'or d'Assise, toutes les cloches de cristal d'Assise, toutes les joyeuses petites cloches d'Assise qui semblaient s'amuser, toutes les cloches d'Assise qui grondaient et tonnaient, toutes les célestes cloches d'Assise, gaies, claires, heureuses, débordantes de félicité... Du nord au sud d'Assise, le son courait comme une traînée de feu dans l'herbe; partout résonnent les sons clairs, partout montent les petites flammes brûlantes dans l'air. Santa Chiara sonne sous le Pincio, San Francesco répond au loin, du Colle del Inferno. San Pietro et Santa Maria del Vescovado tintent au loin et gaillardement, San Rufino fait entendre un son grave et réfléchi, Santa Maria sopra Minerva, San Quirico, Sant' Apollinare, Chiesa nuova, Francescuccio, l'église des Capucines, la chapelle des Colettines, le couvent des religieuses allemandes, Sant'Andrea, Santa Margherita, — toutes les hautes tours et les petits clochers où l'on voit les cloches aller et venir, — elles sonnent toutes, elles sonnent toutes, elles se réjouissent, toutes elles jouent pour le Seigneur et chantent les louanges de sa sainte Mère.

Lorsqu'il regarde Assise le soir, il songe, en voyant les lumières qui s'allument dans les maisons, que chacune de ces flammes représente une vie; alors lui revient la pensée qui l'a hanté si souvent de regret et d'amour pour toutes les existences, obscures, humbles et simples qu'il ne connaîtra

jamais et qui, pour lui, sont autant d'existences amies et chères.

Le signor Giovanni et le signor Francesco sont bientôt pris en affection par les gens de la ville qui les appellent « les deux messieurs qui rient toujours », *quei due signori che sempre ridono*, car ils vont à travers les rues, parlant très haut, disputant et riant des saillies l'un de l'autre. Le signor Francesco est tenu pour un saint; la gaieté, dans le pays de saint François, n'empêche pas d'être un saint.

Johannes Jörgensen entre dans les maisons d'Assise, s'asseoit autour du foyer avec leurs habitants, les écoute chanter des *stornelli*. Il suit les cérémonies religieuses et surtout les pèlerinages qui amènent des paysans de toute l'Italie. La première grande fête à laquelle il assiste est celle de l'Indulgence de la Portioncule. Les deux compagnons vont avec les pèlerins, en haut à *Saint-François*, en bas, dans la grande église claire de *Sainte-Marie des Anges*, qui est construite sur la chapelle de la Portioncule. Tantôt ils sont devant le sanctuaire où continuellement le flot des fidèles s'écoule à travers la porte, tantôt au dehors, entre les boutiques, achetant de naïves petites sculptures de bois, représentant saint François et sainte Claire, des chapelets et des médailles pour les amis catholiques de Ballin, ou de petites croix de nacre venant de Naples et portant l'image du saint sculptée grossièrement sur une des faces.

Nous déjeunâmes, raconte Jörgensen, aux tables où des porcs rôtis tout entiers sont suspendus à des perches et vendus par morceaux pour quelques sous; nous mangeâmes entre des paysans dont la barbe n'était pas faite et des femmes portant des tabliers bariolés; puis nous nous désaltérâmes d'une pastèque rose, remplie de pépins noirs, délicieuse à regarder, « mais qui sent la *lessive* », me dit Mogens... Saisi, plein d'admiration, je vis les pèlerins s'en aller, les pèlerins de l'Italie méridionale; ayant à leur tête un crucifix, s'appuyant sur leurs longs bâtons de pèlerin, ils s'éloignaient en marchant à reculons pour voir aussi longtemps qu'ils le pouvaient la petite chapelle où ils avaient obtenu l'indulgence, et ils criaient : *Evviva Maria, Maria evviva*. Et une seule fois (mon protestantisme n'osait pas davantage) je suivis mon ami à la Portioncule où les cœurs d'argent brillaient sur les murs nus et où les flammes d'or des cierges de l'autel montaient immobiles dans un air qui brûlait de silence. Une seule fois, entre des corps agenouillés, le visage contre terre, sur

lesquels on marchait presque, une seule génuflexion rapide devant l'autel qu'on apercevait à travers la grille et vers lequel se pressaient, muets et immobiles, ceux qui priaient, puis hors de la chapelle, hors de la foule des pèlerins, hors de l'église...

Mais une paix singulière se répandit sur moi... Le soleil se couchait; en haut, l'église et le couvent du saint étaient jaunes d'or, comme sculptés dans du vieil ivoire, ou coulés en or. En haut, la ville du saint, que les rayons du soleil couchant coloraient de rose et de violet, avec ses maisons, ses églises et ses cloîtres en terrasse comme une vigne. Plus haut encore, la montagne du saint, Monte Subasio, avec les *Carceri* dans leur creux boisé et à ses pieds, entre les oliviers, San Damiano et, dans le rougeoiement du soir, la puissante coupole de pierre de la montagne violette, lilas et rose, avec des traînées rouge sang, sentiers pierreux ou sillons laissés par la pluie.

« C'est la ville qui est sur une montagne et qui ne peut être cachée, » dis-je à Mogens Ballin. Lorsque le soir je me trouvai seul dans ma chambre d'où je voyais l'Ombrie et d'où j'entendais Fonte Olivieri ruisseler au bas de la rue, j'écrivis dans mon journal : « Depuis bien des années, je ne me suis pas senti heureux comme aujourd'hui. Seigneur, Seigneur, je te remercie et te loue de tout mon pauvre cœur. »

C'est la troisième étape de sa conversion... Mais Giovanni devait faire bien des pas en arrière dans la voie qu'il avait commencé à suivre. Ses amis, Mogens Ballin et un franciscain hollandais, lui exposent le dogme catholique ; ils ne semblent pas toujours l'avoir fait de la façon la plus appropriée ni même la plus élevée. Ils lui donnent à lire Ernest Hello, qui lui apprend, selon l'expression de Jörgensen, « à penser catholique », et Léon Bloy, qui lui apprend « à sentir catholique ». D'autres, à vrai dire, lui ont permis de comprendre le catholicisme, et, parmi eux, ce fut, avant tout, le *Poverello*, dont le souvenir flotte sur les montagnes et les vallées de l'Ombrie qui l'entouraient.

Il note qu'il fait à ses amis beaucoup d'objections frivoles auxquelles il semble attacher une extrême importance, mais qui, en réalité, servent à dissimuler un obstacle plus difficile à surmonter : la résistance de sa volonté. Il y a des opinions qu'on aime et d'autres qu'on hait ; à certaines heures, il haïssait le catholicisme. Le poète ne mourrait-il pas en lui lorsqu'il deviendrait catholique? « Celui qui a donné son cœur à Dieu n'a plus, s'écrie-t-il, son cœur qui chante en lui. Dieu exigeait

de moi ce que j'avais de plus cher, la seule chose qui fût à moi, mon chant. » Il se dit que Mogens et le père Félice n'aiment pas les étoiles comme lui ; à certaines heures, plus mauvais encore, il se demande si ce n'est pas parce qu'ils sont de mauvais artistes qu'ils se sont convertis au catholicisme et parce qu'ils ne pouvaient mieux faire. Il retombe dans le mysticisme panthéiste, le sentiment dionysiaque de la vie, qui le remplit d'un bonheur infini dans ces campagnes italiennes, de même qu'il lui avait communiqué une joie débordante sur la terre danoise.

Il y eut un soir, écrit-il, où, sous ce ciel ombrien, Pan et Dionysios et tous les vieux dieux s'emparèrent véritablement de mon âme, de sorte qu'elle se gonfla et fut près d'éclater de félicité... Je sortis d'Assise par une des portes; je descendis le chemin abrupt qui mène à Ponte Vittorino et à la route de Petrignano. En haut, derrière Pérouse, le soleil à son couchant flambait; le long du chemin se dressaient les chênes à demi dépouillés, leur silhouette sombre et légère se détachait sur le ciel des dernières heures du jour qui, d'un jaune de feu, passait au vert pâle le plus pur. Et j'allais, j'allais, porté par des ailes, conduit par des mains, attiré par la beauté qui ouvrait ses portes devant moi. La rougeur du soir s'éteignit, la nuit vint, Arcturus s'alluma et toutes mes autres étoiles. Sur les champs sombres plantés de vignes résonnait au loin un *stornello*, un de ceux que je connaissais, et aimais : *non si fa più l'amor con te, carina.* C'était une extase de beauté dans la nature, de jeunesse, de mélancolie et d'aspirations qui bouillonnait d'amour; tout se fondait en un sentiment si profond et si fort que je ne trouvai pas de meilleure expression pour manifester ce que je ressentais que de joindre les mains. Les mains jointes, j'arrivai à Palazzo, le village situé à mi-chemin entre Assise et La Rocca ; j'y trouvai Mogens venu à ma rencontre, monté sur un mulet et conduisant un âne sur lequel le fils prodigue fut ramené dans le cloître.

Les deux amis sont allés vivre dans le petit couvent franciscain de La Rocca que nous connaissons si bien par *le Livre de la Route*. La liturgie de l'Église catholique, la beauté de ses cérémonies décoratives attirent Jörgensen. Le dimanche, volontiers, il entend la messe des paysans dans un coin sombre de la petite église. Extérieurement, même pour ses deux compagnons, il semble se refroidir et s'éloigner de leur foi. Mais rien de ce qui se rapporte à la religion n'est affaire de pure intelli-

gence. Il y entre quelque chose de plus profond et de plus intime. Il faut, dans la conversion, qu'un état d'esprit en remplace un autre; le glissement s'opère sans qu'on s'en aperçoive. Il y a des consentements de la volonté, puis des reculs. Le mouvement décrit une spirale; l'esprit passe plusieurs fois par les mêmes pensées, mais, chaque fois, il est plus près du but.

Le mal du pays s'était emparé de Giovanni. Par delà l'horizon, par delà toutes les montagnes bleues, son foyer et ses amis l'appelaient; il songeait à son petit garçon qui avait alors trois ans et qui, chaque soir, s'endormait avec sa photographie dans ses mains et toute la journée demandait s'il ne reviendrait pas bientôt; il avait été malade, il avait eu la fièvre et avait pleuré parce que son père n'était pas là.

La fin de ce séjour à La Rocca est mélancolique. Jörgensen n'a pas trouvé la patrie de son âme; il demeure dans l'indécision; il a demandé à une jeune fille de La Rocca, Rosina, de penser à lui dans ses prières. Le dernier soir, Francesco et Giovanni s'asseoient près de la fontaine de La Rocca où ils sont venus si souvent après les chaudes journées au milieu des paysans qui leur parlaient avec cette gaieté douce et polie qui est particulière à l'Italien. Ils se sentent plus que jamais près l'un de l'autre. Dans le calme de la nuit, ils entendent au loin un son, le chant d'un violon. Le son se rapproche; c'est quelqu'un qui joue du violon en marchant, un chanteur ambulant des anciens jours, un *joculator Domini*, saint François lui-même... Saisis, ils restent immobiles. Ils se demandent s'ils sont le jouet d'un rêve. Soudain, une silhouette apparaît au tournant du chemin.

C'était Piombino, le violoneux de La Rocca, qui revenait d'une fête. Le visage tourné vers les étoiles, de temps en temps, il butait contre une pierre du chemin. Quand il fut près de nous, nous l'appelâmes; il tressaillit, mais tout de suite rassuré, il dit : « C'est vous ! » Et, jouant toujours, il passa devant nous sous la porte d'en bas, entra dans La Rocca qui, sombre, dormait, où seules les étoiles brillaient. Nous le suivîmes... Il s'assit sur le dernier degré de l'escalier de la Dendina et continua à jouer, fort, douloureusement, d'une façon émouvante, entre les maisons sombres sous les étoiles brillantes. Et les gens de La Rocca commencèrent à se réveiller. Les fenêtres, les lucarnes s'ouvrirent, et quand Piombino s'arrêta, on entendit de tous côtés : « Comme tu joues bien ! Oh ! comme c'est beau, le

violon la nuit! » Et tandis que Piombino reprenait son violon, il y avait une voix qui me disait : « Tu croyais renoncer à la poésie, Giovanni. Voici, elle vient au-devant de toi, plus belle que jamais. »

APRÈS LA CONVERSION

Oui, c'était toute la poésie de l'Italie franciscaine et mystique qui s'ouvrait devant lui, celle qui devait lui inspirer les *Pèlerinages franciscains*, la *Vie de saint François d'Assise*, *Sainte Catherine de Sienne*. Mais son adhésion à la discipline catholique, latine, romaine, n'était pas encore absolue. Ce sont ses hésitations qu'il nous raconte dans *Le Pain sans levain* (le pain sans le levain de la vérité) avec une grande franchise, convaincu qu'il ne vaudra jamais ceux qui vont à Dieu sans avoir passé par ses égarements et ses erreurs.

La lecture du père Gratry, de Georges Fonsegrive, de l'abbé Klein, de Maurice Blondel lui servit d'introduction au clair et grave catholicisme français; Eugène Melchior de Vogüé lui fit comprendre la nouvelle orientation de la pensée. Son instruction religieuse se fit dans les livres de Pörtzgen, de Kirschkamp, de Weis, de Möhler et de Gihr que lui indiquèrent les prêtres de l'église catholique danoise qui étaient alors presque tous d'origine allemande. Mais, homme d'impression, comme le héros de *Notre-Dame de Danemark* qui le représente, il n'avait pas besoin d'exposer ses doutes à son catéchiste : « rien que d'entrer dans sa pauvre cellule où il y avait pour tout meuble une table et un lit, deux chaises et un prie-Dieu, opérait sur son âme plus fortement que n'importe quel ouvrage d'apologétique. »

Une période de travail calme et régulier, de bonheur familial commence pour Johannes Jörgensen. Il mène une vie modeste et heureuse près de sa femme qui l'a suivi dans son adhésion aux dogmes catholiques. Avec lui nous pénétrons dans la société catholique danoise si restreinte, qui se compose de catholiques immigrés venus d'Allemagne, de familles danoises de l'aristocratie qui, ayant vécu à l'étranger, avaient vu le catholicisme de près et l'avaient embrassé, d'intellectuels convertis aussi, auxquels Mogens Ballin avait tracé la voie, et d'une famille d'origine française dont Jörgensen nous décrit l'intérieur avec le rare talent qu'il a de faire revivre l'ambiance

d'une maison. On avait dans celle des d'Auchamp, nous dit-il, — et nous l'avons après lui, — le sentiment que l'on était dans une sorte de retraite et que l'on se trouvait en dehors du courant de l'existence.

Le Livre de la Route ne s'était pas beaucoup vendu ; les *Confessions*, vers antérieurs au voyage en Italie, auxquels étaient joints les sonnets écrits à Assise, avaient été admirés et loués, mais un volume de vers fait rarement vivre son auteur. Jörgensen avait dirigé pendant quelque temps un supplément au journal hebdomadaire que publiaient les catholiques, mais il s'y montrait très agressif, souvent contre ses anciens amis, et il fut décidé que cette feuille périodique disparaîtrait. On comprend que bien des cercles qu'il fréquentait auparavant se fussent fermés pour lui, moins par intolérance que par impossibilité de s'intéresser à ce qui l'occupait. Des temps difficiles survinrent. On donne alors à Jörgensen une bourse de voyage, fort modeste, et il part pour Assise avec sa femme, trois enfants et une bonne. Le voyage de la petite caravane à travers l'Allemagne est conté de façon piquante. Puis Giovanni se retrouve à Assise, dans l'appartement même qu'habitait Francesco, quand ils y avaient vécu ensemble la première fois.

Assise dort au-dessous de moi dans un silence paisible; la campagne alentour est paisible aussi; on n'entend que le bruit lointain d'une voiture sur une route dure. A travers la plaine gris de lune, le chemin blanc de lune court jusqu'à Santa Maria degli Angeli, le lit sec du Tescio brille ; de l'autre côté, une lumière rouge et solitaire est allumée à Bettona; au loin scintillent les lampes électriques de Pérouse. J'avais le sentiment d'être chez moi, dans ma patrie idéale.

Quelques jours après, il tombe malade. Les images terrifiantes que le délire fait passer devant ses yeux sont le produit de ses préoccupations religieuses. Il est difficile à bien des lecteurs de s'intéresser à tant de tableaux affreux. Mais ce qui frappe, c'est que ses souffrances et la vision de la mort opèrent en lui une nouvelle conversion qui le délivre de l'ardeur sans miséricorde dont il était animé et le pénètre de la charité, de la mansuétude qui doit appartenir au vrai chrétien et, plus encore, parmi les chrétiens, au disciple de saint François.

Deux autres volumes suivent ces quatre premiers, un septième est écrit et n'a pas encore été publié. Le cinquième,

A la belle porte du Temple, tire son nom de cette parole des Actes des apôtres qui lui sert d'épigraphe : « On le mettait tous les jours à la porte du temple appelée la Belle. » Le titre du sixième, *le Moulin de Dieu*, est une allusion au proverbe allemand : « Le moulin de Dieu moud lentement, mais il moud finement », le moulin qui presse et meurtrit l'âme de l'homme pour le rendre digne de sa vocation. Ces deux volumes retracent les luttes de son âme avec la foi religieuse qu'il n'avait pas encore faite sienne tout entière, et les difficultés matérielles de son existence. La mystique et le miraculeux qui remplissent ces pages ne plairont pas à tous ; les compatriotes de Jörgensen, malgré leur affection et leur admiration pour lui, en ont été parfois rebutés. Mais nous devons reconnaître que ses sentiments chrétiens et sa piété ont produit en lui une vertu qui fleurit rarement de nos jours : la patience avec laquelle il a accepté une pauvreté résultant de grandes charges et du caractère de ses ouvrages qui ne pouvaient avoir de gros tirages. Cette résignation joyeuse comporte une singulière force d'âme. Dans les derniers temps d'ailleurs, l'artiste a pris en lui le dessus sur le chercheur inquiet ; on s'en rend compte en lisant *Sainte Catherine de Sienne*. Il a trouvé la certitude et, heureux et libre, il redevient maître de toutes ses facultés.

Nous nous garderons de juger Johannes Jörgensen d'après ses Confessions, bien qu'elles nous y invitent. Cependant si nous voulions résumer l'impression que produit la lecture de *la Légende de ma Vie*, nous dirions qu'il y apparaît un écrivain charmant, un peintre exquis, plus attentif à ce qui se passe en lui qu'à ce qui se passe au dehors, une âme douée d'une assez grande sensibilité, un peu légère, faible parfois, mais sincère et droite, enfin un poète avec tous les défauts des poètes et tous les dons prestigieux qui font que les hommes non seulement leur pardonnent, mais ne peuvent faire autrement que de les aimer.

JACQUES DE COUSSANGE.

UN GLORIEUX TRENTENAIRE

LA PRISE DE TANANARIVE

(1er Octobre 1895)

Il y a aujourd'hui exactement trente ans que la « Colonne légère », dernière expression du corps expéditionnaire de Madagascar, après huit mois de la plus pénible campagne coloniale que nous ayons jamais connue, a planté le drapeau tricolore sur le « Rowa » de Tananarive. Au regard des formidables événements auxquels nous avons depuis assisté, ce brillant épisode paraît aujourd'hui bien lointain et bien modeste; à l'époque où il se produisit, ce fut un « événement ».

Un événement, non seulement parce que c'était la plus sérieuse épreuve qu'avaient eu à affronter nos troupes depuis 1870, et qu'elles en sortaient victorieuses, après une période de difficultés telles qu'on put un moment croire à un échec; mais encore parce que, pendant plus de trois semaines, la France était restée sans aucune nouvelle de cette poignée d'hommes que des informations tendancieuses disaient morts d'épuisement ou massacrés. Il y avait vingt-cinq jours que durait cette angoisse lorsque tout à coup, dans la soirée du 9 octobre, la dépêche officielle annonçant la victoire fut affichée, et les porteurs de journaux se répandirent sur les boulevards, en criant : « Demandez la victoire de la Colonne légère. Demandez la prise de Tananarive ! »

Ce fut une explosion d'enthousiasme. En un clin d'œil, Paris fut pavoisé et la France entière, le lendemain, fut secouée d'un frisson d'orgueil. Cette date évoque donc une de ces heures de

fierté et d'union nationales qu'on doit marquer et retenir dans l'histoire d'un peuple. Elle mérite d'être rappelée.

***

C'est le 1er septembre, à Mangasoavina, où le général Duchesne avait concentré ce qui restait de la colonne expéditionnaire, que fut décidée la formation d'une « Colonne légère » destinée à marcher sur Tananarive.

Pour comprendre la valeur du geste qui fut alors accompli, il faut remonter aux débuts de l'expédition et se représenter ce ce qu'était l'état physique et moral des troupes qui venaient d'atteindre Andriba.

Le retard de la flottille fluviale qui devait assurer les transports par voie d'eau entre Majunga et Suberbiéville, puis l'insuffisance des moyens de débarquement les avaient, dès l'abord, accumulées et immobilisées dans la basse et malsaine région côtière du Boéni; l'impossibilité d'utiliser les voitures Lefèvre dans les terrains marécageux ou rocheux, les avait ensuite obligées à construire, pour ainsi dire à coups d'hommes, ce long ruban de route qui devait se prolonger jusqu'à Andriba.

Soumises depuis huit mois à ce travail de terrassiers, sous un climat déprimant dont la température humide ne descendait jamais, même la nuit, au-dessous de 25 à 26°, obligées pendant les marches de porter leur chargement complet de campagne, de fournir pendant les stations de nombreux postes, harcelées jusqu'au coucher du soleil par ces petites mouches piquantes et tenaces que les indigènes appellent « Mukafuy », dévorées pendant la nuit par les moustiques et les fourmis, troublées dans leurs courts instants de sommeil par les hurlements des chiens sauvages dont les bandes pullulaient autour du camp, et par la lueur incessante des incendies que les Hovas allumaient en se retirant, minées par des accès de fièvre de plus en plus fréquents et violents, elles étaient arrivées, épuisées et décimées, à 400 kilomètres de leur base de débarquement, et il leur en restait 200 à franchir pour atteindre Tananarive, sans la prise de laquelle la campagne était irrémédiablement manquée.

Les approvisionnements en vivres et en munitions étaient à la veille d'être épuisés, et avant deux mois la saison des pluies, interdisant tout mouvement, allait commencer. La situation était l'une des plus graves et des plus critiques qui puissent s'of-

frir aux décisions d'un chef. Le dilemme tragique se posait : soit de se replier sur Suberbiéville, en avouant notre impuissance aux yeux d'une Europe attentive et en partie malveillante; soit de jouer la partie suprême, malgré toutes les conditions défavorables, en se lançant coûte que coûte dans l'inconnu.

Entre un renoncement qui pouvait être un désastre et qui eût porté la plus grave atteinte à notre prestige national, et une témérité qui pouvait aboutir à une destruction totale, mais qui sauvait au moins l'honneur des armes, le général Duchesne n'hésita pas; il adopta d'emblée ce dernier parti.

Auparavant, il réunit sous sa tente, dans une sorte de conseil de guerre, les chefs de corps et de services et leur communiqua ses intentions. Les objections ne manquèrent pas. C'était des effectifs considérablement réduits, des hommes et des chevaux très fatigués, des munitions, des vivres, des médicaments, des mulets de bât en quantité insuffisante. C'était encore toutes communications coupées avec l'arrière, avec notre base maritime, tandis qu'en avant se dressait le massif mystérieux de l'Émyrne, plus ou moins occupé par les troupes Hovas, dont on ignorait le nombre, l'armement, les aptitudes combatives, puisque, jusqu'alors, nous ne nous étions heurtés qu'à des bandes irrégulières et inorganisées. C'était, enfin, la difficulté d'être prêts pour la date indiquée. Le général Duchesne écouta tout cela dans un impassible silence; puis, redressant lentement sa haute taille, il laissa tomber ces mots : « J'avais décidé qu'on partirait le 12; j'accorde deux jours de plus. Nous partirons le 14, et qu'on n'en parle plus! »

Chacun comprit que l'arrêt était sans appel. Les objections tombèrent comme par enchantement, et l'on se mit fiévreusement en mesure de préparer le départ pour le jour fixé.

C'est une belle figure militaire que celle du général Duchesne, mais peu connue et trop vite oubliée.

Au physique, un masque imposant et rude, véritablement léonin, sur un corps puissant, grand et large, non pas obèse, mais massif, aux gestes rares, pesants et, en quelque sorte, décisifs. Au moral, une conscience à ce point scrupuleuse, qu'il réfléchissait toujours longuement avant de prendre un parti, mais, une fois la décision arrêtée, sa volonté était tenace jusqu'à l'entêtement.

Ennemi de toute réclame, de toute exhibition, de toute popularité, il se laissait difficilement approcher. D'ailleurs, silencieux et observateur, il fixait sur l'interlocuteur un regard peu fait pour l'encourager à d'inutiles discours. Son renom de sévérité, de dureté même, était légendaire. En réalité, cette sévérité était plus apparente que réelle, plus « voulue » que naturelle, contractée au cours d'une longue carrière coloniale où presque toujours s'était imposée la nécessité d'une discipline de fer.

Strictement fermé à toute influence de coterie ou de recommandation, jamais chef ne mérita plus littéralement cette double épithète que les règlements placent au premier rang des qualités militaires : sévère, mais juste. Aussi ses éloges avaient-ils la valeur d'une chose rare. Après la prise de Tananarive, à la fin d'une expédition au cours de laquelle les troupes avaient supporté d'indescriptibles fatigues et de très lourdes pertes, il accorda en tout, pour les deux brigades de terre et de mer, seize citations. Elles concernaient toutes des officiers ou soldats des corps de troupes.

Par un scrupule excessif, — qui n'avait pas de précédents et n'eut pas souvent d'imitateurs, — aucune citation ne fut attribuée à son état-major dont la valeur et les mérites étaient cependant incontestables. Rien, plus que ce détail, ne saurait mieux peindre le caractère d'un chef auquel ni ses contemporains ni la postérité ne paraissent avoir rendu l'hommage qu'il méritait.

La « colonne légère » était la troisième et dernière formation du *Corps expéditionnaire* débarqué à Majunga huit mois auparavant, à l'effectif de 15 000 combattants et 8 000 auxiliaires ou convoyeurs Kabyles, et qui depuis avait reçu 4 à 5 000 hommes de renfort.

A Suberbiéville, au mois de juillet, ce corps s'était transformé en une *Colonne expéditionnaire* réduite à 8 000 combattants et 3 000 auxiliaires. C'est des éléments les plus valides de cette colonne que fut constituée la *Colonne légère*. Elle comptait 4 000 combattants et 1 500 auxiliaires. A de rares exceptions près, ce n'était plus qu'une poignée d'hommes épuisés et anémiés.

La veille du départ, le 13 septembre, le général en chef en passa la revue.

Malgré la faiblesse extrême des effectifs, cette solennité empruntait au cadre et aux circonstances une solennité particu-

lière. L'aspect de cette partie septentrionale de l'Émyrne est à la fois imposant et triste. C'est un long déroulement de croupes recouvertes d'une brousse jaunâtre, dans un horizon fermé de toutes parts par de hauts massifs, au delà desquels on avait l'impression que s'ouvrait une contrée désolée et sans vie. Dans ce cirque désertique le petit carré des troupes semblait perdu.

A ces hommes qui allaient s'élancer vers une destinée si incertaine et si tragique, un seul drapeau, celui du 200e, rappelait la patrie dont 3 000 lieues les séparaient. L'emblême prenait là sa signification totale ; il représentait bien l'âme de la France, l'âme éternelle et collective qui subsiste et qui domine à travers et au-dessus des générations renouvelées, la synthèse des traditions et des espoirs, de tout le passé et de tout l'avenir !

Le général passa lentement et silencieusement devant les unités squelettiques, s'arrêtant devant chacune d'elles comme pour scruter le rendement qu'il en pouvait attendre et leur communiquer sa volonté !

Cependant, devant le groupe des chasseurs d'Afrique, réduits à une quarantaine de sabres, mais qui, suivant la tradition de l'arme, s'étaient astiqués comme pour une parade, et se redressaient très haut sur leurs selles, il ne put se retenir de manifester son contentement : « Ils sont peu, dit-il, mais ils sont beaux ! » Ces simples mots provoquèrent chez ces braves cavaliers une fierté dont ils devaient ressentir jusqu'au bout la réconfortante influence.

***

Le lendemain dès l'aube on se mit en route. Les deux brigades, l'une de terre (général Metzinger), l'autre de mer (général Voyron), devaient prendre alternativement la tête et effectuer, selon l'expression consacrée, une « marche en tiroir ». Le détachement de chasseurs d'Afrique fournissait la pointe d'avant-garde et les reconnaissances ; 2 bataillons formaient l'arrière-garde. L'artillerie comportait 3 batteries de montagne à 4 pièces ; le tout à dos de mulets.

Le nombre de ces derniers étant strictement mesuré, on emportait vingt-deux jours de vivres réduits à demi-tarif. Cependant, pour la viande, un troupeau de zèbres avait été réuni en convoi. Les bagages des officiers étaient ramenés à une petite tente et une cantine pour deux. Il y avait

à peine 150 cartouches par homme et 50 coups par pièce.

Si l'on considère qu'il restait à parcourir 200 kilomètres pour s'élever, en une sorte d'escalade continue, de 600 à 1 500 mètres d'altitude; qu'on ne pouvait pas compter franchir plus de 15 à 16 kilomètres par jour; qu'aucun convoi de ravitaillement ou d'évacuation n'avait pu être constitué; qu'enfin la résistance des Hovas obligerait sans doute à de fréquents arrêts; on se rend compte que le chiffre des vivres et des munitions ne laissait guère de marge à l'imprévu et qu'en tout cas, vers le onzième jour, toute possibilité de retour était supprimée. Cette dernière expression du Corps expéditionnaire justifiait donc le sobriquet brutal que les troupiers lui avaient donné; c'était bien : « La Colonne marche ou crève! »

Cette téméraire entreprise réussit cependant presque sans cour férir.

Elle réussit, d'abord, parce que la volonté de vaincre animait tous les exécutants, depuis le général en chef jusqu'au dernier des soldats, et aussi pour d'autres causes; non pas tant, comme on l'a cru, parce que les Hovas, mal organisés et mal commandés, étaient par ailleurs dépourvus de bravoure et de patriotisme ; mais parce que leurs conseillers militaires leur avaient fait adopter précisément la seule tactique qui pouvait le mieux favoriser notre marche.

Si en effet les Hovas, mettant à profit l'extrême mobilité que leur procuraient la connaissance du pays, la légèreté de leur équipement, l'habitude de marcher pieds nus en tous terrains, s'étaient attachés à harceler notre colonne, à l'alerter pendant la nuit, privant ainsi de tout repos et de sommeil des hommes déjà épuisés ; s'ils avaient fait enfin cette guerre de surprises et d'embuscades qui convenait à leur tempérament et au terrain, il est vraisemblable qu'en face de cet ennemi toujours menaçant mais insaisissable, la fatigue et l'épuisement auraient eu raison, sinon de notre courage, du moins de nos forces, et que l'aventure eût pu aboutir à un désastre.

Mais les « stratèges » de l'armée hova nous firent « un pont d'or ». Sachant qu'il était difficile, dans une marche sur Tananarive, de s'écarter sensiblement du seul sentier praticable, marqué de loin en loin par des pierres levées, ils avaient cru habile d'élever, aux points de passage obligés, une série de retranchements armés de canons, derrière lesquels leurs troupes

iraient successivement s'établir ; et qu'ainsi, les fièvres et le soleil aidant, ils useraient nos forces et briseraient notre élan.

Dès lors, ce fut la manœuvre élémentaire et classique : l'avant-garde s'arrêtant à distance de canon, notre artillerie se mettant en batterie, soutenue par l'une des brigades, tandis que l'autre, éclairée par les chasseurs d'Afrique, s'élevait sur l'un ou l'autre flanc selon les facilités de cheminement. Dès que nos obus à la mélinite avaient encadré le but et que se révélait la menace de flanc, les Hovas prenaient la fuite. A plusieurs reprises, ils furent énergiquement poursuivis par le bataillon malgache et le détachement de cavalerie. Cette manœuvre fut renouvelée à chacun des engagements, et chaque fois elle réussit ; si bien que lorsque la Colonne légère arriva en vue de Tananarive, elle n'avait pas perdu 50 hommes par le feu.

Mais un danger plus redoutable la menaçait, c'était de manquer de munitions. Aussi tous, chefs et soldats, attendaient-ils avec une anxiété croissante le moment où ils découvriraient enfin cette capitale, « la ville aux mille cases », qui devait marquer le terme de leurs fatigues et de leurs efforts.

Leur marche d'ailleurs était pénible et décevante. Ceux qui ont pratiqué ces sortes d'escalades étagées, de sommet en sommet, connaissent bien les alternatives d'espoirs et de déceptions qu'on éprouve, lorsqu'ayant franchi une crête au delà de laquelle on s'attend à découvrir un horizon libre, on voit surgir une nouvelle crête, puis une autre, et une autre encore. C'est cette quotidienne épreuve que, depuis treize jours, subissait la colonne légère, lorsque, dans l'après-midi du 26, le détachement de chasseurs d'Afrique qui s'était lancé à la poursuite des Hovas, après le combat de Sabostsy, fit connaître que, du point où il était parvenu, on apercevait Tananarive.

Ce fut, dans tous les rangs, une joie intense, inspirant un sursaut d'énergie : quelque chose comme l'émotion que durent éprouver les Croisés lorsqu'ils aperçurent Jérusalem !

Voici comment, sur son carnet de route, le commandant de l'escadron de chasseurs d'Afrique relate cette découverte :

« Il était près de quatre heures et le feu avait cessé depuis longtemps, lorsque nous arrivâmes au sommet du plateau.

« Tout à coup, vers le Sud, à l'horizon, nous distinguâmes une masse énorme, confuse, blanchâtre, au profil étrange ; comme un amas de terrasses superposées d'où émergeaient quelques

hautes flèches : c'était Tananarive ! Son altitude et la transparence de l'air nous permettaient de l'apercevoir ainsi, à plus de 25 kilomètres. A cette distance, à cette hauteur, et dans l'état où nous nous trouvions, après cette traversée de six mois dans des contrées désertiques, elle nous sembla immense et splendide autant que mystérieuse.

« C'était véritablement l'apparition de la terre promise. C'était en tout cas, et à brève échéance, la fin de l'inconnu. »

En effet, l'aspect de Tananarive pointant très haut dans le ciel, inextricable amas de terrasses, de cases et de jardins au-dessus desquels émergent d'énormes et prétentieux édifices, est bien l'un des spectacles les plus étranges et les plus saisissants qu'on puisse contempler. Ce bloc multiforme et multicolore, qui de près est assez misérable, paraît de loin prestigieux. C'est quelque chose de « non vu » et qu'on ne peut voir nulle part ailleurs.

***

Il n'était pas facile, venant de Majunga, d'aborder cette énorme forteresse couverte au Nord et à l'Ouest par les rizières au milieu desquelles coulaient la Mamba et l'Ikopa, à l'Est par les crêtes successives d'Andraisora et de l'Observatoire, sur lesquelles on pouvait apercevoir à la lorgnette des rassemblements ennemis.

On pouvait redouter enfin, si l'on pénétrait dans Tananarive par sa partie septentrionale, que la Reine l'abandonnât pour se réfugier, par la route du Sud, dans la région de Fianarantsoa : ce qui nous eût obligés à prolonger la campagne au moment où nous arrivions à l'extrême limite de nos efforts et à l'épuisement de nos munitions. C'est à peine s'il restait 18 coups par pièce et une vingtaine de cartouches par fusil ; il fallait, à tout prix, en finir en une seule journée de combat.

Ces considérations dictèrent au général Duchesne la résolution de charger la brigade du général Voyron d'attaquer par le Nord, tandis que la brigade Metzinger, renforcée du bataillon malgache, d'une batterie d'artillerie et d'un détachement de cavalerie, par une marche de flanc entamée dès la pointe du jour, se porterait successivement à l'attaque des crêtes d'Andraisora, puis de l'Observatoire, d'où elle pourrait efficacement canonner le Rowa de Tananarive. Précédant et prolongeant cette marche

de flanc, le bataillon malgache et le détachement de cavalerie devaient contourner la ville et l'aborder par le Sud, de manière à prévenir l'évasion de la Reine.

Quittant son bivouac le 30 septembre, à 3 heures du matin, la colonne Metzinger couronnait vers 9 heures les crêtes d'Andraisora et d'Ankakatso, d'où elle canonnait la batterie ennemie de l'Observatoire. A 11 heures, elle s'emparait de cette position. Au même moment, la colonne Voyron attaquait par le Nord, après avoir brillamment repoussé des bandes hovas qui, sorties de la ville sainte d'Ambohimanga, étaient venues assaillir notre arrière-garde.

Le bombardement de la ville était commencé.

« A cet instant, relate le commandant des chasseurs d'Afrique, le spectacle était vraiment grandiose et pittoresque.

« Du point où nous étions, et par la baie ouverte entre les pitons de l'Observatoire et d'Andrainarivo, Tananarive tout entière apparaissait, longuement étalée sur ses trois collines que l'éloignement confondait en une courbe unique. Par cette lumière intense et dans cette transparence azurée, ce tableau offrait un effet panoramique saisissant.

« Imaginez une immense et longue croupe, recouverte d'un fouillis de maisonnettes blanches, informes, mais éclatantes sous le soleil et entourées d'arbustes multicolores ; un amoncellement de terrasses entassées, séparées par des crevasses ou des ravins boisées ; et au-dessus, se profilant bien haut sur l'horizon, flanquées de leurs tours carrées, les imposantes façades des palais de la Reine et du premier ministre. Dans les rues, sur les terrasses, littéralement couvertes de lambas blancs, on voyait s'agiter confusément une foule houleuse dont par instants on pouvait presque percevoir les clameurs. Au bas, comme une immense écharpe d'azur, la large ceinture verdoyante et calme des rizières et les eaux miroitantes de l'Ikopa, çà et là traversées d'étroites digues sur lesquelles s'écoulaient, semblables à des rubans qu'on replie, les longues files blanches des colonnes hovas en fuite. En haut, dans le ciel bleu, déchirant l'air, une stridente envolée d'obus, dont la plupart, heureusement, n'éclataient pas.

« Tout à coup, le décor changea. Toute cette foule disparut, l'agitation s'évanouit ; les batteries se turent et un mystérieux silence succéda, troublé seulement par la double détonation de

nos canons et de nos obus qui venaient éclater en fusées fumeuses sur la ville morte et sur les terrasses désertes. Instant solennel et tragique, où nous nous demandions avec angoisse si ce peuple n'avait pas fui, ne s'était pas écoulé par l'Ouest, et si des gerbes de flammes n'allaient pas dévorer cette cité fantastique qui était là sous nos yeux, sous notre main!

« Déjà l'ordre est donné de former des colonnes d'assaut; déjà le bataillon malgache et le détachement de cavalerie qui doivent pénétrer par le Sud, se sont élancés, lorsque soudain le drapeau du palais de la Reine s'abaisse et l'on voit remonter à sa place un immense voile blanc. C'est le prélude de la capitulation due, comme on le sut plus tard, aux ravages causés dans le palais même par nos premiers obus à la mélinite. En deux coups, une vingtaine de Hovas avaient été littéralement broyés.

« Ranavalo ne put résister à une pareille menace. Elle fit hisser le drapeau blanc qu'on tenait sans doute en réserve. Quelques instants après, nous vîmes apparaître une cavalcade étrange : un gros homme à cheval, entouré de quelques serviteurs tenant ses étriers et ses rênes de bride ; puis un autre en filanzane : tous les deux précédés et suivis de piétons agitant des drapeaux blancs. Tout ce monde dévalait à travers les sentiers en fondrières, franchissait les digues, remontait les pentes opposées avec une agilité doublée par la terreur. Nous pûmes bientôt distinguer leurs traits à la lorgnette. Leurs figures, communes et simiesques, coiffées de panamas crasseux, leur air à la fois important et obséquieux, leurs moustaches et leurs favoris coupés à hauteur des lèvres, les faisaient ressembler bien plus à quelques louches trafiquants qu'à des personnages officiels.

« On sait le reste, et comment l'armistice, grâce à la fermeté de langage du général en chef, aboutit sur l'heure à une reddition sans conditions. »

Cependant le bataillon malgache et le détachement de cavalerie, non prévenus de cette suspension d'armes, avaient continué leur course. Après des efforts inouïs, ils avaient escaladé les pentes de Tananarive. Fort étonnés de n'être pas accueillis à coups de fusil, ils pénétraient dans la ville au milieu d'une foule de Hovas en armes et, à travers un dédale de barricades inextricables, arrivaient, le bataillon malgache à la place d'Andoalo, le détachement de cavalerie au palais de la Reine.

Il n'était pas prudent de mettre pied à terre en un pareil

moment. Les chasseurs d'Afrique gravirent à cheval les marches du palais, et s'arrêtèrent dans la cour centrale, où ils purent contempler les ravages produits par nos obus. Quelques cadavres hovas, non encore enlevés, avaient été projetés sur le mur de la terrasse et pendaient au travers des brèches, tout sanglants, comme à l'étal d'un boucher.

« Nous restâmes là, écrit leur commandant, près d'une heure, sabre à la main, face à face avec les troupes hovas du palais et très perplexes sur l'issue des négociations. Enfin, vers 6 heures du soir, les clairons des bataillons algériens sonnant la marche vinrent nous avertir que nous n'étions plus seuls et que tout danger avait disparu.

« Les deux bataillons de tirailleurs algériens et celui de la légion vinrent, en effet, bivouaquer dans la ville le soir même. Le lendemain, 1er octobre, à 8 heures, le général en chef fit son entrée solennelle, escorté du peloton de chasseurs d'Afrique, qui avait dû redescendre de Tananarive dès l'aube, pour remplir cette mission d'honneur. Un détail donnera l'idée de l'état de fatigue de nos troupes : les deux trompettes de ce peloton ne purent sonner la marche, tant ils étaient épuisés et tant leurs lèvres, desséchées et tuméfiées par les fièvres, se refusaient au contact de leur instrument. L'entrée du général eut lieu, d'ailleurs, au milieu d'une foule considérable, agitée mais silencieuse, accrochée aux terrasses ou collée aux murs, les yeux démesurément ouverts, et plus étonnée encore de notre petit nombre qu'irritée de notre conquête. »

***

Vingt jours après l'entrée de la colonne légère à Tananarive, eut lieu une cérémonie qui en était, en quelque sorte, la conclusion. Ce fut le grand « Kabary » auquel la Reine avait convoqué les gouverneurs des provinces et les chefs des villages de l'Émyrne, pour leur communiquer les clauses du traité, et recevoir leur soumission en même temps que l'offrande qui est de rigueur dans ces sortes de réunions.

Cette solennité eut pour théâtre la grande place d'Andoalo située au centre de Tananarive, dans une sorte de dépression en forme de cirque, entourée de toutes parts de rochers auxquels s'accrochent des cases, des terrasses, des arbustes, au travers desquels serpentent les sentiers escarpés qui faisaient

alors l'office de rues. Sur cette place une estrade avait été dressée, au-dessus de laquelle s'élevait un dôme recouvert de draperies rouges. C'était là que devait prendre place la Reine pour recevoir à la fois le serment des chefs et le don traditionnel, en pièces d'argent, qu'on appelle « Hasina ».

Dès le matin une foule compacte de 6 à 8000 indigènes emplissait la place, s'accrochait aux parois des rochers, s'entassait sur les terrasses. Tous étaient revêtus du lambra blanc; et sous cette profusion de chapeaux de paille à larges bords, c'était le plus singulier mélange des types les plus variés, des faces les plus diversement colorées, allant du blanc au noir en passant par toutes les tonalités imaginables des jaunes clairs ou foncés; les uns aux cheveux plats, les autres aux cheveux crépus, résultat séculaire d'origines obscures et de croisements mystérieux.

Tout à coup, vers dix heures, on entendit, dans la direction du Rowa, une sorte de clameur infernale, faite d'acclamations et de sons discordants d'instruments de cuivre et de corde; et l'on vit dévaler des pentes abruptes conduisant au palais de la Reine le plus pittoresque et le plus étrange, le plus carnavalesque cortège qu'on puisse imaginer.

D'abord les musiciens, en lambras et bonnets blancs bordés de rouge. Puis les gardes royaux en lambras et bonnets blancs bordés de bleu, armés de longs boucliers et de sagaies; derrière eux un groupe de personnages extraordinaires, vêtus à l'européenne, les uns en habit, les autres en redingote ou en jaquette, en chapeaux mous ou hauts de forme bossués et hérissés, au milieu desquels brillaient quelques vieux casques de pompiers. C'étaient les ministres et les fonctionnaires de la cour! Enfin, derrière un immense drapeau blanc et rouge, entourée d'autres gardes du corps, on vit apparaître la Reine, toute en satin blanc, un diadème en tête et le grand cordon de la Légion d'honneur en sautoir.

Assise sur un fauteuil de velours rouge placé sur un pavois que portaient douze Bourjanes, ayant derrière elle un dignitaire déployant l'inévitable parasol rouge qui, chez tous les peuples primitifs, est l'insigne de la toute-puissance, cette petite Reine au teint bronzé, Ranavalo, dans sa toilette simple, ne manquait ni de majesté, ni même de grâce.

Derrière elle, fermant la marche, les vingt dames ou demoi-

selles d'honneur portées en filanzane, costumées à l'européenne, en robes de soie de couleurs variées mais éclatantes : rouge vif ou rouge clair, rose, bleu, violet, toute la gamme de nuances les plus disparates, avec des chapeaux assortis et fortement empanachés.

Mais par-dessus cette foule grouillante et ces exhibitions simiesques il y avait le ciel bleu, l'air transparent, le prestigieux soleil qui fondait le tout en un immense foisonnement de blancheurs, parsemé en son milieu de quelques taches rouges. Selon l'expression populaire légèrement modifiée, un témoin oculaire a pu écrire que la place d'Andoalo était « blanche de monde ! »

Le Kabary débuta par la lecture du « message » de la Reine, lu par le premier ministre qui le fit suivre de son propre discours, ponctué par les cris de la foule, dont une reprise de l'infernale musique donnait le signal. Puis chaque chef de village, tour à tour, s'avança vers l'estrade, et après avoir exécuté force saluts et s'être livré, sans doute pour mieux démontrer la loyauté et la vigueur de son dévouement, à une extraordinaire mimique de protestations et de gestes désordonnés, telle que le plus chaleureux des orateurs du Midi n'en pourrait imaginer, déposa prosaïquement sa « hasina » dans le chapeau haut de forme que lui tendait l'oncle de la Reine.

Lorsque le dernier orateur eut déposé la dernière obole, le premier ministre prononça la clôture du Kabary. Aux sons aigus de sa bruyante musique, et au milieu des acclamations de la foule, le cortège royal se remit en marche et escalada les pentes d'où il avait dévalé.

La tragédie se terminait en comédie : comédie, en vérité, car avec cette méconnaissance foncière de la mentalité des indigènes, qui trop souvent préside aux conceptions élaborées dans les bureaux, on accordait, — pour ne pas dire qu'on offrait, — à la Reine vaincue et dont, depuis des années on ne pouvait ignorer les intrigues, un traité de paix qui lui laissait le pouvoir. On avait l'illusion de croire que sa signature garantirait l'exécution des clauses qu'elle avait consenties ! Et, comme pour sceller cet acte de faiblesse, on nommait un Résident général de religion protestante, alors que notre influence avait été combattue et l'expédition rendue inévitable, par les menées des pasteurs anglicans !

On ne pouvait plus ingénument faire le jeu de nos adversaires et réveiller des ambitions, à peine réfrénées. Moins d'une année après éclatait l'insurrection que dut, au prix de nouveaux combats, sévèrement réprimer le général Gallieni. Une fois de plus, il fallait faire appel au soldat pour réparer l'erreur de la politique et de la diplomatie. Le général Gallieni, finissant par où on aurait dû commencer, exila la Reine et déporta ses ministres. Depuis, la sécurité, l'ordre et une prospérité tous les jours grandissants n'ont cessé de régner dans la grande île.

Quelle leçon, après celle d'Abd-el-Kader, pour ceux qui parlent encore de « traiter » avec Abd-el-Krim après l'avoir vaincu! Et aussi quelle leçon pour ceux qui considérent les plus hautes fonctions comme des compensations ou des prébendes réservées aux partis au pouvoir!

***

Dans les premiers jours du mois de novembre 1895, celui qui écrit ces lignes s'embarquait à Majunga pour rentrer en Algérie. Par une singulière coïncidence, il prenait pour le retour le même paquebot, — *le Chandernagor*, — qui, huit mois auparavant, avait transporté à Madagascar son magnifique escadron de 160 chasseurs d'Afrique. Il n'en ramenait qu'une trentaine qui, avec un nombre à peu près égal laissé dans la grande île pour constituer les premiers éléments d'une gendarmerie mobile, représentaient ce qui restait de cavaliers valides. Une soixantaine avaient été évacués en cours d'expédition; 39 étaient décédés. Les corps métropolitains avaient subi de bien plus lourdes pertes. Au 200e d'infanterie, au 40e bataillon de chasseurs, dans les compagnies du génie, le seul nombre des décès avait atteint et même dépassé 50 pour cent.

Revenu de Tananarive par le même itinéraire qu'avaient suivi les troupes pour l'aller, il avait contemplé, à chacun des emplacements des anciens bivouacs, les humbles cimetières qu'on y avait hâtivement improvisés : simples croix de bois portant un nom découpé dans une mince plaque métallique. La plupart de ces croix avaient déjà été renversées et déplacées par de récents orages. Sur le sentier d'Andriba à Tananarive, suivi par la colonne légère, il avait pu voir les cadavres en partie desséchés de ceux qui, en cours de route, avaient

succombé; et il avait pu, non sans peine, les faire sommairement enterrer par la compagnie Haoussa, qui accompagnait son faible détachement.

Pendant les vingt-deux jours que mit *le Chandernagor* à gagner le port d'Oran, chaque soir à dix heures, il avait assisté avec le commandant du bord, l'aumônier et le médecin, à cette lugubre cérémonie de l'immersion, que connaissent bien tous ceux qui ont ramené, en France ou en Algérie, les impaludés et anémiés du corps expéditionnaire! Ainsi des milliers de fils de France ou de nos colonies sont tombés, là-bas, sans qu'aucune sépulture durable, aucun ossuaire n'ait recueilli leurs restes, sans qu'aucun monument n'évoque leur mémoire. Ne fût-ce que pour inciter notre souvenir à se transporter parfois vers les brousses silencieuses où sont éparses leurs cendres, ces quelques pages auraient leur raison d'être.

Mais d'autres motifs encore les ont dictées.

A l'examiner, en effet, avec le recul qui en fait ressortir les lignes essentielles, on s'aperçoit que cette expédition de Madagascar, si lointaine qu'elle soit dans le temps, et si restreinte dans l'espace, présente cependant, avec ce qui s'est passé dans la Grande Guerre, avec ce qui se passe aujourd'hui au Maroc, certaines analogies dont on peut retirer quelques utiles enseignements.

Comme dans la Grande Guerre, la préparation, un peu trop exclusivement fondée sur des données théoriques, laissa l'exécution aux prises avec des difficultés tout autres que celles qu'on avait prévues. Il fallut, à pied-d'œuvre, s'immobiliser dans un long et meurtrier stationnement, et, sinon creuser des tranchées, du moins construire une route, dont les pénibles travaux, sous un climat meurtrier, firent perdre, dès les débuts, plus du tiers des effectifs.

Comme dans la Grande Guerre et comme aujourd'hui au Maroc, l'indéfectible énergie du commandement et la traditionnelle valeur des troupes rétablirent une situation qu'on avait pu croire, un moment, compromise. Dans les deux cas, la preuve fut faite que nos chefs et nos soldats savaient, à l'occasion, joindre au brillant courage qu'on leur avait toujours reconnu, la persévérance et la ténacité qu'une opinion tendancieuse leur avait parfois déniée.

Cela établi, nous devons reconnaître qu'à Madagascar bien

des pertes aussent été évitées, si l'on eût tenu compte de l'expérience acquise et des enseignements recueillis dans les campagnes coloniales passées.

De l'avis de tous ceux qui ont pris part à l'expédition, il n'est pas douteux qu'elle eût été bien plus rapide et bien moins meurtrière, si elle n'eût été grevée des lourdes charges qui lui furent imposées par la composition même du corps expéditionnaire. Sous on ne sait quelle inspiration du Gouvernement ou de l'opinion, on avait décidé que l'armée nationale y serait largement représentée; et sur 15000 combattants près de 8000 provenaient des troupes métropolitaines. Ce fut là une grave erreur. Bien que ces hommes fussent volontaires et qu'ils eussent été soumis à un sérieux examen médical, ils n'en étaient pas moins de jeunes soldats et des Européens : double raison qui explique leur peu de résistance aux dures épreuves d'une campagne coloniale. Seuls, en effet, peuvent marcher et combattre, sous des climats tropicaux, des hommes dans la force de l'âge, préalablement entraînés et acclimatés, vigoureux et sobres, spécialement outillés et alimentés.

Les exemples ne manquaient pas auxquels on eût pu recourir. Quelques-uns même étaient pour ainsi dire classiques.

Lorsqu'en 1836 le général Bugeaud fut pour la première fois appelé en Algérie pour y rétablir notre situation fortement compromise, il amena avec lui trois régiments de France composés de soldats du service de sept ans, dont un grand nombre d'ailleurs et la majorité des cadres étaient rengagés. Cependant, fort de l'expérience qu'il avait acquise, alors qu'il n'était que simple capitaine, dans les contre-guérillas de la guerre d'Espagne, il ne crut pas devoir aborder Abd-el-Kader avant d'avoir éprouvé et trempé son outil de combat.

Son premier soin fut de débarrasser le corps expédionnaire qu'il avait formé à Oran, des convois et bagages qui alourdissaient les colonnes, en remplaçant toutes les voitures, y compris celles d'artillerie, par des mulets de bât. Cette réforme accomplie, il soumit les troupes à de dures marches d'entraînement, afin d'éliminer les éléments faibles ou fatigués : « Les nouveaux régiments, écrivit-il au ministre qui s'inquiétait du nombre élevé des déchets, sont détestables pour faire la guerre en Afrique; ils ne deviennent bons qu'après s'être épurés de la moitié de leur monde. »

En quelques semaines, il eut en main des effectifs réduits, mais exclusivement composés d'anciens soldats dûment entraînés et pourvus d'un convoi allégé et mobile, apte à les suivre en tous terrains. Bugeaud n'ignorait pas qu'en ces sortes de guerres, c'est le convoi qui est presque toujours l'objectif de l'ennemi, donc l'élément le plus menacé en même temps que celui qui, une fois perdu, ne peut plus être rapidement remplacé. Aussi l'encadrait-il dans ses colonnes. C'est ainsi qu'il aborda Abd-el-Kader à la Sikkak et l'armée marocaine à Isly.

En fait, à Madagascar, après les « épurations » successives qui aboutirent à la formation de la Colonne légère, — 4 000 combattants sur les 16 000 des débuts, — l'armée métropolitaine n'était plus représentée que par un faible bataillon d'environ 400 hommes du 200e. On l'emmena surtout pour escorter le drapeau et, durant toute la marche, il resta à l'échelon de réserve. Quant au 40e bataillon de chasseurs, après l'unique effort qui lui avait été demandé au lendemain du combat de Tsarazotra (29 juin), on dut renoncer à l'employer. Ce bataillon d'élite ne put pas se relever du surmenage que lui avaient imposé deux journées de marche un peu rudes (24, puis 18 kilomètres). Il ne dépassa pas le massif de Beritzoka.

Si le général Duchesne avait eu, à Madagascar, au lieu de 15 000 hommes dont 8 000 jeunes soldats métropolitains, 5 à 6 000 hommes de troupes coloniales bien entraînées, et au lieu de voitures Lefèvre des mulets de bât, il eût pu, dès les débuts, former la colonne légère qu'il fut obligé, cinq mois plus tard, de constituer avec des éléments déjà surmenés. L'expédition eût pris une tout autre allure et eût coûté moins cher. Au contraire, lorsque le général Gallieni procéda à la pacification de l'île, les dures colonnes qui parcoururent les plus difficiles régions, ne subirent que d'insignifiantes pertes par la fièvre ou les maladies.

Si ces enseignements répétés et positifs avaient été suffisamment retenus, peut-être n'aurait-on pas constitué notre armée coloniale actuelle sur le modèle et d'après les principes qui ont présidé à l'organisation de notre armée métropolitaine; peut-être aussi n'aurait-on pas vu, dans des circonstances récentes, une forte colonne, en présence de bandes irrégulières, mais essentiellement mobiles, obligée à une désastreuse retraite, parce qu'elle s'était laissé enlever son trop lourd et trop lent convoi. C'est assurément un truisme de répéter qu'à une puis-

sance colonisatrice il faut une armée coloniale spécialement adaptée et appropriée à son emploi. Mais ce truisme prend une singulière portée lorsqu'on peut invoquer de pareils exemples.

L'expédition de Madagascar est l'un des plus saisissants.

Comme en une sorte de microcosme, elle offre en raccourci la synthèse de nos grandeurs et de nos faiblesses, de nos qualités et de nos défauts; qualités et défauts d'un peuple essentiellement généreux et brave, mais plus impulsif que réfléchi, plus idéaliste que calculateur, plus enclin à la généralisation doctrinale qu'à l'étude méthodique des cas concrets, et par là sujette à des erreurs que son énergie répare; attribuant aux textes une vertu quasi mystique, confiant en la parole des autres parce qu'il est accoutumé de respecter la sienne, et par là toujours prêt à sacrifier le fruit de ses succès à d'illusoires promesses; enfin et par surcroît se laissant trop souvent guider, dans le choix des hommes, bien plus par des considérations de camaraderie ou de parti, que par la preuve recherchée et établie de leur compétence et de leur aptitude à la fonction qu'on leur confie.

Qu'un tel peuple ait jusqu'à présent surmonté les vicissitudes, auxquelles l'ont fréquemment exposé ceux qui ont dirigé ses destinées, c'est ce qui peut inspirer en son avenir une inébranlable confiance. Mais combien cette confiance serait plus justifiée, s'il savait acquérir ce qui lui manque le plus : la conception d'un idéal national dégagé des fastidieuses discussions politiques, et l'adaptation de cet idéal au sens des réalités!

Général Aubier.

LA PRINCESSE BELGIOJOSO ET AUGUSTIN THIERRY

III[1]

VOYAGE EN GRECE

Cependant Mme de Belgiojoso venait d'arriver à Athènes. Frappée par Radetzki d'une amende de 800 000 livres, ses biens menacés de confiscation, sur le point d'être arrêtée à Rome, après le retour des autorités pontificales, pour « sentiments irréligieux », elle avait pu s'échapper une fois de plus, s'embarquer sur le *Mentor* à destination de Malte, retrouvant dans sa fuite aventureuse d'autres exilés lombards, « ayant un comte pour valet de pied et un capitaine d'artillerie pour valet da chambre ».

C'est donc au pied de l'Acropole, sous la pyramide aiguë du Lycabette, que lui parvient cette lettre où, avisé par Mme Jaubert, Augustin Thierry se plaint à juste titre qu'elle l'ait depuis si longtemps laissé sans nouvelles :

15 novembre 1849.

« Ma chère sœur,

« Vous ferai-je l'histoire de ce long et pénible silence qu'un accident suivi de méprise a causé entre nous? Je le dois pour ma justification. Je vous ai écrit à Rome deux lettres sous le ouvert de Mrs Parker; elles ne vous ont pas été remises et

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre.

je croyais fermement que vous les aviez reçues. L'attente d'une réponse de vous m'a mené jusqu'aux déplorables événements au milieu desquels vous avez dû tant souffrir, et alors, je me suis mis à interpréter votre silence. J'ai pensé que vous vous détourniez de quelques-uns de vos amis de Paris et que j'étais de ce nombre. Mignet l'a cru aussi et l'erreur de l'un augmentait celle de l'autre. Il n'osait, comme moi, solliciter votre pensée qu'il croyait devenue froide à notre égard; il attendait toujours, et c'est dans cette disposition qu'il est parti pour la Provence. Enfin, j'ai appris de Mme Jaubert que vous n'aviez reçu aucune de mes lettres; vous étiez partie pour Malte. J'ai voulu vous écrire, mais presque aussitôt l'on m'a dit que vous alliez vous diriger sur Athènes, puis sur Constantinople; j'ai attendu le moment d'apprendre que vous fussiez établie à demeure et que les lettres vous parvinssent infailliblement. Voilà, ma chère sœur, pourquoi celle-ci est la première de toutes, après huit tristes mois vides de témoignages, mais non pas, croyez-le bien, de pensées d'affection et de tendre intérêt pour vous.

« Croyez-moi, si je vous dis que dans les jours où vous affrontiez si courageusement les dangers de cette horrible guerre et de ce siège contre nature, j'avais sans cesse présente votre idée et celle de la pauvre Marie. La crainte d'une catastrophe épouvantable m'avait jeté à la fin dans une véritable angoisse; je m'éveillais à six heures pour épier l'arrivée du journal; je le dévorais et je ne dormais plus. Quand j'ai cessé de craindre pour votre vie et pour celle qui vous est si chère, j'ai sympathisé, croyez-le encore, avec vos douleurs de patriote. Tant d'espérances perdues auxquelles je m'unissais moi-même pour me consoler de l'état de mon pays, tant d'années de votre vie si noblement dévouées à cette grande cause et qui semble maintenant perdue, tout cela, quand j'y pense, et j'y pense souvent, me rend triste au fond du cœur. Je comprends l'état de votre âme à l'égard de la France et des Français; le ressentiment vous est permis et quand j'y trouverais quelque ombrage contre mes opinions et contre moi-même, je respecterais cette injustice et ne m'en plaindrais pas.

« Apprenez-moi que votre nouvelle terre d'exil vous donne au moins le calme dont vous avez besoin après tant d'émotions et de fatigues. Mme Jaubert m'a dit qu'elle l'espérait, à voir la sérénité gracieuse et touchante de vos lettres. Vous avez appris

tous les ravages qu'a faits chez nous le choléra. La pauvre Mme Récamier enlevée en douze heures, après avoir changé de logement par terreur de l'épidémie, a laissé Ampère dans un veuvage dont il ne peut se consoler. Cette perte m'a été sensible à un point que je ne saurais dire. Une nouvelle très nouvelle, qui vous fera plaisir, c'est que Ravaisson est de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres; nous l'avons nommé vendredi dernier. Je lui ai promis que je vous l'annoncerais et que je vous dirais en même temps qu'il ne m'a jamais vu sans me parler de vous.

« Je voudrais vous dire que ma santé est la même qu'à votre départ; cela est vrai pour les apparences, mais le fond, ce qui regarde ma maladie, fléchit sensiblement depuis six mois. En un mot, c'est la reprise d'un déclin suspendu depuis des années et dont personne ne peut dire qu'il s'arrêtera. Je ne manque pas de courage, mais j'avoue que cela m'attriste parfois et que j'ai quelque peine à me procurer une dose de résignation plus grande que celle dont j'avais pris l'habitude. Dieu veuille, ma chère sœur, que votre éloignement de la France et peut-être aussi pour la France ne se prolonge pas trop longtemps et que votre retour, quand il sera possible, ne me trouve pas trop différent de ce que j'étais à votre départ! Quoi qu'il arrive du corps, le cœur sera toujours le même, plein de gratitude et de tendre amitié pour vous.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Les explications d'Augustin Thierry, le souci qu'il avait montré dans sa lettre de condamner la politique de l'Élysée, adoucirent le courroux de son irascible amie. C'est à peine si, dans la réponse de celle-ci, on perçoit encore les derniers grondements de l'orage qui avait, un instant, troublé leurs relations :

Athènes, 17 décembre 1849.

« Mon cher frère,

« Vous avez eu tort de croire que je pouvais laisser vos lettres sans réponse. Il y a deux individus dans vous et dans moi; l'être politique et l'être aimant. Les premiers sont depuis longtemps en guerre, et pour mon compte, il y a non moins de temps que je me borne à tenir ces deux emportés à distance, pendant que nous vivons sous le même toit. Les deux derniers

persévèrent et persévéreront dans leur manière d'être, malgré les criailleries des premiers et vous avez eu tort de croire qu'il pût en être autrement.

« Vos lettres à Mrs Parker, ni celles de Mignet ne me sont jamais parvenues. Je ne me sentais pas la force d'écrire à l'un de ces Français qui applaudissaient à notre meurtre pendant que le sang coulait autour de moi, ce sang que vous et vos amis, vous versiez. Le même sentiment plus fortement senti m'empêchait d'écrire à Mignet, mais ne m'eût pas empêché de répondre ni à l'un ni à l'autre. Voilà une explication aussi catégorique que sincère. Maintenant, touchons le moins possible au passé et soyez bien convaincu une fois pour toutes que mon affection véritablement fraternelle vous est acquise à tout jamais, sans diminutions, ni variations possibles.

« Ce que vous me dites de votre santé m'afflige profondément et, en d'autres circonstances, je n'aurais pas hésité à me rapprocher de vous. Malheureusement, il y a entre la France et moi, une mer de sang que je ne puis traverser sans d'impérieux motifs. S'ensuit-il que vous ne deviez m'attendre que sur votre lit de mort? Non, mon cher frère, laissez-moi espérer mieux de la justice de Dieu. Un grand crime a été commis en France et ses auteurs sont triomphants aujourd'hui. Lorsque la roue aura tourné (et elle tourne vite de notre temps), lorsque l'expiation aura eu lieu, alors je reviendrai. Peut-être serons-nous vieux à cette heure l'un et l'autre; mais nos cœurs n'auront pas changé et nous serons devenus plus sages, car nous aurons vu une fois encore l'iniquité punie et la vertu non pas récompensée, mais vengée. C'est tout ce que l'on peut demander à la justice divine : l'histoire est là qui nous l'atteste.

« Mme Jaubert a raison de vous dire que mon humeur est sereine. Et pourquoi ne le serait-elle pas? N'ai-je pas fait autant de bien que j'ai pu? Mes amis ne me rendent-ils pas justice? Et que prétendre de plus? Mais il y a loin de la sérénité à la gaieté et celle-ci a disparu pour toujours dans les tombeaux que j'ai vus se refermer sur tant de nobles existences. *I am haunted* par le souvenir des morts. Ce ne sont pas, comme Macbeth, les fantômes de ceux que j'ai tués qui passent et repassent devant moi aux heures du silence et de la nuit. Ce sont les fantômes de ceux que j'aidai à mourir. *They don't frown*; ils me sourient doucement et semblent m'attendre au passage terrible qu'ils ont

franchi et qui me reste à franchir. Mais quelque peu effrayantes que soient ces apparitions, elles suffisent à éteindre la gaieté la plus robuste, et la mienne, depuis longtemps, n'était plus de cet acabit.

« Toute à vous de cœur, votre sœur dévouée

« Christine. »

Tout joyeux, de voir dissipé le malentendu qui l'affligeait, Augustin Thierry se préoccupe aussitôt des nouveaux projets de sa « sœur », l'interroge sur les premières impressions qu'elle recueille de l'Hellade.

Paris, le 6 février 1850.

« Ma chère sœur,

« Votre distinction des *deux êtres* est charmante et je suis heureux de vous trouver toujours la même pour moi.

« Quelle tâche vous proposez-vous dans l'exil, pour empêcher votre esprit de se ronger lui-même, après tant d'espérances perdues? La pauvre Italie, quand la reverrez-vous? Ne me mettez pas au nombre de ceux à qui vous défendez de prononcer son nom. J'ai su par Mme Jaubert que vous habitez à Athènes une maison de la duchesse de Plaisance dont la terrasse a, sur la mer Égée, une vue de la plus grande beauté. Donnez-moi des détails sur votre établissement, sur la nouvelle amitié que vous avez rencontrée, sur la ville de Minerve, sur le Parthénon, et sur cette mer dont la teinte est de pourpre, si la poésie grecque n'a pas menti. Vous avez sous les yeux un peuple qui a obtenu ce que vous souhaitez en vain pour votre pays; il a reconquis sa liberté au milieu d'immenses espérances dont bien peu se sont réalisées. Ce qu'il rêvait lui-même et tout ce qu'on rêvait pour lui, il y a vingt-cinq ans, est resté dans le domaine des songes. Est-ce sa faute? est-ce celle de l'Europe? C'est avant tout la faute des choses humaines qui ne donnent jamais à l'homme tout ce qu'il s'en était promis.

« Si le pauvre général La Fayette vivait encore, que dirait-il de ce rêve de sa jeunesse et de son lit de mort : l'avènement d'une république en France? La tombe vient de s'ouvrir pour son fils que le suffrage universel, ô dérision! avait écarté de la Chambre, où il siégait depuis vingt-cinq ans. Vous avez connu M. Georges, il n'avait rien de l'idéal de son père, mais

c'était un homme de cœur, un caractère ferme et droit. Sa mort achève la dispersion de cette famille dont le grand lien s'était brisé à la mort du général. La Grange, ce lieu si plein de souvenirs, cette espèce de sanctuaire politique pour la génération à laquelle j'appartiens, sera mis en vente, parce que dans la famille, personne n'est assez riche pour s'en charger. Voilà une révolution qui, pour moi, ajoute à la tristesse de celle dont nous portons le poids depuis deux ans. Et l'on parle en France d'aristocratie à combattre, quand il est à peu près impossible qu'une terre reste dans la même famille au delà de deux générations!

« Nos amis communs ne cessent pas de me demander comment vous êtes et si j'espère votre prochain retour. M. de Kergorlay m'a fait promettre ces jours-ci de le rappeler à votre souvenir. Mignet est toujours le même, *tender and true*, comme dit la ballade écossaise. Adieu, ma chère sœur, quand vous baiserai-je les mains ? Dieu le sait, mais, quoi qu'il arrive, je ne cesserai d'avoir pour vous tendresse, reconnaissance et dévouement.

« AUGUSTIN THIERRY. »

A s'en rapporter aux premières confidences qu'elle adressait de Malte à Mme Jaubert, la princesse, en se rendant en Grèce, n'avait point eu d'autre dessein d'abord que celui de voyager pour se distraire et s'arracher à ses tristes pensées.

Par malheur, la tournure particulière de son esprit, l'absence de sentiment poétique qui est la marque de sa nature agissante, la lassitude morale et physique qui la déprimait, interdirent à la voyageuse de goûter les jouissances qu'elle attendait sur la terre de Sophocle et de Périclès. Elle-même constate, en la déplorant, son « impuissance à tirer de la vue réelle des lieux célèbres, les émotions que lui en procure en quelque sorte la vue antérieure et anticipée ». Aussi décide-t-elle de pousser jusqu'à Constantinople, « roulant de grands projets dans sa tête ».

Sans date (mai 1850).

« Vous voilà donc, ma chère sœur, aux extrémités de l'Europe; un pas de plus et vous serez en Asie. Toujours plus loin, toujours plus loin ! Ce serait pour ceux qui vous aiment une pensée bien triste, s'ils n'espéraient pas qu'enfin vous pose-

rez vos colonnes d'Hercule et qu'au jour où vous vous remettrez en route, la première étape sera de leur côté. Pour moi, j'ai besoin de me flatter là-dessus, de me dire qu'à Stamboul vous êtes plus près de moi qu'à Athènes, parce que vous êtes plus près d'un retour en Occident, hélas! je voudrais dire en France.

« Une lettre que ma nièce vient de recevoir de Marie a trouvé celle-ci commencée. Cette lettre, pleine de la même grâce enfantine qui m'a souvent charmé, dépeint à merveille votre habitation actuelle et révèle en même temps, sans vous citer, quelques-unes de vos impressions de voyage. Vous avez trouvé le port de Constantinople splendidement magnifique, et la ville immense et laide. Vous avez trouvé qu'au Bazar, de très belles choses se donnaient pour presque rien, ce qui est une remarque périlleuse. Dans une excursion de trois jours sur la côte d'Asie, vous avez admiré du haut d'une montagne un panorama qui renfermait deux mers; vous avez visité une colonie de Polonais, et j'en éprouve un véritable effroi, je tremble que vous ne rêviez d'une colonie italienne, d'un établissement à la Didon, d'un nouveau Milan, la Troie au petit pied de l'*Énéide*.

...Et parvam Trojam si mutata quæ magnis
Pergama et arentem Xanthi cognomine rivum.

« vers qui m'ont fait pleurer autrefois et qui me font peur aujourd'hui quand je pense à vous.

« Le sultan (1) aime à se montrer hospitalier pour les proscrits et les vaincus de l'Occident et, de plus, il aime, — et ce n'est pas un crime, — à faire parler de lui dans les journaux. Votre nom irait bien pour une concession de terre à côté de celui de Lamartine : voilà des idées fort capables de me tourmenter.

« Ah! ma chère sœur, n'allez pas vous brûler comme un papillon à cette chandelle, ne vous faites pas une nouvelle patrie. Restez voyageuse jusqu'au jour où vous pourrez revoir la vôtre.

« Il y a quinze mois que vous avez quitté la maison et le jardin, qui sont votre ouvrage, et qui devaient être, chaque année, votre habitation d'été : projets renversés, espérances trompées avec tant d'autres. Dites-moi que l'attente où je suis

(1) Abdul-Medjid, 1839-1861.

peut avoir son terme, que cela dépend de circonstances dont la venue prochaine n'est pas improbable, en un mot, promettez-moi quelque chose, au risque de ne rien tenir : la patience est fille de l'espoir. Le temps passe pour moi comme vous l'avez vu : rien de nouveau, sauf la tristesse de votre absence. Je veux dire, pour ce qui est du moral, car, au physique, j'ai repris le mauvais chemin dans lequel je m'étais arrêté. Depuis un an, je suis descendu d'un degré en forces corporelles, mais j'ai gardé l'activité d'esprit et l'aptitude au travail dans la mesure d'autrefois.

« Voilà ma vie, parlez-moi de la vôtre, parlez-moi, si vous pouvez, de l'avenir, et aidez-moi à en dresser la carte. Dans mon imagination, c'est mon plus grand plaisir de rêveur et d'aveugle.

« Adieu, ma chère sœur, soyez toujours la même d'affection et de bonté pour celui qui ne cessera pas de vous aimer.

« AUGUSTIN THIERRY. »

L'INSTALLATION EN ASIE-MINEURE

Ainsi parvenue en avril sur les rives du Bosphore, l'exilée volontaire s'était d'abord établie dans une maison de campagne à Orta-Kur. C'est là qu'elle arrêta définitivement la résolution de se fixer en Asie-Mineure. L'apprentissage rural qu'elle avait, naguère, pratiqué à Locate, la nourrissait d'illusions sur ses capacités d'agronome. De la meilleure foi du monde, elle s'imagine avoir rencontré la fortune en acquérant en Anatolie un assez vaste domaine à Ciaq-Maq-Oglou, dans la vallée de l'Ulu-Tschaï, à quelques lieues de Saffran-Bolo :

Constantinople. Sans date (juillet 1850).

« Mon cher frère,

« Il est vrai que je vous avais promis une lettre sur la Grèce, mais cette lettre devait venir après votre réponse à celle qui vous l'annonçait. Il est vrai aussi que j'avais pris la Grèce et tout ce qu'elle renferme tellement *à tic*, que je n'aurais plus su qu'en dire, si ce n'est : va-t'en à tous les diables! ce qui n'est guère épistolaire, ni assez littéraire pour vous être adressé. Il n'y a guère que la lumière qui soit digne du pays

chéri des dieux olympiens et de la sœur d'Apollon en particulier. J'ai vécu longtemps sur les nuages, les effets de lumière, les rayons du soleil levant et couchant et autres *sweets*, mais à la fin, j'avais pris jusqu'à ces belles choses en horreur. Pas un arbre, pas un brin d'herbe, pas une goutte d'eau limpide et des habitants qui singent également l'antique et le moderne, sans avoir le bon de ce temps, ni de l'autre. Des Mlles Calliope, qui font venir leurs modes de Paris (voire Marseille) et qui tiennent fortement à vous en instruire ; un ministre qui ne sait ni lire, ni écrire, un autre qui vole sur les grands chemins : le tout saupoudré d'une vanité colossale et nauséabonde. Ces braves gens croient que le sort de l'Europe est entre leurs mains et ils ont été très fiers de la manière dont s'est terminé le différend avec l'Angleterre. Enfin, cela fait pitié et la pitié pour les gens que l'on n'aime pas est un sentiment fort maussade.

« Me voici donc dans le véritable Orient, quoique je sois aujourd'hui à l'occident de mon séjour de ce dernier mois. Bref, j'ai voyagé trente-neuf jours en Asie et je vais vous dire tout d'une haleine le but et le résultat de mon voyage.

« Vous avez deviné jusqu'à un certain point, mais votre affection pour moi vous fait envisager le vrai à un point de vue qui ne l'est point. Appliquez-moi les vers de Virgile, mais ne pleurez pas et n'ayez pas peur. Il y a bien longtemps que la pensée colonie me trotte dans la cervelle et MM. les Grecs l'avaient caressée d'abord, en me promettant argent et terrain. Puis sont venues les notes russes et autres, puis la clôture des Chambres, puis le blocus et, enfin, je me suis fatiguée d'attendre et je m'en fus, ou plutôt je m'en vins ici, ne songeant plus guère à ce projet qui m'avait si fort préoccupée.

« Je trouvais ici les ministres américains, piémontais et autres, qui m'encouragèrent à le reprendre, m'assurant qu'il avait de grandes chances de succès. Je m'y remis donc, mais je n'avais pas encore envoyé mon projet au grand vizir, que voici venir à moi un homme étrange, mais jouissant ici d'une immense influence et faisant à peu près ce qu'il veut du Gouvernement. Cet homme commence par renverser tout mon plan et mes idées. « Vous demandez un terrain près de Constantinople, me dit-il, il vous en faut un en Asie, loin de toute surveillance hostile ou maligne ; vous demandez une concession, ce qui implique une possession temporaire, et vous devez acheter une

propriété qui soit bien à vous et à votre fille à perpétuité. — Acheter, répondis-je, un peu impatientée, cela est bientôt dit, mais avec quel argent? — Je vous propose un petit royaume pour 6000 piastres turques (1200 francs) : croyez-vous ne pas réussir à les trouver? — Allons voir le petit royaume », ai-je répondu; et nous voilà en route pour l'Asie.

« Vous dire ce que j'y ai vu, ce serait m'attirer le nom de visionnaire. Je suis pourtant exacte et rien n'explique l'abandon complet de tels trésors, si ce n'est le caractère du musulman et le défaut absolu de population. Mes compatriotes attendent un signe de moi pour venir en grand nombre peupler mon petit royaume. La difficulté est dans le choix et je ne puis choisir à distance. S'il m'arrive des enfants, des têtes légères, toujours enchantées au commencement et bientôt dégoûtées, je ne ferai rien qu'un fiasco; mais si je parviens à attirer une douzaine de familles laborieuses et solides, mon affaire est faite. Je n'en tirerai pas grand chose maintenant, mais Marie se trouvera en quelques années à la tête d'une magnifique propriété. Le lieu est tout proche de la vieille *Césarée*, qui n'a plus aujourd'hui un seul habitant. Là aussi, il y avait une ville, dont les ruines existent encore, et cela paraît même par le nom de Verenegli ou ville détruite. Je suis revenue à Stamboul, décidée, et l'on m'assure que je signerai le contrat aujourd'hui ou demain. J'y retournerai ensuite dans un mois ou deux et j'y recevrai les colons qui viendront s'y établir avant l'hiver.

« Venons, maintenant, au chapitre de vos inquiétudes. Non, mon cher frère, je ne songe pas à me faire, ici, une nouvelle patrie. Ma pensée est d'ouvrir un asile à mes compatriotes laborieux et de préparer une chance de prospérité à Marie. Pour moi, je n'ai d'autre vue que de m'occuper utilement pendant mon exil. Ne croyez pas que je reste loin de vous parce que je m'y trouve bien, ni que j'y revienne parce que je me trouve mal ailleurs. Vous me parlez de projets abandonnés, d'illusions détruites; de bonne foi, mon cher frère, la faute en est-elle à moi? Ai-je élevé ou pouvais-je prévoir qu'on élèverait un mur de sang entre mes deux patries? Je vous l'ai dit : aussi longtemps que la France acceptera le joug de l'homme à moitié idiot et à moitié infâme qui a commandé le forfait de Rome, aussi longtemps que vos généraux et vos ministres se promèneront impudemment dans les rues de Paris, je ne

mettrai pas les pieds sur le sol français. Mais pensez-vous que mon retour soit fort éloigné pour cela? Moi, je ne le pense pas. L'année 52 n'est pas loin et c'est, je crois, le terme le plus éloigné d'un pouvoir qui me révolte et que j'exècre. A peine justice aura-t-elle été faite que je quitterai tout, fût-ce même ma véritable patrie, pour aller passer du moins quelque temps auprès de vous.

« Les nouvelles que vous me donnez de votre santé me sont bien pénibles et Dieu sait si je voudrais être auprès de vous!

« Je vous embrasse fraternellement et tendrement.

« Votre sœur,

« CHRISTINE. »

Ce magnifique optimisme persiste plusieurs mois durant :

Ciaq-Maq-Oglou, 15 novembre 1850.

« Mon cher frère,

« Quoique sans lettres de vous depuis plusieurs mois, je ne veux pas vous laisser dans l'ignorance de mon sort, aujourd'hui que mes projets sont réalisés et que le désert nous sépare. Depuis plus d'un mois, je vis dans une vallée, séquestrée du monde civilisé et goûtant le repos moral le plus parfait.

« Je voudrais vous donner une idée de ces lieux, mais ils sont si différents de ceux auxquels vous êtes accoutumé, que je trouve la tâche difficile. Avant d'arriver dans ma vallée, en venant d'Occident, on marche pendant quelques heures sur la pente de montagnes stériles, couvertes de ruines qui appartenaient jadis à la ville de Césarée en Cappadoce, à ses faubourgs et aux villages environnants. L'on descend ensuite au fond d'un ravin et l'on marche quelque peu à côté d'un fleuve ou torrent qui descend vers le Nord. Tout à coup, au tournant d'un coteau, on aperçoit une scène toute nouvelle. Les montagnes se dédoublent, c'est-à-dire que devant elles, une rangée de collines bien boisées les relie à la plaine. Au pied de ces collines, des champs d'une assez grande étendue descendent par une pente douce jusqu'au bord du fleuve, tandis que d'autres pénètrent dans les sinuosités des montagnes et forment des vallons délicieux. Des sources jaillissent à chaque pas. Enfin la vallée se termine du côté du nord, en se resserrant dans une gorge étroite et boisée, au fond de laquelle le fleuve roule avec

fracas. Juste au milieu de la vallée, entre le Sud et le Nord, la façade tournée à l'Est, sur la lisière qui sépare le terrain végétal des coteaux et de la plaine d'avec les terrains d'alluvions qui entourent le fleuve, s'élève ma cabane, car c'est une maison si petite et si humble qu'elle ne mérite guère d'autre nom.

« Lorsque je suis arrivée, la maison avait été livrée aux animaux du ciel et de la terre depuis nombre d'années, de sorte que rien n'était moins engageant. J'avais, par bonheur, amené de Constantinople deux Italiens, dont l'un, un menuisier, s'est trouvé être un de ces personnages, comme il en naît tout exprès pour être jetés dans une île déserte et se tirer d'affaire. La maison fut bientôt décrottée et je m'y établis tant bien que mal, en attendant que le menuisier me fît des portes et des fenêtres. C'est encore là notre plus grande affaire. Une chambre est fermée, tapissée, meublée dans le dernier goût, mais le reste de la maison, y compris la niche où nous couchons, est encore en communication directe avec la vallée. La douceur du climat et la salubrité de l'air empêchent que ce désagrément ne devienne un véritable danger. Grâce à Dieu, nous nous portons tous à merveille et Marie est l'image de la joie et de la santé.

« Pastori (1) est venu passer une quinzaine de jours avec moi, au fond de ma vallée. Il est retourné ensuite à Milan, d'où il se propose d'aller à Paris et de vous donner de mes nouvelles avec détail. Vous pouvez juger du plaisir que sa présence m'a causé. Il m'apportait d'ailleurs force caisses d'Italie : rideaux, portières, sièges, tables, lits et tout ce dont on n'a pas la moindre idée ici. Grâce à ces matériaux inattendus, j'ai orné ma chambre à l'européenne, ce qui fait révolution dans le pays. Les Turcs accourent de dix à quinze lieues à la ronde voir et admirer cette merveille et lorsqu'ils apprennent que c'est moi qui ai exécuté cette œuvre, je grandis soudainement dans leur opinion. Le retard des fonds que j'attendais a retardé les travaux des champs et je vais être obligée d'ensemencer mes terres pendant l'hiver qui, fort heureusement, n'est pas rigoureux au fond de ma vallée. Je n'ai encore que les animaux indispensables à mon entretien et à celui des miens. Une vache

(1) L'avocat chargé de ses intérêts à Milan et qui s'acquitte avec le plus absolu dévouement d'une tâche souvent malaisée.

de buffle nous fournit d'excellent lait; des poulets et des dindons nous rassurent contre l'éventualité d'un défaut de viande. Deux paires de buffles suffisent pour le moment aux travaux des champs et au transport du bois. Quatre chevaux nous servent pour porter nos provisions, faire nos commissions et porter nos personnes. Nous sommes fort nombreux en ce moment, ayant à héberger huit à dix maçons venus de la ville, pour bâtir nos écuries, nos communs et pour ajouter un corps de bâtiment à la maison déjà existante. Je n'ai pas encore réglé l'emploi de mon temps, car j'ai eu à travailler à l'arrangement de ma coquille, mais je me propose, maintenant que cette affaire est arrivée à bon terme, de réparer le temps perdu pour l'étude. Je songe avec bonheur que mon temps m'appartient et que je pourrai disposer d'une bonne partie de la journée pour mes lectures et mes écritures. Je ne pense pas m'enterrer ici, je ne compte pas y passer un temps bien long, mais j'ai trouvé une retraite où les bruits inquiétants du monde ne m'arrivent pas, et où je pourrai retremper mes forces gravement compromises par les trois dernières années.

« Vous voyez, mon cher frère, que je ne forme pas des projets alarmants pour votre amitié. Que les portes de la France me soient rouvertes, que justice soit faite et que je puisse rentrer à Paris, sans voir des hommes, couverts du sang des miens, occuper les premières places et triompher dans leur perfidie et vous ne tarderez pas à me voir. Si vous désirez connaître quelque chose particulièrement de ces pays, indiquez-le moi, et je tâcherai de vous satisfaire de mon mieux. Quant à moi, vous m'obligeriez infiniment en m'envoyant un traité, manuel, ou que sais-je encore, de Minéralogie. En l'envoyant à Constantinople au baron Tecco, ministre de Sardaigne auprès de la Sublime-Porte, et en priant le dit baron de me le faire tenir, je ne puis manquer de le recevoir.

« Et maintenant, adieu, donnez-moi de vos chères nouvelles le plus souvent possible, ne m'oubliez pas, aimez-moi et ne considérez mon absence que comme provisoire et passagère

« Votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Cependant, les amis parisiens de la princesse se montraient beaucoup moins enthousiastes de son nouvel avatar en fermière

cappadocienne. Mignet l'avait qualifié tout net d' « incroyable folie ». Augustin Thierry y met plus de formes, mais les arguments qu'il développe sont à n'en point douter l'écho fidèle des propos qui s'échangent à la fois rue du Montparnasse et rue de l'Arcade, chez Mme Jaubert (1). Peine inutile, autant qu'éloquence perdue, il aura beau remontrer à satiété les aléas chanceux de l'entreprise au regard de ses dangers certains, les risques sans nombre encourus par une femme isolée, loin de tout secours, par une chrétienne en terre musulmane. donna Cristina, avec un entêtement bien féminin, s'obstinera d'autant mieux qu'elle juge à présent son amour-propre engagé à la réussite d'une aventure qui soulève autour d'elle tant de commentaires et de critiques.

Ciaq-Maq-Oglou-Chifflick, le 1er janvier 1851.

« Mon cher frère,

« Je veux bien commencer l'année nouvelle en causant avec vous. Votre lettre m'a été apportée, avec plusieurs autres, par un ami à moi, qui n'a pas craint de traverser l'Asie-Mineure dans cette saison, pour venir passer quelques mois auprès de moi.

« Je n'ai que des nouvelles intérieures à vous donner, car le monde extérieur n'existe pas ici. Le bruit des révoltes de Syrie et de Bagdad n'arrive que comme un faible écho et ne m'inquiète que pour les inquiétudes qu'il peut vous causer à mon sujet. Vus de Paris, Damas et Saffran-Bolo paraissent sans doute bien rapprochés l'un de l'autre, et vous aurez peine à croire que nous n'ayons pas entendu le canon qui a été tiré soit à Alep, soit à Babylone. Rassurez-vous bien, mon cher frère; nous sommes ici aussi tranquilles que dans les forêts d'Amérique. La population est bonne, douce, nullement fanatique, sans compter qu'elle s'est prise pour moi d'une sympathie toute par-

(1) Le nom de Mme Jaubert est déjà venu et reviendra souvent encore dans cette *Correspondance*. Est-il nécessaire de présenter aux lecteurs de la *Revue* Caroline d'Alton-Shee, la confidente d'Alfred de Musset, la « marraine » du « prince Phosphore de Cœur-Volant » et qui posa, pour *le Caprice*, le personnage de Mme de Léry. Sœur aînée d'Edmond d'Alton-Shee, pair de France et dandy l'un des meilleurs amis du poète des *Nuits*, sémillante et fine, réputée pour son esprit, elle avait épousé un grave magistrat, Maxime Jaubert, mort en 1854, conseiller à la Cour de cassation, et nous a laissé des *Souvenirs* du plus haut intérêt.

ticulière. Je suis le médecin (hélas! le seul médecin) de la province, et l'on m'apporte des malades et des mourants de cinq à six lieues à la ronde. Dieu vient en aide aux hommes de bonne volonté, et ici la bonne volonté ne manque ni aux malades, ni au docteur. Aussi, ai-je opéré des guérisons dont je suis moi-même étonnée. Entre autres, celle d'une femme paralysée, depuis six mois, du côté droit et qui remue maintenant le bras et la jambe, moyennant des frictions, de la belladone et de l'ammoniaque à l'intérieur. Il s'ensuit que ces bonnes gens me croient capable de tout guérir. Une vieille femme de quatre-vingts ans, lépreuse des pieds à la tête, est venue me trouver l'autre jour et voulait à tout prix des pilules. Ne sachant comment me débarrasser d'elle, je lui conseillai d'attendre le printemps et de prendre alors des bains; sur quoi elle partit toute joyeuse, posant la main sur son cœur et me recommandant à Dieu. Le ministre Ali-Pacha, qui est mon protecteur à Constantinople, a écrit au gouverneur d'ici de ne pas me demander de tribut pendant trois ans. A quoi le gouverneur a répondu que ni de trois, ni de six ans d'ici il ne pourrait me faire rien payer, vu que la population s'y opposerait. « Ce qui est vraiment extraordinaire, c'est la manière dont ces pauvres gens entendent l'hospitalité et les égards dus aux femmes. Grâce à l'irrégularité des postes et des banquiers, j'ai passé les trois premiers mois de mon séjour ici sans un sou vaillant. J'ai donc vécu à crédit; j'ai acheté du bétail et des instruments d'agriculture, j'ai bâti des communs, j'ai acheté du blé et de l'orge; le tout à crédit. Croyez-vous que personne s'en soit plaint? Il y avait bien des fois des discussions un peu vives entre mon drogman et les fournisseurs, mais si je paraissais en disant à ceux-ci : « Mes amis, vous avez raison d'être mécontents, mais je ne puis vous payer, puisque mon argent n'est pas arrivé; suspendez vos fournitures, reprenez vos bestiaux ou bien attendez patiemment. » Tout était dit. « Nous attendrons, Bessadé, répondaient-ils, ne vous tourmentez pas à cause de nous. Votre argent arrivera et nous serons payés. » Et il en a été ainsi, ce qui fait que je n'oublierai jamais ces pauvres Turcs et leur patience.

« Quant à la partie financière de mon acquisition, je crois qu'elle ne constituera pas un fiasco. Un de mes amis, habile agriculteur qui est venu me rendre visite, a découvert que l'on peut avec la plus grande facilité détourner les eaux de ma

rivière et arroser tout mon terrain, ce qui tranche d'un coup toutes les difficultés et me permet de compter sur un prompt succès. Le climat est excellent. Excepté quelques jours, à chaque changement de lune, le temps a été jusqu'ici constamment beau et doux; mais ce qui m'attache plus que tout le reste à ma vallée, c'est la tranquillité dont j'y jouis, tranquillité qui est devenue nécessaire à mon existence. J'espère y reprendre des forces pour rentrer plus tard dans le monde et ses tourments; mais je suis dans une veine de faiblesse morale qui me rend toute agitation souverainement douloureuse. Je profite et je compte profiter de ma retraite pour travailler. Je me suis remise à la peinture et je fais de jolis tableaux que je regrette de ne pouvoir vous envoyer. Puis, je prépare la publication de la correspondance particulière et officielle des trois gouvernements italiens (Piémontais, Romain et Toscan) pendant les années 48 et 49. Et enfin, dans mes moments perdus, je m'amuse à écrire un roman et deux petites pièces de théâtre dans le genre des *Proverbes*. Tout cela m'intéresse et me divertit beaucoup. Mais j'ai besoin d'une nouvelle voie pour communiquer avec le public. Je voudrais donc m'arranger avec *la Presse*, et c'est à vous que je m'adresse pour cela.

« Marie est la plus heureuse personne du monde. Elle s'est constituée ma fermière et a la haute main sur la basse-cour. Poulets, dindons, oies et canards la reconnaissent pour leur souveraine, et lorsqu'elle descend dans la cour, un glou-glou universel la salue, ce dont elle est fière.

« Adieu, mon cher frère, écrivez-moi beaucoup et souvent. Songez que vous allez peut-être devenir mon seul correspondant à Paris et ne me laissez pas ignorer ce qui vous touche et ce qui peut me toucher de près ou de loin.

« CHRISTINE. »

La rupture survenue entre la princesse et Mme Jaubert (1) avait péniblement affecté leurs amis communs. Les torts, en toute certitude, appartenaient à donna Cristina. Voilà ce dont Augustin Thierry essaie courtoisement de la persuader, tout en lui donnant de leur entourage les nouvelles qu'elle réclame.

(1) Celle-ci, d'accord avec la princesse qui lui laissait « carte blanche », avait communiqué au *National* des lettres contenant des appréciations désobligeantes pour le peuple de Rome. *Inde ira.*

Paris, 23 janvier 1851.

« Ma chère sœur,

« Si vous m'écriviez d'un château loué en Cappadoce ou en Arménie, comme autrefois votre maison sur les bords du lac de Genève, ce que vous me dites du calme que vous a rendu la solitude, de la beauté du cadre, des forêts et des montagnes, me causerait un plaisir de sympathie, sans mélange de crainte, et je croirais à l'espérance que vous me donnez d'un retour prochain, peut-être, et tout au moins assuré. Mais, hélas! vous n'êtes pas en camp volant, sur les bords de ce fleuve d'Asie, vous y bâtissez et non pas une simple maison, mais tout un village, vous vous faites une troisième patrie plus exigeante que les deux autres, car celles-ci ne vous demandent que votre présence, si cela vous plaît, tandis que celle que vous créez vous impose une mise de fonds indéfinie sur laquelle vous devez veiller sans cesse et elle s'attache à vous bon gré, mal gré, par les liens et les obligations d'un engagement commercial. Vous serez contrainte à résidence beaucoup plus que vous ne le pensez, car c'est pour une entreprise qui se fonde, que l'œil du maître est surtout nécessaire ; vous prendrez donc racine en dépit de vous-même et, qui plus est, vous serez amenée par la force des choses à vous déraciner de Paris. C'est là mon inquiétude, ma terreur de tous les jours.

Je ne sais si vous avez reçu la lettre où je vous parlais des articles du *National* et du déplorable litige qu'ils ont fait naître entre vous et Mme Jaubert. Voilà les tristes fruits de l'éloignement; l'ombre d'un malentendu amène des conséquences que rien ne pouvait faire prévoir.

C'est un coup de massue qui est venu frapper l'âme la plus tendre pour vous et changer en amertume une affection exaltée jusqu'au dévouement. J'aime à croire qu'il est impossible qu'une telle affection puisse s'éteindre, mais la blesssure est profonde. Il faudra un élan de votre cœur pour réparer le mal que vous avez fait sans le vouloir et sans le savoir. Vous souffrirez beaucoup à cette nouvelle et votre souffrance, je l'espère, effacera tout. Je ne puis me résigner au chagrin de voir se rompre une amitié de quinze ans. La séparation des âmes dans cette vie est quelque chose de plus triste que la séparation par la mort.

« Mme de Tracy vient de mourir subitement, à Paray, de la rupture d'un anévrisme. Son mari qui se trouvait seul avec elle a été frappé d'un tel coup qu'on a craint pour sa vie ou sa raison. Il ne voulait pas quitter la campagne et restait à boire sa douleur près de la sépulture de sa femme. Enfin ses filles l'ont retiré de là et il se remet ; la pauvre Mme de Tracy était toujours telle que vous l'avez vue, pleine de vie, d'entrain et d'esprit ; on aurait pu l'appeler la jeunesse indestructible. Sa perte m'a fait un véritable chagrin ; elle était très bonne pour moi et j'avais en commun avec elle des souvenirs de trente-trois ans. Les familles Tracy-La Fayette sont décimées depuis votre départ : Mme de Lasteyrie et Mme de l'Aubespin mortes ; la femme et la fille d'Oscar La Fayette et une fille de Mme Bureau de Puzy sont mortes ; Mme Georges La Fayette, veuve et aveugle, ne quitte pas sa chambre où elle file sans cesse au rouet. C'était celle des Tracy qui avait le plus de l'esprit du père, une intelligence forte et une hauteur de caractère qu'elle domptait et qu'elle cachait, en se plongeant dans tous les soins de détail de la vie de mère de famille. Je voudrais qu'il me fût possible de causer avec elle, pour voir ce qui se passe maintenant dans cette âme et m'exercer un peu au stoïcisme, car il est temps que je songe à en faire provision.

« Je vous envoie, ma chère sœur, le *Traité de Minéralogie* de Beudant. C'est ce que les habiles ont pu m'indiquer de meilleur. Pardonnez-moi si je vous avoue que j'aimerais mieux vous expédier un volume de littérature ou de métaphysique : ce que je vous envoie, ce sont de nouvelles attaches par lesquelles vous allez vous clouer à votre nouvelle terre. Il y a dans ce volume tant d'espérances et de si brillantes : mines d'or, mines de diamant, que sais-je ? espérances qui trompent et, qui plus est, qui ruinent, lorsqu'on s'est mis à les poursuivre autrement que par l'imagination. *Marthe, Marthe, vous vous tourmentez de bien des choses ;* vous vous dites heureuse du calme que vous avez trouvé dans ce désert et vous songez à vous y créer des loteries de toutes couleurs, toute sorte de tracas et de soucis. Mettez la bride et le bridon à l'esprit d'entreprise, fermez bien votre cercle d'avance et ménagez-vous, s'il se peut, les moyens de vous arrêter à temps. C'est là le point difficile et c'est la grâce que je vous souhaite, ma chère sœur, après que j'ai fait le grand souhait, celui de votre retour. Adieu, en meu-

blant votre nouvelle maison, pensez quelquefois à celle qui vous attend toute meublée et qui reste vide ; pensez à moi qui compte ici deux ans et demi d'absence sur trois années d'habitation.

« Votre frère de cœur

« AUGUSTIN THIERRY. »

La brouille entre la Princesse et Mme Jaubert fut heureusement vite apaisée. Mme Jaubert écrivit une lettre affectueuse à la princesse, qui saisit avec allégresse l'occasion de raccommodement qui lui était offerte. Augustin Thierry, demeuré toute sa vie fidèle au culte décevant de l'amitié, s'en réjouit.

Paris, le 27 mars 1851.

« Ma chère sœur,

« Grâce à Dieu, il n'y aura pas de rupture entre vous et Mme Jaubert, vous avez devancé l'appel que ma dernière lettre faisait à votre cœur et c'est avec une véritable joie que j'ai vu s'évanouir ces craintes de séparation qui m'affectaient si péniblement.

« Conservez, ma chère sœur, toutes vos amitiés françaises, pour que je conserve l'espérance de votre retour à Paris. J'ai fait auprès de M. de la Guéronnière, rédacteur en chef de la *Presse*, chargé par M. de Girardin de toutes les affaires de ce journal, la commission que vous m'avez donnée. Il m'a été répondu que pour le présent, le personnel de la rédaction et la somme des matériaux se trouvaient au plus grand complet, de telle sorte qu'il était impossible d'offrir, même à vous, une espérance d'admission pour quelque travail que ce fût. C'est M. Henri Martin qui m'a prêté ses bons offices dans cette circonstance, il est en relation d'amitié avec M. Pelletan, l'un des rédacteurs habituels de *la Presse* auprès duquel je pourrai de temps en temps prendre de nouvelles informations. Dites-moi ce que vous désirez à cet égard.

« Votre peinture de Marie en fille de ferme, avec sa vache, son âne et ses poules, est une idylle très gracieuse, mais il y a de tristes revers de médaille à ce tableau ; il y a, pour ceux qui vous aiment, bien des appréhensions, bien des inquiétudes sur vous et sur elle. J'aimerais mieux la savoir avec vous dans un cottage près de Londres ou dans un chalet près de Lausanne.

Vous auriez là, vous, le calme et la retraite, elle, ses passe-temps rustiques et, nous, vos amis, nous aurions toute sécurité à votre égard. Quand on voit les mille accidents de la vie autour de soi, en pleine Europe et en pays de parfaite police et de parfaite civilisation, comment ne pas s'effrayer de votre campement au milieu d'un désert de Cappadoce? Vous êtes médecin pour les rares habitants de la contrée, mais, hélas! qui le serait pour vous si le merveilleux état de santé que vous mettez à de si rudes épreuves vous abandonnait. C'est le propos que me tiennent tous ceux qui viennent me voir, depuis un mois et plus, qu'on ne s'aborde guère sans parler de grippe, de pleurésie et de fluxion de poitrine. Tous ont des malades et plusieurs des morts à citer parmi leurs connaissances. Dans notre voisinage, Mme Quinet a été enlevée en quatre jours. C'était une personne aimable et distinguée d'esprit et de manières. Elle venait à mes soirées de musique et sa mort imprévue m'a vivement affecté. Son mari est bien malheureux et j'ai en moi-même de quoi mesurer l'étendue de son malheur; je sais ce que c'est que le veuvage.

« Mignet, qui est toujours le même pour vous, vient de passer par un mal de gorge très intense et très prolongé; maintenant il est remis tout à fait et rentré dans sa vie de travail, plus active et plus remplie que jamais. Il achève une histoire de *Marie Stuart* en deux volumes, qui sera certainement un ouvrage très remarquable, fondé sur des documents que personne, jusqu'ici, n'a mis en œuvre et traité avec une intelligence complète des affaires, des mœurs et des personnages du temps. C'est un magnifique sujet où se trouve posé, avec des problèmes politiques non encore résolus, le grand problème moral du caractère féminin, car toutes les extrémités de ce caractère se rencontrent chez la malheureuse reine d'Écosse. Mignet a préludé à ce travail par treize articles du plus haut intérêt, publiés dans le *Journal des Savants* : il a eu le courage de reprendre cela en sous-œuvre et d'en faire un récit continu. Le premier volume est imprimé; je pense que le second le sera dans un ou deux mois : je vous les enverrai aussitôt.

« Pour moi, non seulement j'ai échappé à l'épidémie de cet hiver, mais je n'ai même pas eu un simple rhume. En revanche, mon bagage ordinaire s'alourdit, lentement, il est vrai, mais sensiblement. Le travail m'est toujours possible dans la mesure ordinaire, je fais en ce moment des corrections pour une

nouvelle édition de mes huit volumes. C'est une manie périodique, dont il m'est impossible de me défaire et, quand je suis à cette besogne, la peur me vient de mourir avant de l'avoir terminée. C'est pour cela seulement que je manquerai de résignation. Je n'en ai guère non plus, ma chère sœur, pour votre longue, beaucoup trop longue absence. Pourquoi avez-vous cherché, hors de l'Italie et de la France, un domicile et des intérêts? Pourquoi, pourquoi? C'est le mot de tous ceux qui me demandent de vos nouvelles. Je réponds de mon mieux, je raconte ce que vous faites, je dis vos raisons et je ne réussis pas à les faire comprendre. Cela ne vous ébranlera pas, je le sais bien, et d'ailleurs il est trop tard. *Alea jacta est*, comme dit M. de Lamartine qui, plus sage que vous peut-être, est revenu de l'Asie-Mineure, sans y avoir ni bâti, ni planté. Pardonnez-moi ces paroles et, si elles vous déplaisent trop, oubliez que je les ai dites. Vous m'avez remis à cet égard bien des péchés parce que vous vous êtes aperçue que la faute, si grande qu'elle fût, ne venait pas du cœur. Croyez-le encore, croyez-le toujours et aimez-moi comme je vous aime. »

Pour judicieux qu'ils soient, — et peut-être parce qu'au fond de son cœur, elle en comprend la sagesse, — avis et conseils ne font plus qu'agacer une femme impulsive. Aussi, pour expliquer sa conduite, justifier la chimère nouvelle dont elle est possédée, quelle abondance de dialectique!

Ciaq-Maq-Oglou, 24 avril 1851.

« Mon cher frère,

« Votre lettre du 26 mars est venue me trouver en ville, où j'étais allée faire mes Pâques, car quoiqu'en Turquie, je possède dans mon voisinage une église chrétienne, des prêtres et une communauté de quelque mille Grecs catholiques non Romains. C'est à Saffran-Bolo, que s'abritent ces reliques des temps anciens et je doute fort que vous trouviez sur votre carte le nom de ma capitale. Les trois jours que je viens d'y passer ont été trois jours de fatigue extrême, car j'ai eu plusieurs centaines de malades à visiter et la maison hospitalière où j'habitais, était constamment encombrée, assiégée d'infirmes et d'estropiés de tout genre. Lorsque je sortais, la même procession était à mes trousses et lorsque j'allais faire quelques

visites, les maisons où je me rendais étaient immédiatement peuplées de mes clients. Je n'ai pu m'empêcher de songer que Jésus-Christ était ainsi entouré, mais qu'il guérissait ses malades par l'imposition des mains et qu'il me faudrait jouir de la même prérogative pour faire un peu de bien. Ces pauvres gens font tout ce qu'ils peuvent pour se faire pardonner leur importunité et il est impossible d'être mieux reçue, plus fêtée que je ne le suis dans ce coin de l'Asie-Mineure, où mon nom même est inconnu.

« Mais j'oublie que les détails de ma paisible vie vous pèsent et vous affligent, parce que vous y voyez autant d'obstacles à mon retour auprès de vous. C'est une erreur, mais je sais combien il est difficile de vous faire revenir des vôtres, lorsqu'il vous arrive parfois d'en commettre. Ce n'est point l'agrément de mon séjour ici qui me retient loin de France, ce sont les désagréments que je trouverais en France et plus encore en Italie qui me retiennent ici. Vous-même, vous semblez reconnaître l'impossibilité de mon séjour dans ces deux pays, lorsque vous regrettez que je n'aie pas établi mon campement, soit en Suisse, soit en Angleterre. Vous ajoutez que personne ne comprend mes motifs pour être venue si loin, ce qui signifie seulement que tout le monde blâme le parti que j'ai pris. Mais permettez-moi de douter de votre éloquence, lorsqu'il s'agit de défendre mon séjour en Asie.

« Je pouvais, dites-vous, et l'on dit autour de vous, faire ce que je fais ici, vivre comme je vis ici, jouir du calme dont je jouis ici, dans un chalet en Suisse, ou dans un cottage près de Londres. Comment pouvez-vous dire pareil *sproposito*, mon cher frère? Savez-vous ce que me coûte mon établissement en Asie? Depuis mon arrivée dans mon *tchifflik*, c'est-à-dire depuis près de sept mois, y compris l'achat de plusieurs champs de riz très considérables, d'un moulin loué pour douze cents piastres par an (pas tout à fait 300 francs), d'une scie à eau, de quatre paires de buffles, de six vaches, de deux ânes, de cinq chevaux dont deux coûteraient, à Paris, plus de cent louis pièce, de deux cents chèvres d'Angora, y compris la solde des ouvriers qui ont bâti mes écuries, mes communs, et une partie de ma maison (notez que deux de ces ouvriers sont Européens et qu'il m'a fallu les faire venir à mes frais), y compris l'entretien journalier d'une trentaine de personnes, ne me refusant

rien et ne refusant rien à personne, menant l'existence d'un banquier, prêtant à l'un, donnant à l'autre, achetant sans jamais marchander, vivant enfin comme si je disposais de la caisse de M. de Rothschild, je n'ai pas dépensé plus de dix mille francs. Dites-moi dans quelle contrée d'Europe, je pourrais réaliser un semblable problème? Et songez encore que cette année-ci il m'a fallu tout acheter : blé, orge, avoine, paille, beurre, fromage, viande, etc. Songez qu'à partir du mois de septembre prochain, j'aurai tout cela sur mes terres...

Mais vous n'êtes pas vaincu. Je vous entends d'ici me répondre. Non sans doute vous ne pourriez mener en Europe et à si peu de frais l'existence que vous menez là-bas, mais vous pourriez vivre autrement sans dépenser davantage. » Et comment vivrais-je, s'il vous plaît? Comme j'ai vécu à Paris, pendant l'hiver de 48 à 49? En travaillant douze heures par jour, pour gagner quelque cent francs par mois? sortant à pied, parce que la citadine est trop chère, raccommodant mes robes pour ne pas en acheter de neuves, fermant les yeux lorsque je passe devant une salle de spectacle, pour ne pas être tentée d'y entrer, me refusant jusqu'à un bouquet de fleurs parce qu'il faut l'acheter? Et les réfugiés qui vous tendent la main, auxquels il faut répondre par un refus? Et le puis-je toujours?

« Tout me blesserait en Europe et je mènerais une vie de privations physiques et matérielles pour subir une multitude de tortures morales et intellectuelles. Je serais loin de vous et de ceux que j'aime, tout en étant entourée d'ennuis et d'ennuyeux en tous genres. La victoire des uns et l'abus de cette victoire, les folles espérances et les tentatives insensées des autres, auxquelles il me faudrait pourtant m'associer, tout serait amertume et rien qu'amertume. Vous qui m'aimez, félicitez-moi, félicitez-vous au contraire de ce que le vent de l'adversité m'a jetée sur une plage amie, où j'ai trouvé le calme, le silence des passions, une vie douce et facile, des bras et des cœurs ouverts pour me recevoir.

« Ne craignez pas pour moi de dangers. J'avoue que la vie du désert, que ces climats, ce soleil, cet air fatiguent ceux qui n'y sont pas accoutumés et qui ne sont pas faits pour eux. Mais cela ne m'arrive pas à moi. Chacun se récrie sur ma bonne mine et je suis positivement engraissée. Mes névralgies, mes palpitations, mes suffocations, mes fièvres, tout cela a disparu

comme par enchantement. Je me souviens qu'autrefois, dans la petite église de M. Le Roux (1), on se partageait les grandes existences de l'antiquité et on attribuait à Mme Marliani, l'honneur d'avoir habité le corps de Sémiramis et de la reine Élisabeth, et à Mme Sand, celui d'avoir été Sapho et la Sainte Vierge. Je ne pousse pas si loin mes prétentions et je me contente d'avoir vécu jadis dans la personne, quelle qu'elle fût, d'une errante bohémienne, à savoir d'une *Zingara*, tant le grand air, le silence des lieux déserts, les fatigues de ces voyages, le repos sous la tente et tout ce qui s'ensuit me causent de jouissances. J'éprouve en parcourant ainsi ces pays inconnus une espèce d'ivresse à moitié physique et à moitié morale, dont j'ai peine à me rendre compte. Il me semble réellement que j'ai déjà vu ces lieux dans un temps éloigné, que j'ai mené cette existence, et il s'éveille en moi des souvenirs confus, aussi doux que vagues, et si l'on venait à m'annoncer en ces moments que ma mort est proche, je ne frissonnerais pas.

« Et pourtant ne croyez pas que j'aie pris racine ici. J'arrange tout de manière à pouvoir m'absenter, sans perdre le fruit de mon séjour actuel. Aussitôt qu'il y aura en Europe un coin de terre, où je pourrai respirer en liberté, aussitôt que je pourrai me rapprocher de mon pays, sans craindre d'entendre le râle de son agonie, je monterai à cheval et je me mettrai en marche du côté de l'Occident. Je ne quitterai pas sans regrets ma vallée, mais je me dirai que plus tard, lorsque Marie n'aura plus besoin de moi, lorsque vous m'aurez devancée dans le pays de la réalité, je reviendrai attendre à l'ombre de mes forêts le grand jour où le mot de l'Énigme me sera connu, où j'aurai vaincu le Sphinx. Voilà mes projets et ils n'ont rien d'alarmant pour votre amitié. Je pense à vous aussi souvent que si j'étais à Versailles et j'y songe avec toute la douceur que je puise dans cette solitude. Vous pouvez pourtant la rendre encore plus agréable pour moi, cette solitude, en m'envoyant quelques livres, car je n'ai ici que quelques ouvrages lus et relus et quelques autres que je dois à l'obligeance du ministre américain à Constantinople. Mais ce sont de maigres ressources, et un livre nouveau, qui me viendrait de Paris et de vous, serait pour moi un véritable bienfait.

(1) Pierre Leroux, le célèbre « philosophe humanitaire ».

« Adieu, mon ami, mon frère, écrivez-moi souvent et n'oubliez pas votre sœur

« CHRISTINE. »

P. S. — Je m'aperçois en relisant ma lettre que je n'ai pas répondu à l'un des passages de la vôtre : « M. de Lamartine, plus sage que vous peut-être, est revenu d'Asie, sans rien bâtir et sans y planter. »

M. de Lamartine avait formé des projets gigantesques, auxquels il a dû renoncer faute de moyens et il n'a pas su se borner à en réaliser de plus humbles. D'ailleurs, M. de Lamartine n'est pas exilé de son pays et, n'ayant pas d'opinions à lui, il n'a pas à craindre de voir l'opinion contraire triompher de la sienne. M. de Lamartine cherchait une spéculation et non un asile. M. de Lamartine ne possède rien en Asie, car il n'est que propriétaire temporaire, c'est-à-dire que tout ce qu'il ferait sur sa terre, serait perdu pour lui.

« Il y a plus, le gouvernement turc s'est amusé du grand poète et du grand philosophe qui avait dit un jour de la Turquie : « C'est le pays des morts », en lui donnant une terre extrêmement vaste, au bord de la mer, près d'une grande ville, mais où l'air est mortel. Pas un Européen n'a pu y vivre un mois et cela est à peu près de même dans tous les *tchifflicks* que les Européens se sont entêtés à créer dans les environs de Smyrne et dans ses alentours. Ici, au contraire, c'est de l'éther que je respire et je puis faire beaucoup avec des moyens moins que médiocres. Ne me comparez donc pas à M. de Lamartine et surtout ne me dites pas qu'il est plus sage que moi. Je ne prétends aucunement à la sagesse positive, car qu'est-ce que la sagesse humaine? La sagesse, c'est la connaissance avec la certitude du vrai : et qu'y a-t-il de certainement vrai ici-bas? Sommes-nous? Ce qui nous entoure est-il? Ou tout n'est-il qu'illusion? Je tiens seulement à ne pas être *moins* sage que M. de Lamartine et je voudrais volontiers ne pas être sage du tout.

« C. »

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(*A suivre.*)

A L'EXPOSITION
DES ARTS DÉCORATIFS

V[1]

LE MEUBLE DU XXe SIÈCLE

Puisque de hardis explorateurs ont ouvert le tombeau de Tut-ank-amon, dans l'espoir, justifié par l'événement, d'y trouver des trésors, nous pouvons bien, nous aussi, pénétrer dans ces mausolées funèbres qui couvrent l'Esplanade des Invalides. Ils contiennent peut-être, comme l'autre, un mobilier digne de mémoire. Sans doute, l'aspect extérieur est sinistre : nul ne voudrait habiter ces cachots sans regards sur l'extérieur, sans grâce, sans accueil. Mais il ne s'agit pas d'y vivre : il s'agit d'y entrer avec précaution et d'en tirer au plus vite les objets qui pourraient orner et servir notre vie moderne, en dépit de l'anachronisme du mur et du toit. On nous dit, en effet, que le « meuble du XXe siècle » est là. Il se peut qu'il y soit, et il se peut aussi qu'il n'y soit pas. Les critiques d'art sont des archéologues à rebours. Ils affirment que voici un objet du XXe ou du XXIe siècle de notre ère, comme les autres affirment que celui-là est du dixième avant Jésus-Christ et que cette tiare est de Saïta-pharnès. Mais ils n'en savent rien. Ils nous ont assuré, il y a trente ans, que les gens du XXe siècle vivraient dans le mobilier grêle, tentaculaire et symbolique du *modern style* : or nous n'y vivons pas ; que les femmes porteraient les bijoux tourmentés et massifs de l'*Art nouveau* : or elles ne les portent pas ; que les matières précieuses seraient délaissées pour le décor : or elles n'ont jamais été plus en vogue. Bien mieux, les novateurs

(1) Voyer la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 août et 1er septembre.

d'aujourd'hui, les « modernes », ne tarissent pas de sarcasmes à l'égard des novateurs d'hier. Une enquête fort bien menée par la revue *Art et Décoration* sur « le mobilier moderne », auprès de ses maîtres actuels, commence par ces mots : « Le style 1900 est un souvenir qu'on évoque sans orgueil. » Mais à peine a-t-on avoué l'échec des réformateurs, qu'on recommence. On nous convie, derechef, à célébrer la naissance d'un style, comme jadis celle d'un Dauphin. Rien n'y manque : sonneries de cloches, fanfares de cors de chasse, ruissellement de vins généreux, marche nuptiale braillée par des phonographes inexorables, et, le soir, illuminations sur la Seine et feux d'artifice. La presse fait rage pour nous convaincre, les pouvoirs publics déclarent l'idéal nouveau incarné et les grands magasins, dont l'autorité esthétique se mesure à leurs chiffres d'affaires, le tiennent sur les fonds baptismaux.

La venue en ce monde d'une nouvelle forme d'art se fit jadis avec plus de mystère. Sans doute, on s'apercevait bien que quelque chose avait changé, et c'est un pur paradoxe de prétendre que le *Henri II* ou le *Louis XV*, ou *l'Empire* se soient installés dans les demeures sans que nul s'en doutât. Les témoignages contemporains établissent qu'on le voyait admirablement et que parfois même on le déplorait. Mais si l'on s'apercevait bien de son existence une fois qu'il était né, on n'en parlait pas devant qu'il existât et l'on ne faisait point pendant trente ans des discours pour le faire venir. On ne lui donnait pas un nom, avant qu'il eût une forme : il arrivait même qu'il avait une forme avant d'avoir un nom. On a fait des « mansardes » avant Mansard, des « meubles de Boulle », c'est-à-dire en offrant tous les caractères, avant Boulle, et quand les archéologues revinrent d'Égypte avec Bonaparte et même avant d'y aller, ils purent s'asseoir ou s'attabler en des salons où se voyaient déjà des marques du style égyptien.

Ce qui n'est jamais arrivé, c'est qu'un style ait été produit par trente années de bavardages, et plus encore si l'on remonte jusqu'au célèbre rapport de M. de Laborde, par un fatras de théories générales, de manifestes, de déclarations de principes, de commissions, de rapports, d'enquêtes *de commodo et incommodo*, comme un isthme à percer ou une voie ferrée à établir. Un seul coup de gouge heureux eût bien mieux fait l'affaire. Quand les menuisiers et les « ébéniers » du XVIIe siècle et les ébénistes

du XVIIIe, découvraient quelque tour nouveau à donner à leurs ouvrages : un progrès dans l'assemblage, une élégance dans l'aspect, — je veux dire les Antoine Saint-Yves, les Fouache, les Claude Namur, les frères Bon, les Gascoin, les Boulle, les Œben, les Riesener, les Bérain, les Cressent, les Caffieri, les Cucci, — ce fut avec moins de tintamarre.

Le bruit qu'on fait autour du meuble moderne n'est donc nullement un signe qu'on a trouvé quelque chose. Ce serait plutôt le signe que, dans la peur où l'on est de n'avoir rien trouvé, et que le public s'en aperçoive, on remplace le ragoût par la musique et la pièce de résistance annoncée par une conversation vive et animée. Le passant n'a que faire de ces vaticinations. Il n'a qu'à regarder les meubles qu'on lui donne comme des chefs-d'œuvre, les palper, s'y attabler et s'y asseoir. Il sera toujours temps de leur donner un nom, s'ils doivent vivre. Nous verrons bien si de cette foule d'ouvrages présentés comme modernes, il en est quelques-uns, et de quels artistes, à retenir, quels sont leurs caractères communs, si ces caractères ont nouveaux et agréables, si ce sont les mêmes qui sont agréables et qui sont nouveaux, enfin à quelles conditions nous pouvons espérer un rajeunissement de notre vie somptuaire. Après cet examen, il restera peut-être quelque chose des tentatives actuelles, mais il n'en restera sans doute pas tout ce qu'on prétend définitif. Et avant que les feuilles tombent, l'automne aura déjà balayé bien des illusions.

Ce qui nuit aux bons meubles épars dans la foule des médiocres, ce sont leurs entours. Il n'y a pas d'ensemble parfait. Ce qu'il y a de délicat et de gracieux souffre du voisinage des décorations cubistes, ce qu'il y a de svelte se perd dans la lourdeur ambiante des fauteuils et des lits, ce qu'il y a de simple est écrasé par la surcharge des lustres ou des appliques. Choqué par les prétentions injustifiées de ce tout qui a échoué piteusement, le passant oublie ce qui a été heureusement obtenu. La « recherche » fait tort à la trouvaille. Ainsi est née, chez nombre d'honnêtes gens, cette idée que le meuble nouveau est toujours lourd et trapu : termes qu'il est bien difficile d'appliquer aux ouvrages de M. Ruhlmann, ou encore qu'il est incommode, ce qu'on ne saurait dire de ceux de M. Maurice Dufrène, enfin qu'il manque de somptuosité, ce qui ne se soutient pas devant ceux de MM. Sue et Mare. C'est qu'il a fallu cheminer, entre des blocs

massifs, pour arriver jusqu'à eux. Si l'on voyait, débarrassés de leur compromettante compagnie, quelques ouvrages de M. Ruhlmann, de M. Maurice Dufrène, de M. Paul Follot, de M. André Fréchet, de M. Léon Jallot, de M. Jules Leleu, de M. René Joubert, au moins leurs commodes, leurs armoires, leurs bahuts, leurs secrétaires, leurs tables de toilette, « coiffeuses », consoles, buffets, il y aurait unanimité dans l'opinion pour convenir que voilà de beaux meubles agréables au toucher, comme à la vue, reposants, harmonieux, et aussi serviables que peuvent l'être des objets de luxe. En les isolant, on leur rendrait justice.

Pour cela, il faut les chercher un peu partout : dans cette suite d'appartements inhospitaliers et barbarement ostentatoires qu'on appelle une « ambassade française », et qui peut, en effet, figurer pour telle dans un cinématographe à l'usage de gens qui n'ont jamais vu la moindre ambassade, avec un salon de réception à l'usage d'ambassadeurs fermement décidés à ne pas recevoir. Il faut aussi entrer dans le pavillon dit un *Musée d'art contemporain*, de MM. Sue et Mare, quoiqu'il contienne des peintures qu'on préfère infiniment savoir dans un musée que chez soi, et dans cet *Hôtel d'un riche collectionneur*, décoré par M. Ruhlmann, et qu'on suppose un « riche » fort soucieux de ne pas éveiller les convoitises des passants, ni les jalousies du prolétariat, tellement l'aspect extérieur de sa maison est privé de tout agrément. Il faut traverser enfin, dans toute leur longueur, les pavillons contenant « les ensembles de mobilier », pousser la porte, sur le pont Alexandre III, de quelques boutiques, notamment celle de D. I. M. (décoration intérieure moderne), transposition moderne et artificielle d'une coutume encore conservée au *Ponte Vecchio* de Florence : celle de vivre et de travailler au-dessus des fleuves.

Passé la Seine, on trouve encore quelques bonnes pièces d'ébénisterie au bout du Grand Palais, dans les deux salles de la classe 8 consacrées à l'art du bois. Ce sont, d'abord, une grande commode noire, de forme et d'harmonie parfaites, avec incrustation blanche, au milieu, de M. Ruhlmann; un lit aux courbes harmonieuses et une commode très discrètement et très purement ornés par M. Jules Leleu; puis trois pièces de M. Léon Bouchet ; une commode immense, mais dans de bonnes proportions, une table polygonale à deux étages et un petit bureau-étagère; enfin çà et là, de bons ouvrages de M. Schugt, de

M. Perrin et de M. Arbaud, répartis en divers stands chez plusieurs fabricants. Il ne faut pas manquer, non plus, de visiter le Pavillon de la Ville de Paris, sur le Cours-la-Reine et, dans ce pavillon, le salon d'honneur composé et exécuté par l'École Boulle, sous la direction de M. André Fréchet.

Dans les « ensembles de mobiliers », sur l'Esplanade des Invalides, on trouve toute une salle à manger en ébène macassar, prolongée en salon par M. Jules Leleu, qui satisfait pleinement le goût le plus difficile, tout un salon par M. Montagnac, qui est bien compris, une salle à manger de M. Quibel chez Mercier, un *studio* de Mme Renaudot, chez Dumas, une salle à manger de MM. Jomyr et Leverrier *au Bûcheron*, des meubles de M. G. Thomas chez Pimpaneau, et de M. Raoul Lux chez Sormani, de M. Georges de Bardyère, de M. Roger Bal et de quelques autres encore, qui permettent à un contemporain de vivre dans un décor fait pour lui. Dans l'*Hôtel d'un collectionneur*, le salon de M. Ruhlmann, composé par lui-même avec la collaboration de M. Jallot et de M. Rapin pour deux meubles et de M. Dunand pour la laque, offre des ouvrages, somptueux et agréables à considérer. La salle à manger du même hôtel et la chambre à coucher, composées toujours par M. Ruhlmann, sont également belles ou élégantes. Les petits meubles de M. Ruhlmann surtout, sveltes, hauts sur jambes, délicatement ornés, sont pleins de grâce et de bonne grâce. A côté, dans le *Musée d'Art contemporain*, chez MM. Sue et Mare, plusieurs meubles, notamment un grand bahut en loupe de noyer et palissandre, sont d'un admirable effet, sans parler des ferronneries exquises de M. Desvallières.

Enfin, il ne faut pas craindre d'entrer dans les gigantesques bonbonnières édifiées par les grands magasins. Elles sont, en dépit de leur aspect funambulesque, des symboles et de graves symboles. Elles marquent une ère d'entente cordiale et probablement durable fondée sur une double capitulation. Jusqu'ici, l'artiste aurait cru perdre son génie en s'alliant à l'industriel et l'industriel sa clientèle en laissant l'artiste pénétrer chez lui. Tout est changé maintenant : les artistes se sont aperçus que le génie ne suffit pas à susciter les nombreux acheteurs qu'il faut pour faire vivre un atelier d'ébénistes. Les grands magasins ont pensé que le public se lasserait des copies de « styles » anciens et que, pour leur substituer quelque chose qui le

satisfit, il fallait des artistes. Et puis, après avoir fait fortune avec le solide, ils ont voulu risquer quelque chose en l'honneur de l'idéal. Tout de même que les seigneurs féodaux, après la victoire, fondaient des abbayes pour se concilier le Ciel, ils ont donc fondé, à côté d'eux, des ateliers d'art où l'on invoque les grands principes, où l'on parle couramment Esthétique et où l'on patauge dans l'abstraction, comme si l'on n'avait de sa vie touché un outil. « Le style, y enseigne-t-on, n'est pas dans l'esprit d'un art décoratif, c'est l'âme d'un temps. » Alors on cherche quelle est l'âme de notre temps... Devant cette logomachie inhabituelle aux vendeurs d'un rayon de meubles, le client venu pour acheter un dressoir se sent tout pénétré de respect : il a compris, en n'y comprenant rien, que ce n'est plus du commerce : c'est de l'Art.

Ces ateliers s'appellent *Primavera*, quand il s'agit du *Printemps*, le premier en date de ces novateurs; la *Maîtrise*, quand il s'agit des *Galeries Lafayette*; *Pomone*, quand il s'agit du *Bon Marché*, et *Studium*, *du Louvre*. Les noms des artistes appliqués à ennoblir les tâches industrielles ne sont plus oubliés comme jadis, mais mis en vedette. Les directeurs de conscience esthétique sont : M. Maurice Dufrène pour la *Maîtrise*, M. Paul Follot pour *Pomone*, M. André Fréchet pour le *Studium* et Mme Chauchet-Guilleré pour *Primavera*, atelier qui invoque aussi l'autorité de M. Ruhlmann, à titre de « conseil ».

On aurait pu moins bien choisir, car voilà, en effet, quelques-uns des meilleurs maîtres en l'art du meuble et de la décoration. Ils ont, depuis longtemps, attiré l'attention des amateurs par leurs ouvrages et, parfois, professé et guidé leurs jeunes confrères par leurs doctrines, M. André Fréchet à l'École Boulle, M. Paul Follot dans des cours et des rapports sur la réforme de l'enseignement des Beaux-Arts. Ils ont donc apporté aux grandes maisons, dont ils dirigent les ateliers, le prestige de noms respectés et une grande expérience acquise. Mais il ne semble pas qu'ils en aient retiré pour eux-mêmes un prestige nouveau. La plupart d'entre eux valent mieux que leur exposition, je veux dire qu'ils avaient réalisé auparavant des œuvres, aujourd'hui fixées chez des amateurs, supérieures à celles d'ici, et que le grand effort donné en cette occasion n'a pas produit les résultats qu'on pouvait attendre. C'est sensible

dans l'*Ambassade française*, où aucun artiste, sinon M. Léon Jallot, M. Ruhlmann, M. Léon Bouchet et, dans la galerie, M. Jules Leleu, n'est resté égal à lui-même. C'est sensible surtout dans les pavillons des quatre grands magasins. A part une salle à manger en palissandre sculpté et marbre noir, un peu sévère, mais fort belle, de M Paul Follot, et la chambre de dame, en palissandre, amboine et ivoire, par le même artiste, une salle à manger citronnier de M. Guillemard, un hall de M. Levard, une salle à manger de M. Maurice Matet, un salon clair de MM. André Fréchet, Lahalle et Levard, on ne voit guère, là, d'ensembles satisfaisants. Toutefois, il reste dans l'Exposition assez de bons ouvrages et suffisamment typiques, pour qu'on puisse dégager nettement les caractères du meuble de 1925.

Devant lui, un passant un peu myope et très distrait se surprendrait fort bien à dire : voilà des bois magnifiques, le meuble fait avec leurs pareils doit être très beau. Où est-il? Mais c'est lui, il n'y en a pas d'autres! Au fait, c'est vrai : ce bloc a été taillé dans une essence précieuse, ou bien plutôt recouverte par elle et par les parties les plus rares de cette essence : ces excroissances de la tige ou des branches, couvertes d'ondes ou de flammes ou de moirures qu'on appelle des « loupes » ou « broussins », ou bien ces parties fourrées des nœuds aux fibres compliquées qu'on appelle des « ronces ». C'est par ma foi, une commode ou une armoire, bien assise, dont on peut faire le tour. En s'approchant, on distingue même des fentes. Il y a là des tiroirs qui s'ouvrent, des battants qui s'écartent et se renversent, des tablettes qui glissent, voire, tout d'un coup, l'éclipse d'un miroir secret, surprise pour les yeux, et plus loin, caresse pour le toucher, une surface couverte de galuchat... Cela peut donc contenir, protéger, recéler des trésors : c'est donc un vrai meuble et, de nouveau replié sur lui-même, n'offrant plus aux yeux qu'une large surface massive unie, mais jouant sous la lumière grâce aux arabesques et aux couleurs qu'ont les fibres du bois lui-même, miroitante et réfléchissante, et où le regard glisse et se pose avec plaisir, c'est un meuble qu'on aimerait avoir longtemps sous les yeux. Il ne va pas forcer votre attention, mais il la distrait, si elle s'y pose, et la retient : c'est donc un bon ouvrage d'art décoratif.

Voilà le meuble actuel, du moins le meilleur. On peut le définir par ce qui lui manque plutôt que par ce qu'il a.

Mais comme son devancier, dit *modern style*, s'était rendu insupportable précisément par son exubérance et son indiscrétion, c'est avec un soulagement réel qu'on voit le nouveau se tenir coi, se renfermer dans une silhouette immobile et n'accrocher le regard, ni le pied, ni la main par rien. Tout glisse dessus, sans qu'un accident, un ressaut s'y oppose. Plus de figures sculptées, très peu de motifs en relief. Les motifs, s'il y en a, ne sont point aux angles ou sur les bords, mais bien au milieu, posés comme des cibles ou des bouquets, en clair sur sombre et en incrustation de matières précieuses plutôt qu'en marqueterie de bois. Un peu d'ivoire, un peu de nacre, un peu d'argent, un peu d'étain fait l'affaire. On n'y revient pas. Il y a même des meubles et des meilleurs que n'égaie pas cette unique touche. Voilà qui est nouveau. De tout temps, on a ménagé, dans un meuble historié, quelques surfaces unies, des « repos » pour l'œil, plats sous la Renaissance, bombés sous Louis XV ; maintenant, il n'y a plus autre chose. On ne peut dire que ce soit bien divertissant, mais, après les soubresauts et les contorsions du *modern style*, c'est salutaire. L'œil fait une cure de repos.

Seulement, ces surfaces nues, si elles étaient de bois commun et monochrome, engendreraient bientôt un mortel ennui. Alors le décor, qu'on ne veut plus demander au relief de la forme ni à la marqueterie du fond, désormais on va le chercher dans le dessin et les couleurs fournis par le bois lui-même. Pour cela, on fait appel aux tons de tous les bois indigènes ou exotiques : à l'or assourdi de l'amboine, au clair obscur de l'ébène dit de Macassar, lequel est pourvu de veines longues et brunes dans son corps noir et dur, au brun violacé du palissandre, au rouge pâle et veiné du courbaril, au brun tigré du thuya, au rouge vif et veiné du corail, au pourpre violacé de cet acajou somptueux et triste qu'on appelle l'amarante, enfin au feu sombre de l'acajou lui-même, redevenu subitement à la mode. Et, pour obtenir plus de variété encore, on a choisi dans ces essences, les parties les plus historiées par la nature même : les loupes et les ronces : loupe d'amboine, ronce de palissandre, loupe de noyer, loupe d'acajou, loupe d'orme, loupe de thuya, ronce de noyer, tout ce qui est moiré, tacheté, tigré, ondé ou flammé, tout ce qui est parcouru de veines concentriques comme dans l'agate, ou ondoyantes comme dans le marbre. De ces bois splendides

déroulés en feuilles, ou sciés en tranches, on a enveloppé le meuble tout entier. Sur toute sa surface, sur son assemblage, sur ses joints, sur le bâti lui-même, sur tout ce qu'il était de mode autrefois, d'accuser et de souligner le plus fortement possible, on a jeté un voile ample, précieux et brillant qui ne fait même pas de plis.

Pour cela, il fallait revenir à la pratique du « contreplaqué ». On y est revenu. Mais le contreplaqué est interdit par les esthétiques modernes, au nom du « respect de la matière ». On lui reproche de n'être pas « sincère » : c'est un masque, dit-on, et même une superposition de masques ou d'épidermes différents, et le bois qu'on voit, n'est pas celui qui compose le fond du meuble. Et c'est vrai. Mais pourquoi faut-il qu'un meuble soit « sincère »? Et s'il est pratique et gracieux, qu'importe le reste ? Voilà ce que se sont dit, sans doute, les auteurs. Et, pour aggraver encore leur crime d'hérésie, au regard de l'Esthétique « moderne », d'il y a trente ans, ils ont enduit de laque des meubles entiers et habillé de peau de roussette et de requin, ou « galuchat » des sièges ou parfois des bureaux, ajoutant ainsi des blandices imprévues au poli du bois pur.

Tel est le meuble dit « du XXe siècle ». Il diffère du *Louis XV* en ce qu'il est symétrique, sans ornements sur les bords, très peu mouluré, n'a guère de lignes courbes et vivantes, capricieuses. Il diffère du *Henri II*, en ce qu'il est coloré, sans sculptures et ne reproduit rien des formes de l'architecture ; il diffère de l'*Empire*, en ce qu'il est sans bronzes, presque sans moulures et composé de bois plus précieux, et il diffère du *modern style* en tout. Cela suffit-il pour qu'on le déclare d'un style nouveau? Assurément non. Seul, pourrait le trouver tel un jeune homme qui, par une chance incroyable, aurait vécu toute sa vie enfermé dans un intérieur meublé en 1900, par Carabin, de Feure, Majorelle ou Gallé. Non seulement, il faudrait qu'il n'eût jamais rien vu du XVIIIe siècle anglais ou français, mais qu'il n'eût point pénétré dans un seul salon du temps de Louis-Philippe. Car c'est à ce règne, tout doucement, que nous reprenons la tradition, et ce paradoxe, qui eût fait rugir tous les ateliers et tous les amateurs pendant soixante ans, est en train, sous nos yeux, de s'accomplir. Un des maîtres actuels, dont on admire les œuvres au pavillon du *Musée de l'art contemporain*, M. André Mare, l'a dit tout crûment : « Le

style Louis-Philippe, longtemps en faveur dans nos provinces, est le dernier en date des styles français. Il est un peu lourdaud, mais sérieux, logique, accueillant. Il répondait à des besoins qui sont encore les nôtres... Nous ne le recommençons pas, nous ne le continuons pas de parti pris. Nous le retrouvons..., et par lui, nous nous relions à tout notre magnifique passé. » En réalité, on se relie à l'Empire ou à la fin du Louis XVI. Si l'on avait remis à l'Exposition, les meubles de cette époque, montrés à la *Centennale du mobilier*, en 1900, notamment, une table à toilette en acajou massif à miroir ovale, mobile, lequel joue entre deux montants droits, puis une console en demi-lune de Chartier, avec dessus de marbre et pieds en fuseaux cannelés, et deux commodes de Riesener, en acajou, auxquelles il eût suffi d'ôter leurs bronzes pour avoir le type générateur des meubles actuels, on aurait vu la filiation évidente. Et pour prétendre que ceux-ci sont uniquement français, il faut supprimer de l'histoire et même de la vie, car les exemples existent encore, les armoires d'Hepplewhite plaquées de feuilles d'acajou à panneaux en ovales allongés, les ouvrages de Sheraton, les bureaux d'Adam, tels qu'on peut en voir reproduits dans l'excellent petit livre de M. Revers-Hopkins sur *le Meuble anglais, période de Sheraton*.

Au point de vue technique, où sont les découvertes nouvelles? L'emploi des « loupes » est aussi vieux que le XVIIIe siècle et peut-être beaucoup davantage, celui des bois précieux, les « bois des îles » en France, date de deux cents ans. Le contre plaqué? Mais le contre plaqué est connu et n'a pas cessé d'être appliqué dans l'industrie depuis au moins soixante-dix ans... La laque, dont on couvre les paravents et même çà et là des morceaux de fauteuil, est connue en France depuis trois cents ans, et M. Galuchat vivait il y a cent cinquante ans. Les nouveautés techniques consistent donc tout bonnement à reprendre en 1925 les pratiques méprisées en 1900 par les esthètes, mais que le faubourg Saint-Antoine s'était bien gardé d'abandonner. C'est le faubourg Saint-Antoine, pendant ce temps, qui a sauvé la réputation du meuble français. Les deux seules tendances nouvelles et heureuses qu'on puisse considérer comme acquises, sont celles-ci : d'abord, le public, semble-t-il, accepte l'idée de vivre dans un autre décor que le faux Henri II, ou le faux Louis XV; il n'exige plus unique-

ment la copie des styles anciens et, ensuite, les contours simples et les surfaces unies du meuble actuel séduisent la femme moderne par leur entretien facile et leur aspect somptueux.

Malheureusement, à côté des excellents ouvrages de M. Ruhlmann, de M. Follot, de M. Leleu, de M. Jallot, de M. Dufrène, de M. Fréchet, de Mme Chauchet-Guilleré, de Mme Renaudot, de M. Dominique, de MM. Joubert et Philippe Petit, de M. Léon Bouchet, et de quelques autres, il en est qui attirent bien davantage l'attention par leur aspect imprévu, mais qui sont des miracles d'impropriété. Les meubles *modern style* n'étaient pas hospitaliers : ceux-ci le sont trop. On peut bien y entrer, mais on ne peut plus en sortir. Les lits immenses et bas posés à même la terre comme des péniches sur l'eau ou des tubs, les fauteuils en quarts de muids, renouvelés de ceux où s'installaient les buveurs de Téniers ou l'écrivain public du charnier Saint-Innocent, les tables tom-pouce et les tabourets pour culs-de-jatte requièrent de l'occupant des efforts gymnastiques pour se remettre debout sur ses pieds. Ceci serait encore hygiénique, mais ce qui ne l'est pas, c'est que, les lits s'étant effondrés, les fauteuils ayant perdu leurs pieds, le meuble « moderne » n'est plus aéré du tout et nous offre un confort diamétralement opposé à toutes les prescriptions de la science moderne.

D'autres ne nous offrent que des déconforts nouveaux. Dans certaines salles à manger, on dirait que le but a été d'empêcher les convives de se mettre à table, ou tout au moins d'y demeurer plus que le temps strictement requis pour avaler une bouchée. On y parvient soit en mettant aux quatre coins du meuble des saillies qui offusquent les genoux, soit en soutenant le bout de la table avec d'étonnantes consoles en culs-de-lampe, de fer forgé, qui défendent bien toute approche au plus déterminé pique-assiette. Ceux qu'on daigne laisser s'asseoir, on les tient en respect par une disposition très ingénieuse du bord de la table, qui les écarte des plats qu'ils voudraient atteindre. Grâce à des moulures en doucine ou en talon renversé, ou bien à des filets superposés en escaliers, la plate-forme de la table est en retrait et le convive tenu le plus loin possible de l'objet de ses convoitises. Dans le salon, quand les fauteuils ne sont pas pris dans des muids, ils laissent tomber leurs bras et ne soutiennent plus l'occupant. La dernière chose dont on se soit préoccupé en faisant un dossier, c'est du dos. Les canapés n'offrent un point

d'appui que pour l'invité du milieu; les autres s'en passeront. Les meubles de bibliothèques et les bureaux sont conçus par les cubistes avec le plus d'angles possible, de façon qu'on ne puisse y faire une visite sans sortir tout contus. On est obligé d'ouvrir l'armoire pour se voir dans la glace, et d'appeler à l'aide pour déplacer un fauteuil de salon. Enfin, il y avait trop longtemps qu'on lisait sans peine l'heure sur les cadrans circulaires des pendules : pour mettre ordre à cette vulgarité et voiler la fuite du temps de quelque incertitude, on les a fait carrés. Tout cela, est-il besoin de le dire, au nom de la « logique » et de la « vie moderne », mais en contradiction flagrante avec l'une et l'autre et en conspiration permanente contre les aises les plus légitimes du « Français moyen ».

Ainsi, les chercheurs de style nouveau ne sont pas encore sortis de ce dilemme : ou bien leurs ouvrages sont serviables et s'adaptent aux exigences de notre vie actuelle, mais alors ils n'offrent pas un caractère imprévu de nouveauté; ou bien ils offrent ce caractère, mais alors ils ne s'adaptent pas à la vie. Ils sont bons pour les musées, c'est-à-dire bons à rien. Avec la même certitude qu'ici même, il y a vingt-cinq ans, on annonçait que le *modern style* ne passerait pas l'hiver, on peut assurer que les essais de « cubisme » en mobilier n'auront pas de lendemain. Ce qui est élégant et confortable, au contraire, offre des variations heureuses, mais à peine sensibles, de formes déjà connues, et non pas des traits assez impérieux et assez généraux pour qu'on puisse dater d'elles un style. Pour tenir la même place que le Louis XV ou le Louis XVI, par exemple, il faudrait que le meuble fût aussi gracieux, ou au moins qu'il fût plus pratique. Or, il n'est ni l'un, ni l'autre. Il est rarement aussi pratique, il n'est jamais aussi gracieux. Le meuble dit du « XXe siècle, » et que le XXe siècle ne reconnaîtra peut-être pas du tout comme sien, n'a qu'un mérite évident : c'est d'échapper au *modern style*. Ce n'est pas la découverte d'une vérité nouvelle : c'est la fin d'une erreur.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

REVUE LITTÉRAIRE

LE MAITRE DE MÉLISANDE (1)

De tels petits livres étaient à la mode, il y a environ cent cinquante ans, lorsque les femmes ont commencé d'être nos émules et de prétendre tout savoir, mais promptement. On a vu alors des auteurs prêts à leur enseigner qui la géographie et qui les sciences naturelles, qui l'histoire des peuples d'Orient et qui celle que l'on a menée ailleurs, en d'autres étoiles, et qui ce que l'on peut apprendre touchant le ciel et la terre, les objets vivants ou non qu'il y a en ce monde, et tout le réel, et tout le possible, comme voici que M. Julien Benda vient d'écrire à son tour de charmantes *Lettres à Mélisande*, pour son éducation philosophique.

Ce n'était point à Mélisande jadis, mais à une Émilie que s'adressaient nos écrivains et qu'ils destinaient leurs conseils. Émilie avait de magnifiques trésors de simplicité, une naïveté sans pareille, et acceptait ce que l'on tâchait à lui dire, avec une confiance parfaite. Elle ne cherchait point à s'en faire une certitude par les moyens de contrôle que nous avions à notre disposition : il lui suffisait de n'avoir pas de doute; elle n'en avait pas. Mélisande se méfie bien davantage.

Il y aurait un curieux volume à écrire, sur les changements qui se sont faits dans les sciences depuis Émilie jusqu'à cette époque-ci; l'on verrait ce qu'elles ont pris d'assurance et un air de ne plus avoir aucune inquiétude au sujet de rien du tout. A lire à présent les auteurs qui se donnent le soin de Mélisande, vous serez fier de ce que nos écrivains ont acquis de neuf : ce qu'ils ne disent pas est

(1) *Lettres à Mélisande, pour son éducation philosophique*, par M. Julien Benda. (Le Livre.)

encore étonnant, vous le devinez bien et vous admirez leur sagesse. Il faudrait aller plus loin qu'eux et jusqu'à une époque de cent cinquante ans plus avancée, pour comprendre comme les sciences seront devenues autre chose ou seront peut-être retournées à leurs conclusions plus anciennes.

M. Julien Benda, lui, que risquerait-il à cette prévision? Très peu d'ennui, somme toute. Il est sauvé par le souci qu'il a de ne se point aventurer; il est sauvé par un sourire intelligent qu'il ajoute à ce qu'il dit et qui en est le doute et qui en est l'incertitude.

L'homme singulier! Il a cette particularité que tout ce qu'il voit se dépouille et se met, sans qu'il l'ait voulu, sous forme d'éternité. Ce qui rendrait une chose plus singulière ou mieux déterminée dans le temps ou l'espace, il l'écarte. Il a l'esprit fait comme Spinoza eut le sien : Spinoza ou un autre de ces messieurs que l'on appelle philosophes. Le croyez-vous content de ce qui lui arrive et de l'impossibilité où il se trouve de rien connaître de réel? Je dis, de réel : car, nous autres, quand nous regardons l'univers, ou une petite portion de l'univers, tout ce que nous voyons nous apparaît dans le temps et l'espace, tout cela nettement orné de ses accidents qui le caractérisent. Mais, pour lui, non; pour lui, les accidents sont invisibles. Est-ce que la généralité des portions de l'univers lui compense le chagrin de ne pas voir sa diversité? Il dirait de bonne foi, comme l'auteur de l'*Imitation* : « Reste dans ta cellule. Qu'irais-tu chercher dehors que tu n'aies sous les yeux ici même, de l'eau, de l'air, de la terre et du feu ou les composés de ces éléments?» Vous lui diriez que le spectacle de ces éléments vous tente : il ne vous croirait pas.

Tel il était, dans sa jeunesse; et il a continué de l'être. Cependant, il a, depuis cette époque, rendu visite à l'univers ou, plus simplement, au monde. Et qu'y a-t-il appris? Que le monde, sinon l'univers, a des moments très bien marqués d'un caractère ou d'un autre, et que les éléments qui le composent sont bien l'eau, l'air, la terre et le feu, comme on l'a dit avec raison, mais sont aussi, par on ne sait quelle façon très originale de leur mélange, des combinaisons singulières et très bizarres.

Il y a surpris, par exemple, une Mélisande, qui est une petite femme, et de notre temps. Il l'a rencontrée, un mardi, chez une belle-sœur qu'elle a et qui donnait, ce jour-là, du thé à ses amies. On achevait alors *Jardins sous la pluie*, une œuvre de M. Debussy à propos de laquelle on doute obligeamment qu'il soit (ou ne soit pas)

l'égal de Wagner. Et chacun de disputer là-dessus, disant qu'il y a (ou qu'il n'y a pas) d'exagération à le prétendre. Mélisande sucrait son thé, mais n'était pas non plus toute absorbée à le sucrer, car en même temps, elle avait pris parti dans ce débat. M. Benda lui dit : « Ces gens-là ne s'entendront jamais; ils confondent constamment les sensations et les émotions. » Vraiment ?

Mais oui : c'est une opinion de M. Benda. Il distingue en effet nos sensations et nos émotions. Les premières lui semblent d'une qualité inférieure aux secondes : il les croit toutes consacrées à ce qu'il y a de moins intellectuel en nous, tandis que nos émotions seraient plus nobles. Il a expliqué cela dans *Belphégor*, essai sur l'esthétique de la présente société française. Et il trouve que les sensations appartiennent au romantisme, comme aux œuvres de l'art classique les émotions. Alors, il conclut que l'art classique a raison; et qui a tort ? le romantisme d'hier et d'à présent.

Car nous ne cessons pas d'être occupés de notre physique et de ce qui nous vient de lui. Ce qui devrait nous occuper, tout au contraire, serait d'une sorte plus digne de notre curiosité. C'est un grand service qu'a rendu là M. Benda, de nous montrer l'erreur où nous étions, et, — car il ne faut pas se figurer que nous ayons si rapidement corrigé notre faute, — où nous sommes encore.

Mais retournons à ce qu'il disait à Mélisande. Elle le prie de s'expliquer. Il lui marmonne confusément des propos vagues. Elle n'y entend rien du tout et s'écrie : « Comme c'est intéressant ! Il faut absolument que vous mettiez la philosophie à notre portée ! » Pourquoi le faut-il ? Parce qu'il est injuste qu'une faible partie de l'humanité soit au courant de ces belles choses ; et l'autre, non.

Elle pose sa tasse, étend sur ses joues un peu de rose, un peu de rouge, et puis s'en va... Lui, cela fait, il aurait pu se souvenir du ridicule de ces gens à qui l'on demande comment ils vont et qui vous le disent, et ne pas envoyer à Mélisande son grimoire. Il a préféré songer à elle et songer que la philosophie a été toute destinée pour elle : « Ici, elle veut comprendre ces faits par lesquels vous pensez, prenez connaissance du monde qui vous entoure, connaissance de vous-même ; là, elle cherche quelle est la nature de ce phénomène qui veut que vous éprouviez des émois, des passions ; là elle voudrait savoir ce que c'est que votre volonté ; ailleurs, elle cherche Dieu et semble vous oublier, mais elle ne le cherche guère que par rapport à vous et regarde bien moins Dieu que l'idée que vous vous en faites... » La philosophie pense à l'intelligence, à la sensibilité, à la

volonté, à la morale et à la métaphysique de Mélisande : ne le voyez-vous pas?

Eh! oui, elle le voit. Mais elle voit aussi que penser, sentir, vouloir, se créer l'idée d'un devoir, imaginer Dieu, elle a coutume d'y veiller tout à la fois. Elle le dit à M. Benda, qui s'écrie : « Bravo, Mélisande; je crois que je vais vous dire, comme ce directeur de conscience qu'on présentait à Ninon : Madame, vous n'avez rien à apprendre de moi ; j'ai tout à apprendre de vous! » Qu'est-ce qu'il a donc? C'est que Mélisande a compris toute seule cette importante vérité, que notre esprit se met à l'ouvrage entièrement et que l'on n'a peut-être pas raison de séparer, comme autant de faculté de l'esprit, ses aptitudes qui travaillent ensemble et qu'on n'a pas vues séparément à la besogne. Nous a-t-on jamais vus sentir sans qu'une pensée vienne aussitôt se joindre à notre sentiment? Voulons-nous, sans que s'ajoute à notre volonté un sentiment ou une idée? Assurément, non. De sorte que vous faussez la vérité en nous la présentant de façon si étrange.

Ah! comme alors M. Benda se repent d'être un philosophe! Mais il a conscience ne n'être pas un poète, ni un romancier, ni mieux encore un comédien, qui vous montre jusqu'au geste que fait spontanément l'indivisible; car l'indivisible, c'est Mélisande, c'est vous, c'est moi. Le philosophe a pour mission difficile et austère de nous expliquer le monde. Or, « expliquer, c'est décomposer ». Il faut que le philosophe décompose : il n'est pas né pour un ouvrage différent.

Vous donnez à votre petite fille, et c'est un cadeau splendide, une montre. Qu'elle est contente! Mais, bientôt, elle vous demande comment cela fonctionne et vous aurez à l'expliquer. Il vous faudra démonter le mécanisme ou l'analyser. Alors, regardez les yeux de l'enfant : vous y verrez « apparaître les joies fines et sérieuses de l'esprit qui comprend, cependant que s'y éteint, pour n'y jamais revenir, la première et chaude joie de la possession naïve et qui n'analysait rien ». Cette grave aurore après ce déclin d'une gaieté beaucoup plus simple, c'est le commencement de la philosophie dans une âme qui ne sait pas qu'elle l'a désirée. En somme, il faut que Mélisande se résigne et, du moment qu'elle voulait comprendre, qu'elle en subisse patiemment les conditions.

Or, Mélisande a-t-elle une âme? Oui, répond Descartes : « Je pense, donc je suis. » Mais Hume et les Écossais, considérant que l'âme n'est qu'un endroit où les idées s'associent, la place où elles se réunissent, autant vaut la nier. Je le veux bien ; et, s'il le faut, je la

nierai. Bon! Mais qu'en dit M. Benda? Il n'en dit rien. Et, principalement, il admire cette souplesse des doctrines et qui les rend pareilles à du néant.

Il a, pour son châtiment, une révolte de Mélisande; et, s'il a pu se figurer qu'elle lui serait une ouaille docile et qui, à tous ses sermons, ne dirait qu'amen, il a eu tort. Il sera bien obligé de lui répondre et le fera un de ces prochains jours.

En attendant, veuille-t-elle examiner avec lui la question du général et du particulier, qui est, par excellence, une question philosophique, au point que la voici telle que l'envisagent les philosophes de toute espèce. « Un crabe serait indigné s'il savait avec quelle désinvolture vous le classez parmi les crustacés : je suis moi-même, s'écrierait-il; moi-même, vous dis-je, et rien d'autre. » C'est M. William James, qui laisse ainsi parler son crabe. Et Mélisande, qui a Furette sur ses genoux, a écrit à M. Benda : « J'aime l'artiste qui me dépeint Furette comme je l'ai là, sur mes genoux, dans sa réalité, dans ce qui la rend distincte de tous les autres chiens; je n'ai aucun goût pour le savant qui me décrit la classe des mammifères. » Jusqu'à ces derniers temps et quasi jusque vers la fin du siècle XIXe, la philosophie était « la citadelle de l'idée générale »; mais, à présent, non plus : elle s'est mise à la mode et refuse d'admettre qu'il existe une réalité précieuse et qui ne soit concrète et individuelle. Cependant, nous avons beau dire, nous gardons une amitié vive pour l'idée générale. Ainsi, la petite fille de Mélisande est malade; elle a fait venir le médecin. Et cet homme lui dit qu'ayant juré de ne s'intéresser à aucun être que pour lui-même, il ne va pas soigner cette enfant comme une autre : de ce qu'elle aura la fièvre, il ne va pas lui donner de la quinine, selon l'usage en cas de grippe. Que dira Mélisande? Elle chassera ce médecin. Car elle garde une sensibilité très aiguë à l'universel. M. Benda l'en félicite.

Et que veuille Mélisande supposer que, dans ses promenades au village, elle rencontre un chien enragé, un taureau échappé, un cheval emballé; que fera-t-elle? Mais de s'enfuir et, les trois fois, de réfugier, pour le sauver, son corps loin des atteintes de ces trois animaux. Or, chacun de ces trois animaux est dans un cas particulier. Le chien, le taureau et le cheval ont chacun son mal. Mélisande ne se l'est pas dit et, à chaque fois, elle a tout de même agi que si un pareil danger la menaçait du fait de ces trois animaux. Elle a donc hasardé une abstraction qui lui a permis de ne voir en eux qu'une menace et, les trois fois, la même.

Ainsi, Mélisande a généralisé. Mais, si vous le lui reprochez, elle se révolte. Elle a une autre ambition, qui est de connaître les choses par l'intuition. M. Benda se moque d'elle, bien gaiement, parce qu'on a des intuitions justes et l'on en a qui ne le sont pas. Et il revient à une idée qui tout à l'heure l'avait alléché, de savoir si l'âme de Mélisande a une existence propre, concevable en elle-même, en elle seule, ou si peut-être cette existence ne serait pas inséparable de celle d'un objet matériel, soit de son corps ou de son cerveau. Quel problème!

Or, le bétail humain se plaît à considérer l'âme comme jointe naturellement à « cette éponge grisâtre qui loge sous notre crâne et qu'un avenir, lointain autant que sûr, promet à la poussière. » S'il en était ainsi, l'âme, autant dire la somme de nos désirs, de nos émois, de nos tristesses ou de nos plaisirs, serait destinée à mourir. Et n'en est-il pas ainsi? Nous voyons chacun de nos états lié à un état de notre cerveau; et les maladies dont notre cerveau est atteint changent notre qualité mentale.

Oui! Seulement, on a cherché dans les qualités mentales de l'homme, s'il n'y en a pas qui semblent n'avoir nul accompagnement de notre cerveau. En a-t-on trouvé? Mais oui. Et il y a deux sortes de mémoire : la mécanique et la spirituelle; eh bien! l'on a montré que de graves modifications du cerveau touchent la mémoire mécanique et non pas l'autre. On l'a montré! Cependant, il n'est pas certain que toutes les modifications du cerveau soient visibles et qu'il ne se modifie pas secrètement. Alors? Eh bien! alors, M. Benda laisse le problème sans réponse. Est-il rien qui nous puisse être plus désagréable?

Et d'autant plus que, de la solution que l'on aura donnée à ce problème, dépend la solution d'un autre et qui est de savoir si notre âme ne doit pas nous survivre. Comment le ferait-elle, si nous avons toute notre âme liée à notre corps et si nous sommes si incapables de concevoir que son mouvement la détache de nous et, après nous, la laisse continuer de vivre?

Par exemple, pouvons-nous concevoir qu'il y ait toute une abondante vie de notre âme qui nous échappe? Toute une vie inconsciente : car nous ne savons même pas tout ce qui a lieu en nous. Mélisande même, plus avisée que personne, ne s'en doute pas.

Et il y a le principe d'idendité, puis celui de causalité. Est-ce tout? Il y a encore le principe de finalité. Autant de principes constitutifs

de notre esprit. Et puis, c'est une question de savoir s'il est vrai que le principe d'identité régit le monde ou si, après avoir constaté que tout est changement ici-bas et devient ce qu'il n'était pas, il nous est permis d'affirmer qu'A est A. Vous savez ce que vous appelez rose. Mais, si la rose, en peu d'instants, devient ce qu'elle n'était pas, avez-vous le droit d'affirmer qu'A, c'est-à-dire la rose, demeure ce qu'elle était, la rose ou A? Et le principe de causalité sera l'objet d'une critique de ce genre; le principe de finalité, pareillement. De sorte qu'au bout du compte, nous avons, pour constituer notre esprit, ces principes qui n'ont probablement pas de valeur, ou qui en ont une à condition de bien savoir où, en quel pays et quelles circonstances.

M. Benda promène ainsi Mélisande par les chemins de la métaphysique et ne lui épargne pas les difficultés de la promenade. Il lui donne à choisir la solution qu'elle préfère et veille à ne la point laisser commettre une bourde un peu forte. Il lui ouvre de grands horizons. Il écarte ces grands rideaux qui seraient capables de lui cacher ce qu'il faut qu'elle ait vu avant de se décider d'une ou d'autre manière. Et puis, quand elle lui paraît sur le point de conclure, il se retire, afin qu'elle fasse elle-même ce qu'ont fait les plus fameux philosophes : mais, moi, je ne crois pas du tout qu'elle le fasse; elle a, pour s'y bien divertir, de meilleures occupations. Elle y rêve un instant et puis rêve à ces hostilités de la vie, les plus aguichantes.

Il reste pourtant deux ou trois petits problèmes à poser, puis à résoudre, avant d'avoir fini d'examiner ce que donne la philosophie à qui cherche la vérité. M. Benda ne va pas laisser tout cela sans un mot. Jusqu'à présent, Mélisande n'a point analysé les questions les plus difficiles et n'a fait rien du tout que de voir comment certaines opinions se soutiennent mal dans l'universelle incertitude, et d'autres beaucoup mieux; mais elle avait à inventer à la fois les problèmes et leurs solutions. Elle apprenait en même temps que les problèmes existaient et les solutions diverses dont ils semblent susceptibles. En voici un d'une autre sorte, le devoir. Et nous savons qu'il existe un devoir: nous ne savons pas d'où il vient, et qui nous l'impose, et pourquoi nous aurions tort d'y manquer. Donc, écoutons M. Benda: il va nous parler du devoir, sans le nommer.

Mélisande a reçu la visite d'une ancienne servante de sa mère. Elle lui conte que le gérant de la maison qu'elle habite va réussir à l'en chasser. Il y a cependant vingt ans qu'elle y demeure et elle est

en règle avec toutes les lois qui régissent les rapports du propriétaire et du locataire. Elle se résout d'empêcher ce qu'elle appelle une injustice, et qui en est une.

Mélisande est sortie avec sa petite fille ; elle rencontre dans la campagne des bœufs qui jouent et qui les vont pour le moins renverser. Elle s'élance, les menace de sa petite ombrelle et réussit heureusement à les chasser.

Voilà deux choses qu'elle a faites et voilà, dans le premier cas, le type d'un mouvement moral, dans le second cas, le type d'un acte moral qui sont venus d'elle. Le premier suit un commandement de sa raison ; le second « sort des régions purement instinctives de son être ». Le premier est désintéressé ; le second ne l'est pas. Et qu'est-ce alors, que le second? C'est l'application d'une morale exactement pratique, pour qui le bien se confond avec l'utile. Une telle morale, nous l'appellerons, s'il vous plaît, un *pragmatisme*.

Le pragmatisme, c'est « l'exaltation de ceux de vos mouvements qui tendent à assurer votre existence ou celle de votre race contre un milieu qui vous la conteste ». Et, pour qu'il y ait aucune beauté dans le pragmatisme, il faut que la vie soit difficile ; il faut qu'il soit très dangereux de vivre; il faut que nos instincts de « guerre et de victoire » aient de la peine à prédominer sur « les méprisables instincts du bonheur ». Guerre et victoire; la guerre seule ne suffit pas, si l'on n'y ajoute la victoire. « L'esprit pratique n'a rien à faire du courage malheureux » ; tant pis pour Léonidas, et tant pis pour Philopœmen !

Voilà le pragmatisme. Mélisande le va-t-elle adopter ? Elle se dit que, d'appeler à la justice, est un acte de faiblesse et qu'il vaut mieux, somme toute, relever ses manches et se tirer d'affaire tout seul. Elle va donc croire que c'est l'utile qui détermine le bien et que c'est lui qui détermine aussi le vrai. « La croyance que la terre tourne autour du soleil est vraie, parce que la vie pratique s'en trouve bien » ; mais, si elle s'en trouvait mal, mieux vaudrait assurément croire que c'est le soleil qui tourne autour de la terre.

Ou bien, si Mélisande refuse de se rallier au pragmatisme, on lui voudra vanter l'autre morale, qui place le bien dans la justice. Ou bien encore, on lui vantera une morale qui sera fondée sur l'amour. Cette morale de Tolstoï a de la beauté ; elle n'aurait d'inconvénients graves que le jour qu'elle serait devenue un peu générale ; somme toute, ne craignez rien.

Si encore Mélisande refusait son assentiment à ces deux morales,

une fois le pragmatisme éconduit, on en aurait encore une dernière à lui offrir ; et la voici, comme M. Benda nous la résume. « Pour elle, la forme d'âme modèle n'est ni celle du héros, ni du juste, ni du saint : c'est celle de l'artiste. L'état suprême des relations humaines sera dans la lumière enjouée du plaisir esthétique et de la liberté. Vous vous moquez, Mélisande, et me demandez où ces rêveurs ont vu ne fût-ce que le rudiment de ce paradis. Mais pas loin de vous, belle railleuse ; vos mères, vos grand mères et la bonne société de votre nation depuis deux siècles était cette humanité, libérée des rigueurs de l'existence première, et chez qui la justice et même le courage se pratique avec la grâce des activités de luxe. Par elle, l'exercice de la vertu comme d'un art, comme d'un jeu, était né ici-bas et pouvait gagner le monde. Mais une tempête s'est levée et dure encore, qui a ébranlé vos maisons jusqu'en leurs fondations. Tout est menacé, vos biens, vos patries, vos familles. Vous embrassez, il le faut bien, les religions de l'action, du pratique, du tendre, traitez de mauvais plaisants ceux qui vantent les produits de l'esprit libre et heureux. O tristesse ! pour la seconde fois, Dieu a noyé la terre, et les fleurs sont redevenues des racines. » Ainsi, ô Mélisande, ce qu'on vous propose n'a plus sa raison d'être ; et il faut retourner à une autre morale, antérieure et fâcheusement rigoureuse : la plus jolie est surannée.

De sorte qu'il aurait fallu nous présenter plus copieusement les autres morales et ne pas donner le développement principal à celle-ci. Le pragmatisme est ingénieux ; mais ce qui lui manque, on l'avouera, c'est bel et bien le caractère de ce que l'on voudrait qu'il fût, le caractère d'une morale : et c'est à lui que M. Benda vient d'accorder le plus d'importance, après sa morale d'une esthétique. D'une morale de la justice, ou d'une morale vraie, il n'a presque rien dit ou il n'a fait que la signaler très évasivement au choix éventuel de Mélisande. Il s'est moqué de nous, je crois. Et il dira, pour s'en défendre, qu'il était inutile au surplus d'insister longuement sur ce qui est connu. Je l'entends ; et, tout de même, je ne suis pas content de lui.

Car Mélisande ne sait rien ou quasi rien. Et il y a désormais peu de chance qu'étant bien obligée de retourner à la vieille morale, elle songe à la retrouver, dans ce discours et sous le nom d'une morale de la justice.

Mais venons au dernier problème, qui est de Dieu et de la genèse du monde par son effet, de la liberté de nos actes et autres sujets que l'on nomme métaphysiques, pour la raison qu'Aristote en a parlé après ceux qui ont trait à la physique.

Or, les questions métaphysiques ont, dit Voltaire, cette nature de réunir ce que savent tous les hommes d'un simple bon sens et ce que les hommes de génie ne sauront jamais. Bien! Et alors, en matière d'absolu, l'intelligence est de comprendre qu'il ne s'agit pas de comprendre, dit M. Benda, mais d'opter; point de demander des preuves, mais d'accepter des préférences. M. Benda vous le dit, sans plus de gêne, et vous invite à considérer qu'il y a, au sujet de Dieu et de son efficacité en ce monde, deux mythes. « L'un vous est bien connu; il veut que le monde ait eu un premier terme, un commencement, auquel l'existence a été donnée par une personne, dont votre gracieuse personne est l'image atténuée. L'autre estime que, derrière ce premier terme, il en existe un autre, derrière cet autre un autre, et ainsi de suite à l'infini. Il envisage le monde sous cet aspect de chose infinie, dans le temps, dans l'espace, dans toutes les directions; et c'est là ce qu'il nomme Dieu. Dieu ici n'est plus une personne; il n'est plus distinct du monde, mais est le monde lui-même, vu sous un autre aspect; vous, moi, les bêtes, les choses, ne sommes plus créés par Dieu, nous sommes contenus dans Dieu, comme des parties dans le Tout. » Le premier de ces deux mythes est admis par la religion: l'autre est celui des panthéistes, qui ont une idée de Dieu assez grande pour le confondre avec le monde entier.

« Je n'aurai pas l'inconvenance, dit M. Benda, de demander à une chrétienne auquel de ces deux thèmes vont ses suffrages. » Et vous voyez bien qu'il se moque.

Vous voulez, dit-il à Mélisande, que Dieu soit une personne; mais vous voulez également qu'il se trouve à la fois partout. Est-ce qu'alors, imaginant qu'il est partout, il ne vaut pas mieux vous le figurer une substance universelle et infinie? Ou bien, si vous refusez qu'il soit ainsi, vous voilà tout net en contradiction formelle avec vous-même. Vous y êtes, d'ailleurs, en excellente compagnie, avec tous les docteurs qui en ont été accusés, Thomas d'Aquin ou Malebranche: accusés, oui, et convaincus.

Va-t-on vous le reprocher? Que non pas! On va seulement constater qu'il y a une loi de la métaphysique: c'est qu'elle dépend de nos pensées, mais beaucoup plus de nos désirs. Ainsi, vous avez fait votre Dieu à votre convenance: il le fallait.

Il le fallait; seulement, vous ne deviez pas le savoir. Et, maintenant que vous le savez, il me semble que tout se casse et que vous n'avez plus aucune envie d'adorer Dieu. Vous n'avez même plus envie de lui obéir et, ce qu'il vous a commandé, ne vous paraît plus

exactement le devoir. Si vous avez fabriqué votre Dieu, vous avez aussi fabriqué ses commandements. Et alors, ce n'est plus grand chose; ce n'est plus cette admirable déité qui parlait autrefois pour les hommes et qui leur imposait si clairement ses volontés : ce n'est plus rien.

Voilà tout ce qui reste, en fait de Dieu, à Mélisande! Et comment va-t-elle s'en contenter? M. Benda ne va-t-il pas rougir de l'avoir ainsi laissée, pauvre petite, avec le fantôme d'un Dieu dans ses bras? Qu'est-ce qu'il a réalisé d'affreux et d'un peu diabolique, en lui prenant son Dieu, pour le détruire?... On raconte que le philosophe Kant, de Kœnigsberg, le soir qu'il eut achevé la *Critique de la raison pure*, sortit de chez lui à son heure accoutumée et qu'il alla se promener par les rues. Les cloches de l'église sonnaient; et il l'entendit tout comme d'habitude, mais il se dit qu'elles sonnaient un grand trépas, pour la mort de son Dieu. Alors, il pensa en lui-même à tant de gens très malheureux qui n'avaient que Dieu en ce monde. Et c'est la raison pourquoi l'idée lui vint de le ressusciter. Il décida qu'il écrirait une *Critique de la raison pratique* et, à la fin de sa *Critique de la raison pure*, il ajouta un chapitre où il l'annonçait. N'aimez-vous pas cette anecdote? Elle me semble si humaine! J'en voudrais une, et de ce genre, pour M. Julien Benda. Et, premièrement, il faudrait qu'il s'aperçût de la faute qu'il a commise. Car je ne crois pas qu'il la connaisse et qu'il ait à en être touché. Horrible faute cependant, s'il a privé Mélisande de son Dieu! Mais il vous dira que vous avez tort de lui être sévère et qu'il a mérité votre indulgence. Non, méchant homme; et si, n'ayant plus personne qui commande, personne à qui l'on soit obligé d'obéir, Mélisande néglige de suivre son devoir et invente de vivre sans loi, que lui répondrez-vous?

Il a feint que Mélisande ne sût rien, pour avoir le plaisir de lui enseigner toutes choses. Mélisande savait mille choses. Il ne l'a pas trop définie : c'est le signe où l'on voit qu'il l'a imaginée. Elle n'existe pas; elle est une petite que vous n'avez pas rencontrée, que vous ne rencontrerez pas et à qui l'on dit sans nul inconvénient ceci ou cela sans lui faire de peine, sans lui faire de mal. Elle ne l'écoutait qu'à demi, selon ce qu'elle avait d'existence : elle n'écoutait pas.

Il échappe, de cette manière, à la punition qui l'attendait et ne mérite plus que des louanges, pour avoir écrit un beau livre assez triste avec des mots qu'il a choisis les plus charmants, les plus déliés et les plus dignes de l'esprit français. Ce livre n'était pas destiné pour Mélisande ni pour aucune de ses compagnes : il s'adresse à

nous qui avons l'usage de ces lectures et qui saurons y chercher ce qu'il contient de plus joli et de meilleur, un badinage mélancolique sur la philosophie et ses problèmes. Si la philosophie hésite, en bien des points, c'est qu'à la recherche de la vérité l'on trébuche; et, si elle ne conclut pas, c'est aussi que la difficulté serait considérable à le faire ; et, si elle se donne l'air de ne pas savoir, c'est qu'elle ne sait pas. Remercions-la de ne pas oublier que certains domaines de la pensée ne sont pas ceux où elle a l'entrée libre.

Est-ce que tout n'est point à elle? Non pas ! Et M. Benda, lui, l'a très bien vu, lorsqu'en maintes circonstances il arrive à ne rien dire. Ce qu'il dirait, il le remplace tout bonnement par une ligne de points, vous ne l'avez pas remarqué? Relisez-le. Il y en a, de ces points qui marquent l'incertitude, autant qu'il en faut pour représenter ce qui, chez nous, chez lui également, ne se dit pas et est pourtant l'essentiel. Vous ne les voyez pas? Regardez mieux : il y en a, dans chaque page de son volume, des millions!

Avec cette âme que Dieu lui a donnée, et qu'il porte en lui avec une lassitude extrême, il a examiné tous les problèmes relatifs à notre destinée : il les a résolus, comme Spinoza, en maître ou différemment, — cela n'importe guère, — et sans allégresse. Où l'on voit qu'il est un homme sans allégresse, c'est à son rire. Et je me suis quelquefois demandé si le vrai moyen de lui donner plus de gaieté ne serait pas de lui ôter cette qualité de philosophe. Seulement, le voudrait-il?

Ce n'est peut-être pas gai, de comprendre par l'analyse, au bout du compte. Et, si l'on avait soin d'abord d'être gai, probablement vaudrait-il mieux renoncer à connaître ce qu'il y a en chaque objet comme son âme et admirer seulement le monde, qui est si beau et si varié, si abondant, et qui se prête aux descriptions les plus nombreuses et de tâcher à le peindre avec ses lignes et ses couleurs.

Pour le reste de la vie, afin d'éviter le blâme, on se tiendrait aux opinions reconnues. Ce n'est pas tout, d'éviter le blâme : c'est pourtant mériter aussi l'éloge. Et mériter d'avoir vécu, ce qui s'appelle vivre, en bon citoyen qui n'a pas méfait, qui a bien agi et d'une façon la plus digne de louanges. Mais ceux qui sont philosophes, ce plaisir leur est interdit. Il faut qu'ils comprennent, et comprennent par l'analyse, où l'on a plaisir et peine ensemble et toujours.

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La période de transports, d'organisation, de regroupement, de complet équipement de l'armée française du Maroc a été longue; elle est, depuis environ trois semaines, tout à fait achevée. Le maréchal Pétain, vice-président du Conseil supérieur de la guerre, a veillé lui-même au bon aménagement des troupes et des services, à la coordination des mouvements avec l'armée espagnole. Dès lors qu'une importante fraction de l'armée française était engagée, il était naturel que le grand chef en qui officiers et soldats ont pleine confiance assumât la direction suprême des opérations. L'esprit guerrier des montagnards, leur éducation tactique faite par des officiers et sous-officiers d'armées européennes au courant de toutes les méthodes qui furent en usage durant la Grande Guerre, exigeaient, pour ménager le plus possible le sang précieux de nos braves soldats français ou africains, de puissantes concentrations d'hommes et de matériel. C'est, je crois, le maréchal Lyautey qui a dit : « Aux colonies, il faut un marteau pour écraser une mouche. »

Les premiers combats offensifs ont obtenu un plein succès. Ce furent d'abord des opérations de dégagement, autour d'Ouezzan et au nord de Taza; puis, le 16 septembre, l'attaque concentrique du massif de Bibane, qui fut brillamment enlevé. L'ancienne ligne des postes, abandonnée en avril et mai, au nord de l'Ouerghs est partout de nouveau atteinte et souvent dépassée; chaque pas en avant est consolidé par une organisation défensive et la création de voies d'accès. L'armée espagnole s'est renforcée aux alentours de Tétuan, tandis qu'un fort détachement débarquait, sous la protection d'une escadre franco-espagnole, dans la baie d'Alhucemas, d'où il menace Ajdir, centre politique des régions qui reconnaissent, de gré ou de force, l'autorité d'Abd-el-Krim. On annonce, à l'heure où nous écrivons, une très prochaine poussée de la droite française, constituée par le

19e corps sous les ordres du général Boichut, au nord de Taza; l'objectif final serait d'opérer la liaison avec le territoire occupé par les troupes espagnoles au sud de Melilla. A l'Ouest, c'est aux environs de Chechaouen qu'une telle liaison devrait également s'opérer; la ville, incessamment bombardée par l'aviation, serait à peu près évacuée. Du côté de Taza, Abd-el-Krim compte sur les difficultés du terrain pour retarder l'avance des Français; mais il se préparerait, semble-t-il, à prendre l'offensive au sud de Tétuan contre les Espagnols, afin de rompre, avant qu'il ne se resserre, le cercle de fer que les armées alliées forment autour de lui, menaçant d'acculer à la mer ses tribus fidèles. Il ménage soigneusement ses effectifs réguliers, se contentant de faire entretenir la résistance par de faibles contingents des tribus berbères qui ont suivi sa fortune. Le mouvement de soumission va s'accentuant, à mesure que l'avance des troupes françaises montre l'impossibilité d'une résistance par les armes.

On peut dire que, dans l'état actuel de cette pénible guerre, la résistance vient bien plutôt de la nature et des éléments que des hommes, si braves et si bien armés qu'ils soient d'ailleurs. La saison des pluies, qui rend tout transport impraticable et compromet la santé des hommes qui vivent sous la tente, n'est malheureusement plus très éloignée. Il n'est pas certain que, malgré la diligence des chefs et l'entraînement des troupes, des résultats définitifs puissent être obtenus avant la mauvaise saison ; par résultat définitif nous entendons la soumission sans conditions d'Abd-el-Krim et de ses tribus. Mais d'ores et déjà le retour, pour l'avenir, d'un danger analogue à celui d'avril et mai derniers est conjuré : les Rifains ne nous chasseront pas du Maroc; Abd-el-Krim ne détruira pas l'autorité du Sultan ; la supériorité des forces que la France peut, s'il en est besoin, mettre en ligne, est prouvée ; l'alliance avec l'Espagne est scellée; la fidélité du Maroc soumis et la bravoure de ses contingents se sont manifestées avec un éclat qui montre la valeur durable de l'œuvre admirable du maréchal Lyautey et de ses collaborateurs. Si, durant les deux ou trois semaines que le commandement a encore le droit d'espérer avant les chutes d'eau torrentielles, des coups assez forts et assez étendus sont frappés, il se peut que, brusquement, le faisceau fragile des tribus, très attachées à leur particularisme, que le prestige d'Abd-el-Krim et la terreur de ses mitrailleuses ont assemblé, se dissolve, et que le « rogui », réfugié dans ses rochers, soit abandonné et réduit à la fuite ou à la soumission.

Si, au contraire, l'ennemi se dérobe, nécessité sera de reprendre au printemps la tâche inachevée.

De toute façon, l'œuvre de la puissante armée que la France a envoyée au Maroc sera très avancée dans un mois, et c'est par d'autres moyens qu'il deviendra nécessaire de la parfaire. Depuis longtemps, les chefs qui ont acquis l'expérience des guerres africaines, préconisent l'organisation d'une solide armée de l'Afrique du Nord, capable, avec ses cadres en partie français et ses contingents indigènes, de suffire à toutes les opérations qui pourraient être nécessaires, même si les communications avec la métropole venaient à être momentanément interrompues. Qu'il y ait dans les villes, à Alger, à Tunis, à Fez, à Rabat, des bataillons français, c'est indispensable ; mais nos jeunes soldats appelés ne sont pas adaptés à des expéditions africaines sous un climat auquel ils ont de la peine à résister. En avril et mai, ce sont, l'histoire le dira, les bataillons de tirailleurs nord-africains qui ont sauvé Fez et Taza. En 1895, à Madagascar, — comme le rappelle plus haut le général Aubier, — une colonne expéditionnaire d'une quinzaine de mille hommes fut presque détruite par les fièvres, et il suffit de quelques centaines de soldats aguerris pour monter à Tananarive et mettre fin à la domination des Hovas. Pour en finir avec Abd-el-Krim plus sûrement et à moins de frais, et surtout pour prévenir l'apparition, sur un point quelconque, d'un autre Abd-el-Krim, il faudra d'abord organiser une armée spéciale, légère, et cependant munie de toutes les armes perfectionnées; c'est à elle, à ses chefs spécialement entraînés, qu'incombera la tâche de pacifier définitivement le Maroc et de le garder.

Pour le moment, ce qui est nécessaire, c'est d'abord de frapper vite et fort pendant qu'il en est temps, de pratiquer une politique indigène active et avisée, et surtout de ne pas se laisser séduire par une solution incomplète. Pas de paix boiteuse, pas de traité avec Abd-el-Krim tant qu'il est en armes ; pas de ménagements à l'égard de ses alliés du dedans. Voilà ce dont il faut que les Arabes et les Berbères de l'Afrique du nord ne puissent pas douter. Abd-el-Kader aux abois, en 1847, essayait de négocier directement avec Paris ; à l'un de ses émissaires qui apportait des lettres de l'émir, le maréchal Bugeaud répondait : « Si ton maître a quelque communication à faire, il ne doit s'adresser qu'à moi qui représente ici le roi des Français. Il désire la paix, m'as-tu dit ; cela est facile ; il n'a qu'à aller vivre tranquille quelque part. C'est lui qui nous porte la guerre et ce n'est pas nous qui allons le chercher dans sa retraite. Mais il ne peut

obtenir la paix par un traité, il n'y en a pas à faire avec lui, puisqu'il n'est rien. » Et comme l'envoyé insistait pour que le maréchal écrivît lui-même à Abd-el-Kader ce qu'il venait de lui dire, Bugeaud refusait : « Non, je ne lui écrirai pas. Je le connais ; il se servirait de ma lettre pour dire aux Arabes que je lui demande la paix. » Le traité de la Tafna (10 septembre 1844), entre la France et le Sultan, mettait Abd-el-Kader « hors la loi » en Algérie et au Maroc. Le général Cavaignac faisait brûler devant les troupes une lettre d'Abd-el-Kader qu'un cavalier avait apportée à l'adresse du maréchal Bugeaud, et le maréchal approuvait ; Cavaignac, racontant cet épisode à sa mère, ajoutait : « Le seul parti à prendre avec un tel homme est de lui montrer la pointe du sabre ; si on veut jouer avec lui, on sera joué (1). » Et certes Abd-el-Krim est loin d'être un Abd-el-Kader ; il n'a ni son prestige religieux, ni son ascendant sur les tribus ; mais c'est seulement par de tels procédés, par des manifestations de force et de résolution impossibles à travestir, que les Berbères du Rif, comme naguère les Arabes de l'Oranie, comprendront que le dernier mot appartient à la volonté française. Ce jour-là Abd-el-Krim, comme Abd-el-Kader en décembre 1847, s'en remettra à la générosité de la France et de l'Espagne.

En Syrie aussi, la situation se rétablit peu à peu. Le 17, les Druses ont subi à Messifrey, à 18 kilomètres au sud de Soueida, un échec grave ; une colonne est enfin en formation pour délivrer la garnison de Soueida. Le Gouvernement a envoyé, pour prendre le commandement du corps d'occupation, le général Gamelin ; c'est un chef qui a fait ses preuves et en qui, pourvu qu'on le laisse agir, les troupes peuvent avoir confiance ; il n'a rien d'un officier politicien. Le général Michaud est revenu ; s'il a le sentiment de ses responsabilités, on doit souhaiter qu'il demande à être jugé par un Conseil de guerre ; un chef qui se laisse surprendre, qui perd son artillerie, ses avions, ses bagages et presque tout l'effectif de sa colonne, comme le marin qui perd son navire, devrait être obligatoirement tenu de s'expliquer devant ses pairs. Le ministre peut, en tout cas, l'ordonner. D'ailleurs, si la responsabilité militaire pèse sur les épaules du commandant de la colonne, les responsabilités morales et politiques de la situation déplorable où est la Syrie remontent au général Sarrail. Il a trouvé moyen de s'aliéner tous les partis, toutes les races, toutes les confessions. Les catholiques qui constituent, depuis saint Louis, la clientèle protégée par la France, sont consternés de découvrir une

(1) *L'Écho d'Alger* du 17 septembre, sous la signature du colonel Paul Azan.

France qu'ils ne soupçonnaient pas, parce que, jusqu'ici, elle ne « s'exportait » pas. Les musulmans, sur lesquels le nouveau haut-commissaire a voulu prendre appui, trouvent dans la propagande féministe que mènent là-bas certains Français, une raison de rancune et de mépris ; le « parti du peuple » que le général Sarrail a constitué et grâce auquel il se flattait de cultiver les sentiments démocratiques de la population et, du même coup, la reconnaissance envers la France, mène la campagne contre la puissance mandataire avec l'appui des agents turcs et des partisans de Feyçal; le haut-commissaire est aujourd'hui aussi rude à le combattre qu'il était naguère partial à le soutenir. L'insurrection du Djebel Druse n'est grave que parce qu'elle coïncide avec un mouvement général de révolte et d'émancipation dans l'Islam. El Attrache n'a ni l'envergure, ni les soldats d'Abd-el-Krim, mais il devient un centre de ralliement pour tous les ambitieux et les agités. Là aussi, il faudrait en finir vite ; car les Turcs, occupés de l'affaire de Mossoul, ne nous cherchent pas noise pour le moment, mais ils évitent de procéder à la délimitation de la frontière et entretiennent, à tout événement, des litiges en réserve.

Dans les circonstances actuelles, l'intérêt français est que, dans les régions limitrophes de la Syrie, aucun conflit ne surgisse et c'est pourquoi, au Conseil de la Société des nations, les représentants de la France ont travaillé à résoudre le différend anglo-turc à propos du vilayet de Mossoul. Ils n'y ont pas réussi. La question avait été, d'ailleurs, mal posée, il y a un an, à Genève, par M. Branting. Fethy pacha s'était engagé, au nom de la Turquie, à respecter la décision que prendrait, pour la délimitation d'une frontière entre l'Irak et la Turquie, le Conseil de la Société des nations. Mais voici que, brusquement, le 19, le ministre des Affaires étrangères de Turquie, Tewfik Ruchdi bey, déclarait que toute décision du Conseil ne serait valable pour la Turquie que si elle était acceptée par la Grande Assemblée d'Angora; il s'agissait donc, non d'un arbitrage, mais d'une médiation, ce qui revenait à dire que la Turquie n'accepterait la décision du Conseil que si elle lui était favorable. M. Amery, le distingué ministre britannique des Colonies, riposta aussitôt que l'Angleterre reprenait sa liberté d'action. Le Conseil allait-il trancher dans le vif? Il a préféré éviter, comme le lui avait conseillé M. Painlevé dans son discours, « les imprudences mortelles ». Les moyens juridiques sont seuls à la portée d'une institution qui ne dispose pas de la force et qui compte surtout sur la puissance de

l'opinion pour faire triompher le droit et sauvegarder la paix. La question étant mal posée, il convenait de recourir à la Cour internationale de La Haye pour savoir : 1° Quelle est la nature de la décision à prendre : sentence arbitrale, simple médiation, tracé de frontière? 2° L'unanimité est-elle nécessaire pour la décision ou simplement la majorité, et les parties intéressées ont-elles le droit de siéger ou bien sont-elles récusées *ipso facto* ? La Turquie, qui n'a pas de représentant au Conseil, n'accepte pas que l'Angleterre y siège. M. Quinonès de Leon, qui joue avec tant de tact et d'autorité, à la Société des nations, le rôle de conciliateur, proposait cette solution dilatoire qui, après quelques fortes paroles du président, M. Loucheur, pour rappeler aux deux parties leur engagement de ne pas troubler le *statu quo* dans les régions contestées et de ne prendre aucune mesure qui puisse compromettre la paix, fut adoptée à l'unanimité.

Voilà donc assuré un répit de trois mois, mais voilà aussi déchaîné, contre la Société des nations, un torrent de reproches et d'invectives. M. Amery se plaint parce qu'il comptait sur une solution conforme aux conclusions de la Commission d'enquête et aux intérêts britanniques tels qu'ils les comprend. Les Turcs sont mécontents parce qu'ils espéraient que le vilayet de Mossoul, où il n'y a pas de Turcs, serait replacé sous leur autorité. Enfin sont déçus les amis trop zélés de la Société des nations qui voudraient que le Conseil tranchât sans hésiter les différends et devînt un État supérieur aux États; ils oublient que, pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que la Société disposât de sanctions exécutives et de forces de coercition capables de contraindre les récalcitrants. C'est, disent-ils, la mort de la Société des nations. C'eût été bien plus sûrement sa faillite, si sa sentence avait déchaîné une guerre. La délégation britannique demande au Conseil d'envoyer dans la région de Mossoul un ou deux délégués pour surveiller les agissements des Turcs qui, prétend-elle, procèdent à des déportations de populations chrétiennes hors des territoires qui avoisinent la « ligne de Bruxelles ». Les Turcs répondent par d'autres accusations, et la querelle s'envenime : ce n'est pas l'intérêt des populations arabes et kurdes qui constituent la grande majorité des habitants; ce n'est pas non plus l'intérêt de la France, qui aurait besoin, pour la pacification de la Syrie, qu'un régime stable et fort s'établît en Mésopotamie. Le plus étrange, en cette affaire, c'est que l'opinion publique anglaise, si elle est unanime à se plaindre de la Société des nations, n'est pas d'accord sur les décisions à prendre. Il ne paraît même pas certain que tous les membres

du Cabinet approuvent la politique de M. Amery, qui représente la grande tradition de l'impérialisme colonial; les conservateurs dissidents et leur journal le *Daily Mail* mènent contre lui une campagne insidieuse et n'acceptent aucune intervention en Mésopotamie; la presse libérale et travailliste leur fait écho, et c'est un singulier concert! La tactique du *Daily Mail* paraît être de gagner la confiance des Turcs et d'aboutir à une entente avec eux. Mais est-il encore temps, pour l'Angleterre, après tant de fautes, de retrouver la confiance du gouvernement d'Angora? « Aucune institution, ni aucune nation ne peut se dérober devant ses responsabilités sans payer lourdement à la longue son manque de courage moral. » Le *Times*, qui applique cette juste réflexion à la Société des nations, ne se demande pas si elle ne pourrait pas, quelque jour, s'appliquer plus adéquatement à la politique britannique.

Les Anglais qui, lorsqu'il s'agit de Mossoul, se plaignent des prudences de la Société des nations, sont les plus résolus, lorsqu'il s'agit de l'Europe, à restreindre ses pouvoirs, à diminuer ses prérogatives. L'Assemblée générale de la Société leur garde rancune de l'échec du protocole qui l'avait enthousiasmée il y a un an. M. Austen Chamberlain, dans son discours du 10, a renouvelé les réserves de son Gouvernement à l'égard du protocole, mais il a, comme M. Painlevé, fait ressortir que la méthode des pactes de sécurité actuellement en négociation est conforme à l'esprit et au programme de la Société des nations. Le lendemain, M. Paul-Boncour a trouvé moyen de recueillir des applaudissements unanimes en défendant, comme un idéal, le protocole de 1924, sans aller cependant à l'encontre des préférences et des réserves de la délégation britannique. L'instrument forgé en 1924 pour l'arbitrage obligatoire dans tous les cas avait, surtout au jugement d'un Anglo-Saxon, l'inconvénient d'être trop théorique, trop absolu, trop schématique et de ne pas réserver assez de liberté aux décisions des grandes Puissances, assez de jeu à leurs intérêts. Il est certain que l'opinion de l'Assemblée, où dominent les petites nations, est très attachée au principe du protocole et regrette de le voir pratiquement abandonné ; elle accuse l'Empire britannique de constituer, dans la Société des nations, une sorte d'État dans l'État, et les intérêts britanniques de primer l'intérêt général ; on constate dans la presse, surtout dans celle des petits pays, un véritable déchaînement contre l'Angleterre et son Empire. Il reste à savoir, cependant, si l'empirisme britannique, moins séduisant peut-être pour l'esprit, n'est pas mieux adapté aux réalités quoti-

diennes et aux exigences de la vie politique que les constructions trop juridiques de l'idéologie internationale. On doit constater, notamment dans le discours de M. Chamberlain, un effort méritoire pour rapprocher la conception française et la conception britannique de l'organisation de la paix et pour ajuster le pacte rhénan en préparation à l'esprit et à la lettre du pacte de la Société des nations. En réalité, l'œuvre de la Société des nations se poursuit sans recul ni coupures ; les déceptions proviennent surtout d'espérances prématurées ou téméraires.

De loin, il est souvent difficile de comprendre le jeu des intérêts opposés dans les débats de la Société des nations. Il en est ainsi dans la question du désarmement. La France est fermement attachée au principe qu'un désarmement n'est possible qu'après l'établissement d'une sécurité éprouvée; ses délégués ont insisté cependant pour que le désarmement fît l'objet d'études préliminaires qui déjà, les années précédentes, ont été très poussées. Mais la France et ses alliés continentaux s'attachent au principe, conforme aux traités de paix, que le désarmement est de la compétence de la Société des nations qui ne doit pas s'en trouver dessaisie au profit de cette conférence du désarmement dont la menace reparaît souvent dans la presse anglo-saxonne, notamment aux États-Unis. A propos du voyage de M. Caillaux à Washington, on voit revenir, dans certains journaux américains, l'argument que la France pourrait payer si elle réduisait ses dépenses militaires. C'est un chantage auquel nous ne nous prêterons pas. Entre l'Allemagne, qui ne voudrait entrer dans la Société des nations que pour démolir l'œuvre de Versailles et notamment pour imposer à la France un désarmement analogue au sien, et l'Angleterre, trop encline à se prêter aux fantaisies des États-Unis pour le désarmement sur terre, la France, en maintenant la question à l'ordre du jour de la Société des nations et en défendant l'ordre logique : arbitrage, sécurité, désarmement, reste fidèle à ses principes et se garantit contre toute surprise. M. Painlevé a amorcé, dans son discours, et M. Loucheur a développé un projet tendant à faire étudier, par la Société des nations, la possibilité d'une réglementation juridique des relations économiques entre les peuples. Les différends d'ordre économique provoquent souvent ou enveniment des conflits et des guerres ; est-il possible de les prévenir, en assurant, par exemple, une équitable répartition des matières premières? M. Loucheur a obtenu qu'une conférence serait réunie; M. Jouhaux a soutenu avec raison que les peuples, les travailleurs, devaient être

mis au courant, avec une entière sincérité, des grandes difficultés économiques de l'heure actuelle. Il s'agit d'un très gros problème, dont on ne peut guère espérer la solution complète et rapide, mais dont l'étude approfondie s'impose. Ne serait-ce pas là le véritable chemin de la paix organisée, de la paix internationale comme de la paix sociale? C'est une louable initiative que le Gouvernement français a prise et les réserves un peu trop marquées de la délégation britannique ont ajouté à l'impression défavorable que « l'enterrement » du protocole de 1924 a laissé aux délégations; les explications tardives de lord Robert Cecil n'ont pas réussi à dissiper cette impression. Ainsi s'achemine vers son terme la sixième session de l'Assemblée de la Société des nations. Elle n'a pas été stérile, mais il est certain que l'attention s'est quelque peu détournée de ses travaux pour suivre avec un intérêt plus actif les négociations pour le pacte de sécurité.

Ces négociations, en effet, sont entrées dans une phase décisive. C'est le 15 septembre que M. de Margerie, ambassadeur de France, a remis à M. Stresemann l'invitation à une conférence qui se réunira à Locarno le 5 octobre. C'est la France qui invite et qui présidera, puisque c'est à elle que fut adressée l'offre allemande du 9 février. Depuis lors c'est, dans la presse et l'opinion allemande, un nouveau déchaînement de polémiques. Cette offre, que les Allemands se félicitent d'avoir faite, mais dont ils voudraient arrêter les effets, à quoi aboutira-t-elle? Cet accord étroit, qui s'est maintenu entre la France, la Grande-Bretagne et la Belgique, et qui s'est affirmé notamment à la conférence des juristes, les Allemands se flattaient qu'il ne pourrait durer; le seul fait qu'il survit à toutes les sollicitations et surmonte tous les obstacles, a entraîné l'adhésion de principe de l'Italie : M. Mussolini viendra à Locarno; et il met l'Allemagne au pied du mur. La politique intérieure, les rivalités des partis compliquent, pour le Reich, la difficulté de la décision; un conseil des ministres tenu le 21 n'a pas pris de résolution définitive; mais les Allemands comprennent qu'ils se sont trop avancés pour reculer, et ils savent d'ailleurs que le pacte, s'il leur crée des obligations, leur apporte aussi un bénéfice moral considérable, puisque, pour la première fois, ils sont, selon leur expression, appelés à traiter sur le pied d'égalité. La difficulté reste l'aménagement du pacte rhénan garanti par l'Angleterre, et des traités d'arbitrage entre l'Allemagne et la Pologne, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, que la France doit garantir, mais dont se désintéresse la Grande-Bretagne : la meil-

leure méthode serait que les deux séries de négociations fussent poursuivies parallèlement quoique distinctement, et que, si on aboutit, les signatures fussent échangées le même jour. Plus on serre de près les difficultés, plus on s'aperçoit de la vanité et en même temps de la nocuité du particularisme insulaire des Anglais qui ne veut pas être mêlé aux différends qui peuvent surgir en Europe orientale. L'Angleterre refuse de s'engager sur le continent et cependant elle prétend que rien ne s'y fasse sans elle ; s'il y survenait des événements graves, elle y serait mêlée fatalement. La réalisation des pactes de sécurité se heurte aux mêmes obstacles que le protocole de 1924. Le respect trop absolu des intérêts particuliers de l'Angleterre, c'est la ruine de tout espoir d'une paix continentale organisée. Voilà la terrible contradiction qui pèse sur toute l'œuvre des juristes et des diplomates. Pour aboutir à des pactes de sécurité et à des traités de garantie, il faudra, de la part des Français et des Anglais, un grand effort de conciliation et d'adaptation réciproque : la mauvaise foi des Allemands accomplira peut-être ce miracle.

Pour MM. Luther et Stresemann, le problème du pacte est strictement lié à la situation du ministère. Les nationalistes mènent une très vive campagne et ne paraissent pas décidés à s'en rapporter à leurs représentants dans le Cabinet. Pour accepter un pacte, ils posent de nombreuses conditions ; M. Stresemann devra obtenir la garantie anglaise contre toute violation des frontières occidentales du Reich par la France, l'évacuation immédiate de la zone de Cologne et l'évacuation hâtée des deux autres zones, la revision de certains articles du traité, la faculté de ne pas se plier à l'article 16 du pacte de la Société des nations. Au fond, les nationalistes seraient désolés que le pacte échouât, mais ils espèrent, par leur opposition, fortifier le Gouvernement dans sa bataille diplomatique et l'aider à obtenir des concessions, et, d'autre part, ils se réservent le moyen de dissoudre la coalition et de renverser le ministère. « Les éléments résolument nationaux des partis bourgeois, écrit la *Berliner Börsen Zeitung*, préfèrent voir le cabinet Luther et sa majorité s'écrouler, plutôt que de participer jusqu'au bout à la plus indigne de toutes les sortes de politiques d'exécution essayées jusqu'ici. » Le parti nationaliste se retrouve dans la situation fausse où il était il y a un an, au moment de l'adoption du plan Dawes, obligé d'infliger un démenti à ses revendications quotidiennes, ou de compromettre le rétablissement de la situation internationale de l'Allemagne. L'effort des nationalistes

tend surtout à séparer le pacte occidental des traités de garantie orientaux qu'il s'agit d'éluder, et finalement de faire échouer ; puisque l'Angleterre ne s'y intéresse pas directement, les nationalistes allemands comptent bien que le Cabinet britannique, pressé d'en finir avec le pacte rhénan, fera pression sur MM. Painlevé et Briand pour obtenir qu'ils renoncent à garantir les traités d'arbitrage avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. A tout le moins voudraient-ils que la France, assurée de la sécurité de sa frontière de l'Est, renonçât à ses alliances avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. L'association d'anciens militaires, *le Casque d'acier*, vient de faire une manifestation, à Halle, contre toute signature d'un pacte, et elle a adressé au maréchal Hindenburg un télégramme où elle résume les conditions sans lesquelles un pacte ne serait pas admissible : « Ce n'est pas la France, c'est l'Allemagne qui a besoin de sécurité. Ce n'est pas nous, ce sont les autres qui ont à désarmer définitivement.... » Le reste est à l'avenant.

Les revendications que les vieux soldats, et les partis nationalistes exposent sans ambages, on les retrouve, à peine atténuées, même chez les catholiques, les libéraux et les socialistes. Tous admettent qu'il faut revenir sur « le mensonge de la culpabilité allemande » ; tous veulent la revision des frontières avec la Pologne et l'annexion de l'Autriche. M. Georg Bernhardt, qui mène une brillante campagne pour l'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations, montre que c'est, pour ses compatriotes, le meilleur chemin pour arriver à l'union avec l'Autriche. Aucun respect des traités, aucun sentiment de la réalité historique de la guerre voulue, acclamée et perdue, partout la même ardeur à la reconstitution d'une Allemagne forte, armée, puissante, capable de menacer ses voisins, de leur imposer sa loi : voilà ce que nous voyons; et les dernières élections, ainsi que l'élévation de Hindenburg à la Présidence, prouvent que ce sont les plus nationalistes de ces partis nationalistes qui sont maîtres du pouvoir. Comment voudrait-on que nous eussions confiance? Les procédés eux-mêmes restent toujours ce qu'ils étaient au temps d'Agadir, vexatoires et mesquins, maladroits et brutaux : l'arrestation de l'aviateur Costes vient de nous en donner une preuve nouvelle. Le désarmement moral n'est pas proche.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

ntie
que
lle-
nir
our
la
que
t à
ion
sta-
ssé
di-
est
pas
. »

na-
es,
ous
ité
ne
ril-
les
nin
és,
ée
le-
de
res
ou-
qui
ns
ent
x :
ve